L'ÉNIGME DE CHARLEROI

I. — LA MANŒUVRE DE BELGIQUE
LES COMBATS DE LA SAMBRE
16 AOUT-25 AOUT 1914

I. — CE QUE L'ON SUT DE LA « BATAILLE DE CHARLEROI »

Les premières semaines de la guerre avaient paru favorables. La double invasion de l'Alsace méridionale par Mulhouse, les premiers incidens de l'offensive française en Lorraine, les succès des Russes en Prusse orientale, les victoires serbes, tout donnait confiance. Jusqu'au 20 août, on était resté dans l'ignorance au sujet de l'emplacement des armées et des desseins des deux adversaires; mais on savait que la mobilisation et la concentration françaises s'étaient accomplies à merveille et que nos troupes occupaient, sur la frontière, les places assignées par les plans de l'état-major.

Le communiqué du 19 avait confirmé la nouvelle que l'armée française, prenant l'offensive, avait atteint Delme et Morhange, en territoire annexé.

De Belgique, depuis la prise de Liége, les nouvelles étaient rares. L'affaire de Dinant, le 15, heureuse pour nos armes, n'avait pas eu de suite; rien ne s'était dessiné jusqu'au 18.

Soudain, le 19 et le 20, on apprend, coup sur coup, la marche en avant des armées allemandes, le passage de puissantes colonnes de toutes armes sur les routes du territoire belge, une invasion formidable s'étendant comme une nappe sur le pays. La résolution prise par le gouvernement belge de ramener son armée à l'abri du camp retranché d'Anvers éclata comme un aveu d'impuissance et le plus impressionnant des présages.

Le 21, on eut la nouvelle de l'échec de nos armées de l'Est en Lorraine. Le communiqué du 21, à minuit, reconnaissait que « nos troupes avaient été ramenées en arrière...; » il ajoutait : « *L'importance des forces engagées* ne nous eût permis de nous maintenir en Lorraine qu'au prix d'une imprudence inutile. »

Eh quoi! Il y avait donc une puissante offensive allemande sur la frontière lorraine, outre celle qui se produisait par la Belgique! L'anxiété redoubla. La Belgique était-elle abandonnée?

Le 22 août, l'opinion était saisie de l'intention du gouvernement français de venir en aide militairement à la Belgique :

La France est résolue à faire tout pour libérer le territoire de son alliée. Elle considère que son devoir n'aura été entièrement accompli que lorsqu'il ne restera plus un soldat allemand en Belgique.

Sous la rhétorique du texte officiel, on entrevoit une espèce de programme militaire :

Il n'a pas été possible, en raison des nécessités stratégiques, de participer plus tôt avec l'armée belge à la défense du pays; mais les engagemens que nous avons pris n'en sont que plus solennels; notre coopération n'en sera que plus étroite; elle se poursuivra avec une extrême énergie. La situation en Belgique reste sensiblement la même; le mouvement des forces allemandes continue vers l'Ouest, précédé par des forces de cavalerie éclairant dans les directions de Gand d'une part, de la frontière française d'autre part. L'armée belge est prête dans le camp retranché d'Anvers.

La retraite de l'armée belge sous le canon d'Anvers est une opération prévue qui ne porte aucune atteinte à sa valeur ni à son incontestable puissance. Lorsque le moment en sera venu, l'armée belge se trouvera aux côtés de l'armée française, à laquelle les circonstances l'ont étroitement et fraternellement unie.

Ces lignes répondent au mouvement de l'opinion qui ne

pouvait se faire à l'idée que la Belgique ne serait pas défendue. L'occupation de Bruxelles par les Allemands avait été une surprise pour le public français qui en était resté à la belle résistance de Liége : l'arrivée des premières populations belges en fuite l'émut; il s'inquiéta quand il apprit que l'armée belge s'était repliée sous le canon d'Anvers. A la question que l'on se posait universellement de savoir ce que devenaient les armées alliées, le « communiqué » répond. Et, en même temps, il indique les faits nouveaux, bien différens de ce que le public attend : non seulement la Belgique est envahie, mais la région de Gand et la frontière française sont insultées par la cavalerie ennemie. Où sont donc nos troupes? Que fait notre propre armée?

Dès le 22, le bruit s'était répandu dans Paris, — et *Paris-Midi* le confirmait, — qu'une formidable bataille était engagée entre Mons et Charleroi. Bientôt la rumeur circule « que nos armées n'ont pu enrayer la marche des armées allemandes et que notre aile gauche, c'est-à-dire l'armée anglaise, est débordée et enveloppée (1). »

Le 23, on apprend par de vagues rumeurs que les journées du 21 et du 22 n'ont pas été bonnes sur la Sambre. Le communiqué du 23 août paraît et s'applique à préparer les esprits :

En Belgique. — A Namur, les Allemands font un grand effort contre les forts qui résistent énergiquement. Les forts de Liége tiennent toujours. L'armée belge est tout entière concentrée dans le camp retranché d'Anvers. Mais *c'est sur la vaste ligne allant de Mons à la frontière luxembourgeoise que se joue la grosse partie.*

Nos troupes ont pris partout l'offensive. Leur action se poursuit régulièrement en liaison avec l'armée anglaise. Nous trouvons en face de nous, dans ce mouvement offensif, *la presque totalité de l'armée allemande*, formations actives et formations de réserve. Le terrain des opérations, surtout à notre droite (il s'agit des Ardennes), est boisé et difficile. Il est à présumer que la bataille durera plusieurs jours. L'énorme extension du front et l'importance des effectifs engagés empêchent de suivre pas à pas le mouvement de chacune de nos armées. Il convient, en effet, pour apprécier cette situation, d'attendre un résultat qui serve de conclusion à la première phase du combat..., etc., etc.

Ce n'est pas la « victoire en coup de vent » dont on avait

(1) Ant. Délécraz, *Paris pendant la mobilisation*, p. 324.

conçu si imprudemment l'espoir aux heures de l'enthousiasme...

Le 24, les événemens militaires sont déjà accomplis. Les communiqués du 24 et du 25 contiennent tout ce que le Public connut officiellement de la « bataille de Charleroi. » Il faut les citer *in extenso* :

D'abord, le communiqué du 24, au matin, qui donne comme une sorte d'exposé des opérations.

La grande bataille entre le gros des forces françaises et anglaises et le gros des forces allemandes continue. Pendant que cette action se poursuit, dans laquelle nous avons l'importante mission de retenir la presque totalité des armées ennemies, nos alliés de l'Est (les Russes) obtiennent de gros succès dont les conséquences doivent être considérables...

15 heures. — Nos armées, placées face à leurs objectifs, se sont ébranlées avant-hier, prenant résolument l'offensive. Entre la Moselle et Mons, la bataille générale est maintenant engagée, et la parole n'est plus qu'aux combattans eux-mêmes. (Suit un rappel des batailles de Lorraine et des Ardennes.) Une troisième armée, de la région de Chimay, s'est portée à l'attaque de la droite allemande entre Sambre et Meuse. Elle est appuyée par l'armée anglaise, partie de la région de Mons.

Le mouvement des Allemands qui avaient *cherché à déborder notre aile gauche* a été suivi pas à pas, et leur droite se trouve donc attaquée maintenant par notre armée d'aile gauche, en liaison avec l'armée anglaise. De ce côté, la bataille se continue vivement depuis plus d'une journée. Sur tout le reste du front, elle est aussi engagée avec le plus grand acharnement et déjà les pertes sont sérieuses de part et d'autre. A notre extrême gauche, un *groupement a été constitué dans le Nord pour parer à tout événement de ce côté.*

Il y a bien, dans ces derniers mots, l'idée d'une conception stratégique qui, jusqu'à un certain point, s'oppose à celle de l'ennemi. Mais elle n'est indiquée qu'en passant et à peu près indiscernable pour ceux qui ne sont pas initiés.

Le coup de massue est donné par le communiqué du 24 août, 23 heures :

La situation en Belgique. — A l'Ouest de la Meuse, l'armée anglaise, qui se trouvait à notre gauche, a été attaquée par les Allemands. Admirable sous le feu, elle a résisté à l'ennemi avec son impassibilité ordinaire. L'armée française, qui opérait dans cette région, s'est portée à l'attaque. Deux corps d'armée, dont les troupes

d'Afrique, qui se trouvaient en première ligne, entraînés par leur élan ont été reçus par un feu très meurtrier; ils n'ont pas cédé, mais, contre-attaqués par la Garde prussienne, ils ont dû ensuite se replier. Ils ne l'ont fait qu'après avoir infligé à leur adversaire des pertes énormes. Le corps d'élite de la Garde a été très éprouvé.

Sur un ton plus solennel, le communiqué ajoute :

Du fait des ordres donnés, la lutte va changer d'aspect pendant plusieurs jours; l'armée française restera pour un temps sur la défensive; au moment venu, choisi par le commandement en chef, elle reprendra une vigoureuse offensive. Nos pertes sont importantes ; il serait prématuré de les chiffrer ; il ne le serait pas moins de chiffrer celles de l'armée allemande qui a souffert au point de devoir s'arrêter dans ses mouvemens de contre-attaque pour s'établir sur de nouvelles positions.

Et immédiatement, un *Aperçu d'ensemble :*

D'une manière générale, nous avons conservé la pleine liberté d'utiliser notre réseau ferré, et toutes les mers nous sont ouvertes pour nous approvisionner. Nos opérations ont permis à la Russie d'entrer en action et de pénétrer jusqu'au cœur de la Prusse Orientale.

On doit évidemment regretter que le plan offensif, par suite de difficultés impossibles à prévoir, n'ait pas atteint son but : cela eût abrégé la guerre : mais *notre situation défensive demeure entière*, en présence d'un ennemi déjà affaibli... *Certaines parties du territoire national souffriront malheureusement des événemens dont elles seront le théâtre;* épreuve inévitable, mais provisoire. C'est ainsi que des élémens de cavalerie allemande, appartenant à une division indépendante opérant à l'extrême droite, ont pénétré dans la région de Roubaix-Tourcoing, qui n'est défendue que par des élémens territoriaux.

Le courage de notre vaillante population saura supporter cette épreuve avec une foi inébranlable dans le succès final, qui n'est pas douteux. En disant au pays la vérité tout entière, le gouvernement et les autorités militaires lui donnent la plus forte preuve de leur absolue confiance dans la victoire qui ne dépend que de notre persévérance et de notre ténacité.

Et le communiqué continue sur le même ton, le 25 août, 15 heures :

Dans le Nord. — Des partis de cavalerie qui s'étaient montrés avant-hier dans la région de Lille, Roubaix, Tourcoing, ont apparu hier dans la région de Douai. Cette cavalerie ne peut s'avancer

davantage qu'en s'exposant à tomber dans les lignes anglaises renforcées hier par des troupes françaises.

Situation générale. — Malgré les énormes fatigues imposées par trois jours consécutifs de combats, et malgré les pertes subies, le moral des troupes est excellent et elles ne demandent qu'à combattre. Dans la journée d'avant-hier, le fait saillant a été la rencontre formidable des tirailleurs algériens et sénégalais avec la troupe réputée, la Garde prussienne. Sur cette troupe solide, nos soldats africains se sont jetés avec une inexprimable furie : la Garde a été éprouvée dans un combat qui dégénérait en corps à corps. L'oncle de l'Empereur (?), le général prince Adalbert, a été tué ; son corps a été transporté à Charleroi. Notre armée, calme et résolue, continuera aujourd'hui son magnifique effort ; elle sait le prix de cet effort; elle combat pour la civilisation; la France tout entière la suit des yeux, elle aussi calme et forte, et sachant que tous ses fils supportent seuls, pour le moment, avec l'héroïque armée belge qui, hier, a repris Malines, et la vigoureuse armée anglaise, le poids d'un combat sans précédent par l'acharnement réciproque et par la durée...

Voilà tout ce que l'on apprend au public. De beaux faits d'armes, des combats héroïques, une retraite vigoureuse, des troupes harassées dont le moral est excellent, la Belgique évacuée, le territoire national envahi.

Le sens réel des événemens n'apparaît pas. Sous les formules péniblement emphatiques on devine une vérité cruelle. L'obscurité redouble l'angoisse. On sent planer un malheur, terrible et inavoué.

Peu à peu l'idée se répand d'une bataille mystérieuse où des choses imprévues et extraordinaires se sont produites. On l'étend, par la pensée, sur tout le front occidental, depuis Tournai jusqu'à Metz. Des masses énormes ont été engagées: une retraite inexplicable et inexpliquée s'en est suivie. De cette bataille terrible le public ne saisit ni les précisions tactiques ni le sens stratégique. Il se trouve, ainsi, anxieux et désorienté, au moment où la « manœuvre morale » allemande, pénétrant par les neutres, va produire sur lui ses redoutables effets.

En Allemagne. — Dans le camp allemand, après un moment d'hésitation, ce n'est qu'un cri : « Victoire ! »

Le premier communiqué visant les opérations à l'Ouest de la Meuse est du 23 :

A l'Ouest de la Meuse, les troupes allemandes s'avancent *vers Maubeuge;* une brigade de cavalerie s'étant portée vers leur front a été battue (il s'agit, sans doute, du combat d'Anderlues).

L'objectif donné, à savoir Maubeuge, vise déjà une prochaine invasion du territoire français.

Le communiqué du 25 août annonce la prise de Namur et de cinq forts; la chute de quatre autres paraît imminente. Le 27, c'est le chant de triomphe :

Les armées allemandes victorieuses en France. — L'armée allemande de l'Ouest a pénétré victorieusement, neuf jours après sa concentration, sur le territoire français de Cambrai jusqu'aux Vosges méridionales. L'ennemi a été battu sur toute la ligne et se trouve en pleine retraite. Vu l'étendue énorme du champ de bataille, dans une région boisée et en partie montagneuse, il n'est pas possible de donner des chiffres exacts sur ses pertes en tués, blessés, prisonniers et étendards pris. L'armée du général von Kluck a culbuté l'armée anglaise près de Maubeuge. Elle a repris l'attaque aujourd'hui, au Sud-Ouest de Maubeuge, *par un mouvement tournant.* Les armées des généraux von Bülow et von Hausen ont battu *complètement* environ *huit corps d'armée français et belges*, entre la Sambre, Namur et la Meuse (en réalité, deux corps d'armée, au plus quatre, ceux de l'armée Lanrezac, 1er, 10e, 3e et 18e; il n'y a aucun corps belge; aucun autre corps n'a été engagé et n'a même figuré sur le front.) Ces combats ont duré plusieurs jours. Nos armées poursuivent l'ennemi *à l'Ouest* de Maubeuge (on prétend imposer l'idée que les armées alliées sont tournées, et ce trait suffit pour révéler les desseins du grand état-major). Namur est tombé en notre possession après deux jours de bombardement.

L'attaque se dirige maintenant contre Maubeuge.

La nouvelle d'une magnifique victoire, presque sans coup férir, dans l'Ouest, complétant et achevant les succès des Ardennes et de l'Est, se répand dans le monde allemand, chez les alliés de l'Allemagne, chez les neutres.

Elle tombe comme une pluie bienfaisante sur les régimens progressant sous la chaleur accablante, dans l'épuisement des combats : le 23 août, l'officier Kietzmann écrit sur son carnet de route :

« (Au sud de Ninove) : On nous apprend la nouvelle d'une grande victoire de nos armes, près de Metz. »

« Le 24 : Bientôt, on nous apprend que la cavalerie anglaise est anéantie et que six divisions anglaises ont été exterminées à leur débarquement du train. »

« Puis, le 25 : Nous prenons connaissance d'un télégramme de l'Empereur qui exprime sa joie sur les marches fabuleuses accomplies par le IIe corps. Les trois derniers jours, nous avons fait environ 130 kilomètres. L'adversaire s'éloigne toujours en arrière; nous ne le rejoignons pas. On dit qu'une grande victoire vient encore d'être remportée devant nous. On parle de 20 000 prisonniers, de 150 canons pris à l'ennemi. »

Sous la date du vendredi 28, le carnet de route d'un officier d'artillerie qui appartient à l'armée von Kluck, témoigne de l'allégresse générale dans le camp allemand. Alors, s'élèvent ces chants de victoire que l'on entendait du camp français :

« Vers le soir, nous eûmes connaissance des victoires de la IIe armée Bülow : quels sentimens nous prenaient l'âme quand, à la clarté de la lune et des feux de bivouac, toutes les musiques militaires entonnaient l'hymne de reconnaissance répété par plusieurs milliers de voix ! C'était une joie, une allégresse générale, et quand, le lendemain, on se remit en marche, nous croyions presque que nous pourrions fêter Sedan devant Paris... »

On faisait contresigner, en quelque sorte, ces bulletins de la nouvelle « grande armée » par le vieil empereur François-Joseph, adressant à l'empereur Guillaume ce télégramme de félicitations :

« Victoire sur victoire ! Dieu est avec vous et sera aussi avec nous ! Je t'envoie mes plus chaleureuses félicitations, cher ami, à ton cher fils, le kronprinz, le jeune héros, ainsi qu'au kronprinz Rupprecht de Bavière et à l'incomparable vaillante armée allemande. Les mots me manquent pour exprimer ce que mon armée ressent avec moi dans ces jours historiques. Je serre cordialement ta main puissante

« FRANÇOIS-JOSEPH. »

Ainsi, par toutes les voies, se répand et s'impose l'idée de l'importance décisive des combats de la Sambre et de la supériorité absolue des armes allemandes. La presse allemande exulte. Par ses récits enflammés, elle répand, jusqu'aux derniers rangs du peuple et de l'armée, la certitude d'une victoire prompte

et l'ivresse d'une gloire que Dieu lui-même offre comme un hommage et une récompense au peuple élu. Pour les responsables de la guerre, l'ivresse tourne au délire.

Ils n'admettront plus, et le soldat vainqueur pas davantage, la pensée qu'un revirement quelconque dans le cours des événemens puisse se produire.

« Chaque jour, c'est une nouvelle victoire : Liége, Namur, Dinant, Morhange, Charleroi. Après chaque dépêche officielle, le bourgeois allemand repérait les noms sur sa carte et accrochait un drapeau à sa fenêtre. Dans les campagnes, on sonnait les cloches pour convoquer les paysans à la lecture du bulletin. A Berlin, un dimanche soir, les agens de police du district du centre se chargèrent de communiquer au public une glorieuse dépêche survenue après la lecture des journaux. Dans une automobile militaire, un officier remonta l'avenue des Tilleuls en criant la nouvelle à la foule. Les sergens de ville de garde, auprès des stations de tramways, l'annoncèrent dans toutes les voitures qui remontaient pesamment chargées vers les faubourgs populeux. En peu de temps, tout Berlin la connut et, malgré l'heure tardive, illumina et pavoisa.

« Ce furent des journées folles. Les Allemands les plus présomptueux n'avaient jamais osé penser que leur patrie était aussi puissante (1)... »

Donc, toute l'Allemagne répète : « Gloire au peuple allemand, gloire aux armées allemandes qui sont le peuple en armes et en marche ! Quand elles tombent sur le monde, elles le frappent d'épouvante et il n'a qu'à ramper à leurs pieds... »

Cette conviction de la supériorité fatidique des armes allemandes est telle qu'elle se glisse jusque chez l'adversaire, et le professeur E.-H. Baïer, chargé de l'apologétique de la guerre dans son *Volkerkrieg*, emprunte au *Times* ce tableau des phalanges allemandes se jetant, irrésistibles, au combat :

« Les commandans allemands portaient leurs troupes en avant, comme si elles avaient une inépuisable provision de bravoure. Les soldats vont au combat en sections profondes fortement ramassées, en rangs serrés ; ils ne se préoccupent pas de chercher des abris ; ils marchent droit devant eux à l'assaut, dès que l'artillerie a ouvert le feu. Que les ennemis soient à découvert ou dans une région val-

(1) *** *L'esprit public en Allemagne. Les Victoires d'août*, dans *le Correspondant* du 25 février 1915, p. 566.

ionnée ou boisée, peu importe. Ils n'ont qu'un mot d'ordre : *En avant, toujours en avant!* L'artillerie ennemie fauche des lignes entières; souvent, il ne reste plus que des cadres. Bientôt, les brèches sont comblées, le corps est reconstitué et il avance sur des tas de cadavres. La semaine dernière (bataille de Mons), leur puissance numérique était telle qu'on ne pouvait pas plus les arrêter que les flots de la mer. »

Chez les neutres. — Si l'impression est telle chez l'ennemi, que sera-t-elle chez les neutres?

Les meilleurs sont ébranlés : ils cherchent les raisons de ces succès incontestables, analysent, comparent la qualité des armées, le mérite des chefs. Ainsi ils sèment, sans le vouloir, un doute de plus dans l'esprit des peuples alliés, au moment où ceux-ci auraient besoin de tout leur sang-froid, de toute leur confiance.

Les observations principales que l'on peut déjà tirer de la bataille, écrit un Italien, le sage Angelo Gatti, sont les suivantes :

1° Les Allemands ont, au point de vue stratégique, atteint leur but. Ils ont pénétré entre les trois alliés, les ont en partie battus, en partie séparés, de sorte que, au jour de la bataille, ils se sont trouvés en ordre compact, alors que les adversaires étaient divisés. Toutefois, les différentes armées allemandes ne sont peut-être pas encore suffisamment fortes pour accomplir la tâche qui leur incombe, puisque, malgré une excellente impulsion, elles n'ont nullement réussi à écraser l'ennemi et ont même failli être arrêtées par lui. (C'est la seule restriction que sa sympathie se permette.)

2° Les Belges, les Anglais et les Français n'ont pas pu, après vingt-cinq jours de guerre, réunir les différens commandemens en un commandement unique et coordonner entre eux les mouvemens. Chacun a combattu vaillamment, mais pour son propre compte; les Belges d'abord et seuls; les Anglais, *à l'endroit où ils s'étaient portés après le débarquement ;* les Français, *en des endroits imprévus imposés* par la nécessité du moment.

3° Les Français n'ont pas cru, jusqu'à il y a très peu de jours, à la gravité de la menace allemande en Belgique... Il est difficile de penser que l'action, plutôt décousue et limitée, confiée aux armées françaises, samedi et dimanche, ait été le fruit d'une étude longue et réfléchie.

4° La valeur déployée par les troupes alliées *dans l'action tactique* a, d'une façon ou d'une autre, diminué les *défauts de la conception stratégique.*

Nous allons voir qu'un jugement tout différent et, jusqu'à un certain point, inverse, eût dû se dégager d'une appréciation renseignée sur les combats de la Sambre. Mais l'impression générale est telle que ce serait une sorte de paradoxe de discuter et d'analyser les circonstances et les modalités du succès. L'Allemagne s'est fait, de ce jour, une certitude de la victoire finale qui a rayonné d'elle sur le monde.

De cette conviction elle vivra, en quelque sorte, pendant des mois et des années. Tant les débuts importent et tant la victoire matérielle a ses prolongemens infinis et efficaces dans la manœuvre morale !

Il est permis cependant, à la lumière des faits, d'évoquer maintenant le verdict prononcé trop hâtivement. En exposant la « Bataille de Charleroi » non telle qu'on l'imagina de part et d'autre, mais *telle qu'elle fut*, on peut essayer de la ramener à ses proportions exactes et la considérer dans ses rapports avec l'ensemble de la guerre de manœuvres et avec la *Bataille des Frontières*.

II. — LA VÉRITÉ SUR LA « BATAILLE DE CHARLEROI. » PLAN DES ALLEMANDS. — LE GRAND MOUVEMENT TOURNANT. LES EFFECTIFS ALLEMANDS

Les combats de la Sambre résultent du choc de deux conceptions militaires se portant à la rencontre l'une de l'autre.

Disons, d'abord, la conception allemande.

L'invasion de la Belgique fait partie du plan général établi par le grand état-major allemand conformément aux doctrines de von Schlieffen. Suivant ces doctrines, exposées notamment dans l'article *Cannœ* et dans la brochure *Krieg der Gegenwart*, le haut commandement allemand, décidé à « en finir vite » avec la France afin de se retourner contre la Russie, aurait conçu le dessein d'anéantir, d'un seul coup, l'armée française, non par un unique mouvement tournant de l'aile droite, — comme on l'a cru d'après les exposés plus ou moins sincères de Bernhardi, — mais par l'enveloppement des deux ailes, c'est-à-dire par la manœuvre de la « tenaille » aboutissant à l'étreinte et l'écrasement.

Rappelons le texte de l'historien Heinecke, dans son article « Le Rythme de la Guerre mondiale, » paru en 1916 :

« Nous avons commencé la guerre comme *une guerre d'écrasement*, au sens militaire du mot. Préparés par les expériences des guerres de Napoléon et de Moltke et par les enseignemens de Clausewitz, nous avons tout fondé sur un brusque rassemblement de nos forces ; elles devaient fondre *toutes ensemble* sur l'adversaire, se précipiter en avant dans *un brusque mouvement concentrique*, aller chercher et anéantir, *en rase campagne*, le gros des forces ennemies. Le premier but était d'écraser tout de suite la France et de la contraindre à traiter. Si cela réussissait, nous pouvions nous retourner immédiatement et, avec les meilleures chances de succès, poursuivre le même plan militaire contre la Russie. »

Stegemann, critique militaire du *Bund*, auteur à demi officieux d'une histoire de la guerre qui paraît en Allemagne, fait à peu près le même exposé du plan général allemand :

« Prenant pour exemple la bataille de Cannes, le maréchal de Schlieffen a brillamment étudié et fixé le type d'une bataille de destruction procédant par double enveloppement. En réalité, dans l'histoire, la plupart des batailles furent décidées par un enveloppement ou un mouvement tournant; à vrai dire, la manœuvre enveloppante est beaucoup plus périlleuse dans l'offensive que dans la défensive. Il semble que l'armée assaillie, prise dans une manœuvre enveloppante, n'ait plus qu'un moyen de salut : c'est de se retirer précipitamment avant que l'enveloppement ne soit accompli ; si elle n'est enveloppée que d'un côté, les deux tiers de cette armée peuvent être sauvés... Il n'y a de « bataille de Cannes » que dans les conditions suivantes : l'assaillant subit la loi de la plupart des offensives, « il marche à tâtons dans l'inconnu, » comme dit Clausewitz ; mais, à un moment donné, il se voit engagé en un combat de front où son centre présente encore une force suffisante, et il n'attaque la manœuvre par les deux ailes que quand l'ennemi attaque de toutes ses forces sur le centre. »

Le critique militaire à qui nous empruntons ce texte a bien senti (après coup) le risque d une telle conception qui, transportant dans la stratégie les méthodes de la tactique, met l'assaillant dans une situation inférieure, non seulement parce qu'il « marche à tâtons dans l'inconnu, » mais aussi parce qu'en raison de l'ampleur de la manœuvre, l'armée assaillie « peut se retirer précipitamment avant que l'enveloppement ne soit

accompli. » C'est ce qui se produira dans la manœuvre de la Marne et il est utile de le rappeler dès maintenant.

Malgré la force de ces objections, — qui, encore une fois, se sont produites après coup, — l'autorité des idées de Schlieffen s'imposa incontestablement au commandement allemand. Les faits sont là : puisque les Allemands ont attaqué à la fois en Lorraine et en Belgique, il faut bien admettre que le mouvement se faisait simultanément par les deux ailes, le centre (armée du Kronprinz et du duc de Würtemberg), étant tenu en réserve pour assener le coup décisif.

Le mouvement tournant par la Belgique est donc fonction de ce grand dessein militaire : l'aile droite de l'armée allemande représente une des branches de la tenaille, de même que les armées du prince de Bavière et de von Heeringen représentent l'autre branche dans l'Est; elles vont simultanément au-devant l'une de l'autre, avec cette différence toutefois que l'armée de l'Ouest devant déboucher dans le voisinage de Paris et ayant pour mission de couper l'armée française, d'abord de la mer, puis de la capitale, on l'organise avec un soin spécial, on la comble en quelque sorte de tous les réconforts matériels et moraux, on prend toutes les précautions stratégiques et tactiques pour assurer, autant qu'il est humainement possible, le succès de son importante mission.

Comment les Allemands conçoivent-ils ce mouvement d'enveloppement par l'aile droite?

Ici encore, nous avons des documens formels. Une brochure qui semble avoir été écrite sous l'inspiration de l'ancien généralissime von Moltke, intitulée *La Bataille de la Marne*, expose, en ces termes, le caractère et l'objet du mouvement tournant dont l'aile droite était chargée :

Le gouvernement allemand avait prévu qu'il n'avait pas à se fier à la Belgique et, en effet, les pièces trouvées à Bruxelles après l'occupation allemande (1) ont prouvé combien les cercles militaires

(1) On connaît la fable que la propagande allemande a tenté d'accréditer au sujet des pièces établissant un soi-disant accord militaire entre l'Angleterre et la Belgique. C'est une de ces mirifiques inventions comme la « garnison française à Liége, » les « avions de Nuremberg » qui ne tiennent pas debout mais qui ont servi à tromper et à entraîner l'opinion allemande. Voir, à ce sujet, *Histoire de la guerre de 1914*, II, 173.

allemands ont eu raison de demander pour les troupes allemandes le passage libre en Belgique, afin que les Belges ne puissent tomber sur le dos des armées allemandes quand celles-ci seraient entièrement occupées en France.

Le grand état-major allemand avait résolu de jeter tout d'abord la plus grande partie des troupes disponibles vers l'Ouest et de confier à quelques corps d'armée seulement la garde des frontières orientales... Entre Thionville et Aix-la-Chapelle, on comptait faire passer la masse principale des troupes disponibles et attaquer la France par la Belgique et le Luxembourg, tout *en s'efforçant d'étendre toujours davantage l'aile droite vers la mer.*

Par cette conversion géniale de la droite, on espérait, au moyen d'une grande courbe passant par Bruxelles-Valenciennes-Compiègne-Meaux, à l'est de Paris, pouvoir rejeter l'armée française au delà de la Meuse, de l'Aisne, de la Marne, peut-être même au delà de la Seine, pour déborder au sud de Fontainebleau et envelopper ainsi la ligne française. D'autres parties de l'armée, particulièrement des corps de réserve et de landwehr, devaient alors pousser *en avant de Dunkerque et Calais jusqu'à la côte pour empêcher de nouveaux débarquemens anglais...*

Voici maintenant l'exposé de Stegemann :

Le plan de campagne allemand s'appuyait sur cette considération que c'était une mesure de conservation personnelle pour l'Allemagne d'atteindre le territoire français aussi rapidement et aussi sûrement que possible, de l'envahir définitivement par un point faible et d'imposer ainsi sa loi à l'adversaire. Comme une entreprise conduite entre Meuse et Moselle eût été très incertaine et qu'elle eût produit, en même temps, une sursaturation de troupes, serrées les unes contre les autres, dans cet étroit espace, l'offensive par la Belgique devint la pensée maîtresse de toute la manœuvre. Sur cette donnée, la marche en avant déterminait un mouvement énorme depuis l'aile droite, qui, en cas de succès, *devait aboutir à un débordement et à un écrasement de l'adversaire par étreinte.*

... L'offensive stratégique des Allemands s'était mise en branle d'un seul coup. Pour ce mouvement d'encerclement, les forces de l'extrême-gauche devaient, pour le moment, rester fixées sur la ligne générale, tandis que celles de l'aile droite accomplissaient des marches énormes formant le mouvement tournant vers l'Ouest, avec Metz pour pivot.

Un autre historien, Kircheisen, détermine, avec beaucoup de netteté, le premier objectif de la manœuvre par l'aile droite :

C'était, sans nul doute, l'intention de von Kluck de *couper French du côté de la côte et de rejeter ses troupes sur Maubeuge...*

Tel est le caractère du mouvement tournant en tant qu'il fait partie du plan général allemand : envelopper les armées alliées *par la côte*, occuper la côte elle-même jusqu'à Dunkerque et Calais pour empêcher les débarquemens anglais, rabattre l'aile gauche des armées alliées sur Maubeuge et la bousculer par une poursuite vigoureuse jusqu'à l'étreinte et l'écrasement entre les deux pinces de la tenaille sur l'Aisne, la Marne ou la Seine.

Nous avons exposé les conditions dans lesquelles ce plan s'est développé à l'Est et au Centre; nous allons suivre son exécution à l'Ouest : la *Bataille de la Trouée de Charmes*, la *Bataille des Ardennes*, les combats de la Sambre (improprement nommés *Bataille de Charleroi*) sont les trois scènes d'un acte, constituant lui-même la première partie de la *Bataille des Frontières*.

L'armée provisoire de la Meuse (von Emmich), composée surtout de troupes de couverture, s'était emparée des ponts de Liége le 7 août.

Or, les armées allemandes, chargées d'opérer sur le front occidental, ne se mettent en mouvement pour la manœuvre en Belgique que le 19. Dans l'intervalle, un seul incident notable : la tentative sur Dinant, le 15. Elle est repoussée, et c'est tout.

Le dessein des Allemands reste obscur jusqu'au jour où ils se décident à s'avancer au delà de la ligne de la Gette, à forcer les ponts d'Huy et d'Ombret-Rosa sur la Meuse pour se porter sur la rive gauche, et à saillir de la forêt des Ardennes en masses énormes qui, toutes, se mettent en marche d'Est en Ouest. C'est un formidable débordement qui, à travers la Belgique, menace la France.

Cette marche commence le 19. Le 20, Bruxelles est occupé; le 21, les Allemands débouchent avec leurs corps de gauche sur la Sambre et, ce même jour, les rencontres des gros se produisent. En un mot, les Allemands se précipitent tout d'un coup à la rencontre des armées ennemies. Contraste frappant entre une si longue immobilité et une hâte si soudaine!

Sur la longueur du délai d'attente, le haut commandement

allemand a cru devoir s'expliquer par un communiqué daté du 18 août et intitulé : « Le cas de Liége. »

Communiqué allemand du 18 août. — Le cas de Liége. Le quartier général dit que le secret de Liége peut maintenant être dévoilé. Les Allemands avaient reçu, avant la déclaration de guerre, l'assurance que des officiers français, et peut-être aussi des troupes, avaient été envoyés à Liége avec la mission d'instruire les troupes belges sur le service des forts. Avant l'ouverture des hostilités nous n'avions rien à dire de cela. (Vous voyez le raffinement de mensonge et d'hypocrisie; mais il est nécessaire pour en arriver aux explications qui suivent.) Dès le début de la guerre, cela constituait une violation de la neutralité de la France vis-à-vis de la Belgique. Les Allemands devaient agir rapidement. (Donc « le cas de Liége » n'est nullement prémédité; c'est tout à fait à l'improviste et pour parer à un danger, d'ailleurs inventé à plaisir, que l'Allemagne croit devoir se jeter sur cette place, Liége étant remplie de Français.) Des régimens non mobilisés furent jetés à la frontière et mis en marche sur Liége. Six faibles brigades avec un peu de cavalerie et d'artillerie prirent la ville. Deux autres régimens, qui venaient de terminer leur mobilisation, purent aussi être envoyés. (N'insistons pas sur ces révélations et ces explications aussi fausses qu'embarrassées.) Nos adversaires annoncèrent que, devant Liége, se trouvaient 120 000 Allemands ne pouvant continuer leur marche en avant, en raison des difficultés du ravitaillement. Ils se trompaient; car *cette pause eut d'autres raisons. C'est seulement alors que commence la marche en avant des Allemands.* Nos adversaires auront la preuve que nous ne l'avons entreprise que bien soignés et bien équipés. L'Empereur a tenu sa parole de ne pas sacrifier inutilement une goutte du sang allemand (Cela pour répondre à l'émotion causée en Allemagne par les pertes devant Liége, 42 000 hommes.) L'ennemi ignorait nos puissans moyens d'attaque; c'est pour cela qu'il se croyait en sûreté dans les forts... La forteresse de Liége ne servira plus les plans primitifs de nos adversaires, mais sera un point d'appui pour l'armée allemande.

Nous ne sommes pas obligés de prendre pour argent comptant ces explications alambiquées. Le haut commandement voudrait faire croire (surtout au public allemand) qu'il s'est jeté en hâte sur Liége et qu'il s'est emparé de la ville, au prix d'une cruelle effusion de sang, pour y capturer une garnison française. Fait extraordinaire : une fois la ville prise, cette garnison s'est évanouie. Non, la prise de Liége a un autre sens : cette place est la clef de toute la campagne. On s'empare des ponts tout

de suite, et par surprise, pour pouvoir déboucher en Belgique. Mais, tout d'un coup, stop : le grand mouvement s'est arrêté !

Pourquoi? Le communiqué allemand fait allusion aux nécessités de la concentration ; puis il indique que les faits parleront d'eux-mêmes. Les nécessités de la concentration ne motivent pas un tel retard : les Allemands se sont vantés de la rapidité foudroyante avec laquelle elle s'était achevée, grâce à leur réseau de chemins de fer aux approches de la Belgique et dans l'Eifel. Quant aux faits ultérieurs, ils n'ont rien révélé du tout : on en est donc réduit aux conjectures.

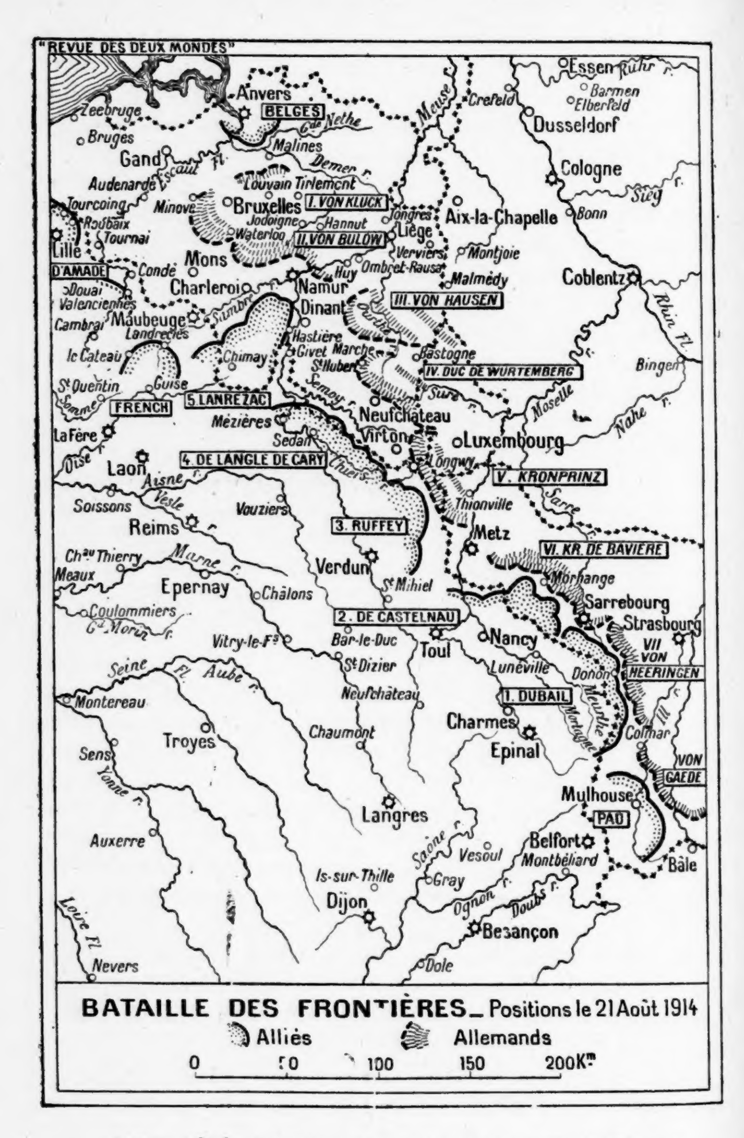
Il faut admettre que le haut commandement, en violant la neutralité belge, entendait commencer la manœuvre probablement par un *piège*, mais certainement par une *surprise*. Les deux explications d'ailleurs ne sont pas inconciliables.

Jusqu'au 18, les armées allemandes qui se sont massées sur le territoire belge sont, en quelque sorte, à l'affût, dans l'ordre suivant : l'armée du Kronprinz (Luxembourg et Luxembourg belge), armée du duc de Würtemberg (Luxembourg belge), armée von Hausen (région de Laroche), armée von Bülow (Sud de la Meuse, Andenne, Huy), armée von Kluck (derrière la Gette.)

Il est probable que, par cette disposition en demi-cercle, le grand état-major allemand se préparait à profiter, comme il a été dit déjà (1), d'une faute de ses adversaires. N'ignorant pas que le gouvernement belge avait fait appel au gouvernement français et qu'il avait demandé d'urgence l'envoi d'une armée en Belgique, les Allemands avaient, sans doute, conçu le projet de laisser cette armée s'avancer jusque sur la plaine de Bruxelles-Waterloo, pour l'écraser entre les cinq armées tombant simultanément sur elle.

Le raid de cavalerie du général Sordet qui pénétra en Belgique jusqu'aux portes de Liége, dut accréditer, dans l'esprit de l'état-major allemand, l'opinion que l'armée française suivait et que le commandement français, cédant à l'entraînement d'une impétueuse générosité, jetait, en quelque sorte, une armée de délivrance dans la gueule du loup. Mais, en fait, malgré des instances réitérés et des sollicitations émouvantes, le haut commandement français ne céda ni aux appels, ni aux conseils. Son plan était tout autre et il s'y tint fermement.

(1) V. de Souza, *La défaite allemande*.



CARTE GÉNÉRALE POUR LA « BATAILLE DE CHARLEROI »

A partir du 18, les Allemands apprennent par des actes publics et les communiqués officiels que le gouvernement belge a pris le parti de ramener son armée dans le camp retranché d'Anvers; dès lors, l'attente est inutile et aussitôt le Kaiser ordonne le déclenchement du grand mouvement tournant.

Le piège n'a pas joué : reste la surprise.

Le souci angoissant du commandement français, durant les premières semaines de la guerre fut celui-ci : par où déboucherait la principale offensive allemande?

Lui-même avait son plan; il attaquait par l'Alsace et la Lorraine et manœuvrait pour pénétrer en Allemagne, sa droite au Rhin. Mais l'exécution d'un tel projet ne pouvait pas ne pas être influencée par le parti que prendraient les Allemands. Nous verrons tout à l'heure par quelle suite de remaniemens et de mises au point le haut commandement français dut parer aux initiatives ennemies : on comprend de quel intérêt il était pour les chefs allemands de ne dévoiler leurs desseins que le plus tard possible. Deux lutteurs, avant de s'étreindre, multiplient les feintes.

Tant que les armées allemandes étaient immobiles dans le Luxembourg et le Luxembourg belge, installées qu'elles étaient au carrefour des routes conduisant soit en Belgique, soit en France, on pouvait leur attribuer divers projets : soit une contre-attaque de flanc contre notre propre offensive en Lorraine annexée, soit une attaque frontale sur Verdun, soit une offensive de grand style par la vallée de l'Alzette débouchant en France par Rocroi et Mézières, coupant nos armées de l'Est de Reims et de Paris. Les forces opérant en Belgique eussent tout simplement, dans ce dernier cas, fait fonction de flanc-garde ou tout au plus, eussent coopéré à la manœuvre en prenant le chemin de Paris par l'Oise, comme les alliés l'avaient fait en 1814.

En présence de ces diverses éventualités, le haut commandement français, tout en engageant son aile droite dans l'offensive lorraine, se tenait ramassé sur son centre, prêt à se porter partout où les Allemands apparaîtraient.

Pour les raisons que nous avons dites, les Allemands attendirent jusqu'au 18, au soir. C'est le 18, que l'empereur Guillaume quitte Berlin pour venir donner lui-même l'ordre déclenchant la manœuvre qui doit lui assurer le monde : il lance sa procla-

mation aux Berlinois. Ce n'est plus seulement l'Empereur, c'est le chef de guerre qui parle à ses armées et à son peuple : « Le cours des opérations de guerre a transféré le Grand Quartier Général hors de Berlin. Je me fie fermement à l'aide de Dieu, à la bravoure de l'armée et de la marine, et à l'inébranlable unité du peuple allemand dans ces heures de danger. La victoire ne désertera pas notre cause. »

Voici donc la conception allemande en voie de réalisation. Le chancelier Bethmann-Hollweg l'a dit et répété : « L'offensive par la Belgique, c'est, pour nous, une question de vie ou de mort. » Les états-majors ont médité leur coup : attendre, surprendre, tromper, frapper. Ils ont massé dans l'ombre les énormes effectifs armés et entraînés qu'une volonté sans précédent emporte dans le vertige du grand mouvement tournant.

Quels étaient ces effectifs?

L'art des Allemands fut de développer, dès l'abord, sur la Belgique, un réseau de troupes de couverture, cavalerie, artillerie, infanterie extrêmement mobile, et ayant pour mission de voiler les emplacemens des gros, tout en donnant, par leur tactique, l'impression d'une démonstration et, si j'ose dire, d'un *bluff* plutôt que d'une action à fond et décisive. « Couvrir et découvrir, » terroriser le pays et tromper l'adversaire, tel était l'objet de cette première invasion militaire confiée aux corps de cavalerie Richthofen et von Marwitz. La mission fut accomplie avec une remarquable énergie et un grand savoir-faire technique : elle contribua à créer la « surprise » sur laquelle comptait le grand état-major.

Derrière ce rideau mouvant, les gros se mirent en branle à partir du 19. Que l'on tire, sur la carte, une ligne Nord-Sud passant par Diest, Tirlemont, Hannut, Andenne, Ciney, Rochefort, en un mot une ligne se développant en arrière de la Gette et de la Meuse : c'est à l'Est de cette ligne que les gros allemands sont arrêtés, tandis que les troupes de couverture sont lancées sur le territoire belge.

Le 19, l'alignement est rompu et les gros se mettent en branle d'un formidable et unique mouvement d'Est en Ouest.

Trois armées y prennent part : au Sud, en liaison avec l'armée du duc de Würtemberg qui reste dans les Ardennes, la 3e armée (armée von Hausen) s porte du Luxembourg (envi-

rons de Laroche et de Marche), dans la direction de la Meuse qu'elle abordera d'Yvoir à Fumay. Elle se compose du XIXe corps (von Laffert), du XIIe corps (von Elsa), du XIIe corps de réserve (von Kirchbach). Jusqu'au 18, elle était couverte par la cavalerie de la Garde qu'elle céda, à partir de cette date, à l'armée von Bülow. Elle compte 120 000 hommes.

Plus au Nord, la 2e armée (armée von Bülow) se compose, de gauche à droite, du VIIe corps de réserve (von Zwehl), de la Garde (von Plattenberg), du Xe corps (von Emmich), du Xe corps de réserve (19e division de réserve et 2e division de la Garde) (von Hülsen), du VIIe corps (von Einem), et d'un corps de cavalerie composé de la 5e division de cavalerie et de la division de cavalerie de la Garde (von Richthofen). Cette armée est la véritable armée d'opérations en Belgique proprement dite. Elle comprend un total de 210 000 hommes.

L'armée von Bülow a pour mission de tourner autour de la place de Namur, de masquer ou de prendre cette place et, en longeant la Sambre où elle appuie sa gauche, de traverser la Belgique en direction générale de Mons et Valenciennes, pour déboucher ainsi sur le territoire français.

Plus au Nord encore, débouche la 1re armée (armée von Kluck) : elle comprend les IXe corps (von Quast), IIIe corps (von Lochow), IVe corps (von Arnim), IVe corps de réserve (7e et 22e divisions de réserve) (Schwerin), IIe corps (von Linsingen) et, en couverture, un corps de cavalerie (2e, 4e, 9e divisions de cavalerie) (von Marwitz), soit une masse de 215 000 hommes.

Ces trois armées, qui s'étalent soudain sur la Belgique et qui, dans deux jours, prendront part, toutes les trois, aux combats de la Sambre, donnent, comme effectifs, les chiffres suivans :

3e armée	120 000	hommes
2e armée	210 000	—
1re armée	215 000	—
	545 000	hommes

Trois corps, il est vrai, sont maintenus en arrière ; ce sont les XIXe et IIe corps actifs et le IVe corps de réserve, soit environ 120 000 hommes. Mais ils sont là ; et leur présence suffit pour soutenir la retraite ou exploiter le succès. 545 000 hommes

à la disposition des chefs, 425 000 hommes en ligne, telle est la masse combattante dont dispose le commandement.

Chaque corps d'armée allemand compte 144 pièces d'artillerie dont un quart en obusiers légers ; le reste est en batteries montées avec un bataillon d'artillerie à pied; cependant, les corps de réserve n'ont, chacun, que 72 pièces, soit moitié de l'artillerie du corps actif.

La 1re armée allemande (von Kluck) est la pointe extrême du dispositif de ce côté; elle marche à une certaine distance de la mer, droit sur Audenarde-Courtrai, son extrême droite devant accomplir le mouvement tournant jusqu'à Dunkerque et Calais, de façon à balayer tout le Nord, au moins jusqu'à la Somme, avant de se rabattre sur Paris.

Von Kluck est parti de la Gette, le 19, pour sa grande randonnée. Précédés, comme nous l'avons dit, par la cavalerie von Marwitz, ses gros progressent, la droite en avant, avec une rapidité extrême et couvrent, au sud de la Demer, une large bande de terrain qui s'aligne en son milieu par Tirlemont, Louvain, Bruxelles, Sotteghem, Audenarde, Courtrai. Son corps de flèche est le IIe corps commandé par un des généraux allemands les plus réputés, von Linsingen. C'est lui qui tient l'aile marchante. Il n'est pas question de se porter, pour le moment, sur Charleroi et Mons; l'objectif est plus au nord et droit à l'ouest. Si les armées von Bülow et von Kluck longent la Sambre, la Sambre n'est pas leur but ; elles vont au delà et ne doivent marquer leur mouvement de conversion au sud que quand elles auront atteint l'Escaut, de manière à se rabattre par Lille, Arras, Amiens, sur la Seine, peut-être même à l'ouest de Paris qui se trouverait ainsi coupé de Calais, de Dunkerque, de Rouen et du Havre. On attaquera l'ennemi si on le rencontre. Mais le but principal est de l'envelopper complètement et, pour cela, d'atteindre la mer.

Rappelons toute l'importance du mouvement tournant dans la doctrine allemande et surtout dans le système de Schlieffen : un adversaire tourné est un adversaire battu, parce qu'il est attaqué de deux côtés à la fois et que la convergence des feux l'assomme au moment même où il craint pour ses communications. Le mouvement tournant est donc la condition indispensable de la victoire. Il ne s'agit pas d'un mouvement d'aile plus ou moins adroitement exécuté et caressant, pour ainsi dire,

l'armée ennemie : il s'agit du round brutal dans les côtes qui lui fait perdre à la fois l'équilibre et le souffle; l'armée battue ne doit plus respirer après ce coup.

La doctrine de Schlieffen multiplie la puissance des mouvemens d'aile en les assenant de deux côtés à la fois et en les faisant converger l'un vers l'autre. Une raison de plus pour que la manœuvre soit achevée, complète, sans repentir et sans bavure. L'enveloppement de l'armée ennemie est la condition de l' « étreinte » et de l' « écrasement. » Les armées allemandes de droite sont parties pour accomplir cette besogne audacieuse et brutale.

Et c'est pourquoi on a donné à ces armées à la fois le poids et la souplesse par la masse des effectifs et leur incomparable organisation : tout ce qu'une savante préparation et une longue sélection peuvent obtenir comme entraînement et comme choix, elles l'ont : le meilleur personnel, le meilleur matériel, les soldats, les chefs. Ce sont ces troupes incomparables dont l'apparition en Belgique causa, à la fois, l'éblouissement et la stupeur : ordre, discipline, éclat, splendeur. Cuivres astiqués, buffleteries fraîches, uniformes neufs, troupes de couverture s'abattant sur le pays comme des nuées de sauterelles; gros se mouvant en rangs serrés avec le maximum d'accélération; automobiles, bicyclettes, canons, obusiers, mitrailleuses, cuisines roulantes, hommes et machines, foules militaires roulant leurs flots pressés toujours, toujours. Musiques, trompettes et fifres, sonnant et sifflant, voix rauque du commandement, pas de parade martelant le pavé des villes : peuple casqué, tribus en armes dressées se précipitant à la mort, machine prodigieuse comme le monde n'en avait jamais vu et n'en reverra jamais !

III. — PLAN, EFFECTIFS ET POSITIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Le premier dispositif français avait tourné la plus grande partie de nos forces vers la frontière de l'Est. Nous avons dit que le projet du haut commandement français était d'attaquer par l'Alsace et la Lorraine en s'appuyant à droite sur le Rhin pour porter, le plus tôt possible, la guerre en Allemagne. Décidé à respecter la neutralité belge, il n'avait pas d'autre débouché. Mais il avait aussi pour intention positive, dès le

début, d'appuyer ce mouvement d'aile droite par une attaque frontale qui, dans la région du Luxembourg, prendrait à partie les armées allemandes occupant la Belgique.

Dans quelle mesure le commandement français s'attendait-il à la violation de la neutralité belge et quelles précautions avait-il prises en vue d'une telle éventualité ? Il est impossible de reprendre ici tout le débat. Mais, ce qui paraît exact, c'est que le commandement français, tout en ayant la conviction que le territoire belge serait violé, n'allait pas jusqu'à penser que le haut commandement allemand prendrait le parti de déboucher *sur la rive gauche de la Meuse* et d'envahir la Belgique entière.

Les conséquences d'une pareille détermination étaient si graves pour l'Allemagne que notre état-major avait peine à admettre que ses généraux assumeraient, de propos délibéré, une telle responsabilité. On avait, en effet, les raisons les plus sérieuses de penser que si la neutralité belge n'était pas atteinte au Nord de la Meuse, le gouvernement belge et le gouvernement britannique réfléchiraient avant de se lancer immédiatement dans la guerre. Comment croire que l'Allemagne, pour un avantage stratégique douteux, romprait brutalement avec ces puissances et déchaînerait, par leur hostilité actuelle, la vindicte prochaine de l'univers? En vérité, on ne pouvait fonder tout un système militaire sur une éventualité aussi incertaine et sur l'aléa d'une décision aussi absurde ; l'intérêt de l'Allemagne n'éclairait-il pas ses intentions et desseins?

Le choix que fit l'Allemagne — avertie comme elle l'était des conséquences — ne peut s'expliquer que par la détermination arrêtée, dès lors, dans la pensée du gouvernement allemand, de considérer l'Angleterre comme son principal ennemi et de viser à l'anéantissement de cette puissance tandis qu'elle était encore désarmée. Cette raison peut seule expliquer le projet de marche des armées allemandes à travers la Belgique du Nord, droit sur l'Ouest et la mer, avec Dunkerque et Calais pour objectif immédiat.

Le commandement français, qui se plaçait surtout à un point de vue national et qui raisonnait d'après les données ordinaires du bon sens, se croyait donc suffisamment protégé en disposant ses troupes depuis Rocroi et même Vervins jusqu'aux Vosges, puisque la plus grande partie de nos corps d'armée se trouvaient ainsi placés face à la Belgique et au Luxembourg.

Il avait, d'ailleurs, d'autres devoirs : c'était de veiller à la défense du territoire français sur toute l'étendue de la frontière. Pouvait-il négliger la région de l'Est? Était-il en droit d'affaiblir, outre mesure, les armées qui protégeaient Nancy et Verdun?

Le plan général allemand embrassait, comme les faits le prouvèrent, non seulement une attaque par la vallée de l'Escaut, mais aussi une offensive sur la Trouée de Charmes. Donc, il fallait être prêt partout. Tant pour l'offensive en Alsace et en Lorraine annexée que pour la défensive en Lorraine française, notre « force de l'Est » ne devait, à aucun prix, être sacrifiée.

Tout en montant sa propre manœuvre, le commandement français n'en surveille pas moins celle de l'ennemi. Il recueille les moindres indices qui peuvent lui révéler les projets du commandement allemand à l'Ouest. Celui-ci les cache avec un soin jaloux jusqu'au 19.

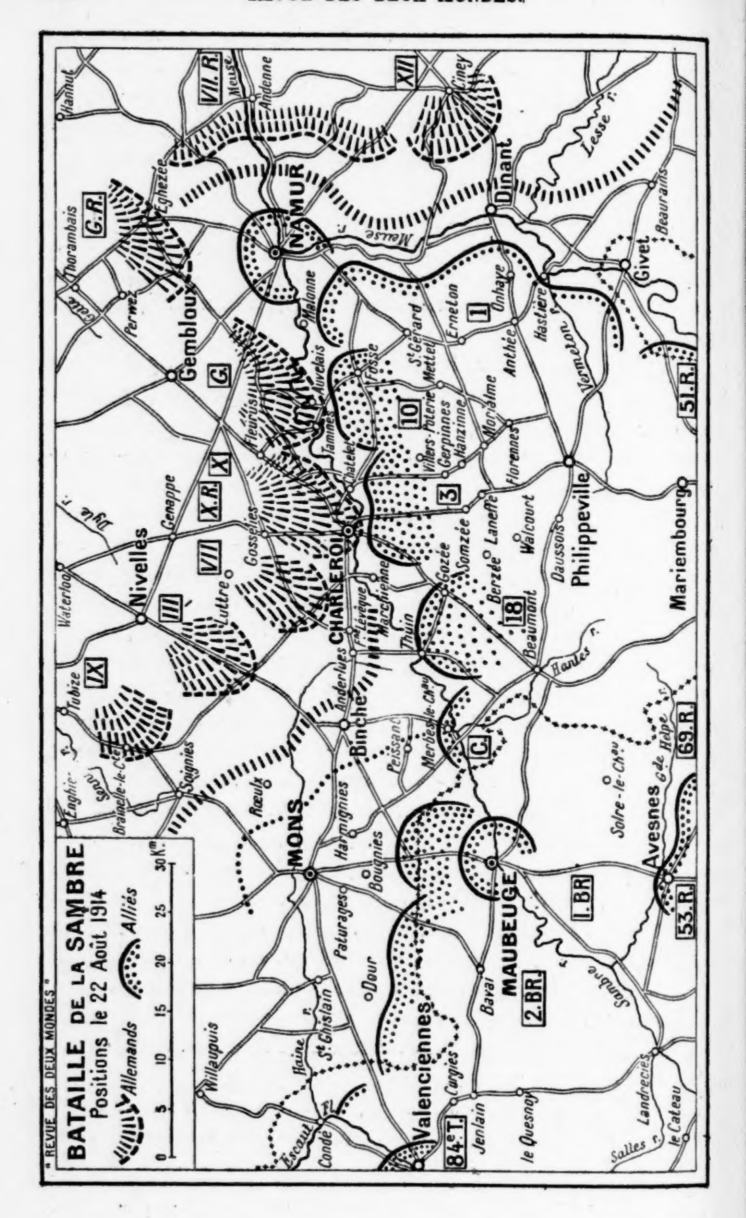
Le corps de cavalerie Sordet, qui a battu toute la Belgique, n'a apporté aucune donnée précise : on croit plutôt au *bluff*. Les armées allemandes sont toujours immobiles, voilées par le rideau mouvant et impénétrable de leur nombreuse cavalerie.

Cependant, un fait précis apporte, le 15, quelque lumière. Les troupes de couverture de l'armée von Hausen tentent de forcer la Meuse à Dinant : ce coup de sonde donne à penser que les armées allemandes n'ont pas pour objectif seulement la vallée française de la Meuse et qu'elles chercheront à déboucher plus au Nord, peut-être dans la direction de Maubeuge.

Immédiatement les précautions sont prises. Elles consistent, — pour parer à une éventualité encore incertaine, mais qui se précise, — à constituer, dans cette région, une puissante armée capable de faire tête à la manœuvre allemande si elle se manifeste dans cette direction. Une fois les mesures prises pour l'offensive à l'Est, l'attention du haut commandement français se porte presque uniquement vers le problème de l'Ouest.

Jusqu'à la date du 15, l'armée Lanrezac gardait le débouché des Ardennes, avec mission éventuelle de foncer sur les armées cachées dans cette région.

C'est le 15 que cette armée reçoit l'ordre de s'élever sur le territoire belge dans la direction de Namur; c'est également le 15 que le 18e corps, rattaché jusque là aux armées de l'Est et en réserve vers Toul, reçoit l'ordre de s'embarquer pour se


"REVUE DES DEUX MONDES"
BATAILLE DE LA SAMBRE
Positions le 22 Août 1914
Allemands
Alliés
0 5 10 15 20 25 30 K.m
NAMUR
CHARLEROI
MONS
MAUBEUGE
Valenciennes
Nivelles
Gembloux
Dinant
Philippeville
Mariembourg
Avesnes
Binche
Givet

porter sur la Sambre; c'est du 13 au 16 que les divisions d'Algérie, antérieurement dirigées vers l'Est, sont acheminées vers la région de Chimay où elles débarquent; c'est le 16 que le général d'Amade reçoit l'ordre de quitter le commandement de la région de Lyon pour se rendre à Arras et y constituer une armée nouvelle.

Dès lors, aussi, l'armée britannique, débarquée en Thiérache, combine son mouvement avec celui des armées françaises et se prépare à rejoindre la Sambre; le groupe des divisions de réserve, commandées par le général Valabrègue, qui a organisé, pour la défensive, la région de Vervins, va se porter dans cette même direction.

Ainsi se trouve prévu et créé un front compact, s'étendant de Dunkerque à Dinant.

Mais l'on ne sait rien encore de certain sur les projets du commandement allemand : celui-ci couve son piège et sa surprise. Dans le doute qui subsiste, le commandement français se tient prêt en vue de deux hypothèses.

De deux choses l'une : ou les armées allemandes déboucheront sur la Meuse moyenne ou plus au Sud encore, et, alors, les armées françaises du Centre, secondant l'offensive déjà déclenchée dans l'Est, les attaqueront par les Ardennes et, en même temps, les armées de l'Ouest (armée Lanrezac, armée britannique, etc.) entreprendront de tourner l'ennemi par Namur, Charleroi, Mons; ou bien les Allemands déboucheront au Nord de la Meuse sur Bruxelles et les places du Nord de la France : alors l'armée Lanrezac, l'armée britannique, etc., arrivées sur la Sambre, tenteront de les prendre de flanc pendant leur marche, tandis que nos armées du Centre (3e et 4e armées) fonceront droit au Nord pour les couper de Metz et du territoire allemand. En un mot, *notre* bataille étant une fois accrochée vers l'Est, toutes les forces disponibles se jetteront sur les armées allemandes pour les prendre de flanc dans l'Ouest, en plein mouvement tournant.

La preuve que cette volonté est celle du haut commandement français ressort à la fois des documens et des faits (1) : sa préoccupation principale, celle qui se manifeste par des ordres réitérés, est de garder ses armées bien ramassées et unies autour de la

(1) Voir l'ensemble des preuves et les dispositions détaillées des corps allemands et français dans l'*Histoire de la Guerre de 1914*, t. V, p. 263 et sq.

Meuse, de ne pas les laisser s'aventurer ni trop au Nord, ni trop à l'Ouest, de les maintenir à l'état de bloc offensif qu'on jettera sur la masse allemande en mouvement pour essayer de la briser.

Attaquer le Rhin et surveiller la Meuse : ainsi, dans la mesure du possible on protège la Belgique et le Nord, mais, pour rien au monde, on n'obéirait à la manœuvre allemande qui voudrait nous forcer à dégarnir la région de l'Est; pour rien au monde on n'abandonnerait la liaison de toutes nos armées soit de l'Est, soit de l'Ouest avec leur principal point d'appui au centre, Verdun.

Le 20 août, le front des armées alliées se présente en Belgique occidentale dans les conditions suivantes :

A droite, la place de Namur, avec ses neuf forts, protège la région d'entre Meuse et Sambre. La 4e division belge (général Michel) est affectée à la défense de cette place; elle a reçu, en plus, la 8e brigade qui, primitivement, occupait Huy.

Le 22, cette garnison sera encore renforcée par la 8e brigade française (général Mangin). On pensait que Namur, ainsi défendu, pouvait tenir aussi longtemps que Liége : la place était, pour ainsi dire, le pivot de la bataille à droite et appuyait l'offensive française qui avait, d'ailleurs, pour mission de la dégager.

Vient ensuite la 5e armée (général Lanrezac), qui va porter son quartier général à Chimay le 21 à 10 heures; les corps de cette armée sont échelonnés au Sud de la Sambre dans l'ordre suivant, de droite à gauche :

1° Le 1er corps (général Franchet d'Espérey) quartier général Anthée, auquel est rattachée la 8e brigade (général Mangin). Il garde les passages de la Meuse au Nord de Revin. Il attend la 51e division de réserve (général Bouttegourd) qui doit le relever de la garde des ponts du fleuve. Alors, il se portera plus au Nord, dans l'angle de la Sambre et de la Meuse, pour déboucher à l'abri des forts ouest de Namur.

2° A gauche, le 10e corps (général Defforges) quartier général Florennes, ses avant-gardes à Fosse, avec ordre de s'opposer au débouché des colonnes ennemies, au Sud de la Sambre; est adjointe à ce corps la 37e division d'Afrique (général Comby) occupant, plus au Sud, la zone Florennes-Philippeville.

3° Toujours à gauche, le 3e corps (général Sauret); quartier général à Walcourt; il occupe le front Villers-Poterie-Loverval

d'où il domine Charleroi sur la rive Sud. Ce corps reçoit comme renfort la 38e division d'Afrique (général Muteau) qui occupe la région Somzée, Gourdinne, Berzée.

4° Plus à gauche, le 18e corps (général de Mas-Latrie); venu de Toul, il opère son débarquement dans la région d'Avesnes, prêt à se porter sur la Sambre. Son quartier général est à Solre-le-Château le 20, à Beaumont le 21. Il est en liaison avec le 3e corps par Ham-sur-Heure.

5° Le corps de cavalerie (général Sordet) était, le 20 au soir, en train de se replier vers l'Ouest; épuisé à la suite de la rude randonnée qu'il avait fournie dans toute la Belgique, il avait été très éprouvé, le 19, à Perwez dans des engagemens au Nord de la Sambre; il occupait sur le canal de Charleroi à Bruxelles, la région de Gosselies, Fontaine-l'Évêque, avec la mission de protéger les débarquemens de l'armée anglaise.

5° A l'Ouest, le terrain était encore vide de troupes, à cette date du 20 août. Mais le 4e groupe de divisions de réserve (53e et 69e) commandé par le général Valabrègue, après avoir organisé défensivement la région de Vervins, reçoit l'ordre de se porter vers le Nord dans la direction de Maubeuge, pour combler ce vide. La place de Maubeuge, avec sa puissante garnison et ses forts, dont plusieurs modernes, joue, à gauche, le rôle de point d'appui, comme Namur le joue à droite. Le groupe des divisions de réserve arrivera, le 22 au soir, pour se loger, à gauche du 18e corps, dans la zone Avesnes-Ferrière-la-Petite-Solre-le-Château.

6° On comptait que l'armée britannique viendrait prendre sa place sur le terrain, le 20. Mais elle n'arriva que le 22. Le 20, elle est encore très en arrière dans la région du Nouvion-Wassigny-Le-Cateau. Si elle eût été en place le 20, l'armée alliée se fût trouvée constituée au moment même où les Allemands entraient à Bruxelles. Le rôle réservé à l'armée britannique était d'exécuter un mouvement tournant d'aile gauche en se portant au Nord de la Sambre vers Mons, direction de Soignies-Nivelles; on pensait qu'elle y serait avant von Kluck. Malheureusement, ainsi que le reconnaît l'*Exposé de six mois de guerre*, elle n'arrive pas le 20 comme y comptait le commandement français. Le maréchal French écrit dans son rapport officiel : « La concentration était pratiquement achevée le 21 août (jour où les Allemands attaquent, sur la Sambre);

je pus *dès le 22*, prendre mes dispositions pour envoyer les troupes sur les positions que je trouvais les plus favorables. » En fait, il ne fut en ligne que le 23.

Le 22 août, le 1er corps anglais aura son quartier général à Maubeuge et cherchera sa liaison avec le 18e corps français par Peissant-Thuin. Le 2e corps (général Smith Dorrien) s'échelonne de Maubeuge à l'Escaut. C'est dans cette direction que les deux mouvemens tournans, celui de l'armée allemande et celui de l'armée alliée, marchaient en quelque sorte à la rencontre l'un de l'autre et devaient se heurter.

7° Heureusement, l'armée britannique ne forme pas à elle seule l'extrême aile gauche de l'armée alliée. Une armée de formation toute récente, l'armée d'Amade, est en train de débarquer à Arras, avec mission de constituer d'urgence un barrage de Maubeuge à la mer. C'est l'exécution d'une volonté du général Joffre remontant à la date du 15 : on sent toute l'importance de cette création. A la manœuvre d'enveloppement, le commandement français oppose une manœuvre de contre-enveloppement tout à fait imprévue pour l'ennemi. L'armée d'Amade crée, rien que par sa présence, un obstacle à la mission qu'a reçue l'armée von Kluck. Il est vrai que la nouvelle armée ne comporte que des troupes territoriales insuffisamment armées et encadrées. Mais les 3 et bientôt 4 divisions qui la composent, chacune à 4 régimens d'infanterie à 3 bataillons, n'en présentent pas moins un effectif imposant de près de 60 000 hommes. En outre, elle s'appuie sur la place de Lille dont le général Herment organise la défense et qui comptera bientôt une garnison de près de 18 000 hommes avec 340 bouches à feu. L'armée d'Amade recevra, en outre, à bref délai, l'appoint de deux autres divisions : la 61e et la 62e divisions de réserve, soit 36 000 hommes.

Récapitulons l'ensemble de ces effectifs, qui composent l'armée des Alliés sur le front occidental à la veille des combats de la Sambre.

D'abord, les forces françaises de LA CINQUIÈME ARMÉE (général Lanrezac).

51e division de réserve (Bouttegourd), *8e brigade* (Mangin), *1er corps* (Franchet d'Espérey), — *10e corps* (Defforges), avec la *37e division d'Afrique* (Comby); — *3e corps* (Sauret), avec la *38e division d'Afrique* (Muteau); — *18e corps* (de Mas-Latrie),

— *deux divisions de réserve* (Valabrègue), — le *corps de cavalerie* (Sordet) à 3 divisions, 1re, 3e et 5e : soit une armée d'au moins 280 000 hommes, 800 canons, plus de 100 000 chevaux et 20 000 voitures.

Outre les 280 000 hommes du général Lanrezac, il faut tenir compte des 25 000 hommes du général Michel à Namur, et des 35 000 hommes du général Fournier à Maubeuge.

A ces forces, il faut ajouter :

L'ARMÉE BRITANNIQUE (maréchal French), comptant : le 1er corps (général Haig), le 2e corps (général Smith Dorrien), la division de cavalerie (général Allenby) ; et, à partir du 24, les 15 000 hommes de la 4e division (général Snow), formant un total de 85 000 hommes.

L'ARMÉE D'AMADE, avec ses 4 divisions territoriales, et la garnison de Lille, soit un total de 75 000 hommes et, à partir du 25, les 36 000 hommes des 61e et 62e divisions de réserve, le tout donnant un total de 111 000 hommes.

Les armées alliées opposent donc, du 22 au 25, aux 545 000 hommes des armées allemandes, un chiffre global de 536 000 hommes.

Il est vrai que l'armée française n'est pas toute en place le 22, et que les divisions territoriales sont dans des conditions d'armement et d'encadrement assez médiocres. Mais les corps allemands ne sont pas tous sur le front, ainsi que nous l'avons établi ci-dessus, et les trois forteresses de Namur, Maubeuge et Lille donnent de la consistance au front français et paraissent pouvoir offrir à l'armée alliée de solides points d'appui, soit pour l'offensive, soit pour la défensive.

Le général Joffre est donc en droit de penser que, si le premier devoir d'un chef est d'opposer des troupes au moins égales en nombre à celles de l'adversaire, ses précautions sont prises, et que, malgré le retard de l'armée britannique, les forces allemandes trouveraient, sur la Sambre, des forces alliées suffisantes pour garder la maîtrise des opérations.

Et telle est sa pensée et sa volonté ; en effet, si le mouvement très aventureux des armées allemandes se poursuit d'Est en Ouest, son intention est de les attaquer au moment même où la 3e et la 4e armées procèdent à l'offensive des Ardennes, de façon à les prendre de flanc, à les rejeter dans le Nord, et à les séparer, vers Namur, de l'armée de von Hausen et des deux

autres armées opérant dans le Luxembourg. A la manœuvre allemande, il oppose une manœuvre inspirée par sa volonté constante de briser l'armée allemande de l'Ouest allongée outre mesure, en l'arrêtant à gauche et en l'attaquant sur un point faible de son immense développement.

Ainsi, à la date du 20 août au soir, deux grandes armées, de forces égales, — dépassant chacune 500 000 hommes, — s'avancent l'une vers l'autre, sur le territoire belge, avec une même volonté d'offensive.

Nous avons dit l'impulsion prodigieuse donnée à l'armée allemande et sa direction droit à l'Ouest; mais nous n'avons pas assez dit l'effort imposé aux troupes de ces armées et les marches surhumaines qui leur sont ordonnées.

Les étapes de l'infanterie sont, chaque jour, de 35 à 50 kilomètres. Partis tard, il faut que les gros arrivent au but d'un bond. Tous les moyens mécaniques, voies ferrées, automobiles, bicyclettes, sont employés et multipliés à l'infini. Ces premières journées de la campagne, sous les ardeurs de la canicule, offrent le spectacle d'une course terrible, haletante, dont le soldat allemand accomplit le tour de force, voulu par ses chefs mais qu'il payera plus tard.

L'armée des alliés se présente dans des conditions différentes. Formée un peu tardivement, elle aussi a subi de dures fatigues; mais surtout elle souffre du défaut de coordination dans le haut commandement. Chacune des armées, française, anglaise, belge, a ses chefs propres; ils ont peu de rapports entre eux et ces rapports sont mal définis. Les plans ne sont ni délibérés, ni coordonnés. Il est permis de dire aujourd'hui que le commandement belge, en prenant le parti de retirer son armée dans le camp retranché d'Anvers, obéit à une conception politique et militaire qui n'était déjà plus conforme aux nécessités du moment. De même, l'armée britannique n'apparut dans la région que le 23, tandis que la bataille était engagée depuis deux jours et déjà compromise entre Namur et Charleroi. Le rôle d'aile tournante que l'armée anglaise devait remplir fut ainsi manqué à l'heure décisive.

L'armée Lanrezac était puissante; elle était rendue sur le terrain. Cependant, certaines divisions de réserve, envoyées en renfort, n'étaient pas en place, notamment la 51e division

de réserve, dont le retard tint le 1er corps immobilisé à la défense des ponts de la Meuse.

En général, une sorte de lourdeur dans les mouvemens présente un contraste frappant avec l'étonnante vélocité des armées allemandes. Du 19 au 21, trois jours sont perdus d'un côté et combien avantageusement employés de l'autre! C'est pendant ces journées que les chefs allemands voient se réaliser leur grand dessein.

En marche le 19, s'élançant le 20, débouchant le 21, les armées allemandes prenaient, à l'heure même de la bataille, l'avantage principal, l'*initiative*.

Cette initiative ils l'ont gagnée par la résolution initiale de violer la neutralité belge, par le plan prémédité, et si longtemps dissimulé, qui les porte sur la rive gauche de la Meuse; ils l'obtiennent surtout par la rapidité extraordinaire de leur action.

Du 19 au 21, les résultats sont les suivans : la Belgique couverte de la « galopade des uhlans » jusqu'à Tournai; Namur entourée, assiégée; l'armée von Bülow, après avoir bousculé notre cavalerie, se mouvant d'un seul bloc, sa gauche à la Sambre dans la direction de Mons; l'armée von Kluck, projetée plus loin encore, abordant par sa gauche la région de Nivelle, que l'armée anglaise cherche à atteindre, la croyant libre d'ennemis; dans le Luxembourg, von Hausen se mettant en marche pour venir surprendre, entre Fumay et Dinant, les communications de la 5e armée.

En un mot, les armées allemandes ont envahi la Belgique et arrivent les premières sur le terrain quand les armées alliées sont encore en train de se masser. Ainsi, l'initiative du commandement allemand pèse sur la manœuvre des armées alliées.

Observons toutefois que les dispositions stratégiques prises par le général Joffre n'ont pas encore rendu tout leur effet. Sa force principale, abritée derrière la Sambre, appuyée sur les places de Namur et de Maubeuge, menace les armées allemandes qui défilent devant elle et une force moindre, mais non négligeable, fait barrage pour s'opposer à leur mouvement tournant et empêcher leur débouché vers la mer. Si le commandement allemand est prêt à attaquer, le commandement français est prêt à attaquer aussi et il garde la volonté et les moyens de reprendre, à son tour, l'initiative.

Ainsi, s'engagent, le 21 août, les combats de la Sambre,

c'est-à-dire l'ensemble des événemens militaires connus sous le nom de « Bataille de Charleroi. »

IV. LES COMBATS DE LA SAMBRE. — LA MANŒUVRE EN RETRAITE

Le 21 août, les deux armées se trouvent à proximité l'une de l'autre, mais non pas exactement affrontées. L'armée allemande glisse entre la Sambre et la mer, la droite en avant avec une direction générale obliquée vers l'Ouest et le Sud-Ouest, direction de Valenciennes. L'armée française garde la Sambre, se préparant à déboucher au Nord de la rivière, mais avec une inclinaison légèrement obliquée au Nord-Est, direction de Namur.

La Sambre sépare les deux armées.

Cette séparation que fait la Sambre n'a pas, en réalité, une portée stratégique considérable. Quoique l'histoire militaire compte, dans cette région, des lieux illustres (Mons, Jemmapes, Fleurus), les proportions et les ressources de la guerre moderne n'y trouvent ni des facilités ni des obstacles pouvant aider ou arrêter sérieusement des opérations de grande envergure. Surtout la nature des lieux s'est si profondément modifiée en raison du développement de l'industrie du charbonnage et des industries annexes que rien ne ressemble moins à un champ de bataille propice aux évolutions de puissantes armées.

Trois régions très différentes se partagent le bassin de la Sambre, si l'on remonte son cours, à partir de Namur, en se dirigeant vers l'Ouest jusqu'à Valenciennes et la vallée de l'Escaut. Ce sont : la région industrielle dont Charleroi est la capitale; le Borinage, ou région minière, groupée autour de Mons, au delà, vers l'Ouest, la région agricole ou des grandes fermes. La Sambre est une rivière d'une très modeste largeur, même à Charleroi, qui, prenant sa source parmi les pâturages de la Thiérache, vient, par une courbe dont Maubeuge est le point culminant, se jeter dans la Meuse à Namur. Née dans les verdures et les bois, elle coule au fond d'une étroite vallée longée, de part et d'autre, par des collines pittoresques et gracieusement meublées; mais, à partir de son entrée dans le Borinage, son canal fait un dur couloir où les eaux noires coulent comme une traînée de lave entre deux murs de charbon : la mine salit tout, même les eaux vives. Le reflet de l'usine est une tristesse de plus dans un paysage jadis agreste que le tra-

vail et l'industrie humaine ont si profondément transformé.

M. Dumont-Wilden a donné, de la région de Charleroi, quelque temps avant la guerre, une description qu'on croirait faite exprès pour expliquer le drame militaire qui allait s'y dérouler :

> Quand, du haut du plateau, qui, au Nord, domine la Sambre et qui a conservé le caractère agreste que toute cette partie du Hainaut avait avant l'envahissement de l'industrie, on découvre tout à coup le pays de Charleroi, on ne voit d'abord qu'une immense agglomération ; on se croirait aux abords d'une ville gigantesque, d'une ville presque aussi grande que Londres. Des multitudes de fabriques envoient dans le ciel, par leurs hautes cheminées, des nuages fuligineux; les maisons succèdent aux maisons, les rues aux rues, et c'est à peine si, çà et là, le parc d'un directeur d'usine, un champ ou un bois oublié piquent une note verdoyante dans cet horizon noirâtre. Ce pays de Charleroi n'est, en effet, qu'une agglomération de faubourgs ouvriers. Jumet, Gilly, Lodelinsart, Courcelles, Montignies, Couillet, Roux, Marchiennes-au-Pont, Marcinelle, Gosselies, Fontaine-l'Évêque qui n'étaient, il y a cinquante ans, que de modestes villages sont aujourd'hui peuplés comme des villes. Ils étendent au loin leurs maisons basses se touchant l'une l'autre à tel point que l'étranger qui parcourt le pays se figurerait aisément, après l'avoir traversé tout entier, qu'il n'a pas quitté le faubourg de Charleroi.

Ce sont donc de longs faubourgs industriels se développant sur les bords de la Sambre et du canal, du côté qui regarde Namur et, à gauche, le long de la route qui gagne Mons. Sauf quelques coupures verdoyantes, la région est barrée, en quelque sorte, par la succession fastidieuse des corons et des maisons ouvrières, tassés aux pieds des usines et dont l'horizon est encombré par la forme géométrique des « terrils. »

Au-dessus de cet océan de maisons, d'ateliers et d'usines, toujours couvert d'une atmosphère de fumée, s'élèvent, de part et d'autre, en pentes assez rapides, les deux lignes de collines parallèles à la rivière. Elles sont ravinées par le cours de petits ruisseaux descendant vers la Sambre et déterminant, ainsi, des redans dont les avancées forment les défenses naturelles de la vallée.

Les pentes et les crêtes se surveillent de part et d'autre et forment des observatoires d'où les artilleries peuvent se canonner entre elles, mais sans atteindre les fonds que par des tirs courts et plongeans.

Dans ces fonds, la Sambre et le canal forment à peine des obstacles : quelques mètres à franchir sous la protection des maisons qui, parfois, trempent leurs pieds dans les eaux; au bout de chaque rue transversale un peu importante, un pont; le cours d'eau franchi, des quais étroits et le réseau des rues et des ruelles qui dévalent des collines ou y grimpent en se contournant et s'achèvent par des sentes bordées de maigres jardins de banlieues, de guinguettes, de cabarets et de villas. Des murs, des palissades, des haies, des clôtures en fils de fer, tout signale le morcellement, l'émiettement de la petite propriété ouvrière. Pour l'assaut, ce sont de parfaits défilemens.

C'est dans cet étroit couloir sans accès et sans vues, sans plaine et sans horizon, que se heurtent les deux puissantes armées lancées l'une pour envahir la France et l'autre pour lui barrer la route. Assurément, si les commandemens avaient *voulu* cette bataille, ce n'est pas ce terrain qu'ils eussent choisi.

On trouvera dans notre *Histoire de la Guerre de 1914* un exposé détaillé des combats de la Sambre; il suffit de mentionner ici les faits militaires principaux affirmant les caractères de ces combats avec leurs conséquences tactiques et stratégiques.

L'avantage que le commandement allemand avait pris par l'initiative stratégique résultant du plan général d'opérations par la Belgique et la rive gauche de la Meuse se traduit ainsi qu'il suit :

Dans l'espèce de mouvement en éventail que les armées allemandes commencent en tournant autour de Namur comme pivot, elles arrivent les premières dans la plaine de Nivelle et elles entreprennent aussitôt la marche vers l'Ouest, qui s'appuie à gauche sur la Sambre et à droite sur la Demer. Mais la cavalerie et les avions apprennent au grand état-major allemand que d'importantes forces françaises sont massées au Sud de la Sambre. Des contacts ont été pris entre les deux cavaleries, le 19, à Perwez. Sur la rivière les ponts sont occupés.

Dans cette situation des deux armées, la place de Namur prend une importance considérable. Peut-être le projet originaire du commandement allemand était-il simplement de la masquer. Mais, dans la nuit du 20 au 21, la résolution est prise de balayer la Sambre, et le canon tonne sur Namur, le 21 août, à dix heures. On peut dire que la bataille vient chercher la rivière : en effet, le même jour, et presque à

la même heure, un effectif de 1 500 cavaliers allemands apparaît, d'abord, sur les collines qui dominent la rivière sur la rive gauche, à Saint-Martin; puis c'est l'artillerie qui prend position à Saint-Martin-sur-Velaine (cote 183); puis ce sont des masses de l'infanterie descendant vers la rivière par Gembloux-Fleurus. Bientôt, les avant-gardes françaises qui surveillent la rive droite sont avisées que Tongrinne et Fleurus sont encombrées de troupes ennemies : les gens du pays disent 100 000 hommes. C'est donc une armée qui se hâte dans la direction de Charleroi. Les batteries allemandes s'approchent et s'installent au Bois du Curé, sur un redan qui domine la Sambre : la canonnade tonne de ces hauteurs vers midi. La bataille est commencée.

Que faisait-on, au même moment, dans le camp français?

Pour la journée du 21, le général Lanrezac a donné des instructions offensives-défensives, par conséquent un peu obscures : les corps d'armée se disposeront à attaquer entre Namur et Nivelle, mais ils n'attaqueront pas. Le 1er corps (Franchet d'Espérey) restera sur la Meuse à attendre la relève de la 51e division; le 10e corps (Defforges) se tiendra sur les hauteurs au Sud de la Sambre (Fosse-Vitrival), et gardera aussi les ponts; le 3e corps (Sauret) s'opposera au débouché de l'ennemi sur Châtelet (1).

Le 18e corps (Mas-Latrie), les divisions de réserve, l'armée britannique sont encore en arrière, loin de l'ennemi, et font une ligne oblique Sud-Ouest de Charleroi au Nouvion.

Les corps de l'armée alliée forment ainsi, au moment où la lutte va s'engager, une sorte de pyramide dont la pointe est le 3e corps appuyé par le 10e corps.

Soit pour l'offensive, soit pour la défensive, ce dispositif est très dangereux. D'ailleurs, la pensée du général Lanrezac est de n'attaquer que le lendemain. Il prend ses mesures en conséquence : il compte qu'il aura le temps de porter son 1er corps en avant dès que la division de relève sera arrivée, et que ce corps mènera l'attaque dans l'encoignure de la Sambre et de la Meuse, sous le feu de la place de Namur.

(1) Ces instructions sont les suivantes pour le 3e corps : « Se tenir prêt à l'offensive; être en mesure de s'opposer éventuellement à un débouché de forces ennemies au Sud de la Sambre; se préparer à appuyer et à flanquer le 10e corps à sa droite et le 18e corps à sa gauche; veiller et arrêter les incursions de la cavalerie ennemie sur les ponts de la Sambre. »

Mais le commandant de la 5e armée n'est plus maître des événemens. Pendant qu'il élabore ses instructions, les Allemands ont attaqué, le 21, à douze heures quarante-cinq, et ils ont attaqué précisément les deux corps de flèche, en les prenant de flanc par le côté que couvre insuffisamment le 10e corps, échelonné depuis les hauteurs du sud de la Sambre jusqu'au pont d'Auvelais.

Les Allemands se sont insinués peu à peu dans les faubourgs de la rive gauche; ils ont gagné de jardins en jardins, de maisons en maisons, de ruelles en ruelles, jusqu'au moment où ils ont été arrêtés par le canal qui borde la Sambre. Ayant ainsi filtré, ils se trouvent en présence des avant-postes du 10e corps qui gardent les ponts de Tamines et d'Auvelais. Luigi Barzini, qui se trouvait sur les lieux, a parfaitement décrit ces préliminaires de la bataille auxquels il assista, sans qu'il ait pu, sur le moment, en prévoir les suites :

Entre les maisons et la place de la Gare passe un canal navigable dérivé de la Sambre qui traverse la ville plus au Nord ; sur le canal, deux ponts tournans qui donnent accès à la ville étaient barrés par des chaînes. Au bord du canal, des soldats construisaient en hâte une barricade faite de pierres prises à un chantier. La ville avait l'air de s'intéresser intensément à ces préparatifs. Aux fenêtres apparaissent des visages curieux, et le long des trottoirs encombrés de tables de café, des passans s'attardaient à regarder. Rien de plus étrange que le contraste entre la tranquillité de la ville et ces fébriles apprêts de bataille. Le silence se prolongeait. Il y avait des momens d'alarme; les sous-officiers prenaient leurs revolvers en criant des ordres; c'était alors une fuite précipitée des passans ; puis, l'on revenait à une attente plus calme. Les trottoirs se vidaient et se repeuplaient tour à tour. Voilà ce qui se passait : des patrouilles de uhlans venant de Gosselies entraient à Charleroi, et, au passage des ponts, étaient arrêtés par les avant-postes français. La bataille de Charleroi a commencé par cette chasse à l'affût. A la gare se trouvait la dernière embuscade.

L'après-midi du 21 est marqué par trois séries d'événemens militaires : bombardement de Namur, combats du 10e corps à Auvelais-Arsimont, combats du 3e corps de Châtelet à Charleroi.

Le 10e corps perd le pont d'Auvelais et, après des contre-attaques magnifiques mais vaines, notamment à Arsimont, il est refoulé par la Garde prussienne sur Aisemont-Cortil-Mazet,

c'est-à-dire sur les hauteurs au Sud de la Sambre ; le 3e corps est coupé du 10e corps à sa droite par les troupes ennemies se glissant par le pont d'Auvelais. Ainsi, on perd successivement les ponts de Pont-de-Loup, Tamines, Roselies. Châtelet est occupé par l'ennemi qui s'y barricade.

Les contre-attaques du 3e corps sur Aiseau-Roselies ne sont pas plus heureuses que celles du 10e corps ; dans la nuit du 21, l'ennemi (Xe corps) est maître de la Sambre. Un combat à Anderlues, contre notre corps de cavalerie épuisé, rejette celui-ci au delà de la rivière et menace d'envelopper le 3e corps. Les choses sont gravement compromises pour le général Lanrezac, au moment même où il donnait les ordres pour attaquer le lendemain 22 : tels sont les avantages de l'initiative !

Et cette journée du 21 n'est qu'une épreuve préliminaire. La journée du 22 fut la bataille proprement dite. Bien entendu, le projet du général Lanrezac de déboucher, ce jour-là, au Nord de la Sambre, n'a plus lieu, en raison des événemens ; les ordres qu'il a communiqués aux corps, le 21 au soir, sont périmés. L'ennemi a pris l'initiative et il la garde.

Le 22 est, en somme, une sorte de répétition de la journée du 21. Le 1er corps reste toujours immobile ; les deux corps de flèche, le 10e corps et le 3e corps, portent encore tout le poids de la lutte à laquelle le 18e corps cependant commence à participer ; nos forces sont jetées à la bataille, comme l'on dit, bûche à bûche. Le reste des forces alliées jusqu'à la gauche n'est pas encore en ligne.

Le matin, le 10e corps attaque avec fureur ; préparation d'artillerie insuffisante ; charges téméraires ; le corps est ramené à partir de 11 heures du matin ; contre-attaque nouvelle des troupes algériennes. Même tactique, même échec. La Garde prussienne subit des pertes énormes ; l'ennemi est contenu ; mais la retraite s'impose et s'accomplit sur une ligne oblique de la Sambre à Mettet.

La journée est toute semblable, mais plus mauvaise encore, au 3e corps. Contre-attaque sur Aiseau-Roselies ; les Allemands (Xe corps de réserve) débouchant de Charleroi, se développent en masses serrées sur l'Ouest et menacent de cerner le 3e corps. Échec de la 6e division. Contre-attaque de la 38e division (troupes algériennes). Corps à corps terribles. A trois heures, le 3e corps est en pleine retraite. Cependant l'ennemi a été très éprouvé ;

ici encore, il hésite. Nos batteries contiennent sa poursuite.

A gauche, le 18e corps est entré en ligne un peu tard dans la journée et n'a pu qu'empêcher, par sa présence et ses lointaines canonnades, le mouvement du VIIe corps qui menaçait d'envelopper le 3e corps à l'Ouest.

Telle est la « bataille de Charleroi » proprement dite. Quatre corps allemands, VIIe actif, Xe de réserve, Xe actif et la Garde ont attaqué deux et, au plus, trois corps français. « La 5e armée est sortie ébranlée de la bataille du 22, mais elle n'est pas dissociée; si elle a reçu de rudes coups, elle en a porté à l'ennemi d'aussi rudes. » Le moral du soldat reste excellent; il ne se considère pas comme battu. C'est à reprendre. Et le commandement français se dispose à le faire.

La journée du 23 août voit la ruine de cette dernière espérance. Tant est fort l'avantage de l'initiative et tant il est vrai qu'on ne guérit pas un grand mal par des palliatifs, en pleine crise ; mieux vaut trancher et chercher un *novus ordo*.

Le front français a étayé et consolidé successivement les corps en flèche en les calant par les corps voisins. Or, voici que tout l'édifice chancelle : Namur, qui soutenait notre droite, succombe ; le 1er corps qui, enfin libéré par l'arrivée de la 51e division, se prépare à prendre de flanc l'armée allemande débouchant de la Sambre sur les hauteurs, est soudainement obligé de se retourner pour faire face aux premiers élémens (XIIe corps) de l'armée von Hausen qui ont passé la Meuse à Hastière; le 10e corps tient tête, il est vrai, devant les attaques assez molles de la Garde, et se replie seulement en fin de journée, prêt à contre-attaquer le lendemain ; mais l'effondrement se produit au 3e corps et surtout à la 6e division. Le découragement, la désorganisation, l'embarras des convois refluant, le trouble des choses et des âmes s'exagèrent dans la nuit. La retraite sur Walcourt-Silenrieux est un des épisodes tragiques de cette campagne.

A l'Ouest, le 18e corps est fortement éprouvé dans un engagement qui dure toute la journée. Le groupe des divisions de réserve est venu occuper la position Thirimont-Cousolre.

Il est vrai que l'armée britannique survient juste à temps pour menacer le flanc de l'armée von Kluck. Celle-ci, arrêtée dans son mouvement, se rabat, division par division, sur l'armée de French. Si on les détruisait l'une après l'autre, ce

serait le salut ; mais French, se sentant isolé par l'échec de la 5e armée, se met en retraite après trois heures de contact avec l'ennemi. Le bref combat de Mons, suivi de ce prompt recul, met le comble à la crise,... mais commence peut-être aussi la guérison. La résolution prise par French de ne pas insister confirme une résolution semblable chez Lanrezac. Celui-ci ordonne la retraite générale de la 5e armée, le 23 à 9 heures du soir.

Les armées alliées se « décrochent, » mais face à l'ennemi. Et comme cette rupture du combat s'accomplit non par panique, déroute ni même défaite, mais par une volonté du commandement, comme il n'y a pas poursuite de l'ennemi, la retraite prend tout de même le caractère et offre les avantages d'une décision. Les choses vont prendre une face nouvelle. L'initiative change de camp.

Le 25 août au soir, les armées alliées sont ramenées sur le territoire français; la 5e armée occupe la ligne Maroilles-Avesnes-Fourmies-Regniowez. L'armée britannique occupe la ligne Cambrai-Le Cateau-Landrecies.

Elles sont battues : telle est la conséquence, pour ainsi dire fatale, de l'initiative stratégique et tactique prise par l'armée allemande du 19 au 21 août. Mais elles ne sont pas rompues : telle est la récompense des initiatives stratégiques combinées par le commandement français et sur lesquelles nous allons revenir. Un retard de deux jours a causé la surprise et la perte de deux journées; mais la sagesse des dispositions demeure et c'est elle qui va sauver ce qui peut être sauvé.

Que les Allemands célèbrent la victoire de « Sambre et Meuse, » comme ils l'appellent : ce n'en est pas moins pour eux une victoire incomplète et qui renferme le germe d'une prochaine défaite. C'est ce qu'il était impossible de discerner dans le trouble des premières émotions, mais c'est ce qu'il est possible de déterminer, maintenant.

G. HANOTAUX.

(*A suivre.*)

LE CARDINAL MERCIER

De la tombe où l'Allemagne se flattait d'avoir mis la Belgique, l'univers écoute s'élever, depuis trois ans, la voix du cardinal Mercier. Elle représente, tout à la fois, l'héroïque faiblesse du peuple belge, qui s'offrit en victime pour le droit des gens, et l'invincible force de l'idée de justice, vengeresse d'une telle victime; elle apporte à cette faiblesse le secours de cette force. Messagère d'un peuple opprimé, la parole du cardinal n'est pas une parole qui intercède, mais une parole qui proteste; elle ne plaide point, elle attaque. Elle ne courbe pas la Belgique devant ses vainqueurs en attitude de suppliante, mais elle leur intime, à eux, de se courber devant quelque chose de plus haut; elle n'est pas, à proprement parler, l'avocate des Belges; elle est l'avocate générale du droit lésé. Jadis, au temps des premiers Barbares, on vit des évêques s'improviser « défenseurs des cités : » ils demandaient que le vainqueur fût pitoyable au vaincu, et ils l'obtenaient. Le peuple belge, qui n'aspira jamais à être un belligérant, n'a point à accepter une posture de vaincu : au point de départ de ses glorieuses infortunes, il y eut une neutralité cyniquement violée; et son chef spirituel, auguste interprète de son âme, n'invoque jamais la pitié, mais revendique sans cesse la justice. De ce fait, ce ne sont pas seulement toutes les compassions humaines, mais toutes les consciences humaines, qui font écho à la voix du cardinal Mercier. Il fut en avance sur tous les hommes d'État et sur tous

les penseurs des pays neutres, pour oser proclamer, sous le joug même de l'Allemagne, que ce joug était une iniquité. L'opinion civilisée prit acte du verdict, et constata que chacune des monstruosités qui souillaient l'Allemagne d'une tache nouvelle parait le cardinal d'un prestige nouveau, puisque aussitôt sa protestation, s'attachant au crime, continuait de révéler au monde ce qu'était l'Allemagne et ce qu'était l'archevêque de Malines.

Les cercles cultivés, dans l'Europe de l'avant-guerre, estimaient en lui un intellectuel, un philosophe, un savant; mais les cercles cultivés ne le connaissaient encore qu'à demi. Car ils ignoraient que cet intellectuel mettait au-dessus de tout la charité; que ce dialecticien, s'évadant volontiers de son propre génie, quittait avec allégresse la mêlée des raisonnemens pour le recueillement de la contemplation; que ce scolastique aspirait vers l'élan mystique qui, soulevant l'âme vers Dieu, permet de le connaître un peu et de l'aimer beaucoup; que ce professeur de carrière se plaisait, d'une âme ardente, aux improvisations et aux soubresauts de l'action; que ce savant, enfin, si épris qu'il fût de la science pure, ne lui attachait tout son prix que si elle se tournait à aimer. S'arrêter à l'écorce de ses livres sans chercher plus au delà, plus au fond, la sève de son âme, c'était assurément faire honneur à l'auteur, mais c'était ignorer l'homme. La Grande Guerre est venue, et la Grande Guerre a dévoilé l'homme; elle a, si l'on peut ainsi dire, achevé de dessiner sa physionomie.

L'auteur intéressait une élite pensante; c'est sur l'homme, aujourd'hui, que les regards de l'humanité sont attachés. Comme autrefois son Maître, cet homme est, pour les belligérans, un « signe de contradiction; » et tandis que ses démarches sont un objet de scandale pour la race dévoyée qui veut que devant la force la dignité de l'âme capitule, il est devenu, pour tous les membres de la famille humaine qui ne se sont pas excommuniés eux-mêmes de cette famille, un maître de justice.

La splendeur d'un tel rôle éveille nos curiosités : elle est la suite d'un passé, l'efflorescence d'un caractère, l'épanouissement d'un certain nombre de traits qui préalablement existaient : on voudrait les saisir, les fixer. Le cardinal nous dirait assurément, si nous l'interrogions, que tout ce qu'en lui nous admirons est l'œuvre de Dieu et l'apport d'une grâce; et sa réponse presserait nos regards de ne pas s'attarder sur lui-même

et de s'élever vers ce Christ qui, dans la toile éloquente de M. Albert Besnard, le domine et le pousse en avant. Mais sans nous refuser à croire que la vaillance de sa parole et de son geste fut un don, et que ce don vint d'en haut, nous l'amènerions à convenir avec nous — et avec la théologie — que la grâce ne supprime pas la nature, mais qu'elle la parachève, et que la lumière humaine dont on essaie d'éclairer une physionomie humaine n'offusque ni n'efface, en elle, le rayonnement souverain de Dieu.

I

Voilà deux cents ans à peu près que les Mercier sont des Belges : auparavant, ils étaient Français. Après quelques étapes dans le Sud de la Belgique, on les trouve installés, dans la première moitié du XVIIIe siècle, à Braine-l'Alleud, bourgade du Brabant wallon. Il y a là de bonnes terres, grasses de culture, riches d'élevage; ils y menaient une vie de fermiers. Peu à peu, l'industrie les tenta : le grand-père du cardinal, qui pendant de longues années fut maire de Braine — *le vieux maire*, comme on l'appelait — exploitait une tannerie. La famille alors connut des heures prospères, dans une belle bâtisse rurale qui se nommait le « château du Bastangier. »

Si le vieux maire eût laissé faire, son fils Pierre-Léon s'en fût allé vers Paris, pour être artiste; et la peinture, peut-être, lui eût rapporté un peu de gloire. Mais la notoriété de son talent, qui était réel, ne dépassa pas le cadre de la famille. L'obéissance filiale qui l'enracinait en Brabant n'enchaîna pourtant pas les vagabondages de son esprit : il s'occupait de mathématiques, de ponts et chaussées, de littérature; à défaut d'autre émigration, c'était encore une façon discrète d'échapper aux lisières de Braine. Les journées révolutionnaires de 1830 le sollicitèrent vers un autre genre d'évasion : avec trois autres Mercier, ses parens, il courut à Bruxelles faire le coup de feu pour les libertés belges. Le nom des Mercier figure quatre fois parmi ceux des Brainois qui risquèrent leur vie pour faire naître la Belgique moderne. Les Mercier, même au temps où ils avaient « du bien, » n'étaient pas captifs de leur aisance : l'idée de droit, l'idée de liberté, pouvaient les émanciper de leur bien-être familial et les entraîner loin de chez eux.

Au demeurant, s'il est des coins de terre où les imaginations s'assoupissent, Braine, tout au contraire, les invite à prendre essor et dans le temps et dans l'espace : au-dessus des herbages planent certains souvenirs qui n'ont rien de bucolique, souvenirs d'épopée, souvenirs de Waterloo. La suprême bataille napoléonienne — celle où l'Aigle se cassa les ailes — s'acheva dans ces parages; et deux fermes voisines en gardèrent longtemps les stigmates : l'une, la Papelotte, occupée dans ces heures décisives par le prince de Saxe-Weimar (1), appartenait à un membre de la famille Mercier; l'autre était la propriété de la famille Charlier, où Pierre-Léon Mercier devait un jour prendre femme. La première guerre européenne laissait ainsi des traces profondes dans l'histoire familiale des Mercier, et dans celle des Charlier. Il était réservé à un enfant de Braine de graver, cent ans après, son verbe et son nom dans l'histoire d'une autre guerre, européenne d'abord et bientôt universelle : cet enfant devait être un Mercier, fils d'une Charlier.

Il naquit le 21 novembre 1851, succédant à quatre fillettes : après lui, deux enfans survinrent encore; et la mort prématurée du père fit de Barbe Mercier, sa veuve, la gardienne de sept orphelins. Une distillerie, sur laquelle avait compté Pierre-Léon pour nourrir cette famille, dut être vendue : on vendit aussi la maison familiale, et l'on se retira, tous les huit, dans une maisonnette proche de l'église, à Braine. Il semblait à ces infortunes qu'elles échappassent au délaissement, en venant s'adosser à l'église, qui console. Il y avait à Bruxelles de lointains cousins — l'un même fut un instant ministre — qui paraissaient tout prêts à illuminer d'un beau rayon l'avenir du petit Désiré Mercier : qu'il se préparât à entrer dans l'administration, et ils seraient ses protecteurs; ils l'exalteraient peut-être, le temps aidant, jusqu'à un fauteuil de chef de division, dans un important ministère.

Barbe Mercier n'égarait pas ses rêves vers de semblables cimes. Elle les attachait aux degrés de l'autel, où chaque jour s'agenouillait son veuvage : ils étaient la seule altitude avec qui son infortune se sentît de plain-pied, et la seule dont pour son fils elle souhaitât l'ascension, comme on souhaite une grâce. Et les quatre grandes filles, blotties contre la mère, inauguraient

(1) Henry Houssaye, *1815. Waterloo*, p. 306.

une vie de privations afin d'obtenir cette grâce, afin d'amasser aussi, tout doucement, les ressources nécessaires pour faire étudier l'enfant. Un frère de Barbe, l'abbé Antoine Charlier, était doyen de Virginal; elle avait un demi-frère, l'abbé Croquet, d'abord vicaire à Braine, qui s'en fut, quarante ans durant, évangéliser les Peaux-Rouges, et que les indigènes appelaient le saint de l'Orégon. Ces exemples, sans doute, allaient séduire le petit Désiré; et la famille qui avait cessé d'être heureuse n'attendait plus de la vie qu'une seule joie, cette joie-là.

Désiré Mercier fut tour à tour élève du collège épiscopal de Saint-Rombaut, à Malines, et du petit séminaire de cette ville; et ses aspirations répondaient à celles des siens. Il aura présente à la mémoire cette orientation très fixe et très haute de son adolescence, lorsque plus tard, devant un auditoire de jeunes, il s'épanchera dans une causerie, libre et grave, sur *l'Idéal et l'Illusion*. Il ne permettra pas que l'on calomnie ou que l'on bafoue l'idéal en l'assimilant à un rêve mal défini, mal précisé, et que, sous prétexte d'en reviser la valeur, on se décharge des devoirs onéreux que souvent l'idéal impose. « L'idéal, déclarera-t-il, c'est quelque chose de très précis, de très net; c'est une conception claire de notre devoir. Nous devons y rester fidèles et ne l'abandonner jamais. » A l'âge où d'autres font des rêves, il avait donc un programme, sanction d'une vocation : il voulait être quelqu'un qui aime Dieu, et qui le fait aimer. Et dans cette famille où l'on avait des peines et où l'on peinait, tous les élans et toutes les souffrances, toutes les exaltations et tous les accablemens, toutes les espérances et toutes les détresses devenaient activement complices de cette vocation, qui fut ainsi comme la fleur de toute une vie chrétienne collective, et qui mûrissait, discrète, dans la ville épiscopale de Malines, entretenue sans cesse et comme réchauffée par les lointaines prières de la petite maison de Braine.

Trois de ses premiers maîtres laissent au cardinal un souvenir ému : M. Robert, qui lui apprit à obéir; M. La Force, qui lui apprit à travailler et à vouloir; M. Pieraerts, qui lui apprit à oser (1). Les Allemands ont pu mesurer la valeur de ce professeur d'initiative qu'était M. Pieraerts. Les vacances ramenaient à Braine Désiré Mercier; et là, d'autres maîtres

(1) *Œuvres pastorales*, I, p. 81.

s'offraient, et conquéraient à jamais son cœur : c'étaient les ouvriers catholiques. Sans le savoir, eux, ils lui donnaient des leçons de psychologie. « Il y a souvent profit, dira-t-il dans la suite, à prendre à l'école du peuple de telles leçons. L'ouvrier pense très haut. Son langage prime-sautier ignore l'artifice. Nul ne vous aide mieux à lire dans l'intimité de l'âme (1). »

Avec ces grands camarades brainois, le jeune Mercier fut « Mamelouk : » ainsi débuta sa vie publique. Mamelouk, c'était le sobriquet dont les libéraux affublaient les Xavériens qui, sous le patronage de saint François-Xavier, groupaient les forces catholiques de la bourgade. On relevait ce sobriquet comme un titre de gloire; et chaque dimanche, tous les mamelouks ensemble, ouvriers et patrons, clercs et laïcs, descendaient le chemin de l'Estrée et s'en allaient boire quelques chopes ou « lutter, en de grands concours, au piquet ou au jeu de quilles pour gagner le prix, tantôt un lapin, tantôt un couple de pigeons (2). » Désiré Mercier, très simplement, très gaiement, se mêlait à ces joutes : il disputait le lapin, parfois il le gagnait; et la soirée se terminait en longues causeries avec ceux qu'après un demi-siècle ses lèvres cardinalices appelleront encore « nos chers ouvriers brainois. » Un jour survinrent les délégués bruxellois de l'Internationale : en deux *meetings*, les Xavériens restèrent maîtres du terrain. Désiré Mercier se sentait devenir un lutteur, à l'école de ces vainqueurs.

Dans ce même « local » des Xavériens, où s'aiguisait son tempérament combatif, il voyait l'idée religieuse amortir les antagonismes sociaux et faire taire toutes les catégories de vanités, aussi bien celles qui eussent pu devenir insolentes que celles qui eussent pu se sentir humiliées : tous ensemble, on était des catholiques, une compagnie dans l'armée catholique qui, périodiquement, aux élections, arborait le programme catholique. Désiré Mercier, conscrit dans cette armée, s'habituait à associer à la pratique du zèle religieux l'idée de fraternité sociale ; et la conception qu'il se fera plus tard de l'attitude sociale du chrétien s'inspirera de cette camaraderie d'apôtres qui entraînait aux jeux, aux *meetings*, aux salles de scrutin, les mamelouks du pays natal.

Le collégien de Malines, le Mamelouk de Braine n'avait

(1) *Œuvres pastorales*, III, p. 109.
(2) *Ibid.*, I, p. 292-294.

pas la gaieté des enfans autour desquels s'échafaude, comme un fragile décor de théâtre, une façade de bonheur. Il sentait auprès de lui des fardeaux qui pesaient, des souffrances qui s'offraient. Et tout au fond de son âme le contre-coup de ces souffrances se répercutait assez profondément pour qu'il eût en partage, dès le début de sa vie, cet art et ce besoin de compatir, qui sont l'attachant bénéfice des enfances assombries. Mais la souffrance qui se prodigue en compassion ne devient jamais une langueur; et dans le cadre austère, endeuillé, où le jeune collégien passait ses vacances et enracinait son cœur, se développaient en lui certaines vertus d'élan prime-sautier, d'initiative conquérante, d'active générosité, où malgré tout il entrait de l'allégresse, et qui jetaient dans l'atmosphère du foyer quelques notes de joie. Désiré Mercier partait avec entrain pour une vie grave et sévère, pour laquelle il n'avait d'autres maximes que de se mettre à la disposition de Dieu et de ceux qui devant sa conscience représentaient Dieu. Les curiosités intellectuelles, très diverses, très éparses, qui se jouaient en lui comme des survivances du tempérament paternel, étaient disciplinées et fécondées grâce à cette fixité du but, qui parachevait toutes les richesses de son être par la richesse souveraine de l'unité.

II

Deux années de philosophie au petit séminaire de Malines l'enchantèrent médiocrement : cette intelligence vivante demeurait mal satisfaite d'une philosophie qui manquait de vie, et qui n'était qu'un éclectisme intimidé, tant bien que mal habillé d'une livrée scolastique, et trop peu confiant en lui-même pour inspirer la confiance. Les jouissances que lui avait refusées cette indigente philosophie lui furent apportées, au grand séminaire, par la théologie. Là du moins, il trouvait une vraie synthèse, sûre d'elle-même, harmoniquement construite; il lisait la *Somme*, et l'aimait. Mais en philosophie aussi, saint Thomas avait fait acte d'architecte; qu'avait-on gagné, dans certaines écoles catholiques, à substituer à l'édifice philosophique du thomisme ces bâtisses composites dans lesquelles chaque faiseur de systèmes reconnaissait quelque pierre portant son estampille, et qui, s'ouvrant alternativement à tous les courans d'air, vacillaient sous leur chaotique tourbillon? Le

jeune clerc se posait cette question, et réservait la réponse pour l'avenir. Chaque chose en son temps : il avait d'abord à devenir un prêtre, et c'est à quoi, sur l'heure, visait son travail.

Il briguait quelque chose de mieux qu'une maîtrise intellectuelle dans les sciences théologiques : son contact fréquent avec les écrits des Pères, sa familiarité quotidienne avec saint Paul, tendaient à former en lui, non point un spécialiste en sciences sacrées, mais un apôtre de Jésus-Christ. S'il apprenait par cœur les *Épîtres*, s'il inaugurait sur ses cahiers cette façon de les traduire qui lui est si personnelle et qui leur fait rendre tout leur suc, ce n'était pas à des fins d'exégèse, mais c'était pour imprégner son âme « des plus grandes pensées dont se composa la primitive atmosphère morale du christianisme (1). » Il se cultivait pour les âmes qu'il aurait un jour à cultiver, et concevait l'étude comme un apprentissage de l'action, non comme une jouissance cérébrale. Sa vocation gouvernait son travail intellectuel : les intuitions, non moins profondes que soudaines, qui lui découvraient d'amples horizons d'études, étaient systématiquement ajournées ; il mortifiait toutes les aspirations qui ne tendaient pas uniquement, en lui, à l'éducation du futur prêtre. Il consacra trois ans de séminaire à préparer cette demi-heure matinale du 6 avril 1874, où, pour la première fois, il consacra l'hostie. « Vers le Dieu qui réjouit ma jeunesse, » inscrivait-il sur le *Memento* de son ordination, et sa jeunesse réjouie ne désirait rien de plus qu'un poste de paroisse, dans lequel il pourrait distribuer la parole et la vie de Dieu, et quotidiennement réaliser « ce moment unique de l'histoire du monde (2), » le sacrifice eucharistique.

Mais déjà ses supérieurs avaient disposé de lui : ils l'expédiaient à l'Université de Louvain. L'obéissance lui fut d'autant plus facile, qu'elle lui intimait d'ouvrir les fenêtres, toutes grandes, sur le monde de la pensée, tout en rentrant fréquemment dans cette cellule de l'âme, où le silence fait parler Dieu (3).

Les études philosophiques qu'on faisait alors à Louvain ne mettaient pas les élèves en possession d'une philosophie ; tout au plus leur suggéraient-elles le besoin d'en avoir une, et ce besoin s'accompagnait et se tempérait d'une certaine crainte.

(1) *Œuvres pastorales*, I, p. 102.
(2) *Ibid.*, III, p. 253.
(3) *A mes séminaristes*, p. 40 et suiv.

Car Louvain, vers le milieu du XIX[e] siècle, avait possédé une école de philosophie, authentiquement indigène et subtilement originale, et Louvain s'en était mal trouvé; cette école avait connu des ennuis. Le professeur Ubaghs, très grave et très saint homme, en était le chef (1). Soucieux des assauts que le rationalisme livrait à la foi, il avait éprouvé quelque plaisir — un plaisir de revanche — à voir les Lamennais, les Bonald, les Bautain, humilier la raison et faire de la tradition la source unique ou principale des vérités morales et métaphysiques. Mais il déplaisait à Rome que la raison humaine se méprisât à l'excès : impartialement, généreusement, Rome, en dépit du péril rationaliste, avait vengé la raison humaine des attaques du traditionalisme. Ubaghs alors, plus discrètement, avait repris la campagne : il maintenait l'idée de Bonald, d'après laquelle la raison individuelle, physiquement dépendante de la Société et de la Révélation, leur emprunte nécessairement ses premières certitudes sur Dieu, sur l'âme, sur l'obligation morale; mais il ajoutait — c'était la concession qu'il faisait au Saint-Siège — qu'une fois munie, par voie d'emprunt, de cette connaissance initiale, la raison était capable de se démontrer à elle-même la légitimité de la foi qu'elle professait. La concession n'avait pas satisfait Rome : un avertissement en 1843, puis en 1864 une condamnation, avaient coupé court aux espérances suscitées par l'école d'Ubaghs. Louvain s'était flatté d'offrir à Rome des armes contre la raison; Rome les avait brisées. Et comme il advient après ces catastrophes de la pensée, une génération de philosophes avait succédé, qui redoutaient un peu d'avoir un système et même une réputation : c'étaient de bons techniciens de la discussion, mais nullement des constructeurs.

Le jeune abbé Mercier, un jour convié par l'un d'entre eux à réfuter le positivisme, connut un de ces soubresauts qui souvent amènent l'élève à dépasser le professeur, et conclut à part lui, non point seulement à la nécessité de notions transcendantes, mais à l'urgence d'une construction métaphysique vraiment ordonnée, vraiment synthétique : sa ferveur pour saint Thomas, pour le livre capital du jésuite Kleutgen sur le thomisme, alla croissant. Et ce tête-à-tête avec le vieux docteur fut fidèlement poursuivi lorsque l'abbé Mercier, en octobre

(1) Mercier, *Critériologie générale*, p. 127.

1877, fut devenu directeur des philosophes au petit séminaire de Malines. Il ne songeait pas d'ailleurs, à cette date, à devenir le metteur en branle d'un vaste mouvement thomiste : il était tout aussi modeste que ses maîtres de Louvain. Il se faisait une loi — il se la fera toujours — de ne point devancer par une pétulance personnelle l'instant où ses énergies seraient assez mûres pour être cueillies par Dieu : il était trop l'homme d'un devoir, pour être l'homme d'un rêve.

Le devoir, pour lui, c'était, à Louvain, de cumuler avec ses études la surveillance amicale et cordiale des étudians laïcs du collège du Pape, futurs juristes, futurs médecins, dont malgré son jeune âge on l'avait nommé sous-régent; et c'était, à Malines, de cumuler avec son professorat la direction spirituelle de beaucoup de ces séminaristes dont il voulait obtenir qu'une fois pour toutes, par un de ces actes décisifs sur lesquels on ne revient plus, ils donnassent leur vie à Jésus-Christ. Nombreux sont les prêtres belges qui lui savent à jamais gré de leur avoir arraché ce don. Ce qu'il leur demandait, à l'aurore de leur jeunesse, ce n'était rien de moins que ce que le XVII[e] siècle appelait une conversion : c'était une désaffectation, une désappropriation de leur être, en vue du service divin. Et cette tâche quotidienne, émouvante et joyeuse, s'intercalait activement parmi les préoccupations du savant; elle les eût, s'il en eût été besoin, désencombrées et purifiées de tout souci d'ambition, de toute fébrile inquiétude d'avenir; elle absorbait certainement pour elle-même le meilleur de son âme.

III

Mais l'heure approchait où le devoir, pour lui, serait d'être un chef d'école, un initiateur intellectuel, et d'accepter que cette ambition, commandée d'en haut, commandât au jour le jour son travail : cette heure fut sonnée par Léon XIII.

De longue date, Léon XIII avait considéré saint Thomas comme le docteur le mieux qualifié pour « aplanir les voies à la Révélation. » L'encyclique *Aeterni Patris*, dès 1879, réclama que la philosophie thomiste fût restaurée dans l'enseignement catholique. Elle provoqua tout de suite, dans les écoles de Rome, un branle-bas assez confus d'hésitations et d'obéissances : elle finit par prévaloir, car on savait le Pape tenace en ses desseins.

Mais à Rome, en ce temps-là, la pensée catholique visait moins à s'épanouir qu'à se barricader : ses attitudes étaient moins conquérantes que défensives. Le thomisme, tel que l'enseignaient avec leur fraîche bonne volonté ces premiers docteurs romains, aimait mieux négliger les sciences récentes que se les assimiler, et que s'en laisser vivifier, et que les vivifier elles-mêmes : il exhibait une demi-arrogance qui masquait peut-être, encore, une demi-timidité (1).

Léon XIII ne concevait pas, lui, que l'Église de Dieu pût être timide. Pas de timidités vis-à-vis de l'histoire, et sous l'œil apeuré des custodes les archives du Vatican s'ouvraient; pas de timidités vis-à-vis des démocraties, et leurs pèlerinages entraient dans Saint-Pierre par la porte même qui dans le passé ne livrait accès qu'aux rois; pas de timidités vis-à-vis des problèmes sociaux, et le Pape recommençait, en un siècle de laïcisme, à se mêler des choses de ce monde en légiférant sur elles; pas de timidités, enfin, vis-à-vis des sciences, et Léon XIII, à la Noël de 1880, invitait le cardinal Dechamps, archevêque de Malines, à installer dans ce grand foyer de sciences qu'était l'Université de Louvain une chaire de philosophie thomiste.

Le souvenir d'un David de Dinant, d'un Henri de Gand, d'un Siger de Brabant, d'un Gilles de Lessines, témoignait que l'esprit belge pouvait se familiariser avec les complexités de la scolastique; et le passé de Louvain, qui avait en face de la Réforme représenté la culture catholique, permettait d'espérer pour un renouveau de cette culture l'abri de l'Université. Léon XIII ne voulait pas d'un enseignement ésotérique, murmurant à l'oreille de quelques séminaristes bien défendus l'exposé de quelques vérités anciennes, précieuses et fragiles; il voulait un thomisme de plein air, un thomisme rayonnant, un thomisme pour laïcs, qui « sculpterait profondément la philosophie chrétienne dans les esprits » des étudians de Louvain, futurs députés et futurs ministres.

A la suite des infortunes d'Ubaghs, Louvain, nous l'avons dit, était fatigué de philosopher. Le droit social de l'Église, les divergences entre l' « hypothèse » et la « thèse, » la compatibilité des principes du *Syllabus* avec la constitution belge, avaient suscité entre l'économiste Charles Perin et les catho-

(1) Voir C. Besse, *Deux centres du mouvement thomiste, Rome et Louvain. (Revue du Clergé français*, janvier et février 1902.)

liques libéraux des discussions assez âpres, qui avaient achevé d'effaroucher la hiérarchie épiscopale. On avait mieux à faire, pensait-elle, que de perdre le temps en bagarres spéculatives, au moment où les entreprises scolaires du ministère Frère-Orban mettaient en péril l'âme des petits enfans. On avait à créer des écoles primaires; c'était plus urgent que la philosophie... Mais Léon XIII avait parlé : il exigeait cette entrée du thomisme à Louvain, et cette irradiation de la vie publique belge par une instruction philosophique nouvelle. Les évêques, dociles et surpris, méditaient son désir, et leurs méditations, trop hésitantes ou trop profondes, s'attardaient longuement.

Elles s'attardaient encore lorsque soudainement ils apprirent que Léon XIII allait leur envoyer, après l'avoir mitré, un religieux d'Italie, grand clerc en thomisme, et qu'ils n'auraient plus à lui donner, à Louvain, qu'une salle et des élèves. Patience, Très Saint Père! supplièrent-ils aussitôt, et leur étude des suggestions pontificales devint subitement impatiente d'aboutir. « Prenons l'abbé Mercier, directeur de vos philosophes, » dit au cardinal Dechamps Mgr Durousseau, évêque de Tournai, qui naguère, comme supérieur du séminaire de Malines, avait eu le jeune prêtre sous ses ordres. — « Sera-ce bien? » questionna le cardinal. — « Tellement bien, répliqua l'évêque, que si j'étais Votre Éminence, je ne me réjouirais pas de le perdre. » — « Eh bien, nommons-le, conclut le cardinal résigné; le Pape sera content. » Et Léon XIII en effet fut content (1).

Le « grand abbé » — comme depuis son ordination l'appelaient ses élèves — s'en fut à Rome, aux vacances de 1882, voir le grand Pape; et leurs deux imaginations s'accordèrent. Les coups d'œil de Léon XIII traçaient une route à l'abbé Mercier; ils étaient le signe qu'il devait « aller de l'avant : » le cardinal aime ce mot-là. Le Pape ne voulait pas seulement « qu'on appliquât les principes de la philosophie catholique pour faire produire aux sciences physiques et naturelles tous les fruits dont elles sont susceptibles; » mais il constatait, d'autre part, que les anciens scolastiques s'étaient préparés, par l'étude des sciences physiques et naturelles, à l'œuvre propre de la philosophie. Un quart de siècle avant que les admirables travaux

(1) Pour cette histoire de l'œuvre de Mgr Mercier à Louvain, nous devons beaucoup au cours récemment professé par M. le chanoine Noël, un de ses plus distingués disciples, dans une chaire de l'Institut catholique de Paris.

historiques du regretté physicien Duhem n'eussent vengé la culture scientifique des scolastiques du mépris où la tenait l'ignorant XVIII[e] siècle (1), Léon XIII rendait à cette culture un hommage. Le professeur Mercier, appelé brusquement à l'héritage de ces vieux maîtres, trouvait dans cet hommage une leçon pour lui-même, et concluait, sans ambages ni délais, à la nécessité d'élargir constamment ses connaissances scientifiques.

Charcot, vers cette époque, compta quelque temps parmi ses étudians un docteur Mercier : il n'était autre que le futur cardinal. On le retrouvait bientôt à Louvain : libéré de la barbe qu'à Paris il avait laissé pousser, il emprisonnait pour toujours dans un tiroir les deux aigles qui lui servaient d'épingle de cravate au temps où il suivait Charcot; il redevenait le grand abbé; et sous cet habit, le seul qu'il aimât, il était alternativement professeur et étudiant. Être professeur, et professeur par le vouloir d'un Pape, c'était flatteur; mais allait-il avoir des élèves? Les étudians entendaient dire « que le nouvel enseignement serait quelque chose comme un cours d'archéologie, l'exhumation, respectueuse d'ailleurs, de théories, intéressantes peut-être, mais si vieilles, et qui d'aventure plaisaient au Pape régnant (2). » Ils eurent la curiosité d'aller voir, et puis ils revinrent et restèrent; et le futur cardinal déroulait, devant un auditoire composé surtout de laïcs, une psychologie, une logique, une critériologie, une ontologie, qui devaient plus tard paraître en volumes. « Ce qui frappait et nous séduisait en lui, expliquait naguère un de ses meilleurs élèves,

... c'était l'intense vérité personnelle de ce qu'il faisait et de ce qu'il disait. Rien de conventionnel, rien d'apprêté, rien de guindé, mais la communication, toujours libre et spontanée, de sa vie la plus intime, de ses sentimens les plus vrais, de ses pensées les plus sincères, telle était la méthode constante de son enseignement et de sa direction. Pour se livrer sans voiles, il faut être, sinon parfait, du moins exempt de ces faiblesses qui déconsidèrent et qui ruinent toute autorité; il faut avoir la pensée scrupuleusement droite, il faut être exempt de toute servitude et de tout amour-propre, il faut avoir l'âme jeune et fraîche, dévouée sans réserve, prête à s'oublier toujours et à se donner sans compter. Il avait en lui cette jeunesse, ce dévouement, cette

(1) Voir dans la *Revue* du 15 juillet 1913 l'article de M. Albert Dufourcq.

(2) Toast de S. Deploige au banquet de consécration épiscopale de Mgr Mercier, p. 7.

droiture d'esprit, ce zèle de l'idéal, et c'est pourquoi nos âmes de vingt ans s'attachaient à la sienne (1).

La spontanéité de l'entrain, les merveilleuses vertus d'entraînement survivaient à la leçon, et poussaient le professeur, ensuite, vers les ateliers de recherches où ses collègues défrichaient, chacun à part des autres, un petit coin du terrain scientifique; il s'attardait avec une prédilection spéciale chez le neurologiste Van Gehuchten; et tout humblement, dans ces studieuses promenades, il prenait posture d'apprenti, en descendant de la chaire où il avait fait la besogne d'un maître.

De loin, Léon XIII l'observait : il lui donnait en 1886 une prélature romaine. Il contemplait avec amour le magnifique labeur de ce pionnier, qui, là-bas, d'un geste audacieusement solitaire, jetait le pont entre les spéculations du Moyen-âge et les méthodes d'observation les plus modernes. Et peu à peu le Pape réfléchissait que, pour faire de la philosophie la synthèse des sciences, il fallait plus qu'un homme, — cet homme fût-il Mercier, — et qu'il fallait plus qu'une chaire : qu'il fallait un Institut, pourvu de chaires spéciales où l'on s'appliquerait à « façonner des jeunes gens d'élite à la science haute et désintéressée. » Deux brefs pontificaux, en 1888 et 1889, développaient ces perspectives, et ces perspectives étaient des ordres.

IV

En 1891, dans son rapport au Congrès de Malines, Mgr Mercier les commentait. Il y montrait le champ de la science, le recul constant de ses limites, l'urgente nécessité d'une main-d'œuvre catholique. « Vous vous résignez trop facilement, signifiait-il aux catholiques, au rôle secondaire d'adeptes de la science, et trop peu parmi vous ont l'ambition de travailler à ce que l'on a nommé la science à faire; trop peu parmi vous visent à rassembler et à façonner les matériaux qui doivent servir à former dans l'avenir la synthèse rajeunie de la science et de la philosophie chrétienne (2). » Il voulait les entraîner vers la science pure, cultivée pour elle-même, sans but professionnel, sans but apologétique direct; il voulait qu'ils fussent les chercheurs, dont ensuite la philosophie ordonnancerait les

(1) Miles, *Correspondant*, 10 février 1916, p. 418-419.
(2) Mercier, *Rapport sur les études supérieures de philosophie*, p. 76.

découvertes, qu'ils fussent les patiens analystes, dont ensuite la philosophie compléterait l'œuvre par un élan de synthèse.

Un Comte, un Taine avaient ainsi rêvé, chacun à sa façon, d'une philosophie où tout le savoir s'unifierait : on allait, à Louvain, créer l'outillage ; et dans l'Institut supérieur de philosophie, que présidait Mgr Mercier, se groupaient autour de sa chaire d'autres chaires dans lesquelles certains de ses collègues des diverses Facultés préparaient, chacun en son domaine, la convergence des sciences vers l'unité.

Puis un jour vint, — ce fut en 1893, — où les propres élèves de Mgr Mercier, les fils immédiats de sa pensée, furent assez nombreux, assez experts, pour pouvoir occuper eux-mêmes, autour du maître, les chaires de l'Institut. M. Nys professait la cosmologie ; M. de Wulf, l'histoire de la scolastique; M. Thiéry, la physique; M. Deploige, la sociologie : c'étaient quatre laïcs, dont plus tard deux devinrent prêtres. L'Institut prenait ainsi l'aspect d'une famille spirituelle ; un même esprit planait sur leurs enseignemens, qui donnaient désormais l'impression d'être coordonnés, et non point simplement juxtaposés ; ce labeur collectif trouvait son organe dans la *Revue néo-scolastique*, et son cadre, — un cadre digne de lui, — dans une belle construction gothique dont les plans étaient dus au futur ministre Helleputte, ami personnel du futur cardinal; le séminaire Léon XIII s'ouvrait, pour accueillir les jeunes prêtres qui viendraient coudoyer les laïcs au pied des chaires de l'Institut ; et un bref pontifical de 1894 marquait la place de l'Institut dans l'ensemble du corps universitaire.

Mais il manquait à cette œuvre une suprême consécration : la souffrance de l'homme qui l'avait créée. L'Institut de Louvain était issu d'une impulsion romaine ; il était, à proprement parler, une pensée de Rome, épanouie sur le sol belge par un réalisateur, qui avait su la mûrir et la féconder. Et dans le haut clergé belge, tous ou presque tous avaient bien vite accepté, avec une nuance de respectueuse curiosité, la création nouvelle. Mais la réserve même qui donnait à cette curiosité quelque chose d'expectant laissait l'Institut un peu désarmé vis-à-vis d'une coalition de jalousies. Le thomisme, murmuraient quelques-uns, est vraiment coûteux pour la charité belge ; et tout l'argent qui se dépense pour ces nouveautés, nous ne l'aurons plus pour les élections. Et d'autres survenaient, se

demandant si le thomisme, tel qu'il s'exhibait à Louvain, était bien, en définitive, un thomisme authentique : on observait que, parlant français, il employait une langue qui n'était pas celle de saint Thomas ; et la suite prouva que l'observation portait loin, et qu'elle visait haut.

Les efforts convergèrent pour ébranler la confiance de Rome en Mgr Mercier : un formidable assaut fut livré. Un jour de 1896, Mgr Mercier s'en fut à Rome, soudainement, pour parer les coups. Des ennemis l'y devancèrent, l'y suivirent, occupèrent les avenues et tinrent pour certain qu'il s'en retournait découragé. Il n'en fut rien. Il eût pu sortir élégamment des difficultés en acceptant un poste honorifique dans une grande paroisse de Bruxelles : il refusa. Abdiquer, c'est bon pour des sceptiques : il croyait en son œuvre. Il traversa des heures tragiques, mais ne désespéra jamais. Sur le linteau de sa cheminée, une inscription portait ces mots : *Labora sicut bonus miles Christi*, travaille comme un bon soldat du Christ ; il la montrait à ses étudians, il y obéissait lui-même et poursuivait, sans trêve, humblement, son travail menacé.

Léon XIII continuait d'observer : au delà des dénonciations locales qui avaient desservi le prélat, il regardait l'École de Louvain s'essaimer, de petits centres de renouveau thomiste se fonder sous de lointaines latitudes, les élèves de Mgr Mercier multiplier en de nombreuses langues les traductions de ses livres, la *Revue néo-scolastique* se propager (1). Et ces succès étaient dus à l'esprit dont s'animait l'École de Louvain, à la langue aussi qu'elle parlait, et qui lui permettait d'être, parmi les laïcs, une efficace missionnaire du thomisme. L'année 1898 rendit à l'Institut de Louvain, sous la forme d'une lettre du cardinal Satolli, un témoignage de l'approbation romaine et la permission de faire largement usage du français ; et lorsque, à la fin de 1900, Léon XIII reçut en audience les pèlerins de l'Institut, il leur dit avec fierté :

Je suis heureux de voir à votre tête les professeurs de l'Institut supérieur de philosophie fondé par moi. Non seulement les études supérieures que Mgr Mercier dirige servent aux clercs, mais elles servent aussi aux laïques qui sont venus étudier la philosophie, même après avoir déjà pris d'autres grades : tel, De Lantsheere, qui vient

(1) Pelzer, *L'Institut supérieur de philosophie à l'Université catholique de Louvain* (1890-1904), p. 20 et suiv.

d'entrer à la Chambre belge. Voilà pourquoi, tout en tenant à ce que la philosophie de saint Thomas soit étudiée en latin, nous avons établi que les leçons y seraient données en français. Je veux et souhaite la prospérité de mon Institut (1).

L'Institut *fondé par moi; mon* Institut : ainsi Léon XIII qualifiait-il cette œuvre, dont les ennemis prétendaient, quatre ans plus tôt, qu'elle était d'ores et déjà désavouée. Définitivement ils avaient échoué. Ils avaient cru nuire au professeur Mercier; et sans le savoir, sans le vouloir, ils avaient achevé de modeler en lui l'homme d'énergie patiente, indomptable, égale à toutes les souffrances, qui plus tard étonnera d'autres ennemis et saura mettre à la gêne leur orgueil de vainqueurs.

L'Institut supérieur avait échappé à la crise qui risquait de lui être mortelle; et sur l'horizon des intelligences, saint Thomas continuait de monter. Ce n'est pas que Mgr Mercier fût homme à jurer systématiquement sur les paroles d'un maître; et volontiers il rappelait que saint Thomas, tout le premier, eût condamné ceux qui eussent asservi leur pensée à la sienne, et qu'il nous avertit, au début de la *Somme*, de ne pas exagérer la valeur de l'argument d'autorité (2). A l'instant même où Mgr Mercier venait d'exprimer son admiration pour la psychologie thomiste, il se hâtait d'ajouter :

Est-ce à dire que nous regardions la psychologie de l'École comme le monument achevé de la science, devant lequel l'esprit devrait s'arrêter dans une contemplation stérile? Évidemment non : la psychologie est une science vivante : elle doit évoluer avec les sciences biologiques et anthropologiques qui sont ses tributaires (3).

Il admettait qu'employée à contretemps, la méthode scolastique pouvait avoir des inconvéniens; et il reconnaissait, inversement, que la philosophie moderne peut être utile au néothomisme, d'abord en posant le problème de la valeur de la connaissance, puis en favorisant le développement de l'observation scientifique et de l'expérience en psychologie (4). En définitive, il ne tenait pas la philosophie thomiste « pour un idéal qu'il fût interdit de surpasser, ni pour une barrière traçant des limites à

(1) *Revue néo-scolastique*, février 1901, p. 84-85.
(2) Mercier, *Logique*, 5e éd. (1909), p. 48, n. 1.
(3) *Ibid.*, *Psychologie*, 6e éd. (1903), I, p. 1.
(4) *Ibid.*, *Logique*, 5e éd., p. 349-351. — *Les origines de la psychologie contemporaine*, 2e éd., p. 468 et suiv.

l'activité de l'esprit ; » mais il maintenait, « après examen, qu'il y a sagesse autant que modestie à la prendre au moins pour point de départ et pour point d'appui (1). » Il confrontait avec elle le vieux spiritualisme classique, celui dont Descartes fut le père : il y relevait un « préjugé antiscientifique, » qui opposait la psychologie à la physique, et qui étudiait à part l'âme et le corps sans jamais envisager leur union ; et il montrait comment cette erreur primordiale voila toujours aux spiritualistes du XIXe siècle les problèmes soulevés par les progrès de la biologie, et comment les hommes de laboratoire furent ainsi conduits, tout doucement, à une interprétation matérialiste de la vie psychique (2). La scolastique, au contraire, possédait à la fois un corps de doctrines systématisé et des cadres assez larges pour accueillir et synthétiser les résultats croissans des sciences d'observation.

Louvain convoquait ces sciences, les outillait ; et Mgr Mercier, s'adressant aux jeunes chercheurs, leur disait :

> Ne soyons pas de ceux qui, à propos de ces mille et un petit faits bien précis dont l'étude patiente et minutieuse fait la force et l'honneur de la science contemporaine, ne songent jamais qu'à se demander avec un dédain mal dissimulé : A quoi cela sert-il ? Rien de plus antiscientifique que cette préoccupation intéressée. Les faits sont des faits ; et il suffit qu'ils soient, pour qu'ils méritent d'être étudiés. D'ailleurs, s'ils ne servent pas aujourd'hui, ils serviront demain : ce sont des matériaux destinés à entrer dans les synthèses plus compréhensives de l'avenir (3).

Ainsi faisait-on provision de résultats : les petits-neveux, plus tard, devraient à notre époque cette richesse, et s'en serviraient pour la synthèse, — d'accord avec l'aïeul, saint Thomas. Les laboratoires s'enrichissaient, créaient leur outillage, parfois, en même temps que leur science : celui de psychophysiologie devenait célèbre (4)... Plus tard la *Kultur* est survenue, détruisant par les flammes une partie de ces œuvres de science. L'Université de Louvain, qui avait été la première à condamner

(1) Mercier, *Logique*, 5e éd., p. 48, n. 1. Comparer le livre capital de son élève M. de Wulf, dont les malheurs de Louvain ont fait un professeur à l'Université de Poitiers : *Introduction à la philosophie néo-scolastique*, 1904.

(2) *Ibid.*, *Psychologie*, 6e éd., I, p. 1 et 6-7, et II, p. 271.

(3) *Ibid.*, *Psychologie*, 6e éd., I, p. 2.

(4) La notice de M. le chanoine Noël dans la *Chronique de l'Institut de philosophie*, janvier 1914, sur « le bilan de l'école de Louvain, » donne un lumineux résumé de tout ce que fit l'Institut jusqu'à la veille de l'attentat germanique.

Luther (1), avait ainsi, jadis, péché contre l'Allemagne : elle fut punie. Mais les flammes de la *Kultur* s'éteignent; celle de l'esprit subsiste. L'œuvre entreprise par Mgr Mercier était une œuvre à longue échéance : par la pensée, il y attelait des générations. Les élans qu'il avait donnés doivent survivre à la guerre, comme ils survivaient en 1906 à son éloignement de Louvain.

V

C'est la marque des grands initiateurs de pouvoir s'effacer de leur œuvre sans qu'elle périclite : elle vit d'une vie propre, par eux, mais en dehors d'eux; l'ayant servie sans avoir voulu la confisquer, ils peuvent, le jour venu, la détacher d'eux-mêmes, comme le fruit mûr se détache de l'arbre; et lorsque leur âme est elle-même une âme détachée, ils trouvent dans l'âpreté du geste un parfum de sacrifice. Pie X, en 1906, proposa ce geste à Mgr Mercier : il le fit archevêque de Malines, cardinal. Il fallut laisser inachevé son cours de philosophie, où sa plume projetait, après tant d'étapes, d'aborder enfin Dieu; il fallut prendre congé de ces jeunes gens qui depuis un quart de siècle étaient l'entourage de son âme. Mais leur appartenir, c'était encore s'appartenir à lui-même : il les aimait tant! La volonté papale lui rappelait qu'il n'appartenait qu'à Dieu. Il accepta son nouveau terrain d'action, et d'emblée s'y installa.

Comme il se mettait tout entier dans son œuvre nouvelle, tout de suite, dans l'archevêque de Malines, le professeur se retrouva. Prenant congé de ses étudians, il leur parlait des responsabilités de l'épiscopat : « Chers étudians, continuait-il, je ne veux pas avoir peur ; » et il leur rappelait le petit livre du psychologue italien Mosso, d'après lequel, dans une lutte à armes égales, celui qui a peur est le vaincu (2). Dans son premier mandement, un autre psychologue faisait son apparition, William James : il le citait pour montrer par quelle force mystérieuse l'âme du croyant triomphe de la souffrance, et il ajoutait : « Il ne vous aura pas déplu d'entendre les affirmations de notre Évangile et notre expérience chrétienne confirmées par l'observation scientifique la plus désintéressée (3). »

(1) Delannoy, *L'Université de Louvain*, p. 104. — Noël, *Louvain*, p. 110.
(2) Mercier, *Œuvres pastorales*, I, p. 22-23.
(3) *Ibid.*, I, p. 60.

Claude Bernard, dans un sermon de retraite, était à son tour mobilisé, pour justifier, au nom de la physiologie, la parole de Bossuet, d'après laquelle il ne suffit pas de dire que nous *mourrons*, puisque chaque jour nous *mourons* (1). Bossuet apparaît au cardinal comme « le plus grand penseur des temps modernes (2) » : il convoquait, cependant, pour lui faire écho, un savant de laboratoire. Une conférence qu'il donnait en 1910 sur la nécessité de la liturgie se déroulait comme un cours de « psychologie des foules, » à l'issue duquel il fallait bien conclure qu'étant donné la nature de la collectivité humaine, l'Église devait nous faire prier comme elle nous fait prier (3). D'autres fois, un axiome de scolastique commandait toute une homélie « Les impressions coutumières cessent d'émouvoir, *ab assuetis non fit passio* » : le cardinal s'abritait derrière ces cinq mots pour signaler à ses prêtres qu'ils sont « trop familiarisés avec le spectacle de la mort pour y appliquer souvent avec intérêt leur pensée (4). » Il ne lui déplaisait pas, d'ailleurs, à son arrivée de Louvain, que ses prêtres fussent un peu philosophes : publiant une lettre pastorale sur Dieu, il y joignait, pour eux, une note en latin sur la théodicée ; et leur prêchant sur l'orientation de la vie, il leur montrait, en termes fort techniques, comment leur contingence même rendait nécessaire que Dieu existât (5).

Il apportait ainsi de Louvain ses familiarités intellectuelles coutumières, et ses habitudes de pensée, et son langage de penseur ; il apportait, surtout, une belle confiance dans l'intelligence humaine. Catholicisme, pour lui, « est synonyme d'élargissement intellectuel... Ce n'est pas à un esclavage intellectuel que le Christ convie l'humanité, mais à la liberté supérieure des enfans de la lumière. » Belle confiance, aussi, dans la science ; comme archevêque, il tenait à l'affirmer à nouveau : « Quoi qu'en disent certains esprits chagrins ou certains hommes de peu de foi, la science enregistre journellement des succès définitifs ; elle va de l'avant. » Confiance, encore, dans la force éducatrice de la réflexion : « Comme la grâce, disait-il à

(1) Mercier, *Retraite pastorale*, p. 99.
(2) *Ibid.*, III, p. 180.
(3) *Ibid.*, *Œuvres pastorales*, III, p. 55-65.
(4) *Ibid.*, *Retraite pastorale*, p. 89.
(5) *Œuvres pastorales*, I, p. 194 ; et *Retraite pastorale*, p. 72-73.

ses séminaristes, ne se substitue pas à la nature, mais s'y ajoute et se sert d'elle pour agir, votre perfection chrétienne et conséquemment votre éducation sacerdotale sont solidaires de votre pouvoir de réflexion (1). » Il proclamait sans relâche la dignité, la valeur, l'efficacité de notre instrument pensant. « Dans le royaume de la philosophie, l'unité est la loi, mais le sceptre ne peut appartenir qu'à l'intelligence (2) : » ainsi s'achève le discours : *Vers l'unité*, qu'il prononçait en 1913 comme président de l'Académie royale de Belgique.

Des intellectuels se rencontrent, pour qui l'intelligence se résume tout entière en un pouvoir d'abstraction : tel n'est pas le cardinal. Ce néo-scolastique redoute au contraire la prépondérance des abstractions : il la redoute pour la vie intérieure, non moins que pour la science. Car de même qu'il y a, pour le savant, des faits naturels à observer, il y a, pour l'âme chrétienne, des faits surnaturels à contempler. A l'oratoire non plus qu'au laboratoire, l'abstraction n'est de mise. En quelques pages d'une merveilleuse finesse, le cardinal prémunit les clercs contre une notion purement intellectuelle de la méditation, qui en ferait une concentration intense de la pensée. « Mais non, leur dit-il, la méditation n'est pas un exercice intellectuel solitaire, mais un entretien de l'âme avec notre Dieu vivant ; et son objet principal ne sera donc pas une vérité abstraite à mûrir pour un intérêt moral ; ce sera Notre-Seigneur, sa personne, son enseignement, ses exemples, ses œuvres. » Le cardinal recommande la méditation, ainsi conçue, comme un contrepoids à ce que l'étude a de desséchant, et ses intimes savent que ces conseils à ses clercs nous livrent le secret de sa propre vie (3).

Oui, son secret, son secret avec Dieu. Il y a quelques années, le peintre Janssens, voulant faire son portrait, s'en allait chaque dimanche l'observer à la cathédrale de Malines à l'office des vêpres, ponctuellement présidé par le prélat : il le regardait prier. Le rythme intérieur de la vie du cardinal reposa toujours sur un parfait équilibre entre l'étude et l'oraison, — l'oraison rendant grâces pour l'étude, et l'étude à son tour rendant grâces, en quelque mesure, pour les bienfaits de l'oraison, et l'enthousiasme des heures contemplatives se pro-

(1) *Œuvres pastorales*, I, p. 320; II, p. 12 et 275; *A mes séminaristes*, p. 63.
(2) *Revue néo-scolastique*, août 1913, p. 253-278.
(3) *A mes séminaristes*, p. 123-142.

pageant souvent tout au long des heures studieuses, sans jamais se laisser comprimer par ces impressions d'aridité qui parfois humilient d'une couronne d'épines la royauté intellectuelle du savant. Certains moines du Moyen âge s'inquiétaient de l'antagonisme entre la dialectique scolastique et l'intuition mystique, entre la pensée et l'amour, entre l'intellectualisme et la charité : dans une personnalité comme le cardinal Mercier, cet antagonisme se résout en unité. Et par ces deux livres d'instructions qui s'appellent : *A mes séminaristes*, et *Retraite pastorale*, le fondateur de la néo-scolastique rejoint ces grands docteurs qui savaient être des maîtres de prière aussi bien que des maîtres de pensée, un Thomas d'Aquin, un Bonaventure, un Duns Scot.

VI

Six ans après sa consécration épiscopale, le cardinal fit un recueil de ses œuvres pastorales : elles occupèrent trois volumes, où beaucoup de paroles sont des actes. Chef de trois mille prêtres et de 2 300 000 fidèles, il est soucieux, surtout, d'imprimer des directions, de dire une fois pour toutes, sur chaque question, ce qui doit être dit. C'est aux prêtres, aux hommes d'œuvres, de concerter les détails d'application, les cadres secondaires de l'action, et de faire fructifier, comme une semence, le verbe épiscopal. Le cardinal oriente, ce qui est déjà organiser à demi; à eux d'achever. Il vise, lui, à propager un esprit.

Vivant en un pays où, tous les six ans, la victoire du parti catholique est un succès temporel pour le clergé, il semble qu'après avoir publiquement fait entendre, pour ces triomphes électoraux, l'*Alleluia* qui convient, il éprouve le besoin de corriger, par d'austères conseils, la périlleuse griserie qui pourrait s'emparer des vainqueurs. L'orgueil sacerdotal est un sentiment qu'il ignore; les responsabilités du prêtre lui apparaissent comme si graves que la grandeur même du sacerdoce devient une occasion de s'humilier. Le cardinal combat tout esprit de caste. Il encourage les prêtres à souhaiter l'aide des laïcs; il annihile les objections qui les amèneraient à la refuser. Il va même, parfois, jusqu'à leur suggérer l'imitation des laïcs, et de quel laïc?... l'ouvrier. Parlant devant un auditoire populaire, il raconte avoir connu dans sa jeunesse un prêtre qui s'était proposé pour modèle de vie... « savez-vous

qui? vous ne devineriez jamais : l'ouvrier, partageant sa journée entre le labeur aux champs ou à l'usine et ses sollicitudes pour sa femme et ses enfans. » — « Les pauvres sont nos maîtres, redit-il aux confrères de Saint-Vincent de Paul ; ils nous apprennent à donner, à prier, à aimer le Christ (1). »

Car dans la vie chrétienne telle que le cardinal la conçoit, on se fait volontiers l'apprenti d'un plus petit que soi. Un jour de 1907, déjà vêtu de la pourpre, il se plaît à rappeler à des étudians comment un étudiant l'éclaira jadis, lui professeur :

Ce jeune homme, à qui je recommandais la pratique quotidienne de la piété, me fit observer que, s'il ne lui était pas toujours bien possible d'aller chaque matin à la messe, cependant il ne manquait jamais de visiter une famille ouvrière dans la gêne ou un malade pauvre auquel il s'intéressait, et il ajoutait qu'il ne s'en trouvait pas plus mal, religieusement parlant. Ce simple mot fut pour moi un trait de lumière, — comme quoi il est avéré, chers étudians, que si nous nous appelons vos maîtres, vous êtes souvent, en réalité, les nôtres; mais nous ne vous l'avouons que sur le tard; il faut bien, n'est-ce pas, sauvegarder le prestige professoral!

Et couvrant ainsi de son autorité l'attachante audace de cet aveu, il rend grâces à l'étudiant, qui lui fit si bien « *réaliser* cette maxime de la théologie morale, d'après laquelle les nécessités corporelles pressantes du prochain priment les pratiques, même obligatoires, de la vie spirituelle (2). »

Il est de pieux cénacles, où parfois s'embusque l'esprit de caste : le cardinal signale tout de suite le péril. Bénissant à Bruxelles une confrérie de dames, il leur dit franchement :

Vous formez une élite; je voudrais vous voir vous habituer à une pensée plus large, à un sentiment de vie chrétienne plus intense. Ayez des ambitions de conquête. Intéressez-vous à toutes les âmes de votre paroisse, aux âmes de vos compatriotes, à toutes les âmes de la catholicité. Il ne faut pas que vous vous regardiez comme appartenant à un groupe, à une sorte de caste dans la société chrétienne. L'Église ne connaît point les castes, l'Église ne fait point d'acception de personne, l'Église veut du bien à toute l'humanité (3).

Le cardinal est un grand docteur de fraternité : sa pourpre

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, III, p. 487; II, p. 73; II, p. 381-384.
(2) *Ibid.*, I, p. 327.
(3) *Ibid.*, I, pp. 271-272.

cardinalice, représentante de l'Église maternelle, a des allures fraternelles. Il réclame ces allures de tous les chrétiens :

Bien des personnes d'un certain rang social, qui volontiers s'inclinent profondément devant un miséreux, seraient tentées de se détourner à la rencontre d'un ouvrier aux mains calleuses, d'une petite bourgeoise de modeste origine; elles rougiraient de leur tendre la main, de leur prêter service. N'imitez pas cet exemple. Les castes sont pour l'Inde, elles ne sont pas de l'Église de Dieu. Dans l'Église, nous sommes tous frères et sœurs (1).

Il a pitié de ces foules ouvrières que les conditions matérielles de leur existence éloignent de l'Église; et c'est pour les « aider à sortir de leur état de dépression, à rendre leur âme plus libre, » qu'il réclame le concours des catholiques pour l'organisation des métiers, et qu'il veut que les patronages soient des centres d'éducation positive, de solidarité professionnelle (2).

Il y a une dernière forme de l'esprit de caste; c'est un certain orgueil de l'orthodoxie : le cardinal, encore, s'insurge à l'encontre. La charité intellectuelle, la charité tout court, lui paraissent être des vertus dont on n'est pas dispensé par la correction de la foi. A cette correction, nul ne tient plus que lui : sur un signe de Pie X, il étudia le modernisme avec l'ampleur d'un philosophe et l'exactitude d'un témoin sincère et pondéré. Il écrivait d'autre part, au début du présent pontificat :

Nous ne nierons pas qu'en certains pays catholiques, en Italie et en France notamment, l'anti-modernisme avait lancé certains tempéramens impétueux, plus puissans d'ailleurs en paroles qu'en œuvres, dans des polémiques âpres, insidieuses, personnelles. Il semblait que la profession de foi catholique ne suffît plus à ces chevaliers improvisés de l'orthodoxie, et que, pour obéir plus humblement au Pape, il fallût braver l'autorité des évêques. Brochuriers ou journalistes sans mandat, ils excommuniaient tous ceux qui ne passaient pas de bonne grâce sous les fourches caudines de leur *intégrisme*. Le malaise commençait à travailler les âmes droites; les consciences les plus honnêtes souffraient en silence. D'un geste d'autorité, Benoît XV remet les choses au point. Quelques lignes de lui sont l'arrêt de mort de cet intégrisme brouillon (3).

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, I, p. 76.
(2) *Ibid.*, I, p. 94 et III, p. 32-34.
(3) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 70.

Tous les mots ici portent, et ils soulagent, comme une revanche de la justice. Dans le diocèse du cardinal, cet intégrisme n'eut jamais qu'à se taire ; Mgr Mercier donna l'ordre de célébrer le centenaire de Montalembert, il y présida, il y parla, sans souci de ce que penseraient, où qu'ils se trouvassent, les chicaneurs de cette grande gloire.

Il prêche aux catholiques l'indulgence réciproque ; il leur prêche, aussi, l'indulgence pour ceux qui ne sont pas de l'Église. Explique-t-il que la libre pensée athée est incapable de sauvegarder la moralité et qu'elle a perdu ses titres à la répression du crime, il se hâte d'ajouter :

J'ai visé des doctrines, et me défends de juger ceux qui en sont imbus ou les préconisent. L'homme qui s'égare vaut toujours mieux que ses principes, parce qu'il y a dans la conscience un frein naturel qui empêche l'homme d'aller jusqu'au bout de la logique de son erreur. Par contre, le disciple de la vérité est toujours inférieur à son programme, parce qu'il y a dans le cœur de l'homme des convoitises mauvaises qui, si elles ne sont combattues, paralysent la volonté et la retiennent au-dessous de l'idéal auquel elle aspire (1).

Phrases riches de sens, qui sont contre le pharisaïsme un antidote d'élite. Le cardinal sait être cordial pour les hommes du dehors. N'aimant pour l'Église ni l'effacement, ni la bouderie, il s'en va parler, en 1907, aux côtés de M. Paul Janson, le tribun radical, dans une assemblée générale d'œuvres.

Quel charme, s'écrie t-il, dans le sentiment de confraternité que me procure mon assistance à cette assemblée ! Aujourd'hui que l'unité des croyances chrétiennes est rompue, il est si rare de se rencontrer avec ceux qui ne croient plus ou n'ont plus la même foi, sur un terrain de cordiale entente ! Cette unité, j'ai confiance qu'elle se reformera un jour : je ne sais quand ni comment ; mais à en juger par l'universalité de l'intérêt qui se manifeste pour les classes ouvrières, il me paraît qu'elle prendra son point de départ dans un sentiment de miséricorde pour les douleurs humaines et dans un commun désir de les soulager (2).

Un an plus tard, donnant à Liége une conférence contre l'alcoolisme, il supplie son auditoire très bigarré, catholiques et non-catholiques, de « se laisser aller au moins une fois, sans

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, III, p. 345.
(2) *Ibid.*, I, p. 274.

contrainte, aux sentimens pacifiques, aux espérances d'accord, aux désirs d'union, et de mettre en commun leurs dévouemens. »

Oubliez aujourd'hui, leur dit-il, vos préférences religieuses, politiques, sociales, professionnelles, pour vous souvenir que vous êtes mes frères, que je suis le vôtre, que nous avons tous au cœur une même flamme d'apostolat pour nos frères qui gisent sur la voie de la souffrance, rongés par les morsures du breuvage alcoolique (1).

Il veut que rien de ce qui est humain ne demeure étranger à l'Église; il salue, comme issues, sans parfois le savoir, de la pensée chrétienne, toutes les initiatives sociales par lesquelles s'organise l'amour du prochain. Et parce que notre époque multiplie ces initiatives il a foi en elle, et il l'aime, et il se demande si elle ne vaut pas toutes les autres; car, en définitive, « qu'est-ce qui compte ? Les actes de charité, ce qui se passe invisiblement au dedans des âmes, la vie d'amour pour Dieu, la vie d'union pour nos frères (2). » La dialectique même, — cette dialectique qui fit sa première gloire, — est à ses yeux dépassée par la force probante de l'amour :

Lisez l'Évangile, le récit des *Actes des Apôtres*, les lettres de saint Paul, et vous serez, je crois, étonnés de la part minime faite par ces grands convertisseurs à l'attaque directe du mal, à l'offensive contre l'impiété. Leurs paroles sont presque toutes des paroles d'amour (3).

Et les œuvres pastorales du cardinal, à l'imitation de ces écrits apostoliques, sont tout imprégnées d'amour.

VII

De Louvain à Malines, son influence allait croissant.

Il avait, à Louvain, formé toute une génération de catholiques, qui peu à peu, grâce à lui, apportaient sur la scène politique, non plus seulement des opinions héréditaires, mais une doctrine et des faits et non plus seulement des tendances, mais une conception philosophique de l'État et un bagage d'expériences sociales. Il avait ainsi vivifié d'une sève nouvelle le seul gouvernement européen qui fût officiellement catholique.

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, II, p. 144.
(2) *Ibid.*, II, p. 70.
(3) *Ibid.*, III, p. 69.

Mais tandis que les élèves prolongeaient ainsi dans la vie publique l'ascendant du professeur, on avait senti s'étendre sur la foule des consciences l'ascendant du pasteur; et lorsqu'on assistait, en 1909, au jubilé de l'Université de Louvain et au Congrès de Malines, on ne croyait pas que cet ascendant pût jamais grandir. Son ascétique profil dominait ces assemblées. Avec le temps, le grand abbé s'était voûté, — voûté, mais non courbé, — mais le mouvement qui lentement projetait ses épaules en avant ne visait point à les décharger d'un fardeau; il n'était point un fléchissement, mais comme un symbole, au contraire, de l'orientation de cette âme, — toujours en avant. La flamme du regard reflétait cette tenace allégresse d'enthousiasme qui récompense l'immolation d'une vie pour une besogne. Et cette allégresse persuasive, conquérante, donnait à la majesté cardinalice je ne sais quoi d'abordable : on se sentait proche d'elle, par l'entraînement qu'elle communiquait; le spectacle de ce chef était un appel, un aimant; c'était l'idéal en marche.

Ces quarante mille hommes que, dans son Congrès de Malines, le cardinal avait à manier représentaient un parti vainqueur : les victoires politiques sont des préludes de défaite lorsqu'elles ne sont pour les vainqueurs que des motifs de suffisance. Le cardinal, par les exigences mêmes qu'il imposait à la vie chrétienne, à l'action chrétienne, tenait ces vainqueurs en haleine. Il avait, par une initiative de voyant, convoqué toutes les reliques des saints de la Belgique, pour qu'elles fussent au milieu d'eux; et ces saints régnaient avec lui, du fond de leurs trente-six châsses, sur la vaste fourmilière des fidèles, rassemblés à Malines de tous les coins de la terre belge. Il faisait parler ces morts à ces vivans. Il se mettait à leur suite; il était comme eux un témoin, comme eux un apôtre, — un témoin, un apôtre qui venait après eux. Et les congressistes emportaient la belle vision d'une antique Église de Belgique planant sur la Belgique nouvelle, et d'une pourpre cardinalice essayant, mais en vain, de s'effacer derrière ces gloires dont elle avait concerté la résurrection.

Le cardinal trouvait des mots, des gestes, auxquels tout Belge était sensible, à quelque parti qu'il appartînt. La Belgique, lorsqu'il parlait d'elle, cessait d'apparaître comme la création la plus récente de la politique européenne : dans

l'histoire belge, il savait mettre du recul, et, dans la conscience belge, mettre de la fierté. On l'entendait proclamer, à Malines, dans le banquet de sa consécration épiscopale :

La petite Belgique a de grandes ambitions : si petite soit-elle, elle a marché à pas de géant. Je me rappelle un souvenir de jeunesse universitaire. Il y a trente ans, nos camarades anglais et américains s'amusaient à nous suivre à la gare quand nous repartions pour chez nous, et, d'un petit air malicieux, se plaisaient à nous faire cette recommandation qu'ils prêtaient à nos mères inquiètes : « Surtout, cher enfant, tenez les portières bien fermées. » Mais aujourd'hui, les portières sont larges ouvertes : après l'expansion coloniale, c'est l'expansion mondiale ; nos forces sont décuplées, notre activité déborde, notre fierté nationale grandit et s'affirme (1). »

Un autre jour, sa joie de patriote s'exaltait, en observant que, « relativement à sa population, la Belgique tenait la tête des nations des deux mondes dans la concurrence économique. » Dans une lettre que signaient avec lui ses collègues de l'épiscopat, il parlait de « la fierté d'être Belge (2). » D'épineux débats entre Wallons et Flamingans semblaient faire brèche dans l'unité morale du jeune peuple : la personnalité du cardinal visait à maintenir l'unité. Il avait, jeune homme, appris le flamand, en un temps où peu de Wallons l'apprenaient; il considérait comme « antichrétiens, antisociaux, antinationaux, » les préjugés qui voulaient évincer la culture flamande (3); il ouvrait à cette culture ses établissemens d'instruction, avec un esprit de mesure qui garantissait la durée de l'innovation. Mais tandis que, d'une Belgique, les malentendus de races risquaient d'en faire deux, Léopold II, par l'annexion du Congo, créait, lui, une « plus grande Belgique ; » et la voix de Mgr Mercier, s'élevant avec opportunité pour demander que la colonisation fût un acte collectif de charité fraternelle, rendait hommage au souverain qui venait d'ouvrir un vaste continent à la civilisation (4). « Ses initiatives civilisatrices, insistait le cardinal, ont élevé la puissance et le renom de la patrie belge à des hauteurs que seul le recul de l'histoire permettra

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, I, p. 42-43.
(2) *Ibid.*, II, p. 272 et II, p. 118.
(3 *Ibid.*, I, p. 156.
(4) *Ibid.*, II, p. 119, 434-435 et 290,

aux générations futures de mesurer (1). » Ainsi notait-il, au jour le jour, les prestiges de la patrie belge. Sa lettre pastorale de 1910 avait pour objet la piété patriotique; et la parole de ce prélat devenait l'une des forces directrices de son peuple. Ni ce prélat ni ce peuple ne pressentaient pourtant la gloire douloureuse qui les attendait l'un et l'autre, et qui devait les unir, inséparablement, dans l'admiration du monde.

VIII

Le cardinal était à Rome pour le conclave, lorsqu'à la fin d'août 1914 il apprit coup sur coup les dévastations incendiaires de Louvain, les bombardemens destructeurs de Malines. Son premier regard fut pour son crucifix, pour « Jésus meurtri, enveloppé de son sang comme d'une tunique. » « Il ne faut pas que le serviteur soit mieux traité que son maître, » lisait-il dans saint Mathieu. La Belgique, servante du Christ, devait donc accepter « une place de choix sur la montagne du Calvaire. » A chaque coup nouveau que l'Allemagne frappera sur la Belgique, le cardinal, interpellant ses ouailles, leur redira que le Christ aussi fut frappé. « N'est-ce pas, leur demandera-t-il, que vos cœurs généreux eussent mal supporté que notre divin Jésus fût seul à la peine? » La vie même du Christ, — la Passion avant la Résurrection, la mort pour arriver à la vie, la croix pour entrer dans la gloire, — lui apparaît comme offrant en un raccourci la solution fondamentale des problèmes essentiels de la vie des individus et des nations (2).

Il fallait bien expier, d'ailleurs. Sous la plume du cardinal, l'idée d'expiation, loin de s'acharner sur les péchés des autres, devient humblement et profondément persuasive, en affectant l'émouvante allure d'un mouvement de contrition.

Et nous, religieux, prêtres, évêque, nous surtout, dont la sublime mission est de traduire dans notre vie, plus encore que dans nos discours, l'Évangile du Christ, nous donnions-nous assez le droit de redire à notre peuple la parole de l'apôtre des nations: « Copiez votre vie sur la mienne, comme la mienne est copiée sur celle du Christ? » Nous travaillions, oui; nous priions, oui encore, mais c'est trop peu. Nous sommes, par devoir d'état, les expiateurs publics des péchés du

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, II, p. 421.
(2) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 26-27, 155, 157, 237.

monde. Or, qu'est-ce qui dominait, dans notre vie : le bien-être bourgeois, ou l'expiation (1)?

Ainsi le primat de Belgique, préparant son retour parmi ses ouailles opprimées, se disposait-il à leur demander que le prêtre expiât pour le fidèle, et le fidèle pour le prêtre, et à revendiquer sa part du fardeau, dans le commun portement de croix.

Peu après la mi-septembre 1914, il rentrait dans son diocèse, voyait Anvers résister puis succomber; et parcourant les routes mêmes où s'était engouffrée l'invasion, il s'en allait, de village en village, visiter son peuple. Des paroisses entières avaient disparu; ailleurs, les deux tiers, les neuf dixièmes des maisons étaient rasées. Et ses ouailles, s'empressant, lui racontaient les fusillades, les déportations, les incendies, les massacres des prêtres, tout ce martyre belge dont Pierre Nothomb allait se faire l'historien tragique. Le cardinal sentait, au fond des âmes déchirées, certaines révoltes contre Dieu, qui permettait tout cela : il voulait les apaiser, devenir, pour elles, un maître de souffrance, un maître de pénitence. Il publia sa lettre : *Patriotisme et endurance*, à la Noël de 1914.

Mais souffrir, était-ce se taire? était-ce abdiquer l'idée de lutte? La lettre cardinalice prouvait le contraire; elle était un acte de lutte, au nom du droit. Le gouvernement belge était au Havre; le Roi, près des armées. A Bruxelles, l'Allemagne régnait; mais le cardinal était là, juge de l'Allemagne. Il redisait en face d'elle l'absolutisme du droit; il déclarait qu'affirmer la nécessité de tout subordonner à la justice, à l'ordre, à la vérité, c'était implicitement affirmer Dieu; et c'est au nom de la religion même qu'il célébrait l'héroïsme des soldats belges, vengeurs de l'Absolu. En Italie, en Hollande, certains « habiles » avaient dit : « Pourquoi la Belgique n'a-t-elle pas fait un simulacre de résistance? — Cela eût été indigne, répliquait-il; les droits de la conscience sont souverains. »

Il précisait l'attitude séante à l'égard des « personnes qui par la force militaire dominaient la Belgique » : respect pour leurs règlemens, « aussi longtemps qu'ils ne lésaient ni la liberté de conscience chrétienne ni la dignité patriotique. » Mais ce pouvoir, insistait-il, « n'est pas une autorité légitime : dans l'intime de votre âme, vous ne lui devez ni estime, ni attachement, ni

(1) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 40.

obéissance (1). » Le cardinal possédait cette force, d'être à la fois l'écho et le guide des consciences : il parlait à l'Allemagne au nom de la Belgique, à toutes deux au nom de Dieu.

Sa lettre fut saisie ; il y eut un cachot pour l'imprimeur, et des cachots pour les curés qui persistèrent à la lire en chaire ; et le gouverneur von Bissing convoqua le cardinal, pour qu'il s'expliquât. Le cardinal resta chez lui, constata que trois jours durant on le mettait aux arrêts ; il protesta publiquement au nom de ses droits de citoyen, au nom de ses prérogatives d'évêque, au nom de l'honneur dû à sa pourpre. L'Allemagne voulait qu'il se défendît, qu'il s'excusât : c'était lui qui demandait des explications à l'Allemagne. Étonnée, l'Allemagne recula : elle rendit à ce vieillard sacré le droit de circuler de nouveau parmi les ruines qui gisaient à terre, parmi les âmes qui demeuraient debout. Quant à sa lettre — la lettre délinquante, — elle circulait au delà des frontières. En vain les policiers de Bissing avaient tenté de mettre sous le boisseau l'angoissante lumière qu'elle projetait sur les horreurs allemandes; en France, en Angleterre, en Italie, des réimpressions de cette lettre mettaient la lumière sur le chandelier; on les introduisait dans nos écoles de France, pour apprendre à lire aux petits Belges réfugiés (2); et le roi Albert, digne souverain d'un tel citoyen, digne diocésain d'un tel pasteur, écrivait au Pape Benoît XV que, « comparable aux plus grands évêques du passé, l'archevêque de Malines n'avait pas craint de proclamer le droit imprescriptible d'une juste cause en face de la conscience universelle. »

Laissant les ennemis s'empêtrer dans leurs projets de poursuites, le cardinal reprit solennellement sa besogne de pasteur, partageant son temps entre son oratoire, la préparation de ses écrits épiscopaux, la visite à ses diocésains ruinés, et l'organisation de comités de secours. Dans chacun de ses mandemens, quelques lignes resplendissaient, pour maintenir à l'encontre du joug prussien l'élan de l'énergie belge : c'étaient tantôt un vœu pour la « répression des violences qui avaient troublé l'ordre européen, » tantôt une évocation de la victoire de la Marne, tantôt une invite à prier avec une prédilection spéciale

(1) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 44-52.

(2) Rocquain, *Revue hebdomadaire*, 21 avril 1917, p. 353.

pour les âmes des soldats belges et alliés (1). Il était le seul homme qui, dans la Belgique obligatoirement silencieuse, pût libérer les âmes en libérant la sienne. Il en appelait à Dieu des crimes allemands; il en appelait à l'épiscopat allemand des « accusations impudentes du gouvernement impérial allemand » contre les prétendues cruautés belges; il les stigmatisait comme des calomnies (2).

Conviés à une enquête qui vengerait l'honneur belge, les évêques d'outre-Rhin se récusaient; mais, au début de 1916, Mgr Mercier partait pour Rome. Le cardinal Hartmann, de Cologne, jaloux de l'y devancer, avait, quelques semaines plus tôt, fait là-bas un rapide voyage, que les circonstances avaient contraint d'être furtif; il n'en avait rien rapporté qui lui parût digne d'être publié pour l'avantage de la cause allemande. Mgr Mercier succéda : de gare en gare l'Italie, patrie du droit romain, patrie du droit canon, l'acclamait au nom du droit; il recevait les hommages du Capitole, et publiquement les agréait, comme « le salut adressé par la municipalité romaine à un peuple martyr, à un roi d'un héroïsme indéfectible. » Il voyait le Pape, les cardinaux, leur montrait ces documens dont les évêques allemands — et pour cause — avaient évité de prendre connaissance; et le cardinal, quittant Rome, rapportait, au bas de son portrait, ces lignes du Pape : « Nous assurons notre vénéré Frère que nous sommes toujours avec lui et que nous prenons part à ses douleurs et à ses angoisses, puisque sa cause est aussi notre cause. » Une lettre pastorale parlait de son voyage; il commentait ces lignes pontificales, déclarait ancrée dans son âme, plus profondément que jamais, la conviction naturelle et surnaturelle de la victoire finale, et mettait en lumière « un fait désormais acquis à la civilisation et à l'histoire, le triomphe moral de la Belgique (3). »

Ce ne fut plus seulement l'imprimeur, mais le secrétaire archiépiscopal, qui fut mis en prison; et von Bissing, écrivant à Mgr Mercier, lui demanda des comptes, sur un ton de menace. — Pourquoi mon secrétaire est-il arrêté? Pourquoi ma correspondance violée? riposta hautement le cardinal. Et de nouveau l'arrogance allemande grinça, mais s'intimida, et le

(1) Mercier, *Per crucem ad lucem*, p. 124, 142, 173.
(2) *Ibid.*, p. 177-201.
(3) *Ibid.*, p. 206 et 210.

« triomphe moral de la Belgique » connut ainsi, grâce aux lourdes maladresses de von Bissing, une glorieuse page de plus.

La Belgique, elle n'est plus, ricanait la presse allemande. — Elle est plus grande que jamais, insistait le cardinal du haut de la chaire de Sainte-Gudule; et lorsque, en 1930, elle fêtera son centenaire, les années qu'à présent elle traverse apparaîtront comme « les plus lumineuses et les plus majestueuses de l'histoire nationale (1). » Mais elles n'étaient lumineuses et majestueuses que parce que les martyres endurés s'accompagnaient de toutes les protestations que la justice requérait; et Mgr Mercier, témoin des mesures de déportation prises, d'octobre à décembre 1916, contre 90 000 civils belges, traquait de ses réclamations les autorités allemandes, provoquait une démarche du Pape auprès de l'Empereur. Son esprit de fraternité s'insurgeait, non seulement contre ces mesures, mais contre l'arbitraire qui ne les faisait peser que sur la classe ouvrière. Il demandait pour la bourgeoisie, pour son clergé, « une part dans le sacrifice que l'occupant imposait à la nation; » toujours accueillant pour la souffrance, mais toujours insurgé contre l'injustice, ce n'était pas la cruauté du sacrifice, mais c'était son illégalité, qui soulevait ses protestations; il en appelait « à la réprobation du monde civilisé, au jugement de l'histoire, au châtiment de Dieu (2). »

On saura plus tard, par le menu, comment ses rapports personnels avec les autorités allemandes sanctionnaient ces actes de sa plume; le livre : *Per crucem ad lucem*, où Mgr Baudrillart a groupé ces lettres altières, donne un avant-goût de ce que nous révélera l'histoire. Chacun des attentats de l'Allemagne, commenté par le cardinal, apparaissait à la nation belge comme une raison nouvelle pour qu'à l'encontre de l'Allemagne s'exerçât la vindicte publique, cette vindicte dont le cardinal osait rappeler que « d'après saint Thomas elle était une vertu, et qu'elle visait à sauver quelque chose qui ne se pèse pas, ne se chiffre pas, ne s'accapare pas, le droit, l'honneur, la paix, la liberté. »

Les catholiques d'Allemagne apprenaient avec stupeur, à la fin de janvier 1917, que le cardinal adressait à ses doyens une

(1) *Per crucem ad lucem*, p. 225.
(2) *Ibid.*, p. 275.

allocution solennelle sur la justice vindicative (1). On les vit alors, d'un geste assez gauche, s'essayer à fonder une ligue pour désarmer cette justice qu'ils commençaient de redouter, et pour renouer avec leurs coreligionnaires belges les liens de la « fraternité chrétienne. » Il y a des circonstances où l'usage de certains mots est sacrilège... « Les Allemands, reprit le cardinal, veulent nous faire oublier le passé abominable que nous leur devons! Non, notre devoir est simplement d'insister pour le rétablissement du droit violé, le châtiment du coupable et l'acquisition de garanties pour l'avenir : une autre attitude ferait de nous les complices de nos bourreaux. Un crime commis ouvertement contre notre nation ne peut pas être pardonné simplement! » L'idée de droit, — d'un droit auquel des réparations sont dues, — éclairait ainsi d'une franche et claire lumière toutes les démarches du cardinal, et prévalait avec la même sérénité sur les brutales menaces et sur les tentatives de paix plâtrée.

Il avait suffi de quelques semaines, en août 1914, pour déconcerter à jamais les illusions de la « conscience moderne. » On avait cru à l'efficacité morale de la Science, et la Science, maniée par l'astuce d'outre-Rhin, apparaissait comme un instrument de crime. On s'était flatté de faire éclore, aux conférences de La Haye, — à ces conférences d'où le Pape était absent, — une morale internationale; et ce droit des gens laïque, précaire comme toutes les élaborations purement humaines, était sauvagement lésé par l'un des contractans, par celui qui momentanément était le plus fort. On avait acclamé les audaces spéculatives de l'Allemagne intellectuelle, et l'Allemagne belligérante, messagère du droit de la force, cherchait dans ses penseurs sa propre apologie, et l'y trouvait. Mais la conscience moderne, après tant de déboires, se sentit un instant soulagée, lorsqu'elle vit ce cardinal se dresser devant le militarisme germanique au nom de la transcendance de la morale et de son inviolable prépondérance sur un droit issu de la force. L'arrogant hégélianisme, représenté jusqu'au delà des Alpes par le philosophe italien Benedetto Croce, accusait formellement Mgr Mercier de « sénilité mentale » (2), pour oser refaire un sort à d'aussi

(1) M. Julien de Narfon, dans le *Figaro* du 2 juillet 1917, a donné de cette allocution de magnifiques extraits.

(2) *La Critica*, 1916, XIV, p. 81. Dans cet étrange article intitulé : *L'État*

vieilles idées, gênantes d'ailleurs pour l'Allemagne. Mais ces vérités séculaires, authentiquement traditionnelles, recommençaient de se révéler comme le salut de l'humanité; les principes que naguère on avait crus caducs rendaient soudainement aux protestations des âmes une invincible portée.

La conscience moderne — affaire d'habitude — regardait encore, de temps à autre, vers son vieux maître Kant, vers ce maître dont elle avait cru pouvoir proposer la morale à la foule des âmes : et soudainement il lui semblait que ce maître s'effaçait, se dérobait, qu'il biaisait. Certes oui, il avait voulu la paix éternelle, mais c'était « au point de vue du *noumène ;* » quant au monde des *phénomènes*, — et c'est dans ce monde-là que travaille l'Allemagne de Guillaume II, — il estimait, ce doux philosophe, que la guerre était le moyen à jamais indispensable pour tendre vers cette fin transcendante : la paix. Il parlait de la vie morale en un langage superbe ; mais il disait aussi que « l'esprit ne peut rien pour modifier la matière, et que cette matière, donc, était à jamais condamnée à demeurer purement matérielle, c'est-à-dire opposée à l'esprit : machine, inertie, violence, source d'égoïsme et de méchanceté. » Ainsi faisait-il « cheminer éternellement en dehors l'une de l'autre la vie naturelle et la vie morale, » à la faveur d'un « dualisme radical et absolu (1) ; » et sans le vouloir, ce maître altier d'une morale pure — trop pure — donnait ainsi quittance à la vie matérielle, à la matière, tout comme Luther, jadis, au terme de sa doctrine sur la nature et la grâce, se trouvait avoir donné quittance au péché. De ces deux grands éducateurs de la conscience moderne, les bourreaux de la Belgique retenaient surtout ces deux quittances-là.

Mais le cardinal Mercier, entretenant précisément de la conscience moderne, en 1908, les membres du jeune barreau d'Anvers, avait déjà montré comment le kantisme, avec ses bifurcations factices et ses cloisons étanches, « menait l'humanité dans une impasse ; » et comment on ne pouvait « protéger le contenu intégral de la conscience morale qu'en renonçant à

comme puissance, M. Benedetto Croce partage ce reproche de sénilité mentale entre les « démocrates maçons » qui ont le culte de « la déesse Justice » et « les scolastiques type cardinal Mercier. »

(1) Émile Boutroux, *Morale kantienne et morale humaine*. (*Revue Bleue*, 10-17 mars 1917, p. 165).

l'interprétation kantienne du sentiment du devoir. » Ainsi constatait-il les embarras du kantisme, pour lui opposer la synthèse de la philosophie catholique (1)... Quelques années passaient, et la morale kantienne apparaissait comme une vaincue de la guerre : on sentait que l'Allemagne ouvrière de violence, que l'Allemagne puissance de mal, pouvait, en épiloguant un peu, trouver en certains recoins de cette morale une oblique absolution. Et la conscience moderne, s'avouant maintenant un peu déçue par cette morale qu'elle avait tant aimée, voyait le cardinal en arborer une autre, plus impérieusement exigeante pour l'ensemble des actes humains. Il en avait naguère, comme professeur, posé les assises et défini les bienfaits : aujourd'hui, pasteur et défenseur d'un peuple, il avait l'âpre et douloureuse occasion de la mettre à l'épreuve, et d'étaler tout ce qu'elle recélait de ressources pour le redressement du faible et l'humiliation du violent. Ainsi semblait-il que ces terribles heures eussent la vertu d'unifier les deux périodes de sa vie. Dans son cher Louvain, il n'y avait plus que des décombres ; mais dans les accens par lesquels ce philosophe devenu chef d'Église savait venger la Belgique et l'honneur humain, c'était encore un souffle de Louvain qui passait.

VIII

En acceptant la primatie belge, Mgr Mercier avait dit :

Je ne veux ni gémir sur le passé qui n'est plus, ni rêver follement de l'avenir qui n'est pas. Le devoir de l'homme se concentre sur un point, l'action du moment présent. A quoi donc se réduit, pour chacun de nous, le jeu des causes secondes dont la Providence tenait, dans notre passé, les fils ? A une chose unique, à préparer le moment présent. C'est ce moment, donc, c'est la disposition providentielle d'aujourd'hui, que nous voulons adorer, bénir, et, fût-ce avec des serremens de cœur ou même des frissons, intrépidement réaliser (2).

Ces paroles, qui soulignaient un tournant décisif de sa carrière, résument la philosophie de son existence.

Il y a des grands hommes qui visent à gouverner les circonstances ou même à les créer, et qui mettent tout leur art et tout leur orgueil à fléchir, orienter, assujettir à leur volonté

(1) Mercier, *Œuvres pastorales*, II, p. 44 et 53.
(2) *Ibid.*, I, p. 23.

les faits dans la trame desquels s'encadre leur vie; ils aiment à faire régner sur leur temps les improvisations de leur vouloir; ils se flattent, par un geste d'arbitraire souverain, d'insérer eux-mêmes dans l'histoire, qui sous leurs yeux se déroule, un certain nombre de feuilles blanches, et de les remplir de leur personnalité, et d'apporter à la suite de l'histoire des dérangemens imprévus; leur caprice, qui pour un Bossuet n'est rien de plus qu'un esclave involontaire des conseils divins, se fait l'effet à lui-même, d'être le dictateur superbe des évolutions humaines; on dirait qu'ils s'érigent en concurrens de Dieu, dont ils ne sont que les agens inconsciens.

Mais loin d'eux, très loin d'eux, dans une ombre que brusquement certaines heures d'histoire illuminent, voici surgir d'autres grands hommes : ils ne sont point, ceux-ci, des orgueils qui sans le vouloir se livrent à Dieu comme des jouets; ils sont des dévouemens qui, de propos délibéré, se donnent à Dieu comme des auxiliaires; ils aspirent à servir plutôt qu'à dominer; ils font au jour le jour ce qui doit être fait, et leur devoir « se concentre sur un point, l'action du moment présent. » Le cardinal Mercier se dresse devant nous comme un exemplaire magnifique de cette façon de grandeur. Se mettre à la hauteur des circonstances est plus malaisé, parfois, que de les concerter. Il y a une façon de leur obéir, qui est tout le contraire d'un esclavage; il y a une façon de s'y prêter, et de s'y adapter, qui implique à leur endroit je ne sais quelle gérance souveraine. Et c'est là la façon du cardinal Mercier.

L'humanité se flatte, au jour le jour, de faire émerger certains hommes et de prendre leur mesure; mais la taille qu'elle leur attribue n'est qu'une invention de son propre suffrage, et des hommes sont réputés grands, que de grands événemens eussent peut-être montrés fort petits. Mais ces événemens, lorsqu'ils surviennent, se chargent eux-mêmes de reviser la mesure des hommes, telle que croyaient l'avoir toisée les jugemens humains; et beaucoup se rapetissent, et quelques-uns grandissent. Ceux qui se rapetissent n'avaient auparavant que des façades de grandeur; mais ceux qui grandissent n'avaient pas attendu, pour être vraiment grands, l'instant d'histoire qui les montre tels. Ils sont grands parce qu'ils l'étaient; ils paraissent plus grands parce que le devoir est plus haut, d'une altitude à laquelle sans effort leur grandeur s'élève.

Supprimez un instant la personnalité bienfaisante de Léon XIII et la personnalité malfaisante de Guillaume II; supprimez ce Pape qui sut donner au crépuscule du dix-neuvième siècle de splendides lueurs d'aurore; supprimez cet Empereur qui soudainement a fait trébucher notre vingtième siècle en d'inexpiables mares de sang. Tous deux disparus, la carrière de Mgr Mercier aurait eu le même point de départ : une chaire de philosophie au séminaire de Malines. Et grâce à la noblesse de sa physionomie sacerdotale, grâce à des qualités intellectuelles qu'un petit cercle eût connues, elle aurait eu, vraisemblablement, le même couronnement : un siège épiscopal, qui aurait bien pu être celui même de Malines. Et dans ce même cadre où elle l'admire, l'humanité l'eût laissé vivre et mourir sans se douter que cet homme était grand.

Mais parce qu'il y eut un Léon XIII et parce qu'il y eut, hélas! un Guillaume de Hohenzollern, deux momens surgirent, dans lesquels la simple impulsion du devoir présent, mobile unique de ses actes, fit de ce jeune prêtre un initiateur scientifique, et de ce vieillard opprimé un prophète de libération, entendu d'un bout du monde à l'autre. L'Allemagne se trouble de se sentir débile, en face de cette voix désarmée; l'Allemagne s'étonne, comme d'un paradoxe, de voir ce membre d'un peuple subjugué parler et agir, devant l'univers attentif, comme le véritable maître de l'heure. Cette maîtrise qu'il exerce sur la vie morale de l'humanité civilisée n'est que l'épanouissement d'une humble docilité : elle consacre son ponctuel souci de faire à chaque moment ce qui doit être fait, et son acceptation fidèle de la peine qui suffit à chaque jour; elle récompense d'une divine allégresse sa sujétion constante au devoir quotidien, à ce devoir qui depuis bientôt trois ans l'invite à faire courber le front des vainqueurs — des vainqueurs qui passent — sous le souffle incoërcible d'un langage d'éternité.

GEORGES GOYAU.

RÉCITS DE L'INVASION[1]

III[2]

HISTOIRE

DE GOTTON CONNIXLOO

DEUXIÈME PARTIE

Plusieurs mois s'étaient écoulés depuis que Gotton avait avoué au forgeron le chagrin dont elle avait le cœur lourd. Ils n'en parlaient pas entre eux; mais Luc voyait que Gotton était souvent absorbée, sa bouche avait pris un pli morne et le rayonnement de la jeunesse commençait à se ternir sur son visage. Il ne l'aimait pas moins ardemment, mais de la sentir insatisfaite le plongeait dans de sombres tristesses qu'elle percevait à son tour et attribuait à un regret semblable au sien. Sa peine et son inquiétude s'augmentaient d'autant.

L'hiver était venu et l'on approchait de la fête de Noël. Un soir, Luc, en s'asseyant à table pour dîner, dit à Gotton : « Veux-tu que nous allions ensemble à Malines pour la nuit de Noël? J'entends dire que ce sera une grande fête de carillons et que toutes les cloches de la ville sonneront à la fois. » Gotton réfléchit un instant avant de répondre. Malines? Elle n'y avait jamais été. Elle imagina une grande foule dans

(2) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1er août.

laquelle elle serait pressée; des gens qui lui parleraient sans connaître son histoire, des églises où elle oserait entrer, s'agenouiller parmi le peuple chrétien. Avec reconnaissance, elle dit à Luc qu'elle aimerait aller à cette fête. Pendant trois jours, elle en rêva, goûtant à l'avance les heures où, confondue dans la multitude étrangère, elle rejetterait le poids du mépris public. Le moment venu, ils partirent ensemble et gagnèrent à pied la station de chemin de fer la plus voisine. Un épais brouillard enveloppait la terre de tiédeur. Gotton, le front appuyé à la vitre de son compartiment de troisième classe, regarda fuir les campagnes mouillées, voilées de blanc cotonneux, au milieu desquelles les peupliers semblaient courir comme des spectres. Au bout d'environ trois quarts d'heure, elle descendit avec Luc en gare de Malines. Le brouillard était encore plus épais dans la ville que sur les champs. On allumait les réverbères. Gotton s'étonna de toutes ces sphères de lumière laiteuse enfilées le long des avenues comme les perles d'un collier. Cela lui parut merveilleusement beau. Luc l'emmena au hasard, par les rues dont les boutiques, bien que fermées, avaient pour la plupart un brillant éclairage derrière les vitres de leurs devantures.

Dans une ruelle de traverse, ils s'arrêtèrent devant une auberge de modeste apparence dont l'enseigne portait un panier de légumes au-dessous duquel était inscrit en français et en flamand : *A la Jardinière de Rubens*. Ils y entrèrent, y retinrent une chambre pour la nuit et deux places à la table du réveillon. Puis ils reprirent leur promenade sans but à travers les rues inconnues où les passans surgissaient et s'effaçaient comme des fantômes dans le brouillard. Ils coudoyaient des citadins de Malines et des paysans venus du fond des Flandres, et de riches étrangers, des Allemands à lunettes, des Américains glabres accompagnés de maigres jeunes femmes dont la beauté agile et hardie se rehaussait de bijoux. Gotton arrêtée un moment dans un remous de foule, parmi ces étrangères, les considérait avec une admiration infinie. Soudain, elle rougit d'étonnement et de plaisir en s'apercevant que ces créatures splendides la regardaient aussi et l'admiraient. Avec une intuition rapide, elle devina qu'on parlait d'elle, quoiqu'elle ne pût comprendre les propos qui s'échangeaient à son passage : « *Beautiful Flemish girl! — Ach mein Lieb'! sieh'st du was für ein schönes Rùbens!* »

La nouveauté des circonstances lui donnait une sorte d'ivresse. De longtemps, Luc ne l'avait pas vue si gaie. Ses yeux brillans, dans le poudroiement humide du brouillard, erraient sur les choses avec une expression d'enthousiasme, son pas était vif; de temps à autre, elle se retournait à demi et s'appuyait au bras de Luc avec un mouvement plein de tendresse et de bonheur.

Vers sept heures, ils dînèrent, et Luc lui fit boire du vin.

A huit heures, les cloches commencèrent de tinter. D'abord, ce furent des sons clairs, égaux, qui s'essoraient de seconde en seconde, comme pour tâter l'espace avant que ne s'y déploie le vol nombreux des carillons. Aux premiers tintemens, le silence s'était fait dans la foule et toutes les têtes s'étaient levées comme si l'on avait dû voir passer dans le brouillard des ailes d'anges.

Puis, l'une après l'autre, les vénérables cloches de la cité s'ébranlèrent, joignant leurs voix à la voix qui s'était élancée d'abord, et tout le ciel fut bientôt animé d'un vaste frémissement. La ville entière chantait; elle emplissait l'espace de son âme solennelle et joyeuse. Les ondes aériennes glissaient les unes dans les autres comme les flots d'une rivière fluide et bruissante. Il semblait que les écluses d'un fleuve mystique se fussent ouvertes, fleuve d'allégresse et de bénédiction pour la foule immense qu'effleurait son clair bouillonnement. De chaque clocher, tour à tour, s'envolait un chant qui planait sur les remous sonores, une mélodie qui faisait monter aux lèvres flamandes les paroles anciennes de quelque noël national.

Gotton écoutait; les vibrations des cloches entraient en elle, dominant toute son âme. Il lui semblait que quelque chose d'elle volait et se balançait en plein ciel sur les ailes du son, bien loin de ses peines et de ses joies quotidiennes. L'art modeste du sonneur de Metsys l'avait préparée à comprendre les maîtres de Malines. Par momens, elle pensait ce soir à son père et à cette chambre du sonneur dans le clocher de Metsys où, petite fille, elle était souvent montée avec lui pour le voir tirer sur les cordes, suivant un rythme souple et long. Elle se sentait pour lui un mouvement d'affection et imaginait combien il serait heureux de passer à Malines une telle nuit. Mais ce n'était pas possible qu'il fût venu; il avait à sonner au village la messe de minuit... Infatigable, Gotton entraînait Luc

à travers le brouillard opalescent, peuplé d'ombres et vibrant de musique pour s'arrêter au pied de chaque tour chantante et pénétrer dans chaque église. Dans les églises, la foule s'amassait pour attendre la messe de minuit; les candélabres étaient allumés; les vastes et légères harmonies d'un orgue, caressé par des doigts rêveurs, se mêlaient parfois au chant des cloches. Gotton n'avait jamais vu tant de gens réunis; jamais non plus elle n'avait éprouvé cette chaude exaltation des grandes fêtes catholiques où l'on sent dans les sanctuaires le brasillement des âmes pressées. Pourtant, elle ne s'arrêtait pas dans la foule, elle n'essayait pas de prier, elle aussi. Quand elle avait regardé un moment, dans une nef, les fidèles agenouillés, levant vers l'autel de pieux visages, puis les statues, les luminaires, la crèche encore vide entre Joseph et Marie, les bergers et les petits moutons, en attendant qu'on y déposât à l'heure de minuit un enfant enveloppé de langes, — il lui fallait repartir dans le brouillard blanchâtre, jusqu'à ce qu'elle trouvât une nouvelle église. On approchait de l'heure solennelle où les prêtres allaient commencer la célébration de la messe nocturne, lorsque, dans les bas côtés d'une étroite et sombre église où elle venait de pénétrer avec Luc, elle s'arrêta devant un buisson de cierges qui brûlait et pleurait la cire, aux pieds d'une image de Notre-Dame. Elle regarda la Vierge Marie, délicate et souriante sous son haut diadème, appuyant contre sa taille frêle et légèrement ployée les genoux de l'Enfant qu'elle porte sur son bras. Soudain, Gotton pâlit comme sous l'empire d'une émotion intense, et ses yeux s'élargirent. Au premier rang des agenouillés, le visage éclairé en plein par les longues flammes des cierges minces qui se consumaient trop vite, elle reconnaissait son père. L'étonnement ne la fit pas hésiter : c'était lui, avec ses cheveux noirs et plats, les quatre ou cinq rides profondes qui répétaient exactement sur son front l'arc double de ses orbites, ses tempes collées, ses yeux bruns, trop rapprochés. Mais le visage était vieilli; les minces narines avaient pris un aspect de vieux parchemin, les sillons des joues s'étaient creusés. Connixloo fixait son regard avec ferveur sur la statue de la Vierge et ses lèvres rapides murmuraient des prières. Dans ses yeux levés Gotton voyait jouer le reflet des cierges, mais voilà que le reflet se brouille, que le miroir des yeux devient tout entier brillant et que deux gouttes en

débordent sur la paupière jaune et plissée. Le vieux chantre pleurait en priant la mère de toute pureté.

Gotton se détourna; elle chercha Luc : il était absorbé à regarder un tableau dans une chapelle voisine et n'avait rien vu. « Allons-nous-en, » dit-elle. Il fut étonné de sa brusquerie et la suivit avec inquiétude. Pour elle le charme était rompu, l'ivresse épuisée ; en un instant, elle avait perdu l'illusion d'être fondue dans le peuple chrétien.

— Je voudrais rentrer à l'auberge, dit-elle à Luc, dès qu'ils furent dehors. Tu entends, les carillons cessent; je suis trop fatiguée pour veiller davantage.

— Comment? dit Luc. Est-ce que tu ne veux pas rester pour la messe de minuit?

— Oh! non, fit-elle. La tête me tourne de tant de choses que j'ai vues!

Ils gagnèrent l'auberge où l'on dressait la table pour le réveillon. Mais ils n'avaient plus envie de souper; ils se couchèrent. Quand Luc se fut endormi près d'elle, Gotton ne retint plus ses larmes. Longtemps elle pleura, tandis qu'en bas, autour de l'oie rôtie, résonnaient les rires. Elle ne pouvait distraire sa pensée de ce visage malheureux qui lui était apparu dans la lumière des cierges ; ni de cette ardente prière dont elle ne doutait pas qu'elle fût l'objet. Pour la première fois depuis qu'elle vivait avec Luc, elle se sentit non plus seulement déçue, non plus seulement méprisée, mais coupable.

Gotton reprit sa vie à la forge de Meulebeke sans avoir dit à Luc la rencontre qui l'avait troublée. Elle ne lui parla pas davantage du chagrin qu'elle éprouvait de n'avoir pas d'enfans. Elle l'aimait ; elle s'attachait à ne pas le faire souffrir et aussi à retarder l'heure où naîtraient chez lui des regrets qui lui semblaient presque inévitables. L'amour, le dévouement, l'obéissance remplissaient au jour le jour une vie dont elle ne voulait pas interroger l'horizon. Cependant, lorsqu'elle restait seule, il arrivait parfois qu'une vague de tristesse lui débordât du cœur.

Un après-midi de la fin d'avril où Luc, rentrant à la forge, l'avait trouvée ainsi perdue dans ses rêves et tout en larmes, il lui dit à voix basse, en lui baisant les cheveux : « Viens voir, il fait beau comme au temps où tu m'es venue ; viens un peu

nous promener vers les bois. » Elle se laissa conduire. Ils sortirent par le petit chemin qui passait derrière leur jardin, pour éviter de traverser le village ; mais bientôt ils rejoignirent la route. Luc, poussé par les souvenirs qu'évoquait cette journée bleue de printemps, avait pris la direction du petit bois voisin de Metsys où, depuis trois ans qu'ils vivaient ensemble, ils n'étaient encore jamais retournés. Gotton n'avait pas l'air de s'en apercevoir, et elle se taisait. Tous deux regardaient leurs ombres unies s'allonger sur la route, car le soleil s'inclinait derrière eux, et l'ombre du boiteux se dérythmait bizarrement à chaque pas, à côté de l'ombre harmonieuse de Gotton. Les rayons obliques illuminaient toute la verte épaisseur de la prairie, tachetée de pâquerettes et de boutons d'or. Des vergers en fleur épanchaient dans l'air une odeur tendre et délicate, et, par endroits, des pétales blancs volaient sur la brise. La transfiguration de cette terre, si platement laide encore quelques semaines auparavant, — et qui pour l'ignorance de la pauvre Gotton était toute la terre, — représentait à ses yeux les délices et la mystérieuse béatitude de la fécondité dont elle était exclue. Pourtant la chaude pâleur du ciel et les parfums qui glissaient sur la campagne faisaient pénétrer jusque dans l'intimité de sa peine une influence pacifique et voluptueuse. Luc lui parlait maintenant de son travail, des prochaines commandes à livrer, de sa clientèle qui s'étendait dans la région ; et elle lui répondait avec calme et sagesse, comme une épouse attentive à la prospérité du ménage. Cette causerie, où l'homme se distrayait de son inquiète passion amoureuse et la fille de son chagrin caché, leur donnait un sentiment doux et profond de la communauté de leurs vies. Ils se reposaient ensemble dans cet humble aspect de l'amour. Et voilà que le petit bois que Luc avait voulu revoir se découvrait sur un renflement de la plaine, et plus loin, — si aigu, si léger dans le bleu du soir ! — le clocher de Metsys. Alors Luc étendit son bras autour de la taille de Gotton et d'un même mouvement ils se hâtèrent. Ils arrivèrent à l'endroit précis qu'ils cherchaient comme le soleil touchait l'horizon. Les sous-bois n'étaient qu'un fouillis vert ; mais, aux cimes des chênes encore trouées d'azur, les feuilles petites et dorées ressemblaient à des flammes de cierges. Les amans s'étaient arrêtés, lorsque soudain ils virent sortir du bois une bande de cinq enfans qui se poursuivirent en criant

jusqu'à la route. Le plus petit, tout blond et tout ébouriffé, qui restait en arrière, quoique courant éperdument, serrait entre ses bras un gros bouquet d'orchis violets.

Le forgeron tressaillit au son de ces jeunes voix. Le plus grand garçon qui menait la bande, en arrivant au bord de la route, s'arrêta tout net, dans une attitude de saisissement. Alors, tout bas, Luc dit à Gotton : « Les reconnais-tu? » Et du regard il compta ses enfans. Ils étaient bien là, tous : Jean-Baptiste, Catherine, Jean, Bernard et le petit Louis; ils étaient beaux; ils avaient les yeux étincelans, le sang aux joues, le souffle court comme celui des jeunes chiens après la course. Ayant dévalé la pente, voilà que, sur le bord blanc de la route, ils étaient en arrêt tous les cinq, et il semblait que les plus petits même eussent compris.

Luc fut saisi d'un grand désir de parler avec ses enfans. Sur un ton d'une douceur singulière, il appela l'aîné : « Tu es là, Jean-Baptiste? » L'enfant ne répondit pas; ses yeux se fixaient avec une sauvagerie hostile sur le couple qui se tenait à quelques mètres de lui. Subitement il se baissa, ramassa une pierre et la lança vers Gotton. Les cinq enfans aussitôt, sans proférer un son, détalèrent sur la route comme des lutins noirs dans le flamboiement rose de l'horizon.

Luc s'élançait après eux, mais Gotton s'abattit sur son épaule avec un cri sourd, et son poids était tellement inerte qu'il la crut blessée. Alors, tout en la soutenant, il se baissa comme avait fait son fils; mais elle l'enferma entre ses deux bras et lui cria : « Tu ne vas pas leur jeter des pierres, à tes petits! » Luc la traîna, pour l'y étendre, sur ce pré où il était venu respirer le souvenir des premiers baisers.

— Où as-tu mal? demandait-il. Où est-ce qu'il t'a frappée?

Elle cachait sa figure dans l'herbe et tout son corps était agité de longs frissons et de sanglots. Et comme il répétait : « Où as-tu mal? » elle secouait la tête sans pouvoir répondre. Il essaya de la caresser, mais elle le repoussa. Il comprit que c'était d'une source solitaire et longuement creusée que débordait ce flot de douleur; il se sentit seul à son tour et désemparé. Les gémissemens de la femme qu'il aimait et qu'il avait pu croire unie et fondue à lui de tout son être lui arrivaient comme de l'autre bord d'un abîme. Une fois de plus, il se

pencha sur elle et enfin il entendit les paroles qui jaillissaient du plus profond du cœur :

— Oh ! Luc, tu les avais, ces enfans; tu les as quittés pour moi, et je ne t'en ai pas donné d'autres!

Il l'entoura de ses bras, lui souleva la tête, la couvrit de baisers furieux.

— Je t'aime, lui disait-il, je n'ai souci que de toi. Ne me parle pas de cette vermine! Ne me parle jamais de cet enfant maudit qui t'a frappée!

Elle répondit avec force :

— C'est nous les maudits!

Et un nouveau silence tomba sur eux. Puis Luc murmura d'une voix étouffée :

— Gotton, tu ne m'as jamais dit cela. Est-ce que tu n'es plus heureuse avec moi?

Gotton posa sa tête contre la poitrine de Luc comme en un profond refuge. Le vent léger du soir passait sur sa joue, mais, sous sa tête, elle sentait battre à grands coups le cœur du forgeron. Elle éprouva que tout au monde lui était indifférent ou étranger, hors ce battement-là et cette enclume de chair où avait été forgé son propre destin. Sans relever son visage aux paupières closes, à présent tout recueilli dans l'amour, elle dit :

— Luc, j'ai une peine que tu ne peux pas guérir. Mais je suis toujours une chose à toi.

III

Il y avait trois semaines que le fléau de l'invasion progressait d'une marche horrible, marquée de sang et de décombres à travers les campagnes de Belgique. Et le tocsin sonnait à Metsys, à Meulebeke, à Iseghem parce qu'on savait que l'ennemi était proche et que ce soir-là, probablement, il entrerait dans le canton. Quelques familles étaient parties. Après le départ des jeunes gens appelés à l'armée au commencement d'août, on avait vu s'ébranler de jour en jour les tristes charrettes où les femmes et les enfans, en habits de dimanche, étaient assis parmi les meubles entassés, et les hommes marchaient derrière, et le fils aîné tenait par la bride le cheval de labour qui allait tirer jusqu'à Anvers, par l'interminable route poussiéreuse, les pauvres restes du foyer abandonné. Mais le plus

grand nombre restait parce que c'était le temps d'engranger les moissons.

— Veux-tu que nous partions? avait dit Luc à Gotton. Et Gotton avait secoué la tête. Elle se disait : « Il a mis toutes ses économies à acheter cette forge pour que nous puissions vivre ensemble. Depuis trois ans, il n'en a guère fait de nouvelles. Ailleurs, il faudrait bientôt mendier. » Et puis elle était devenue sensible et craintive depuis un an : il lui semblait qu'elle aurait honte de s'en aller toute seule avec son amant parmi ces foules de gens qui fuyaient pour mettre à l'abri leurs petits enfans. « Qu'avons-nous donc à sauver? » pensait-elle. Mais elle s'inquiétait des petits Heemskerque. Elle dit à Luc : « Il faut que tu y ailles. » C'était un jour où Luc venait de rapporter de mauvaises nouvelles : l'ennemi avait incendié Louvain, Termonde, massacré par centaines des paysans et des bourgeois sur le seuil de leurs maisons. Le secours anglais n'arrivait toujours pas. L'armée belge débordée se retirait sur Anvers et, c'était sûr maintenant, le pays était abandonné — livré à l'ennemi, on allait avoir les Bavarois. Ils étaient debout dans leur chambre; tous deux se regardaient pâles, et le spectre du remords s'était dressé entre eux.

— Il faut que tu y ailles, répétait Gotton, et sa bouche contractée arrivait mal à prononcer les mots. Luc se mordait les lèvres et tirait sur sa barbe rousse.

— Tu ne connais pas l'orgueil des Moorslede, avait-il répondu; ni Gertrude, ni ses parens ne voudront seulement me parler, ils me mettront dehors comme un chien, — je ne verrai même pas les enfans.

— Vas-y tout de même; il faut savoir s'ils sont restés.

— Je sais qu'ils sont restés.

— Ah! — une autre souffrance crispe le cœur de la pauvre fille : il s'était informé tout seul, sans le lui dire ! — Mais ils peuvent peut-être partir aujourd'hui, tu n'en sais rien?

— Non.

— Luc, vas-y!

Luc avait tourné le dos et passé dans la forge. Il devait encore, le lendemain, livrer du travail. Gotton entendit les coups tomber sur l'enclume. Elle avait le vertige. Les mains pendantes, incapable de rien faire, elle regardait autour d'elle la chambre où ils s'étaient aimés et qui était tout ornée des

présens qu'au hasard de ses courses Luc avait l'habitude de lui rapporter : des rideaux d'andrinople pour la fenêtre, une lampe de cuivre, des plats de faïence peints d'oiseaux et de feuillages, des pots d'étain, — puis là-bas, pendues derrière un rideau, des robes de toutes les couleurs, des jupes à raies, des fichus à fleurs ; à côté, le coffre où était plié le beau linge blanc et qui recélait aussi une petite boîte pleine de bijoux d'or. Gotton considérait tout cela que Luc lui avait donné depuis trois ans. Il l'avait traitée comme une maîtresse que l'on flatte, que l'on gâte, pas comme une vraie femme avec qui l'on se réjouit des économies. Elle en avait été attendrie souvent; aujourd'hui cette pensée augmentait son trouble et l'horreur qu'elle avait d'elle-même. Elle considéra encore un miroir pendu au mur, au fond duquel, tandis qu'elle se peignait le soir sous la lampe et que des cascades d'or ruisselaient sur sa nudité, elle avait si souvent vu apparaître le visage ensorcelé de Luc. Elle se vit elle-même dans le miroir, blanche jusqu'aux lèvres. Tout ce que Luc lui avait donné, toutes ces choses imprégnées de souvenir et d'amour lui parurent subitement lointaines comme si elle les regardait de l'autre côté de la mort; son propre visage l'observait comme un fantôme. Elle se sentait immensément seule. Le bonheur s'était évanoui comme une rosée et combien il lui semblait maintenant léger, pâle, fugitif en face de cette terrible et persistante réalité de la faute, de cette honte d'un père qui ne peut plus protéger ses enfans! Les coups de marteau qui résonnaient régulièrement dans la forge lui écrasaient le cœur. « Il n'ira pas! » se disait-elle. Et toute la vivante chaleur des baisers dont il l'avait vêtue tant de nuits se dissipait au souffle de la condamnation qu'elle sentait passer sur sa vie. Une voix criait du dedans : « Pour l'idolâtrie de mon corps, il a quitté depuis trois ans la femme qu'il avait prise devant Dieu et les petits qui avaient besoin de lui! » Elle se sentait nue et défaillante sous les fouets du remords.

A côté, Luc frappait toujours l'enclume et les coups ébranlaient fortement l'espace où ne passait aucun autre bruit. Dans son vertige il semblait à Gotton que le bras de Luc rivait autour d'elle la chaîne de son péché.

Luc n'alla pas à Iseghem ce jour-là, ni le lendemain. Mais seulement le troisième jour, qui fut celui où toutes les cloches du canton sonnèrent à la fois le tocsin, poussé par sa propre

inquiétude plus que par les prières de Gotton, il se mit en route pour aller savoir ce qu'on avait fait de ses enfans. Il offrirait d'en ramener avec lui un ou deux, pour le temps de la crise, si cela pouvait faciliter les choses. L'essentiel était qu'on les tînt enfermés. Des récits affreux circulaient de village en village sur des petits enfans à qui les soldats allemands avaient coupé les mains.

Quand Luc revint à Meulebeke, seul, vers six heures du soir, le village semblait désert. Les habitans s'étaient retranchés derrière leurs portes closes; les animaux étaient rentrés dans l'étable ou la basse-cour. Sur les maisons silencieuses vibrait, à de lents intervalles, la voix des cloches désolées. Gotton se tenait toute seule, près de la fontaine, derrière l'église, pâle comme une revenante. Quand elle vit Luc, elle fit quelques pas vers lui, la bouche entr'ouverte, les yeux égarés.

— Qu'est-ce que tu fais là? demanda-t-il brusquement.

Elle montra le clocher où le tocsin sonnait toujours.

— Tu as passé en vue de Metsys, dit-elle lentement et comme en rêve. Est-ce que là aussi?... Est-ce que tu as entendu?

— Oui, là aussi.

— Ah!

Elle revit son père, dans la chambre du sonneur tirant sur les cordes.

— Et à Iseghem, qu'ont-ils fait pour les enfans? tu ne ramènes personne?

Ils arrivaient devant la forge. Luc la poussa d'un geste rude à l'intérieur. Puis il ajusta la porte, ferma la serrure à double tour et fixa le barreau de fer. Se retournant, il dit enfin :

— Ça s'est passé comme je te l'avais dit. Ils étaient tous ensemble, à la cuisine, les Moorslede et toutes leurs filles, Gertrude avec, assis sans rien faire autour de la table. Les enfans n'étaient pas là. Je les entendais qui faisaient du bruit au grenier. Le père Moorslede a craché par terre quand il m'a vu. J'ai parlé tout de même; j'ai dit : « Faites excuse, malgré que je vous ai offensés, je suis venu pour parler des enfans. » Ils m'ont renvoyé avec des injures. Gertrude criait plus fort que les autres : « Voyez-vous ça, le sacripant? Voudrait peut-être les emmener chez sa gueuse? » Allons, ne pleure pas, Gotton. C'est toi ma femme et mon enfant. Vois, le barreau est accroché.

As-tu du pain pour plusieurs jours? Je ne te laisse plus mettre le pied dans la rue. S'il faut que nous logions du monde, je te cache au grenier. Tu as vu le barreau et l'anneau que j'ai forgés pour mettre là-haut. Les Bavarois ne les feront pas sauter. Je te garderai bien, mon agneau, mon trésor; n'aie pas peur.

Gotton n'avait pas peur des Bavarois et Luc déchiffrait mal ce qu'exprimaient sa pâleur et la fixité obsédée de son regard. Depuis que la guerre avait éclaté, ouvrant ses infinies perspectives d'effroi, elle était possédée d'une terreur qui n'était pas celle du meurtre ou de l'incendie, celle des jours sans pain, des nuits sans abri, de l'avenir dévasté. La tragique secousse qui ébranlait toutes les âmes avait résonné pour elle comme la trompette du Jugement. Il lui semblait que la fin du monde allait arriver et elle se voyait avec épouvante enchaînée hors de la chrétienté dans les liens de l'amour coupable. Elle pensait au malheur suspendu sur chaque toit comme à un ange justicier et tremblait en écoutant la voix intérieure qui répétait : Dans quel état nous sommes-nous trouvés? Elle se sentait reprise tout entière par des impressions de crainte fervente, solennelle qu'avait connues son enfance et que la jeunesse et l'amour avaient endormies dans leurs parfums de floraison. Les fleurs du printemps charnel, elles étaient toutes tombées, maintenant; l'orage venait de secouer les dernières, dénudant la monstruosité du péché dont la pauvre Gotton subissait la vision fixe et accablante. Et pourtant elle se demandait comment elle aurait pu se garder du mal. Quand elle revivait en rêve les semaines de la fascination, quand elle se rappelait les paroles de Luc et son regard et comment elle s'était sentie prise de jour en jour, si fortement, si sûrement, il lui semblait qu'elle était entrée dans l'amour d'une manière aussi mystérieuse et inévitable que l'on naît et que l'on meurt. A cause de cela même et parce qu'elle avait conscience de n'avoir pas voulu le mal, elle s'y croyait vouée. « Oh! qui m'aidera? » soupirait-elle et elle avait espéré passionnément que Luc lui ramènerait un de ses petits, ou deux peut-être... Les plus petits si c'était possible... Mais non, ce n'était pas possible! pourtant, est-ce qu'on sait jamais?... Des enfans à garder, à soigner, à qui donner de son propre pain, Dieu! qu'elle les eût aimés! qu'elle se fût sacrifiée pour eux de bon cœur s'il l'avait fallu! Et il lui avait toujours paru que les enfans qu'on a sous son

toit devaient protéger contre la damnation. Mais Luc revenait tout seul et voilà qu'elle serait seule avec lui, seule avec cet homme pour qui elle s'était perdue, à qui elle se sentait appartenir par toutes les fibres de son être, qu'elle n'aurait jamais la force de quitter... seule, inutile et bien à l'abri, derrière les barreaux qu'il avait forgés !

Tous deux étaient assis en silence dans la chambre. Il n'y avait plus rien à faire. Le tocsin s'était arrêté ; un orage couvait dans le ciel. Aux dernières nouvelles, l'ennemi était déjà sur le canton.

Vers sept heures, on entendit sur la route le trot rapide d'un détachement de cavalerie. Luc monta au grenier, mit la tête à la lucarne : une cinquantaine de uhlans traversaient le village, serrés et bien en ordre, épaule contre épaule, poitrail contre poitrail, les hommes silencieux ne tournant la tête ni à droite ni à gauche, les chevaux énormes et fougueux, lancés à vive allure et cependant tenus en rang. A voir passer ces cavaliers dont le groupe massif et rapide donnait une impression singulière de force et de volonté, les villageois qui avaient mis comme Luc la tête à la fenêtre éprouvèrent ce que c'est que le joug étranger.

Le lourd silence de l'attente retomba sur Meulebeke.

Un peu plus tard, une compagnie de fantassins s'arrêta sur la place. On vit le capitaine, un gros homme à barbe, entrer chez le bourgmestre puis ressortir, au bout de dix minutes, pour donner des ordres. Les soldats, sous la conduite de sous-officiers, se dispersèrent en petits groupes : deux d'entre eux vinrent frapper à la forge. Luc, ayant commandé à Gotton de se cacher au grenier, souleva la barre de fer qui renforçait sa porte et leur ouvrit. C'étaient deux jeunes garçons qui se ressemblaient comme deux frères. Ils avaient l'air fruste et timide ; ils venaient de marcher dix heures, ils étaient couverts de poussière et sentaient la bête. Leurs crânes étroits, leurs petits yeux entre les bourrelets gras des paupières, leur grosses lèvres, leurs larges épaules annonçaient une race étrangement primitive ; ils ressemblaient à d'humbles et sauvages serfs venus du fond de provinces barbares. Le regard dominateur de Luc leur fit peur comme celui d'un chef. Luc leur montra la terre battue, expliquant du geste qu'ils y dormiraient, puis il alla leur chercher du pain, du lard et de la bière. A toute communica-

tion, les deux soldats répondaient : « *Danke schön! Danke schön!* » Il était visible que la tête leur tournait de fatigue.

La nuit passa tranquille sur le village humilié. Une sonnerie de clairon, de grand matin, réunit les hommes sur la place pour l'appel et l'exercice. Les gens de Meulebeke leur laissèrent tout le jour la rue et le cabaret : nul ne mit le pied hors de sa maison. Enfermés ensemble, Luc et Gotton étaient les plus malheureux de tous, à cause de cette irrémédiable séparation que leur vie coupable avait établie entre eux et toutes les familles, tous les bons chrétiens de ce village. C'était bien dur d'être seuls et comme exilés jusque dans l'épreuve publique qu'ils partageaient cependant. Ils ne se disaient pas cette tristesse, mais tous deux y puisaient un plus sombre et plus âpre désir d'amour. Ils étaient inquiets aussi. On pensait qu'Iseghem était occupé comme Meulebeke ; et malgré le calme étrange des longues heures qui s'écoulaient, Gotton tremblait pour les enfans de Luc. Ce calme, c'était tellement inattendu, après tout ce qu'on avait entendu raconter! Cela ne rassurait personne et donnait simplement du temps pour méditer la menace indécise suspendue sur tout le pays.

Le soir se glissait dans la chambre où le forgeron et sa maîtresse rêvaient en silence leurs rêves d'effroi. Soudain des coups précipités retentirent à la porte de la forge.

« Nos Allemands viennent chercher leur dîner, » pensa Luc et il se leva pour ouvrir. Mais Gotton l'entendit parler en flamand dans la forge ; elle comprit qu'on lui apportait des nouvelles. Son cœur se mit à bondir dans sa poitrine. Quelques minutes après, Luc rentra dans la chambre, pâle, la sueur lui perlant au front. Il resta un moment immobile, les yeux fixés dans le vide, sous le regard de Gotton qui n'osait l'interroger. Puis il dit à voix basse :

— Il s'est passé du vilain, à Iseghem. Gertrude a été tuée, avec ses sœurs et ses parens. Et on dit qu'ils vont incendier le village. Je m'en vais chercher les enfans.

Il sortit aussitôt.

Gotton, restée seule, joignit les mains, et branlant sa tête blême, elle répéta plusieurs fois : « Les enfans vont périr aussi ; — sûrement que les enfans vont périr aussi !... » Elle sentait que l'heure du châtiment était venue et il lui semblait tout à coup inévitable que ce fût celui-là même dont la terreur la

hantait mystérieusement depuis trois semaines. Rien ne lui semblait pire ; elle aurait mieux supporté que Luc lui-même fût massacré, ou pris comme soldat et tué à la guerre. Elle songeait qu'on peut toujours, quand le malheur vous chasse de la vie, s'aller noyer dans un canal ou se pendre, la nuit, dans la chambre où l'on est restée seule ; mais, du remords qui ronge le dedans, comment croire que l'eau ou la corde vous délivreraient ?

Par la route plate et poussiéreuse, Luc marchait à grands pas entre les champs moissonnés. Il gardait les yeux fixés sur les toits d'Iseghem, encore distans de deux kilomètres. Le crépuscule était calme, nuageux, d'un bleu lourd et profond. Aucun signe de détresse n'altérait cette quotidienne douceur du soir et les fumées habituelles des cheminées montaient encore en fines spirales dans l'air immobile. Luc avançait en grande hâte, sachant que d'un instant à l'autre la flamme de l'incendie allait jaillir de ces paisibles toits. Comme il n'était plus qu'à quelques centaines de mètres du village, il entendit des cris, une confuse rumeur, et il vit venir vers lui, sur la route rectiligne, des femmes en fuite. Il passa au milieu d'elles, cherchant des yeux ses petits parmi les enfans qu'elles traînaient. Elles allaient, d'une marche incohérente, appelant des êtres perdus. Plusieurs avaient leurs vêtemens déchirés et portaient les marques des coups et des larmes sur leurs visages en convulsion. Luc vit que ses enfans n'étaient pas là. Il ne s'arrêta pas pour interroger, mais une des femmes le reconnut subitement et le montrant du doigt, elle s'écria de sa bouche hurlante :

— Ha ! Celui-là ! Il n'y aura donc que les mauvais qui en réchapperont !

Luc entra dans le village. Une odeur de pétrole infectait l'air. La rue était pleine de soldats. C'était dans le crépuscule une bruyante mêlée d'hommes en uniformes gris : les uns, ivres de vin ou de sanglante luxure, marchaient en roulant des épaules et en chantant ; les autres, calmes et actifs, sous la conduite de sous-officiers, maniaient des pompes d'arrosage avec la précision méthodique du fantassin allemand à l'exercice. On préparait l'incendie.

Luc remonta la rue. Là, sur la gauche, était le logis aux volets verts et la forge où il avait vécu dix ans avec sa femme

et d'où il était parti un matin de printemps pour ne plus revenir. Un peu plus loin, il arrivait devant la maison des Moorslede où Gertrude était rentrée avec ses cinq enfans après qu'il l'eut abandonnée.

La porte était grande ouverte : il entra. Dans la salle basse où il avait été insulté la veille par l'orgueil d'une forte famille paysanne, il respira l'odeur du sang. L'ombre était déjà trop noire pour qu'il pût rien distinguer, mais à peine eut-il franchi le seuil que des cris stridens s'élevèrent d'un coin de la chambre. Les enfans étaient là, terrifiés dans ces ténèbres. Il appela leurs noms : Jean-Baptiste ! Catherine ! Jean ! Bernard ! Louis ! Mais ils ne firent que crier plus éperdument. C'était comme le tumulte affolé qu'on entend la nuit dans un nid de petits oiseaux ensanglanté par le hibou.

A tâtons, il voulut marcher vers le coin où les petits s'étaient blottis. Son pied buta contre un obstacle ; il tomba, les mains en avant, par-dessus un cadavre. Il se releva ; de ses doigts où collaient des caillots gluans, il chercha le visage de ce mort : à la longue barbe dont il distinguait maintenant la blancheur dans l'obscurité, il reconnut son beau-père, le vieux Moorslede, un homme grand et gros qui, à soixante-dix ans, avait gardé sous ses cheveux d'argent des joues fleuries ; un homme qui avait été bon pour lui autrefois, pendant bien des années qu'il l'avait appelé son fils. Il lui sembla que le goût du sang lui remplissait la bouche, les cris des enfans faisaient monter à ses yeux des larmes d'angoisse. Enfin, il apercevait dans le recoin, à gauche de la cheminée, le petit groupe convulsif. Il s'approcha, se mit à genoux, étendit ses bras autour d'eux indistinctement, comme un oiseau étend ses ailes sur sa nichée, et il leur parla si doucement qu'il les calma et qu'il sentit contre sa poitrine leurs petits corps s'arrêter de trembler. « Il faut venir avec moi, leur dit-il, je suis votre papa. Personne ne vous fera de mal. » Il s'était relevé. Son fils aîné le prit par la main et l'entraîna vers la chambre voisine. Un reste de jour y entrait par une fenêtre dont les petits carreaux glauques faisaient face au couchant. Il distingua sur le plancher plusieurs formes gisantes, et encore du sang étalé en nappes noires. Il comprit qu'il allait voir Gertrude ; il eût voulu détourner la tête et s'enfuir. Mais l'enfant ne lâchait pas sa main et le dominait de sa volonté passionnée. Il le conduisit ainsi jusque devant la

fenêtre : là, le cadavre de la mère était étendu, droit et rigide, la face levée, les yeux grands ouverts, le ventre déchiré à coups de sabre ou de baïonnette. Un petit fichu blanc encadrait le cou ridé et répandait dans l'ombre une livide phosphorescence sur le visage intact. L'expression de ce visage restait absolument étrangère à la hideuse blessure par où s'échappaient les entrailles : elle était calme, et dure, empreinte d'une étrange, d'une auguste dignité. Immobiles, le père et l'enfant regardaient. Soudain, une clameur s'éleva dans la rue et l'on entendit le bruit d'une course nombreuse et rapide. Luc comprit que l'incendie était déchaîné. Il fallait fuir. Il mit sa main sur l'épaule de l'enfant. Celui-ci se courba sur le visage de la morte et baisa sa joue creuse.

Une minute plus tard, Luc, avec ses cinq enfans dont il portait le plus petit entre ses bras, descendait la rue du village. Déjà la fumée les piquait à la gorge, et derrière eux les flammes montaient. Il y avait encore quelques soldats allemands qui s'en allaient, par petits groupes, se bousculant, faisant sonner leurs gros rires. Quelques-uns se montrèrent du doigt avec des moqueries le boiteux qui fuyait entouré d'enfans, mais ils ne leur firent pas de mal. Un autre qui se tenait tout seul à la sortie du village, les regarda passer en pleurant.

Le reflet des flammes sur les nuages couvrait la plaine d'une immense tente rouge, éclairant çà et là sur toutes les routes les misérables petits troupeaux noirs des gens chassés de leurs foyers, qui erraient entre les champs qu'ils avaient cultivés de leurs mains, sur la terre où ils n'auraient plus de gîte. Quand les petits étaient trop fatigués, Luc s'asseyait avec eux sur le bord de la route; ils appuyaient leurs têtes sur ses épaules, sur ses genoux; de faibles sanglots les secouaient encore par intervalles; s'ils voyaient passer un soldat allemand, ils tremblaient et se cachaient le visage.

Quand, en pleine nuit, Gotton ouvrit la porte du côté du jardin et vit entrer Luc avec les cinq enfans, des larmes de joie lui coulèrent des yeux. « Oh! Luc! cria-t-elle, ils n'ont pas eu de mal? — Non, dit Luc : as-tu de quoi manger? » Pour conjurer son pressentiment, elle avait tout préparé comme si elle croyait que les petits allaient venir; elle avait fait cuire la soupe, mis des draps frais au grand lit où elle allait les coucher. Avec des serviettes blanches elle lava sur leurs mains

et leurs visages des traces de sang, puis délaça sur leurs pieds gonflés les petites chaussures. Eux, tout apeurés, se laissèrent nourrir, déshabiller, embrasser sans résistance et peu à peu la stupeur de leurs jeunes yeux sauvages fit place à cette sorte d'engourdissement enivré que l'on voit aux enfans accablés de fatigue. Gotton les étendit tous les cinq, côte à côte, dans le lit. Luc et elle se couchèrent par terre, mais de quart d'heure en quart d'heure elle se relevait pour veiller le sommeil des enfans. L'aîné était rouge et agité ; il semblait avoir la fièvre ; les autres dormaient paisiblement. Gotton admirait les boucles blondes et les boucles rousses qui se mêlaient sur le traversin, les joues qui dans le sommeil semblent se gonfler d'un sang plus chaud, les lèvres tendres qui, par instans, remuaient, dociles au rêve fugitif, les paupières si blanches, si douces, les cils dorés. De quel ardent regard elle caressait les petites têtes! Voilà que se réalisait ce qu'elle avait tant rêvé, la maison pleine d'enfans! Dans quelques jours ils riraient, ces petits, ils oublieraient, au moins les plus jeunes, la pauvre femme qui les avait portés et allaités, et qui gisait maintenant, le ventre ouvert, dans une chambre de sa maison. Ils embrasseraient Gotton, l'adultère, pour qui leur mère avait été méprisée; elle peignerait leurs beaux cheveux. Non, Gotton sentait bien que ce n'était pas possible. Alors, qu'est-ce qui allait se passer? Qu'est-ce que Luc voudrait faire? Elle ne doutait pas que maintenant les enfans ne lui prissent tout le cœur. Son désir d'être mère lui avait fait comprendre ce que peut être l'amour des parens pour leurs petits. Il lui semblait inévitable que cet amour finît par être le plus fort, et par vaincre, dans le cœur paternel, l'amour de la femme. Elle revit encore une fois le printemps de trois années auparavant, et chacun de ses pas vers la faute. Elle se dit qu'elle était entrée dans la vie comme une pauvre folle qui ne sait rien et ne veut pas écouter ceux qui savent. Le mystère que l'enfant apprend par la tendresse dans la chaleur des bras maternels, son père ne le lui avait pas fait connaître ; elle l'avait découvert trop tard, femme, dans sa propre souffrance.

Jean-Baptiste se retourna dans le lit en murmurant : « Maman! maman! » Gotton le regarda plus fixement. Elle lui voyait la ténacité de Luc, marquée sur le visage. Elle songeait que celui-là n'oublierait pas. Il la haïrait avec force. C'était le

même enfant qui au printemps dernier lui avait jeté une pierre.

Il est vrai qu'il avait déjà onze ou douze ans. On pouvait, si les choses ne s'arrangeaient pas, l'envoyer en apprentissage, et garder les autres à la maison. Gotton entrevoyait qu'après tout Luc était libre maintenant; il pouvait l'épouser demain, elle serait la femme légitime, la seconde femme qui a le droit d'élever les enfans de la première, et la morte serait effacée, remplacée, vaincue définitivement, elle n'aurait pas même une tombe où ses enfans pussent aller prier, car, dans l'immense incendie, dont la moitié du ciel rougeoyait, son corps n'était plus sans doute qu'un petit tas d'ossemens noircis parmi les décombres. De Gertrude Moorslede, il ne serait plus jamais question : et pourtant elle vivait dans ces petites poitrines d'enfans pour repousser l'amour de la fille stérile.

« Il faut que je m'en aille ! » se redisait Gotton ; et les larmes ruisselaient sur ses joues. Depuis trois ans qu'elle avait quitté Metsys, elle n'avait plus rien connu en ce monde que la figure taciturne et passionnée de Luc. Son pays était pour elle un désert ; il n'y avait pas un être auprès de qui elle pût chercher refuge. S'en aller, cela signifiait mourir de cœur et de corps...

Pourtant, sans qu'elle conçût comment cela fût possible, elle était sûre qu'elle s'en irait. Alors, elle pensa : « Si je pouvais être tuée, moi aussi ? Ce ne doit pas être difficile ! » Elle alla vers la fenêtre, appuya contre la vitre son front lourd, et, regardant trembler au bord des nuages la lueur de l'incendie, elle s'enfonça dans la pensée de l'abîme.

Le matin se leva, triste et morne comme des yeux qui ont trop pleuré. Une poussière de pluie rabattait sur l'horizon incolore la fumée de l'incendie. Après qu'on eut entendu le clairon allemand sonner l'appel, Luc sortit dans le village, tandis que Gotton habillait les enfans. Il revint au bout d'une demi-heure et lui fit signe qu'il voulait lui parler bas. Elle le suivit dans un coin de la chambre. Il lui dit :

— Il y a un soldat allemand qui a été tué sur la commune. Je l'ai vu, il est derrière la haie du vieux Van Dooren qui me l'a montré. Il a dû être tué cette nuit dans une affaire entre soldats et traîné là ensuite ; il n'y a pas de sang, et les blessures sont au couteau. Le corps est couvert de feuilles. Sans doute

que celui qui l'a tué voulait l'enterrer là, et puis il aura eu peur, il l'a caché comme il a pu. Ils étaient tous ivres ici hier soir et il paraît qu'on a entendu venir des soldats d'Iseghem qui chantaient et criaient comme des fous après l'incendie et toutes les saletés qu'ils ont faites. L'homme qui a été tué devait être de ceux-là, car pour ceux d'ici ils ont déjà passé l'appel et s'il en manquait un nous aurions entendu du bruit. Mais quand on l'aura trouvé, c'est nous qui payerons ; nous serons incendiés comme à Iseghem, il y a des chances ; il faudrait essayer de partir avant.

— Luc, dit-elle, comment veux-tu ? avec les enfans, sans charrette ! Regarde Jean-Baptiste comme il a la fièvre ; tu ne le ferais pas marcher une demi-lieue, et où irions-nous ?

Il y eut un silence, et puis Gotton dit brusquement :

— Va de ma part chez le curé de Metsys, raconte-lui tout ce qui s'est passé, et que nous avons les enfans chez nous, et demande-lui pour les sauver qu'il nous prête sa carriole et sa jument. Il le fera, il est très bon. Alors tu pourras nous mener jusqu'à Malines. Et dis-lui qu'il me bénisse, et qu'il prie pour moi.

— Je ne peux pas te laisser seule ici. Il faut que tu viennes avec moi et que tu emmènes les enfans.

— Non, fit-elle. En une heure et demie, tu seras de retour ; s'il arrivait malheur avant dans le village, nous irions t'attendre sur la route.

Elle ajouta avec une soudaine fierté :

— On ne me verra pas mendiante à Metsys !

Il n'insista pas, car elle avait un regard qui promettait de ne pas céder. Et il partit en hâte.

Pendant qu'il parlait, dans un éclair, Gotton avait entrevu sa rédemption. Il lui semblait qu'une grande miséricorde venait de lui faire signe ; elle savait maintenant ce qu'elle voulait faire. A peine Luc fut-il parti, qu'elle alla chercher dans un vieux tiroir une petite bouteille d'encre et une plume. Elle ouvrit une boîte de papier à lettre ornée de fleurs qu'il lui avait naïvement rapportée un jour, sans songer qu'elle n'écrivait jamais à personne. De sa main ignorante, en gros caractères maladroits, elle écrivit :

« Luc, il faut que je m'en aille ; je ne peux pas élever ces petits après tout le mal que j'ai fait à leur mère. Je les aime-

rais, eux me détesteraient peut-être : ils auraient bien raison. J'en mourrais de honte et de chagrin. Toi, maintenant, tu dois vivre pour eux; tu dois te marier : il faut qu'ils aient une mère, et que ce ne soit pas une indigne comme moi. Je pense à cette jeune fille qui est chez les Van Dooren. J'ai entendu dire qu'elle est très bonne. Elle ne m'a jamais dit de mauvaises paroles. Peut-être qu'elle voudra bien. Fais cela le plus tôt possible. Luc, j'ai été bien heureuse avec toi ; mais ça ne pouvait plus continuer après ce qui est arrivé. N'aie pas trop de regrets. Si tu entendais dire bientôt que j'ai péri, moi aussi, sois heureux pour nous deux. Ce sera le signe que nous sommes pardonnés. — Ta pauvre amante qui t'aime et t'estime à jamais. — GOTTON CONNIXLOO. »

Elle plia le beau papier à fleurs, mit sa lettre dans une enveloppe sur laquelle elle écrivit : « Luc Heemskerque, » et la posa sur la cheminée. Elle embrassa les enfans, recommanda à Catherine de bien veiller sur ses petits frères et de ne pas les laisser sortir dans le jardin, car la pluie tombait maintenant très fort. Puis, à son tour, elle partit en serrant sur sa poitrine les plis de son châle. Elle marchait vite, croisant dans la rue de nombreux soldats qui fumaient ou sifflaient, et quelques rares villageois taciturnes rasant les murs.

Elle traversa le village et suivit la route jusqu'à un petit sentier qui mène à cette ferme des Van Dooren, près de laquelle Luc lui avait dit qu'était caché un cadavre allemand. Les fermiers, leurs enfans, leurs serviteurs restaient prudemment enfermés, et sans doute la nouvelle du meurtre ne s'était pas répandue, car on ne voyait âme qui vive dans ces environs. Gotton longea la haie qui enfermait le potager de la ferme. Près du second tournant, elle aperçut un cadavre allemand à demi dissimulé sous des branches arrachées à un cognassier, dont la ramure débordait la haie au-dessus de cet endroit. Craintivement elle se courba, souleva les feuilles bruissantes et mouillées, observa les hideuses entailles qui bâillaient des deux côtés du cou, puis les détails de l'uniforme, le numéro cousu sur la patte d'épaule. Quand elle eut bien regardé, elle laissa retomber les rameaux feuillus et s'en revint sous la pluie lourde, par le sentier toujours désert, puis par la route jusqu'au village où elle s'arrêta devant la Maison commune.

*
* *

Dans la maison commune, le capitaine de la compagnie cantonnée à Meulebeke travaillait avec ses deux lieutenans. Des cartes de la Flandre occidentale s'étalaient devant eux sur une large table, au coin de laquelle étaient posés un broc de bière et trois verres qu'ils remplissaient et vidaient fréquemment.

Un planton parut dans la porte.

— Mon capitaine, c'est une femme qui demande à entrer.

— Une femme qui veut entrer? Allez donc voir, Hillmer, dit le capitaine, c'est peut-être un renseignement.

Le lieutenant Hillmer était un officier de tenue très militaire. Il avait un gros cou violacé qui débordait en bourrelet du col de sa tunique, une mâchoire carrée, de belles dents blanches. Avec la raideur rapide d'une excellente mécanique, il se leva et sortit.

Il revint au bout de quelques minutes.

— Mon capitaine, c'est une fille de ce pays qui a l'air d'une folle. Elle vient dire qu'elle a tué un soldat la nuit dernière.

Le capitaine ne put réprimer un sursaut :

— Comment, ici ? dans notre cantonnement, on a tiré ?

— Non, tué au couteau — du moins c'est ce que raconte cette femme. Ce ne devait pas être un homme de la compagnie. Il ne manquait personne à l'appel ce matin.

Un silence suivit. Le lieutenant Hillmer regardait son capitaine droit dans les yeux et un sourire d'attente relevait sa lèvre couleur de cuir sur ses dents blanches. Le capitaine, un gros homme à barbe blonde et dont les paupières tirées clignotaient, se passait et repassait la main sur le front.

— Il faut la juger, dit-il, et nous tâcherons d'arrêter l'affaire avec une exécution.

— Pardon, mon capitaine, reprit Hillmer, vous vous rappelez nos ordres : punition collective toutes les fois qu'on nous aura tué un homme. Le cas d'aveux spontanés n'est pas prévu.

— Hé bien! devant un cas qui n'est pas prévu, j'interprète les ordres, que diable!... J'interprète! Voyons, Hillmer, vous croyez que j'ai envie d'incendier ce trou? Vous croyez que ça me ferait plaisir, dites? Est-ce que vous n'en avez pas assez de ces cochonneries? Il y a quinze jours que je ne dors pas. La

tête me craque. Fichez-moi la paix et tâchez qu'on puisse coucher tranquille ici ce soir.

Il plia ses cartes et mit un peu d'ordre sur la table, puis s'étant ressaisi il dit d'une voix plus calme :

— Eh bien, nous allons nous constituer en tribunal. Hillmer à droite, Franz à gauche. Hillmer, vous avez un interprète ?

— Oui, mon capitaine! J'ai fait descendre le bourgmestre.

— C'est bien. Vous allez maintenant me chercher l'adjudant qui nous servira de greffier, et nous interrogerons cette femme.

Le jeune homme que le capitaine avait appelé Franz prit sa place, puis allongea ses jambes sous la table en rejetant le buste contre le dossier de sa chaise. Il avait l'air d'un monsieur des villes, mince, la peau blanche, les joues plates, le sourire moqueur et négligent. Il remarqua de sa voix froide et un peu grêle :

— Ce n'est tout de même pas ordinaire, cette affaire-là, mon capitaine. J'espère que vous n'allez pas trop la dépêcher ?

Le capitaine semblait avoir de l'indulgence pour ce jeune homme. Il haussa légèrement les épaules. « Regardez-moi, dit-il, cette espèce d'intellectuel! Ça fait la guerre en cherchant des curiosités! » Et il lui sourit avec un air d'amitié.

Au même moment, le lieutenant Hillmer rentrait avec l'adjudant à qui le capitaine tendit un cahier de papier, une plume et une bouteille d'encre. Chacun s'étant installé, l'adjudant alla ouvrir la porte et fit un signe au dehors. Gotton apparut sur le seuil entre deux soldats baïonnette au canon. Derrière elle, venait le bourgmestre retenu en otage dans la maison commune, un homme respectable, qui de sa vie n'avait parlé à Gotton et qui, tout tremblant de peur, fixait sur elle un regard indigné. Elle était toute mouillée de pluie; des mèches blondes rayaient ses joues blêmes que l'angoisse en quelques jours avait évidées. Elle se tenait les mains pendantes; ses yeux scintillans scrutaient les trois figures d'officiers allant de l'une à l'autre, essayant de surprendre sur les physionomies le sens des paroles étrangères. Le cœur lui battait si fort qu'elle avait peur de tomber.

— Vous dites que vous avez tué un soldat allemand? demanda le capitaine, et le bourgmestre traduisit.

Sans baisser les yeux Gotton fit signe que oui.

— Pourquoi?

Il n'y eut pas de réponse.

— Voyons, insinua le jeune lieutenant Franz, cela vous ennuie de nous dire qu'il a été trop aimable, le pauvre garçon?

Le bourgmestre ne traduisit pas. Le capitaine demanda :

— Où est son corps?

— Derrière la ferme des Van Dooren, dit Gotton. C'est moi qui l'ai traîné là cette nuit pour le cacher.

— Vous ne voulez pas dire, reprit le capitaine, pourquoi vous avez commis ce meurtre. Mais pourquoi est-ce que vous venez vous dénoncer?

— Pour que vous ne fassiez pas de mal au village, répondit-elle.

Ils se mirent à causer entre eux, elle sentit que ce qu'elle avait dit n'avait pas l'air vrai, et ces trois hommes lui paraissaient si dépourvus de toute colère qu'elle eut peur d'être simplement renvoyée pour folle. Elle se tenait immobile, épiant leurs moindres gestes, la bouche entr'ouverte, une étrange lumière verte palpitant dans ses prunelles brillantes. Toute l'énergie de sa profonde nature se concentrait dans le désir d'être crue et d'obtenir la grâce de l'expiation.

Ils avaient fini de causer. D'un seul mouvement ils se dressèrent tous les trois et une sorte de majesté impersonnelle uniformisait bizarrement leurs visages. Le capitaine scanda une brève formule, puis releva la tête et avança le menton d'un geste qui congédie. Gotton comprit qu'elle était exaucée. A la sortie, le lieutenant Hillmer la suivit et s'adressant au planton de service à la porte de la chambre :

— Trouve-moi tout de suite six hommes de la compagnie, lui dit-il; c'est pour un peloton d'exécution.

Dans la pièce où il étale de nouveau les cartes, le petit lieutenant pâle, au sourire négligent, dit au capitaine :

— Vous avez bien compris que ce n'était pas vrai, son histoire?

Le capitaine fait un geste qui signifie : qu'importe? et il ajoute :

— Si ce n'est pas elle, c'est son amant. Je vous répète que je n'ai pas envie de brûler ce village. Quand l'affaire éclatera, ce sera une bonne chose de pouvoir montrer que justice est faite.

***

Le lendemain matin, Luc Heemskerque frappait à la porte du chantre Connixloo. Il le trouva seul, assis, la tête entre ses mains, dans la sombre chambre où, depuis trois ans, personne n'enlevait plus les toiles d'araignée. Connixloo, se levant, recula d'un pas en voyant entrer le forgeron.

— Votre fille est morte, monsieur Connixloo, dit Heemskerque.

— Elle est morte, oui, pour moi, depuis trois ans.

— Elle est morte volontairement, monsieur Connixloo, et a sauvé Meulebeke, il faut que vous le sachiez.

Connixloo — sans répondre — releva, comme pour écouter, sa tête aux tempes collées, pâle comme un vieux parchemin, et il claquait des dents.

Le forgeron lui raconta l'incendie d'Iseghem, comment il avait ramené ses enfans à Meulebeke, comment Gotton les avait soignés et couchés, puis l'inquiétude que l'on avait eue le lendemain pour Meulebeke après la découverte du cadavre caché derrière la haie des Van Dooren, son désir de partir, la ruse qu'avait eue Gotton pour l'éloigner.

— Quand je suis arrivé à Metsys, continua-t-il, et que j'ai demandé M. le Curé, M. le Curé a été bien bon, il est descendu pour me parler lui-même, et me demander des nouvelles de Gotton. Il m'a dit, comme je pouvais m'y attendre, qu'il avait prêté sa carriole et la jument, depuis huit jours déjà, à une veuve de la paroisse qui était partie pour Anvers avec ses enfans. « Le Curé, qu'il disait, on sait bien qu'il ne s'en va pas; aussi sa carriole est la première prêtée. J'aurais été content, qu'il a dit, de faire quelque chose pour Gotton. »

« Alors j'ai couru tout le chemin de retour jusqu'à Meulebeke. En descendant de la rue avant de rentrer chez moi, je regardais s'il n'y avait rien de changé.

« Je remarquais que l'on s'écartait de moi comme je passais et qu'on me regardait pourtant. J'ai demandé à un voisin sur la place : « Rien de nouveau? » Il m'a montré les maisons bien tranquilles et m'a dit : « Vous voyez. » Alors je suis rentré à la forge et j'ai trouvé une lettre que Gotton m'avait écrite : elle disait qu'elle s'en allait, qu'elle ne pouvait plus élever mes enfans, et elle me montrait bien qu'elle avait l'idée de chercher

à périr. J'ai couru dehors, j'ai vu du monde devant la maison commune, il y a un homme qui est venu vers moi et qui m'a embrassé en pleurant, et il disait : « Elle a sauvé le vil- « lage! » Alors j'ai tout compris, monsieur Connixloo : ce qu'elle avait été dire aux officiers qui sont dans la maison commune, et qu'elle avait dit qu'elle avait tué le soldat et qu'elle était morte.

« Il y avait beaucoup de monde autour de moi, il y en avait qui m'embrassaient et d'autres qui disaient : « C'est une honte! » parce qu'ils pensaient que c'était moi qui avais fait le coup. Moi, la tête me tournait... Je criais : « Où est-elle? » et en même temps je ne pouvais plus avancer. On m'a emmené où les soldats l'avaient fusillée, derrière la maison commune, contre le mur du jardin. Elle était là, couchée par terre avec une figure douce comme celle d'une enfant. Et ses vêtemens, son châle noir étaient tout pleins de sang, et le mur aussi était éclaboussé. A côté d'elle il y avait un soldat, baïonnette au canon. J'ai crié : « C'est ma femme, je veux l'emporter! » Mais le soldat m'a repoussé avec sa baïonnette. J'ai compris que les officiers avaient donné un ordre, pour que tout le monde la voie et que ça fasse peur. J'ai voulu parler aux officiers, mais on ne m'a pas laissé entrer dans la maison. Alors je suis resté près d'elle à genoux jusqu'au soir. La pluie tombait sur elle et lui mouillait les joues; je voyais son sang qui s'écoulait dans les ruisseaux. Vers sept heures un soldat est venu parler à la sentinelle; alors ils m'ont fait signe que je pouvais l'emporter, qu'ils me la laissaient pour que je l'enterre. Je l'ai emportée jusqu'à la forge, et je ne l'ai pas enterrée, monsieur Connixloo, parce que je crois que ça devait être son désir qu'on la mette au cimetière de Metsys, à côté de sa mère, si vous vouliez, monsieur Connixloo... »

Le chantre semblait accablé. Il murmurait : « Ma pauvre petite fille, ma pauvre petit fille! Et elle ne s'est même pas confessée! » Heemskerque ne répondit pas, et pendant un moment il n'y eut plus dans la salle basse qu'un bruit étouffé de sanglots.

— J'irai avec vous, dit Connixloo, nous n'aurons que nos bras, je pense, pour la porter jusqu'ici.

Ils partirent ensemble, le vieux chantre et le forgeron, et le poids du chagrin leur courbait les épaules, comme ils pas-

saient entre les épaisses prairies fleuries d'ombelles blanches d'où se levait pour eux l'image de Gotton.

Ils laissèrent sur la gauche les ruines d'Iseghem, un squelette de village, brisé, noirci, encore fumant. La route était déserte et coupée de grandes flaques.

— Je vous ai bien grièvement offensé, monsieur Connixloo, dit Heemskerque; mais, voyez-vous, votre fille, j'aurais dix fois donné ma vie pour elle. Je l'aimais tellement que je n'aurais pas cru possible de la perdre. Mais Dieu est le maître...

« Si je vous demande ce que je vous demande, monsieur Connixloo, reprit-il après un lourd silence, c'est à cause d'une parole qu'elle m'a écrite avant de s'en aller trouver les officiers à la maison commune : « Si tu entends dire bientôt que j'ai péri, « moi aussi, sois heureux, ce sera le signe que nous sommes par- « donnés. » J'ai peur qu'elle n'ait eu beaucoup de tourmens par des pensées que je n'ai pas connues. Elle s'en est allée mourir avec l'espoir d'être pardonnée de Dieu : je crois qu'elle aurait bien souhaité de savoir que son père lui pardonnerait aussi, et son village. »

Connixloo éleva un bras au-dessus de sa tête, d'un geste étrange comme pour se couvrir devant la majesté divine, et il murmura :

— Dieu est juge, moi je pardonne à mon enfant.

Ils arrivèrent à la forge. Connixloo recula sur le seuil en voyant la forme blanche et voilée étendue dans l'ombre, sur le sol de terre battue.

Puis, s'approchant, il souleva lui-même le linceul. Luc avait lavé les blessures de la morte; il lui avait ôté ses vêtemens souillés de sang et de boue et l'avait revêtue d'une longue chemise; il lui avait joint les mains et partagé les cheveux qui descendaient comme deux ruisseaux d'or jusqu'à ses genoux. Et maintenant il n'aurait plus osé l'embrasser; elle était devenue si lointaine, si pure, si tranquille ! Elle n'avait plus besoin de lui, ni de rien. Elle avait été jusqu'au bout de l'amour, et jusqu'au bout de l'expiation; elle semblait plongée dans un immobile assouvissement et, peut-être, cette puissante et bienheureuse ardeur dont elle rêvait, petite fille, devant les vitraux de Metsys, avant l'âge de la passion terrestre, était devenue son partage.

Dans la chambre voisine, les enfans étaient réunis. Catherine

venait d'allumer le feu, et sagement, comme elle l'avait vu faire à sa mère, elle épluchait des pommes de terre et des carottes qu'elle avait prises dans des provisions entassées au grenier. Elle avait lavé ses petits frères qui étaient propres et frais et jouaient en riant. Luc ayant entr'ouvert la porte les regardait. Celle qui avait été pour lui toute la beauté, la douceur, l'ivresse de la vie était couchée là dans le silence éternel, et pourtant la maison n'avait jamais été si pleine de jeune force et de jeune espérance. Ces enfans, qui avaient vu massacrer leur mère deux jours à peine auparavant, s'accoutumaient au nouveau foyer avec toute l'humble et robuste docilité de leur âge. Luc songeait en les regardant que maintenant sa maison leur appartenait, sa vie aussi, tout lui-même et que Gotton l'avait voulu ainsi. Il referma la porte et se retourna vers Connixloo.

Sur une civière de branches clouées, ils portèrent ensemble le corps de Gotton jusqu'à Metsys. Là, ils la couchèrent en terre bénite, parmi les glaïeuls, à côté de Jeanne Maers, la belle amoureuse à qui elle avait ressemblé. Et Connixloo s'en fut chercher le curé pour qu'il vînt bénir la tombe. Le curé, qui était gardé comme otage à la maison commune, vint entre deux soldats réciter les prières des morts.

Quand il eut fini, Connixloo, redressant ses genoux raidis, l'accompagna jusqu'à la porte du cimetière. Alors le vieux curé lui mit tendrement le bras sur les épaules et lui dit : « Ne te fais pas trop de tourment, mon bon Connixloo. Le Seigneur est miséricordieux. Vois-tu, ta pauvre Gotton, elle n'avait pas la tête bien claire, c'est pourquoi elle s'est laissé induire en erreur; mais c'était une fille au cœur profond. »

CAMILLE MAYRAN.

L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE[1]

LES BONNES GENS DE CHEZ NOUS

II

Une longue figure pâle aux joues tombantes et avivées d'un peu de rose, entre deux couples de papillotes en boudin qui, jusqu'à sa mort, restèrent du plus beau brun, et qui semblaient les appendices naturels d'un bonnet à ruches et à rubans violets, — un bonnet qu'elle s'obstinait, je ne sais pourquoi, à appeler « mon bonnet rouge, » — un caraco de soie noire bordé de petites perles très dures, une jupe de même étoffe, — le tout posé sur un « couvot, » — telle est restée dans mon souvenir la silhouette de ma grand'mère maternelle, toujours immobile et silencieuse dans son fauteuil, impersonnelle et inexpressive comme une figure mythologique environnée de ses attributs. Si j'ose parler d'elle ici, c'est que, comme ma vieille amie de Spincourt, la mère Charton, cette aïeule, nonagénaire, qui était devenue, avec les années, à peu près étrangère à la vie ambiante, m'apparaît, elle aussi, merveilleusement représentative de toute une terre lorraine, la région de Briey, celle des riverains de la Moselle entre Metz et Thionville. Pour moi, la mère Charton, c'est la Woëvre, avec ses grands vents, ses pluies diluviennes,

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre 1915, 1er décembre 1916.

ses boues tenaces et profondes, ses immenses plaines à céréales. Ma grand'mère, c'est le Haut-Pays, avec ses forêts de chênes et de bouleaux, ses usines, ses forges, ses fonderies couronnées d'un perpétuel incendie nocturne, ses wagons de fonte et de houille, ses routes et ses allées de jardin empierrées ou sablées de « crasse » et d'escarbilles, paysage à la fois charbonneux et verdoyant, que je revois, comme au temps de mon enfance, à travers les verres coloriés d'un kiosque rustique, dans une fantastique lumière de topaze, où se découpaient des bordures de buis, des espaliers d'arbres fruitiers et des corbeilles de fleurs aux rigidités métalliques, toute une irréelle végétation minérale qui semblait pousser naturellement dans ce pays du Fer.

Ma grand'mère était-elle aussi fortement *racée* que la mère Charton, je n'oserais pas l'affirmer. Cependant, elle était née à Briey, dans une propriété de ses grands-parens, qu'on appelle encore aujourd'hui La Solle. Son aïeul maternel qui s'intitulait pompeusement « seigneur de La Solle » appartenait à une famille de petite noblesse parlementaire, les Adam de Fromeréville, originaires de Saint-Mihiel et qui possédèrent jusqu'après la révolution le domaine d'Hattonchâtel. C'étaient donc des riverains de la Meuse. Quant à son propre père, bien que né au château de Bouillon en Belgique, où commandait son grand-père, il descendait d'une vieille famille de l'Orléanais, les Bouvier de Lamotte, comme la célèbre Mme Guyon, la mystique amie de Fénelon, qui était née Jeanne Bouvier de Lamotte. Ainsi, mon arrière-grand'père, élevé à la Flèche, d'abord lieutenant à Montmédy sous les ordres du marquis de Vogüé, puis au régiment de Fort-Royal à la Martinique, où il avait été appelé par un de ses cousins, le marquis de Beauharnais, gouverneur de la Guadeloupe, le futur beau-père de l'impératrice Joséphine, — mon bisaïeul venait des bords de la Loire. En allant à la Martinique, il ne faisait qu'obéir d'ailleurs à une vieille tradition de famille. Plusieurs de ses ascendans furent capitaines de vaisseaux, celui-ci gouverneur de Québec et de la Nouvelle-France, celui-là lieutenant général des armées navales. L'un de ces coloniaux avait marié sa sœur au fils de Georges-Louis Leclerc de Buffon, le fameux naturaliste, auquel peut-être il avait rapporté des « coquilles! »... Qu'on raisonne, après cela, sur la race et le milieu! Qu'on essaye d'accorder tant d'influences diverses, celles du Barrois et du Gâtinais, de

la Wallonie belge et de la Martinique, — et Joséphine de Beauharnais avec M. de Buffon! Il n'en est pas moins vrai que ma grand'mère issue d'un sang si mélangé et si voyageur, était, autant qu'on peut l'être, une femme du Haut-Pays, — et rien que cela.



Sa longue existence se déroula tout entière entre deux vieilles maisons provinciales, dans le cadre archaïque et paisible du Briey d'autrefois, — le Briey d'avant la découverte et l'exploitation du célèbre « bassin. » Elle ne sortit que deux fois de sa petite ville, d'abord pour un voyage en Alsace, puis pour un autre en Prusse rhénane. Ce dernier surtout avait fait époque dans sa vie. C'est ce qu'elle appelait, avec une intonation respectueuse, « mon voyage aux bords du Rhin. » Sa troisième grande sortie, ce fut pour s'en aller au cimetière rejoindre son mari et ses enfans dans le caveau familial. Un autre déplacement, dont elle parlait aussi, lui avait laissé des impressions très vives : un court séjour à Hattonchâtel, berceau de sa famille maternelle. Elle s'y rendit, non point pour contempler le castel de ses aïeux, — elle n'avait aucune vanité nobiliaire, — mais pour visiter des parens. Le milieu était assez pareil à celui de Briey : il ne la dépaysait point, pas plus que celui de Longuyon, de Metz et de Thionville, où elle allait fréquemment chez des amis, des alliés ou des proches.

J'ai sous les yeux une aquarelle exécutée, du temps de Louis-Philippe, par un amateur ami de notre famille, et qui représente précisément cet antique domaine de La Solle où naquit ma grand'mère. C'est un logis tout rustique d'aspect, auquel donne accès une allée charretière, bordée d'un côté par un jardin potager, de l'autre par une maison de ferme, des granges et des écuries. Le faîtage du mur qui enclot le jardin est garni de fascines. Vis-à-vis, contre le mur des écuries, on a rangé un rouleau pour les semailles. Au fond, une maison sans style, couverte de tuiles, à un seul étage, mais avec d'importans greniers, peut-être des greniers à fourrage, si j'en juge par la dimension des fenêtres. Le corps de logis, qui semble fait de deux morceaux, est flanqué d'une tourelle naïve et débonnaire, plus semblable à un pigeonnier qu'à un donjon. A côté de la tourelle, on voit des perches à houblons, déposées

en paquets contre la muraille, et dont l'extrémité dépasse les volets du premier étage. Tout près, un puits campagnard, un puits à manivelle avec son chaperon, son seau de bois, l'auge pour les bestiaux. Le seul luxe, si l'on ose dire, la seule allusion seigneuriale, c'est la coiffure en ardoise de la tourelle, — on sait que, chez nous, l'ardoise anoblit, — puis les grosses boules de pierre en têtes de quilles qui dominent l'angle du mur de chaque côté de l'allée charretière et qui visent à donner l'illusion majestueuse d'un portail.

Depuis cette époque déjà lointaine, La Solle a traversé bien des vicissitudes. Elle a été vendue, bouleversée de fond en comble. On a jeté par terre la vieille tourelle et son chapeau pointu, remplacé le logis bonhomme par une bâtisse à prétentions. Aujourd'hui, au moment où j'écris, ce sont les Allemands qui l'occupent — pour la troisième fois, depuis un siècle. L'actuel propriétaire, un de nos parens, qui avait pieusement racheté ce débris familial (1), a dû se réfugier en France, où il attend patiemment l'heure d'être enfin en sûreté dans la maison paternelle. Si j'en crois les nouvelles apportées par d'autres réfugiés de notre pays, les envahisseurs ont coupé tous les arbres de La Solle, — des sapins gigantesques et magnifiques, autant que je me souvienne. Deux pas plus loin, ils ont abattu des noyers plusieurs fois centenaires, qui ont déjà leur légende parmi nos Lorrains évacués. La maîtresse des arbres vénérables, personne déjà vénérable elle-même, se serait jetée aux pieds de l'officier prussien chargé de l'exécution, en demandant grâce pour ces bons serviteurs. Le bourreau fut impitoyable. Tremblante, la pauvre dame dut assister, de sa fenêtre, à l'assassinat de ses arbres. Mais au premier choc de la cognée, elle reçut un tel coup au cœur qu'elle suffoqua et s'évanouit, tant et si bien qu'on vit le moment où elle allait passer. Quand ce fut fini et qu'elle eut repris ses sens, les bûcherons barbares, par un raffinement de cruauté, vinrent lui réclamer, d'un ton gouailleur, le prix de leur sinistre besogne.

Déjà en 1814, ils avaient menacé les vieux arbres de La Solle. Au lendemain de la nouvelle invasion de 1870, ma grand'mère aimait à rappeler leur arrogance, la brutalité de leur ton et de leurs manières. Elle en avait conservé une sorte

(1) M. Martial Bouvier de La Motte, à qui je dois tous les renseignemens généalogiques dont je me suis servi dans les pages qui précèdent.

d'effroi que les violences toutes récentes des Allemands venaient encore de raviver. Sans doute, dès cette époque de 1815, nos grands-parens avaient dû envisager la perspective d'une annexion prussienne, d'une incorporation de notre Basse-Lorraine aux pays rhénans. Nos gens de Briey, si réfractaires à la langue allemande, si moqueurs de tout ce qui sentait la lourdeur ou la grossièreté germanique, durent peut-être alors se préparer à la triste nécessité de parler la langue du vainqueur. Toujours est-il que ma grand'mère avait gardé dans sa mémoire deux ou trois mots d'allemand, souvenirs un peu honteux de l'invasion, qu'elle s'était empressée d'oublier pendant toute cette longue période de sa vie, où il y eut un regain de sécurité et même de gloire française, et qui lui revinrent en 1870, lorsqu'il fallut de nouveau héberger des garnisaires teutons. Elle n'avait pour eux que du dégoût, comme pour leurs pères de 1815. En revanche, elle ne tarissait pas en éloges sur les officiers russes, qui s'étaient montrés, disait-elle, beaucoup plus humains et surtout plus polis que les Prussiens. Pour elle, les Russes étaient des modèles de gentilhommerie, de courtoisie toute française. D'ailleurs, ils affectaient de ne parler que le français, au rebours des Allemands qui prétendaient imposer leur odieux jargon. Quelques-uns d'entre eux furent très probablement les hôtes de La Solle. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'apparition de ces brillans cavaliers frappa vivement l'imagination de ma grand'mère. Cette Lorraine, de sens rassis, cette bourgeoise assez froide et terre à terre, je ne l'ai jamais vue s'animer un peu, sortir de son prosaïsme imperturbable, que lorsqu'elle parlait des officiers russes. C'était son petit romantisme à elle, en tout cas l'unique rayon de poésie qui eût traversé sa jeunesse.

L'existence n'avait pas dû être bien gaie pour elle dans ce rustique manoir de La Solle, où elle était née en 1796, au lendemain de la tourmente révolutionnaire qui venait de ruiner et de disperser sa famille. Un de ses oncles avait dû émigrer. Son grand'père, Adam de Fromeréville, qui fut inquiété pendant la Terreur, eut beaucoup de peine à sauver sa vie; ce ne fut pas pour bien longtemps d'ailleurs : il mourut deux ans après, en 1795. Quant à son père, Jacques-François-Marie Bouvier de Lamotte, lieutenant au régiment de Fort-Royal, elle ignorait ce qu'il était devenu pendant la Révolution. Il dut se cacher

sans doute, soit à Hattonchâtel, soit dans les environs de Briey, pour ne reparaître qu'après le Directoire. En tout cas, le courage de son beau-père, qui, en pleine Terreur, n'abandonna point sa maison de La Solle, lui valut de conserver ce suprême morceau du patrimoine de sa femme, tout entier vendu comme bien national. Mais cette propriété, avec la ferme attenante, était peu de chose pour entretenir une famille de huit enfans! L'héritier des seigneurs de La Solle dut se résigner à une situation des plus modestes. Ses fils aînés s'engagèrent dans les armées de l'Empire. Ses filles furent élevées avec une extrême simplicité, si j'en juge par ma grand'mère, qui savait tout juste lire, écrire et compter. Aucune culture littéraire, aucun art d'agrément. On ne lui avait rien appris, en dehors du catéchisme, ce catéchisme impérial, qui fut, paraît-il, le cauchemar de son enfance, tant il était compliqué, surchargé de préceptes révérencieux touchant Sa Majesté l'Empereur et son auguste dynastie! Quand, en 1872, on dut substituer, dans nos écoles, le catéchisme du diocèse de Nancy à celui du diocèse de Metz, je me souviens que je gémissais et que je me dépitais contre la longueur des réponses. Sur quoi, ma grand'mère me rabrouait :

— Qu'est-ce que tu aurais dit, si tu avais été obligé, comme moi, d'apprendre le catéchisme impérial!...

Ces notions de piété et une infinité de contes de revenans composaient tout son bagage intellectuel. Mais de fortes traditions de famille compensaient ce manque de culture. Elle avait gardé de sa première éducation un certain sens de la tenue, du décorum, voire de l'élégance, et aussi le culte des belles relations. Dans le Briey somnolent et désœuvré de ce temps-là, on se visitait énormément. L'existence se passait même tout entière en visites. A l'époque de ma grand'mère, il s'y trouvait un minuscule faubourg Saint-Germain, disparu depuis longtemps lorsque j'étais petit, et dont toutes les belles dames dormaient au cimetière sous des plaques de marbre, où je m'évertuais à déchiffrer les lettres dédorées de leurs noms. C'étaient toutes des parentes ou des alliées de la famille : les de Lorme, les de Maygret, les de Miscault. Je me souviens que mes tantes, dans leurs conversations, rappelaient parfois le nom d'une vieille demoiselle nonagénaire, depuis longtemps défunte, qu'elles nommaient familièrement « Chouchette de Miscault!... » *Chouchette*, dans notre français local, veut dire « frisette. » Et

je m'imaginais cette « Chouchette de Miscault » comme une petite vieille éperdument frisée, avec des yeux ronds en clous de fauteuil et un minois folâtre... Enfin il y avait une autre dame de Miscault, la comtesse d'Ollone, — dont le nom se prononçait avec un accent de vénération toute spéciale.

Cette vénération, dont j'ai recueilli les suprêmes échos, ne datait guère que du second Empire. Si je me rappelle bien les propos de mes tantes et grand'tantes, les bourgeois de Briey n'avaient, sous le premier Empire et même sous la Restauration, qu'une considération médiocre pour les derniers représentans de ces vieilles familles à demi ruinées. Et c'est peut-être pourquoi ma grand'mère, marchant sur son vingt-quatrième printemps, fut tout heureuse et tout aise d'épouser un simple brasseur qui lui donna douze enfans et une aisance que l'on ne connaissait plus chez ses parens. Elle quitta sa tour pointue, son manoir de La Solle et le beau monde de la Ville-Haute, pour descendre à la Ville-Basse (il fallait entendre de quel ton dédaigneux on disait « la ville-basse » chez les gens de la « ville-haute! ») et pour s'installer dans une brasserie, sise au bord de l'eau, à côté d'une tannerie et d'un moulin! Cependant elle ne crut point déchoir. Le logis où elle entrait était peut-être plus antique que celui dont elle sortait. Mon grand'père pouvait étaler des quartiers de bourgeoisie infiniment respectables et qui valaient bien les quartiers de noblesse de sa femme. J'ai vu, de mes yeux, dans une cave de la maison, une ancienne croix votive encastrée dans la muraille et dont la dédicace portait que ladite croix avait été érigée, en l'an de grâce 1694, par un bisaïeul ou trisaïeul de mon grand'père, pour commémorer la réfection de cette brasserie héréditaire.

Mais, même sans sa petite aisance et cette tradition bourgeoise déjà longue, mon grand'père avait de quoi éblouir sa fiancée. Outre ses avantages personnels, il était, dans le Briey d'alors, ce qui s'appelle « une forte tête. » Bonapartiste convaincu, il avait groupé autour de lui tous les libéraux de la localité. Sous Louis-Philippe, la politique le mit très en vue : ce qui lui permit d'arrondir considérablement sa fortune. Sous le second Empire, ce fut le triomphe : il devint un des plus fermes appuis du régime. Lorsqu'il mourut, en 1861, le sous-préfet de Briey, M. Stéphen Liégeard, le délicat poète des *Abeilles d'Or*, et, actuellement, l'unique survivant, je crois, des

anciens députés de la Moselle, écrivit à ma grand'mère une lettre de condoléances, que j'ai conservée, et qui témoignait de la plus grande considération administrative pour cet exemplaire serviteur de la bonne cause. Parmi nos reliques familiales, je retrouve un ruban rouge strié de vert, dans une petite boîte blanche, timbrée de l'aigle impériale, avec cette inscription : *Aux compagnons de gloire de Napoléon Ier*. Cette décoration aurait été remise, paraît-il, à mon grand'père par le même Stéphen Liégeard, sous-préfet, qui le traitait ainsi fort habilement comme un vieux grognard, bien qu'il n'eût jamais été que garde national et simple conscrit en 1814 ou 1815. Néanmoins, il avait une fort belle allure militaire, qui ajoutait encore à son prestige dans les milieux politiques. Les gens du peuple l'avaient surnommé *Fanfan*, comme les La Fleur ou les La Tulipe de la vieille armée. Il était adoré de ses ouvriers, tous libéraux et bonapartistes qu'il avait enrôlés. L'un d'eux, un vieux cocher nommé Doudou, ancien soldat, lui avait voué le même fanatisme qu'à l'Empereur en personne : à sa mort, il le veilla et il le pleura comme on ne pleure pas un maître. Autoritaire, ayant le verbe haut et, dans toute sa personne, un air de commandement, ce bourgeois napoléonien était consulté avec déférence, non seulement par les autres bourgeois de la ville, mais par une foule de cliens éparpillés à dix lieues à la ronde. Il était écouté comme un oracle par la famille de sa femme, qui s'inclinait devant sa supériorité très réelle. A table, dans les repas solennels, il présidait avec une majesté quasi sacerdotale. Pour trancher les rôtis, il avait des gestes augustes de sacrificateur. C'était le patriarche, à la fois roi et prêtre à son foyer. Tous les soirs, agenouillé devant la haute cheminée de la cuisine, que surmontait un crucifix de cuivre, entouré de ses huit enfans vivans et de ses domestiques, il prononçait la prière...

Complètement éclipsée par ce superbe époux, ma grand'mère se confina dans ses fonctions de ménagère et de maîtresse de maison. Cette brasserie où elle était descendue, peut-être à regret, elle y passa certainement les meilleures années de sa vie, les plus exemptes de soucis, les plus comblées de félicités matérielles. Cette vieille maison des aïeux a suivi le sort de la Lorraine et de la France monarchique. Paisiblement transmise de père en fils pendant des siècles, elle eut du mal à se remettre des secousses de la Révolution et du premier Empire. Puis,

après un éphémère éclat dans la première moitié du siècle, elle sombra avec la défaite de 1870.

Jusqu'à la mort de mon grand-père, elle fut non seulement un centre de réunion, mais de ralliement moral pour la famille. Après lui, vint la dispersion et l'oubli des traditions anciennes. Pour moi, je ne l'ai connue que dans sa décadence. Néanmoins elle résumait à mes yeux d'enfant tant de vieilles choses évanouies ailleurs, tant de vieilles idées et de vieilles habitudes, qu'elle m'a laissé un souvenir ineffaçable. Je revois ses caves, voûtées comme des cryptes de cathédrale et perpétuellement inondées par les coulures des foudres et des cuves de fermentation, ou par les rinçages des tonneaux. On s'y aventurait sur des poutres branlantes, formant ponceau d'un bout à l'autre de ces caves en enfilade, parmi les garçons brasseurs qui roulaient des fûts ou qui trimballaient des arrosoirs d'eau bouillante. Ces garçons brasseurs, dont l'uniforme consistait essentiellement en une paire de bottes et un tablier bleu, c'est une espèce aujourd'hui disparue, véritables types d'anciens ouvriers corporatifs. J'en ai connu un qui était au service de la brasserie depuis soixante ans. Ils s'y succédaient de père en fils et ils y étaient traités comme les enfans de la maison. On disait d'eux : « Not' *Jacques*, not' *Baptiste,* » comme on disait de leurs jeunes maîtres : « Not' *Alphonse*, ou not' *Émile.* » La plupart étaient de francs poivrots, aux moustaches toujours dégouttantes de bière. Ils avaient leur tonneau à eux, avec un gros verre posé dessus, où l'on buvait à discrétion du matin au soir. La tradition voulait que, lorsqu'on mettait un nouveau tonneau en perce, tout le personnel de la brasserie s'offrît une saoulerie complète. Et cela leur arrivait souvent de tarir un tonneau !

Métier débonnaire et, en somme, peu fatigant! Le plus pénible pour les hommes, c'était, les jours de *brassin* (et l'on ne brassait guère plus de deux fois par semaine), de porter la hotte, une hotte de bois cerclée de fer comme un foudre et qui servait à véhiculer la bière brûlante des chaudières aux « rafraîchissoirs. » Quelle bonne odeur exhalait la maison, ces jours-là ! Odeur laiteuse d'orge écrasée, odeur un peu âpre et sauvage de houblon, qui m'apportait, dans une buée chaude, une vision naïve des grandes plaines d'Alsace. Je me représentais l'Alsace sous l'aspect d'une immense chaudière fumante, où des paysans en culottes courtes, comme dans les images d'Épinal, déver-

saient continuellement des pannerées de houblon. Cet âpre parfum me poursuivait dans les greniers, où les balles de houblon, sanglées dans leurs bâches, comme de grosses cuisinières allemandes dans leur corset, attendaient leur tour d'être précipitées dans la chaudière. Puis c'étaient les greniers à orge, orge en sac, orge étalée, qui, après maintes manipulations, arrivait dans l'enfer de la *touraille*, — la touraille avec les larges yeux rouges de sa fournaise sans cesse bourrée de houille, avec son ronflement perpétuel et sa rauque respiration de monstre, qui hallucinait mon imagination puérile. La fournaise, à travers d'énormes tubes en spirale, envoyait sa chaleur jusqu'à une chambre métallique, où l'orge, soumise à une température torride, arrêtait une germination artificielle commencée dans les vastes salles cimentées des « germoirs. » Le garçon chargé de la retourner à l'aide d'un râteau était nu jusqu'à la ceinture. Quand il sortait de là, par une petite porte en fer, la face livide, l'air hâve et squelettique, enveloppé dans un grand linge blanc pour étancher la sueur de tout son corps, j'avais un petit frisson de terreur : c'était, pour moi, la résurrection de Lazare...

Du temps de mes grands-parens, lorsque la machinerie était encore dans l'enfance, la brasserie exigeait ainsi une main-d'œuvre considérable. La maison était une ruche bourdonnante, pleine d'un va-et-vient de tous les instans. C'est ainsi que ma grand'mère se trouvait forcément en contact avec une domesticité nombreuse : servantes, couturières, ravaudeuses, repasseuses, garçons brasseurs, valets d'étable et d'écurie. Suivant un vieil usage très fraternel et très chrétien, les domestiques non mariés mangeaient à la table de famille, que présidait le maître du logis. C'étaient de belles tablées. Outre la « maison » proprement dite, on y voyait aussi des cliens, gens de la campagne ou petits propriétaires, des commis voyageurs ou des marchands d'orge et de houblon, ces derniers toujours Alsaciens et considérés comme des amis, presque comme des parens, tellement les relations commerciales qu'on entretenait étaient cordiales, affectueuses, scrupuleusement honnêtes. Elles se perdaient dans la nuit des âges. Les Schott de Strasbourg fournissaient notre brasserie depuis un temps immémorial. D'autres maisons strasbourgeoises étaient unies à la nôtre par d'antiques liens d'amitié. En reconnaissance de l'hospitalité

qu'ils y recevaient, ces vieux amis ne manquaient point d'envoyer un pâté de foie gras pour les grandes fêtes de l'année. Mon grand-père seul en mangeait, au milieu de l'admiration religieuse des convives... Et l'on voyait enfin à cette table de jeunes Allemands de la Prusse rhénane qui venaient apprendre, chez nous, leur métier de brasseurs et s'initier aux élégances de la civilisation et de la langue françaises.

Évidemment, je n'ai point pris ma part de ces agapes patriarcales; je n'ai connu ni les habitués ni les hôtes de la brasserie. Mais, pendant les veillées d'hiver, à l'époque de ma petite enfance, ma grand'mère aimait à m'entretenir de ce vieux temps, qui, encore une fois, fut assurément le meilleur de sa vie. Au lendemain de l'invasion de 1870, alors que la frontière rétrécie, si proche alors de nos foyers, nous donnait comme une sensation d'étouffement, les souvenirs de l'aïeule m'ouvraient des perspectives sur une France immense et glorieuse, qui ne finissait qu'au Rhin. Pour elle, Saarbrück, Kaiserslautern, Trêves, Coblentz étaient des noms aussi familiers que ceux de Metz et de Thionville. Et malgré les récentes horreurs de la guerre allemande, les gens qu'elle connaissait là-bas n'évoquaient à ses yeux que de bons et loyaux visages, des réceptions charmantes, des parties de plaisir égayées de danses et de musique sentimentale. Elle y avait entendu parler notre langue, acclamer notre pays... Mais surtout, ce que je retrouvais dans les conversations de ma bonne femme de grand'mère, c'était l'écho mourant de tous les langages qui se parlaient, depuis des siècles, dans ces contrées riveraines de la Moselle : mots paysans, mots bourgeois, idiotismes provinciaux, élégances falotes de petits hobereaux ou de petits robins de bailliage, elle avait recueilli tout cela dans son entourage, sans y rien ajouter du sien. Sa mémoire était une plaque strictement réfléchissante, que nul reflet d'imagination ne troubla jamais. De même que la mère Charton était un vivant répertoire du parler de Spincourt et de la Woëvre, ma grand'mère offrait le vocabulaire le plus complet que j'aie connu de notre langage briotin et bas-mosellan.



Les Allemands prétendent que tout l'idéal de leurs vertueuses ménagères est enclos dans ces trois mots : « *Kinder*,

kirche, küche: les enfans, l'église, la cuisine. » Nos Lorraines, même celles des régions à dialectes germaniques, eussent d'abord protesté contre ce rapprochement aussi lourdement matériel qu'irrévérencieux de l'église et de la cuisine, et ensuite eussent déclaré la triple formule trop étroite pour leur usage. Les soins du ménage, auxquels elles se donnaient avec un beau zèle, ne les empêchaient point de songer à leurs devoirs de sociabilité et, en général, à tous les plaisirs mondains. La cuisine, — certes admirablement outillée et fournie, en ses armoires, d'une foule de choses succulentes et de réserves copieuses, — ne faisait pas oublier le salon. Enfin, pour ce qui est de l'église, ces dames n'eussent point manqué de dire : « De la religion, oui, sans doute, c'est excellent ! Mais pas trop n'en faut. »

Telle était l'opinion de ma grand'mère. Elle non plus n'était nullement dévote. C'était le cas, d'ailleurs, de la plupart des femmes élevées sous le Directoire et le premier Empire : leur éducation religieuse avait été bien négligée. J'ajoute que, dans le milieu d'où elle sortait, ce petit monde provincial de noblesse parlementaire, militaire surtout, on était généralement voltairien. J'attribue à l'influence de mon bourgeois de grand-père, homme profondément religieux, la régularité et la correction que ma grand'mère apportait dans ses pratiques de piété. Habituellement, elle assistait à la grand'messe du dimanche, avec son mari et tous ses enfans, et elle suivait l'office dans un superbe missel en maroquin vert et à tranches dorées, que j'ai retrouvé plus tard, au fond d'un secrétaire, à une époque où elle ne pouvait plus s'en servir, les caractères étant trop fins pour ses yeux. Ce livre somptueux, qui datait du XVIIIe siècle, avait dû être acheté dans une vente, ou transmis par héritage. Je vois encore le nom de la première propriétaire, tracé d'une encre jaunie et d'une belle écriture diplomatique, toute fleurie de boucles, sur la page de garde : « Pierron la Cadette. » Le texte pieux était précédé d'une approbation de « Mgr de Croÿ, évêque de Metz et prince du Saint-Empire romain germanique, » le tout timbré de ses armes et publié chez Alcan (ou Collignon ?), libraire de Monseigneur, à l'enseigne de *La Bible d'or*.

Pendant les dernières années de sa vie, la pauvre femme, devenue presque impotente, se faisait néanmoins un devoir

d'assister aussi régulièrement qu'elle le pouvait à la messe de onze heures. Mais épuisée par cet effort, elle lisait les vêpres dans son fauteuil. Ces raisonnables satisfactions une fois accordées à sa conscience et aux usages, elle ne s'occupait plus du tout des choses de l'église, sinon lorsqu'il s'agissait de quelque office ou service solennel à l'intention des défunts de la famille.

Ces fondations pieuses tenaient une grande place dans les préoccupations testamentaires, comme dans l'existence de toute une confrérie de vieilles demoiselles, qui semblaient n'avoir d'autre raison d'être et d'autre emploi au monde que d'assister aux messes des morts. Le dimanche, au prône, le curé ou les vicaires, avant de commencer leur sermon, annonçaient une longue kyrielle de ces offices funèbres, et l'on entendait ainsi hebdomadairement rappeler des noms de paroissiens enterrés depuis plusieurs siècles, dont personne ne se souvenait, dont les familles mêmes étaient depuis longtemps éteintes. Pendant une partie de mon enfance, j'ai été obsédé par une de ces rengaines dominicales qui revenait inexorablement à la fin du programme liturgique :

— Samedi, messe de fondation, pour M. Flayelle et son épouse.

Ma grand'mère elle-même ignorait qui étaient ce « M. Flayelle et son épouse, » et moi je les aurais volontiers donnés au diable. Ce n'est que bien longtemps après que j'ai senti tout ce qu'il y avait de touchant et de profondément humain dans cette coutume de la commémoration des morts. On peut trouver seulement que certains morts privilégiés abusaient un peu trop de l'attention et de la charité de leur prochain. Sans les spoliations de ces dernières années, je suis sûr que, jusqu'à la consommation des temps, les chrétiens de Briey eussent entendu, chaque dimanche, tinter à leurs oreilles les noms de « M. Flayelle et de son épouse. »



Tout cela intéressait médiocrement ma grand'mère. Elle avait, au logis, d'autres chats à fouetter, — et d'abord une ribambelle d'enfans. En ayant eu douze, elle savait, comme on dit, ce que c'est que d'avoir des enfans et surtout de les élever. Il lui fallut, pour cela, des trésors de patience, dont ses filles s'émerveillèrent plus tard. Et c'est peut-être pour cela, parce que les bambins ne représentaient à ses yeux que de la peine

et de l'ennui, qu'elle était si peu tendre au jeune âge. D'ailleurs elle avait reçu la vieille éducation classique, — l'éducation traditionnelle de nos pères, non encore amollie de sentimentalité romantique. Que c'est curieux! A l'époque où les parens n'aimaient guère les enfans, ceux-ci foisonnaient. Quand, après Victor Hugo, on s'est mis à les adorer, pour ne pas dire à les diviniser, on en a eu de moins en moins. L'amour des enfans était devenu de la littérature. Toujours est-il que mes oncles et mes tantes — principalement mes tantes — furent très sévèrement élevés. Quand ma grand'mère adressait la parole à l'une de ses filles, elle lui disait : « Mademoiselle ! » d'un ton qui donnait à l'interpellée la conscience immédiate de son néant. Elle se montrait extrêmement distante avec elles et ne les tutoyait jamais. Plus tard, par une adaptation spontanée aux usages, elle tutoya ses petits-enfans, et son vieux cœur s'attendrit si bien pour eux qu'ils eurent beaucoup de peine à comprendre le récit de ses rigueurs passées.

Si peu sentimentale qu'elle fût en matière d'éducation puérile, elle se piquait, en tout cas, de s'y connaître. L'hygiène des nouveau-nés n'avait pas de secrets pour elle. On la consultait là-dessus comme un oracle. D'ailleurs, pour toutes les maladies elle connaissait une foule de recettes et de thérapeutiques que les vieilles bonnes femmes de notre pays s'étaient léguées d'une génération à l'autre et où les onctions d'huile et de saindoux, les cataplasmes, les embobelinemens d'ouate et de coton jouaient un rôle capital. Pour l'emmaillotage des bébés, elle appartenait à l'ancienne école qui ligotait le nourrisson dans ses langes comme une momie d'Égypte dans ses bandelettes. D'après elle, celui-ci n'était jamais assez roidement entravé. Elle disait aux bonnes :

— Serrez-moi bien les *lurelles* de cet enfant-là!

Les *lurelles*, c'étaient les langes. Et elle n'avait de cesse que lorsque le poupon était transformé en un paquet rigide et tout d'une pièce, comme un cervelas de Pâques.

Les rhumes infantiles étaient redoutés par elle à l'égal d'une catastrophe. Pour éviter les refroidissemens et jusqu'aux moindres changemens de température, elle nous faisait affubler, pour dormir, de robes de nuit ouatées et capitonnées. Nos jambes étaient emprisonnées dans des sacs de flanelle, qu'elle appelait des « jambières » et nos pieds lutinaient, sous les couvertures,

des briques ou des cruchons brûlans, qu'on plongeait, tout habillés de linges, entre les draps.

Au printemps ou à l'automne, le temps qui, partout ailleurs, est assez variable, devient facilement très aigre et même glacial en Lorraine. Quand nous rentrions de promenade, trempés par une averse soudaine, ma grand'mère s'affolait à la pensée de toutes les coqueluches qui pouvaient fondre sur nous :

— Je vous demande un peu! Les voilà tout « purans! » Pas un fil de sec!.. Changez-les vite, Joséphine!

Et on nous déshabillait des pieds à la tête. On faisait chauffer nos bas de laine devant le fourneau de la cuisine, avant de nous les enfiler. Inutile de protester. Ma grand'mère était inflexible sur ce chapitre. Convaincue, suivant le vieil adage médical, qu'il vaut mieux prévenir le mal que le guérir, elle ne voyait partout que rougeoles et scarlatines, spectres hideux qui rôdaient autour de nos petits lits. Aucun soin, aucune minutie n'étaient superflus pour les conjurer ou les mettre en fuite...

Au fond, malgré sa dureté apparente et sa sévérité, elle ne s'intéressait qu'aux enfans, non seulement aux siens, mais à ceux des parens, des amis, de tout le voisinage. Comme une bonne fermière qui épie anxieusement les couvées, elle se passionnait pour les naissances, était assidue aux caquets de l'accouchée, attentive à la croissance des nouveau-nés et elle s'émerveillait de les voir grandir, comme d'un miracle ravissant et toujours nouveau. Elle avait des mots pour tous les âges et toutes les transformations des bambins, pour tous leurs gestes et tous les menus événemens de leur existence. Le bébé qui commençait à essayer ses petites jambes était pour elle un *trotrot :*

— Regardez-moi ce petit « trotrot! » Un vrai Jésus!

Plus tard, quand l'enfant étrennait ses premières culottes et usait ses premiers souliers, elle s'ébahissait des progrès de sa malice et de la scélératesse de ses « avisions. » A chaque méfait du polisson, elle jetait les hauts cris :

— De quoi je me mêle! Un « bottré » de cet âge-là!

J'imagine qu'un « bottré » devait être, dans son idée, un gamin pas plus haut que la botte. Mais l'étymologie de ces vieux mots est très difficile à retrouver. Elle en avait un, par exemple, qui est encore inexplicable pour moi, mais qui était singulièrement expressif, — pour désigner la fillette déjà montée

en graine, quelque peu minaudière et prétentieuse, qui se pousse, tant qu'elle peut, afin de grandir sa petite taille :

— Avez-vous vu ce petit « pinéguet ? » s'exclamait ma grand'mère d'un ton narquois. Qui est-ce qui m'a bâti un « pinéguet » de cette espèce-là ?

Rien que la façon pincée dont elle prononçait ce mot de « pinéguet » évoquait toute la prétention de la jeune mijaurée et son effort désespéré pour hausser la plume de son chapeau et conquérir l'attention des grandes personnes. Il lui arrivait même quelquefois d'employer le patois des gens de la campagne, quand elle ne savait comment exprimer son aversion pour la figure de certains nourrissons mal venus :

— Oh! le *peut'offant!* disait-elle, en se voilant la face.

« Le vilain » ou « le hideux enfant » ne traduirait pas tout ce que cette expression campagnarde signifie de laideur grossière et triviale. Et de même, les mots du vocabulaire français échouent à traduire les variétés de pleurnicheries enfantines que nos mots lorrains exprimaient d'une façon si vive et si directe. Ma grand'mère ne s'y trompait jamais, elle appelait les choses par leur nom. C'est ainsi qu'elle disait, lorsque nos sanglots s'achevaient dans une sorte de geignement sourd et continu :

— Auras-tu bientôt fini de « hogner? »

« Hogner » ce n'était pas précisément grogner, ni pleurer ni sangloter; mais c'était un peu de tout cela. Et il y avait aussi « chigner » qui voulait dire encore autre chose. « Chigner » c'était pleurer pour rire, pour apitoyer une grand'maman inexorable. Ce n'était ni sérieux, ni honnête. Aussi nous déclarait-elle de son air le plus farouche :

— Je ne veux pas de « chigneurs » ni de « chigneuses » au logis!

Mais pour le coup, elle sortait hors de ses gonds, lorsqu'elle nous entendait pleurer, en poussant des cris aigus, comme gorets conduits en foire :

— Il n'y a pas de bon sens de « pincher » comme ça!... Allons! que ce soit fini! Et torchez vos yeux!

Car « pincher, » ce n'était pas seulement pousser des cris perçans, mais c'était grincer comme une corde de violon faussée, c'était racler atrocement les nerfs de notre pauvre grand'mère. Pourtant elle ne se fâchait pas, ou si peu qu'il fallait

vraiment que ce fût, comme on disait à Briey, pour « faire mention. » On aurait cru qu'avec les années elle avait perdu jusqu'à la faculté de s'émouvoir, elle qui, autrefois, était si peu endurante, qui s'exaspérait contre ses filles, lorsque celles-ci plaquaient des fausses notes sur le piano, en estropiant les morceaux simplets de la méthode :

— Victorine, finissez! Vous me sciez le dos! Vous ne faites que « holquiner! »

Mais ces accès d'humeur n'étaient plus, de mon temps, qu'un souvenir historique déjà si lointain que je n'entrevoyais que confusément ce que pouvait bien signifier, dans la langue de ma grand'mère, ce mot de « holquiner. » Il fallait que nous eussions été bien méchans pour qu'elle levât le bout de sa canne, en grondant d'une voix cassée :

— Ah! mâtin! Je te « gûgne! »

A la messe, lorsque nous étions dissipés, ou lorsque nous nous faisions remarquer en tournant continuellement la tête, celle-ci, qui occupait le premier banc derrière le nôtre, nous « gûgnait, » pour nous obliger à nous tenir tranquilles : ce qui se réduisait à nous donner une légère tape sur la nuque avec le dos de son paroissien. Ses corrections étaient des plus bénignes. Et cependant, par habitude, elle tonnait contre le « libertinage » des enfans, et elle les menaçait d'une « houssine » imaginaire, qui, du moins pour nous, ne sortit jamais du hangar aux fagots. Quelquefois aussi elle criait du ton le plus impressionnant :

— Si vous continuez à être libertins, vous aurez pour goûter une « tartine à la gaille! »

Dans notre patois lorrain, une « gaille » c'est une chèvre. Cela, je le savais. Mais qu'est-ce que pouvait bien être cette terrible punition de « tartine à la gaille » dont nous épouvantait le courroux de notre aïeule? Longtemps, je m'imaginai que c'était être condamné à manger son goûter dans l'étable des chèvres. A dessein, pour nous terroriser, ma grand'mère évitait de préciser ce vague épouvantail. Ce n'est que plus tard que j'en eus le fin mot par mes tantes, qui, elles, en avaient tâté : « la tartine à la gaille » consistait en un morceau de pain sec trempé dans de l'eau, et saupoudré de quelques grains de sel. En somme, la pénitence n'était point si dure.

Il en était de cela comme de tous les châtimens que la

pauvre vieille promettait à notre turbulence, et qui n'étaient guère qu'en paroles. Elle se retranchait derrière l'autorité de nos parens et de nos maîtres :

— Puisque c'est ainsi, disait-elle, je te ferai donner un « ratrot » par ton professeur !... Ah ! tu peux préparer tes culottes !

Un « ratrot ! » De même que les « tartines à la gaille, » je n'ai jamais su au juste ce que c'était. Il n'en est pas moins vrai que la crainte du « ratrot » fut encore, pour tous les bambins de ma génération, le commencement de la sagesse. Cela se réduisait probablement à une simple semonce plus ou moins véhémente, selon la gravité des cas. Ainsi, par exemple, quand nous rentrions avec une bosse au front ou un coup de griffe à la joue, le « ratrot » était aussi infaillible que la compresse, mais d'un pathétique très mitigé. Ma grand'mère criait (car toute sa vie s'est passée à crier contre Pierre et Paul) :

— C'est bien fait ! Tu n'en a pas moitié !...

Elle voulait dire : moitié de ce que nous méritions. L'expression était d'ailleurs susceptible d'une foule d'applications. Une personne de nos amies s'était-elle conduite de façon un peu trop fantaisiste ou sentimentale, et en avait-elle été punie par des déboires, des humiliations, des pertes d'argent, elle prononçait avec une juste sévérité :

— C'est bien fait ! Elle n'en a pas moitié !

Elle surveillait notre tenue et particulièrement notre attitude à table, mais la rigueur de ses principes avait bien fléchi, depuis l'époque de ses propres enfans. Néanmoins une foule de choses restaient défendues. On ne devait pas avoir l'air *évaltonné*, c'est-à-dire prendre des allures d'indépendance ou d'insubordination. On devait éviter la négligence dans sa mise : « Te voilà fait comme un sottré ! » était le reproche ordinaire qu'elle adressait aux bambins ébouriffés et mal vêtus. Le « sottré » est, paraît-il, d'après nos légendes lorraines, le lutin qui, dans les écuries, s'amuse à emmêler les crinières ou les queues des chevaux, à brouiller l'orge avec l'avoine dans les coffres, ou dans les picotins. Bref, un enfant « fait comme un sottré » ne pouvait être, dans les idées de ma grand'mère, qu'un modèle de désordre scandaleux. Elle critiquait non seulement nos costumes, mais jusqu'à nos coiffures et jusqu'à la coupe de nos cheveux. S'ils étaient secs et hérissés, elle déclarait qu'« il

n'y avait pas de bon sens d'avoir des cheveux *hursus* dans ce goût-là. » S'ils étaient trop courts, on avait l'air d'un pigeon-capucin ; trop longs, on ressemblait à un curé ou à un maître d'école.

Mêmes critiques pour le boire et le manger. D'après elle, les enfans devaient déjeuner d'une assiettée de « mitonnade » (c'est ainsi qu'elle appelait la panade) ; le café au lait était déclaré *débilitant* et elle blâmait nos parens de nous en laisser prendre. Nous ne devions être ni « narreux » ni « nâchons, » c'est-à-dire ne pas faire les dégoûtés, ne pas rechigner sur la nourriture, ne pas la gâcher non plus. Une côtelette « toute dénâchonnée » était une côtelette abîmée, massacrée par nos petites mains maladroites. Nous ne devions pas mettre trop d'eau dans notre vin, — autrement ce n'était plus qu'une « aouée, » — ni répandre par terre les miettes de notre pain : cela s'appelait « faire des grémiottes, » — ni avaler notre potage par trop petites cuillerées : cela s'appelait « cueilleroter, » — ni « triger » les asperges, c'est-à-dire les presser avec nos doigts, pour en exprimer le jus. Enfin, quand nous n'étions pas exacts pour l'heure du dîner, l'excellente femme nous avertissait, en prenant sa grosse voix, que, la prochaine fois, nous trouverions « le torchon au pot. » Ou bien, pour nous attraper, ou décevoir notre gourmandise, elle nous annonçait comme dessert « un petit rien entre deux plats. » Là-dessus mon imagination travaillait. Ce « petit rien » était pour moi une friandise extraordinaire, qui se servait dans un plat spécial soigneusement recouvert d'un autre plat, pour en conserver tout l'arome...

***

Laveuses, qui, dès l'heure où l'Orient se dore,
Chantez, battant le linge aux fontaines d'Andorre !

Seul, le poète de la *Légende des Siècles* a pu percevoir les chants mélodieux des laveuses d'Andorre. Avec plus de vraisemblance, Homère compare le ramage des servantes, dans l'*Odyssée*, aux jacassemens insupportables des grues du Caÿstre. Nos laveuses, à nous, ressemblaient fort à ces servantes homériques. Nul n'a jamais entendu leurs chants. Mais, telles des oies criardes, elles faisaient, autour de leur lavoir, une rumeur perçante qui se répandait au loin. Cette rumeur, scandée par

les coups des battoirs, expirait soudain dans la ferveur et le vacarme du battage, pour reprendre bientôt sur un ton plus aigu, en un ensemble assourdissant, comme dans les basses-cours, lorsque tout à coup, sur un signal mystérieux, toutes les volailles se mettent à s'égosiller de concert. Puis, cela retombait, et l'on ne distinguait plus que le roulement des battoirs qui sonnaient sur les planches comme un temps de galop sur une piste sonore. Lorsque, petits garçons, nous traversions le Pont-Rouge, d'où nous dominions les baquets de nos laveuses, nous ne manquions jamais d'imiter le sifflement des oies, pour narguer ces bavardes infatigables : ce qui nous valait une bordée d'injures et la menace d'une fessée par les terribles battoirs, brandis contre nous au bout de poignets vigoureux. Mais nous les « bisions » de plus belle, en fuyant à toutes jambes.

« Biser, » c'était se croiser les deux index et se les passer l'un sur l'autre, en sifflant et en tirant la langue, à la façon des jars en colère. Ce petit manège avait le don de mettre en fureur ces chères laveuses, comme une allusion personnelle qui les couvrait de ridicule. De fait, j'ai revu plus tard une de ces vieilles braves femmes, toute cassée, toute ridée, toute branlante. Mais, dans cette décrépitude, sa redoutable langue de laveuse était restée vivace et gaillarde. Pareille à un dard, elle sortait à demi de la bouche édentée, prête à transpercer quelqu'un de sa pointe acérée. D'avance, elle en frétillait d'aise, et, rouge, marinée, recuite dans les petits verres d'alcool, elle flambait encore comme un brandon de discorde.

Cependant, ces rudes travailleuses, dont nous nous moquions, étaient fort considérées de nos mères. C'étaient des personnages d'importance, indispensables à l'économie domestique. Les lessives, qui n'avaient lieu que deux fois par an et qui supposaient des armoires bourrées de linge, devenaient de véritables solennités du foyer, dont les laveuses étaient les humides prêtresses. On s'assurait leur concours longtemps d'avance. Il y fallait déployer une véritable diplomatie. Quelquefois, on se les débauchait mutuellement. Enfin, c'était toute une affaire que de les réunir au complet pour le jour dit : c'est pourquoi on les flattait, on les circonvenait, on les comblait d'attentions. Aussi, quelle joie et quel orgueil, quand on pouvait annoncer à ses connaissances :

— Vous savez, je fais ma lessive, lundi prochain... Quel tracas! Pensez! j'ai huit femmes!

Quand on avait douze femmes, cela devenait tout à fait admirable. Les gens sortaient sur le pas de leur porte, pour admirer la pompe du défilé, lorsque les douze laveuses, ruisselantes et ployées sous leurs hottes, comme des cariatides, remontaient la grand'rue, l'une derrière l'autre et à pas comptés. On disait avec un frémissement d'émotion respectueuse :

— C'est la lessive de Mme Une Telle!...

Et, après avoir dénombré les figurantes de cette procession aquatique :

— Pensez! il y a douze femmes!...

Soufflant comme des bêtes de somme, les porteuses de hottes atteignaient enfin le logis, terme de leurs fatigues. On les attendait dans la cuisine, où d'immenses tables étaient préparées pour l'étendage et le pliage du linge. Si ces dames étaient en retard, à peine osait-on y faire une allusion timide, tant on avait peur de les courroucer! On était plein de prévenances pour elles, on les appelait par leurs prénoms, en y mettant une nuance affectueuse :

— C'est vous, Zazette? Vous en avez, une hottée sur le dos!... Ah! l'intrépide!

Ou bien on affectait de les plaindre :

— Ma pauvre Lalie, comme vous voilà « hodée!... » Et vous, Marguerite, vous êtes « crantée... » Mélanie, vous n'en pouvez plus : vous en avez plein vos traits!

En effet, — la comparaison tombait juste, — ces laveuses étaient fortes comme des chevaux. Dès qu'elles avaient déposé leurs hottes, on leur versait à chacune un plein verre de vin. Puis venait un repas copieux. Elles engloutissaient la nourriture : des miches entières y passaient. Enfin, après le café, on leur donnait « la goutte. » Nul ne s'entendait comme elles à siffler un petit verre. Leurs langues affilées s'insinuaient dans les vases les plus étroits et y tarissaient l'eau-de-vie de marc avec une promptitude merveilleuse.

Ma grand'mère, débordée par le souci de ses enfans, ne pouvait apporter à ces cérémonies ménagères l'intérêt et la passion qu'y mettaient les personnes oisives. C'est tout au plus si elle se préoccupait de faire solidement établir dans la buanderie, sur des cales exclusivement réservées à cet usage, le

grand cuveau à lessive, quelquefois flanqué d'un récipient plus petit, qu'elle appelait, sans nulle déférence, le « cuvion ovale. »

De même pour la cuisine et tout le ménage : elle se voyait obligée d'en abandonner le soin aux servantes. L'essentiel, à ses yeux, c'était que les rôtis ne fussent point trop « rameuchis, » ou encore « happés » par la chaleur âpre du four, ou enfin les légumes trop « débrôlés. » Elle ne raffinait pas non plus sur le soin du linge et des appartemens. Pourvu qu'il n'y eût pas de « frandouilles » aux serviettes, ni de « minons » sous les meubles, — c'est-à-dire ni effilochages, ni duvet, elle se tenait pour satisfaite. Des meubles solides et carrés, — les commodes Empire avec leurs pesantes applications de cuivre, les lits en bateau de l'époque Louis-Philippe avec leur placage d'acajou bien luisant, contentaient tous ses désirs de luxe et de magnificence. D'ailleurs, les bibelots n'étaient pas de son temps. Quand, vers la fin du second Empire, ils commencèrent à envahir les maisons bourgeoises, elle ne cessait de pester contre ces inutilités sans valeur, qui lui dérangeaient son esthétique :

— Enlevez-moi ces « totés ! » disait-elle à ses filles : ce ne sont que des ramasse-poussière !

Dans sa brasserie, elle avait tant à faire, à surveiller, à commander, à gourmander, qu'il ne lui restait vraiment plus de loisir pour les vaines élégances. Outre sa maison, il lui fallait encore s'occuper des remises, des jardins, du pigeonnier, de la basse-cour, qu'elle nommait la « quênerie. » Au milieu de tous ces tracas, ses seuls momens de récréation étaient les jours où elle avait la repasseuse, ou la couturière. Celles-ci étaient deux fonctionnaires attitrées de la maison, où elles venaient à jour fixe. La couturière surtout, — une parente pauvre, — faisait la joie de ma grand'mère. Elle lui contait tous les cancans de la ville, lui apportait des nouvelles de tout le pays environnant, tant ses relations étaient étendues et brillantes ! Nul n'était ferré comme elle sur les généalogies, les alliances, les héritages. Elle annonçait les morts, généralement dues à une congestion :

— Vous ne savez pas ?... Mme Z... vient de mourir d'une attaque. Ce sont les X... qui héritent : les Y... n'auront rien !...

Et, sur le récri de ma grand'mère, elle prononçait péremptoirement :

— Eh bien ! oui, n'est-ce pas ? *ils* ne sont pas du même « toquage ! »

Cette excellente Delphine! (c'était le nom de cette incomparable couturière), je l'ai très peu connue. Mais j'ai sous les yeux une photographie qu'elle s'était fait faire, — à Metz, chez Oulif, peintre-photographe, rue des Jardins, — désireuse de léguer à la postérité une image agréable de sa personne... Devant une table à colonnes torses et un pan de rideaux somptueux, elle minaude dans une jupe de soie noire à manches « engageantes » et à manchettes de mousseline bouffantes, le corsage boutonné jusqu'au menton, sous un petit col blanc, que ferme une broche en camée. Une de ses mains est appuyée sur le creux de son estomac, et l'autre, négligemment, tient une fleur et un mouchoir de dentelle déployé...

Ma grand'mère aimait beaucoup cette vieille fille, qui savait si bien conter les histoires. En récompense de ses commérages, elle lui faisait préparer des petits plats. Elle la choyait, la dorlotait. Car non seulement celle-ci déjeunait et dînait à la maison, les jours où elle y travaillait, mais, à quatre heures, selon l'expression consacrée, elle « recinait. » Quand elle avait défilé son chapelet de nouvelles, ma grand'mère lui disait d'un petit air affriolant :

— Delphine, je vous ai fait faire une surprise pour le goûter... Vous aurez des « gamirons! »

Les « gamirons » étaient une espèce de beignets, que je crois bien n'avoir jamais mangés qu'à Briey et chez ma grand'-mère, laquelle en détenait la recette depuis longtemps perdue, comme le nom lui-même de cette friandise. On les apportait tout chauds, sortant de la poêle, sur une « volette » d'osier. Et je vois encore Delphine, la couturière, tout en croquant ses « gamirons, » tapoter son corsage pour en expulser les miettes et passer une langue gourmande sur ses lèvres duvetées et blanches de sucre...



Comme les femmes du XVIIIe siècle qu'elle avait connues, ma grand'mère adorait la conversation, non pas le papotage féminin, qui est de toutes les époques et de tous les milieux, mais la conversation grave, cérémonieuse, celle pour laquelle on s'habille, on se met en frais et en représentation, pour laquelle enfin on « est sur son pied. » Être sur son pied, c'était être en grands atours et en parade, comme des poupées habillées

sur le pied de bois qui les maintenait debout derrière la vitrine des marchands de jouets. A Briey, on salonnait énormément, en ce temps-là, et on se mettait volontiers sur son pied. A côté et au-dessus des « coiroïls » populaires, les bourgeois et les hobereaux de l'endroit avaient leurs petites réceptions assidues. Ma grand'mère ne put y participer régulièrement que vers la fin de sa vie, lorsqu'elle prit, si je puis dire, sa retraite. Mais elle avait de la tradition et elle s'était fait la main de longue date! Elle savait écouter. A peu près dépourvue de personnalité, elle n'éprouvait aucune envie de briller et laissait parler son monde indéfiniment, avec une patience qui faisait mon admiration. Et même, je suis sûr qu'au fond elle en était enchantée. En prêtant l'oreille aux palabres de ces odieux raseurs, en s'installant quotidiennement à heure fixe dans son fauteuil pour les recevoir avec ses papillotes, son bonnet à rubans violets, son « couvot » ou sa « marchette » sous ses pieds, elle avait conscience de remplir un devoir social, auquel une personne de sa condition ne pouvait pas se dérober. Quand elle plaçait son mot dans la conversation, c'était généralement une expression imagée, sortie toute vive du terroir, un mot drôle, mais qui ne venait pas d'elle, qu'elle avait recueilli, soixante ans plus tôt, sur les lèvres d'une aïeule, d'un fermier, d'un vieux serviteur et que sa mémoire docile avait gardé. Elle était dépourvue de malice : naïvement, elle s'étonnait de tout. Son exclamation favorite était : « Peut-on! » pour : « Est-ce possible! » — qu'elle répétait à propos des choses et des événemens les moins extraordinaires. Sans nulle fantaisie, sans humour, sans imagination d'aucune sorte, elle donnait pourtant l'impression de tout cela, rien qu'en laissant parler en elle les voix de la terre et de la race. Ce n'était pas elle qui parlait, c'était, par sa bouche, toute une petite ville moqueuse, caustique, prompte à éplucher le voisin, à saisir le ridicule, et qui sentait encore la rudesse de la campagne toute proche.

Lorsque je l'ai le mieux connue, elle passait ses après-midi, embusquée derrière les rideaux de sa salle à manger, le dos tourné à la « cheminée prussienne, » qui ronflait d'un beau feu clair. En face, sur une haute crédence en noyer ciré, les lampes Carcel, coiffées d'un bouchon à papillotes, qui s'étalaient sur leurs globes comme des perruques « louisquatorziennes, » se faisaient vis-à-vis cérémonieusement. Sa boîte à ouvrage (car

elle cousait encore de temps en temps) bâillait, à ses côtés, sur une chaise, ou sur un guéridon. Elle commençait par lire la « gazette, » en quête d'un beau fait divers bien émouvant; mais, très vite fatiguée de sa lecture, elle rentrait ses lunettes dans l'étui et posait le tout sur l'appui de la fenêtre, habituellement garni d'un faux parterre en laine frisée, pour imiter la mousse, et tout fleuri de liserons et de grosses roses faites au crochet. Ce parterre artificiel, avec sa flore éclatante, excitait mon admiration. Mais il était moins émaillé de fleurs que hérissé d'une foule d'objets piquans et très durs, aiguilles à tricoter, épingles et ciseaux qui se dissimulaient sournoisement sous sa toison moutonnière, comme des vipères sous le gazon. Je n'osais pas y toucher. Je me bornais à contempler ce jardin merveilleux, tandis que ma grand'mère, soulevant à demi le rideau de mousseline empesée, épiait les allées et venues des passans. C'était son théâtre à elle. De là son regard tombait tout droit sur le parvis de l'église, de sorte qu'elle pouvait suivre, de son fauteuil, les cortèges de mariages et d'enterremens. Les dimanches, elle assistait aux sorties de vêpres, qui, en ce temps-là, étaient très courues et très élégantes. Rien ne lui échappait, aucun détail de toilette, aucun ridicule de costume ou d'attitude. Cependant, elle n'était nullement médisante. Personne ne montrait plus de bienveillance à l'égard du prochain. Quand on venait lui conter quelque sotte histoire sur une de ses connaissances, par principe elle refusait d'y croire et elle fermait la bouche aux cancanières, en leur disant d'un petit ton sec :

— Taisez-vous! Tout cela, ce sont des « dâdées! »

Mais cela ne l'empêchait point de prendre un vif plaisir à la petite comédie inconsciente que lui donnaient journellement ses contemporains, — simples passans ou visiteurs. Le dimanche surtout, dès que le dernier coup des offices avait sonné, elle était à son poste, et, à mesure que les fidèles pénétraient sous le porche de l'église, ses exclamations gouailleuses les silhouettaient au passage.

— Diantre! Mademoiselle une Telle!... Quelle « grimacière!... » Et sa mère! se mettre en blanc! A son âge! Peut-on!... Ah! C'est « une belle au jour!... » Je vous demande! Madame Chose, à soixante-quinze ans, oser encore sortir « en taille! » Qu'elle coure se cacher! C'est ma tante Aurore!... Regardez-moi le chapeau de madame X...!... Quelles plumes! Ce

n'est pas étonnant! il paraît que son mari gagne de l'or en barre dans son étude de tabellion!... Voilà ce que c'est que de passer tout son temps à sa toilette! Elle est en retard pour la messe! Elle n'arrivera plus qu'au dernier *malo!...*

Les jours de neige et de verglas, l'observatoire de ma grand'mère devenait tout à fait amusant. Les gens glissaient malgré leurs socques fourrés, perdaient l'équilibre et s'étalaient au beau milieu de la place. Certaines fois, c'était une petite vieille demoiselle en chapeau cabriolet, dont la bosse miroitait sous le satin d'un gros manteau ouaté et capitonné, qui s'avançait à pas si menus, si réguliers, qu'elle semblait couler sur le pavé. Ma grand'mère, qui la guettait derrière sa croisée, s'écriait tout à coup, en pouffant :

— Ah! voilà cette pauvre Clorinde, qui vient de faire « le cul de bourrée » sur la glace!...

La chute était inoffensive, tant la vieille demoiselle se trouvait matelassée de fourrures. Dans son embuscade, l'autre vieille en riait d'un petit rire d'enfant qui ne s'arrêtait plus, qui devenait un fou-rire, une véritable convulsion de gaieté, et qui la faisait pâmer d'aise.

Elle n'épargnait pas plus les hommes que les femmes :

— Eh mais?... il me semble que je reconnais le « faufilé! » disait-elle, en apercevant un vieux monsieur, contemporain de son propre mari, un long squelette si mince, si transparent, qu'il semblait n'avoir plus que le souffle.

Le « faufilé! » C'était un surnom du vieux temps, qui remontait à une antiquité si haute, que personne ne savait plus ce que cela voulait dire. Quand on interrogeait ma grand'mère à ce sujet, elle répliquait d'un air entendu :

— Eh bien! oui, n'est-ce pas! Ç'a toujours été un avorton : il n'était que *faufilé,* il n'était pas cousu comme les autres hommes!...

Ceux-ci, elle les divisait par catégories, ayant chacune son étiquette plaisante. Tout au sommet de la hiérarchie masculine, se pavanaient « les mirliflores » et « les fashionables. » Puis venaient les gros rentiers du pays, tout bouffis de graisse et sanglés dans des redingotes de coupe surannée et vaguement grotesque :

— Un beau mardi gras! disait ma grand'mère, en haussant les épaules.

Les fermiers endimanchés et les propriétaires campagnards étaient invariablement traités de « Colas de village. » Le jeune paysan prétentieux, qui essayait d'en faire accroire aux gens de la ville, se voyait blasonné de l'épithète de « beau Jacques. » Mais cela se disait aussi des amoureux transis :

— Ah ! il a bonne mine ! C'est un beau Jacques !...

Enfin, au dernier degré de l'échelle, il y avait le « pochi, » — le « pochi, » digne de toutes les risées, de toutes les rebuffades et de tous les mépris ! C'était le type du parfait goujat, gros rustre en blouse, à la figure rubiconde quelque peu marquée de petite vérole, et traînant après ses grègues toute la crotte de son hameau, — ou bien bourgeois mal élevé, grossier, absolument infréquentable.

D'autres catégories burlesques étaient désignées par des expressions qui n'avaient pas changé depuis le moyen âge, qui étaient une survivance des mystères de la Passion et de la vieille scolastique universitaire. Un boulanger, long et osseux, à la face blême et au dos rond sous son tricot enfariné, venait-il à descendre la petite rue en pente, le « gripet » qui passait sous les fenêtres de ma grand'mère, celle-ci le coiffait incontinent du nom de « Grand Nicodème. » Un maigre séminariste, aux cheveux en baguettes de tambour et tout empêtré dans sa première soutane, ne pouvait être qu'un « grand quoniambonus. » Il y avait d'ailleurs une foule d'autres locutions analogues, qui n'étaient pas précisément locales, mais que le fameux mystère représenté à Metz en 1437 avait certainement popularisées dans le pays : « pleurer comme une Madeleine, — vieux comme Hérode, — aller d'Hérode à Pilate. » — En ce moment, alors que les Allemands occupent encore le bassin de Briey, il n'est sans doute pas inutile de faire remarquer que toutes ces façons de dire, usitées depuis des siècles par nos aïeux, sont strictement françaises.

***

Sous ces vieux mots il y avait aussi des façons de sentir très particulières, qui se sont perpétuées chez nous jusqu'à ces derniers temps. Et parmi elles le trait le plus saisissant, c'est peut-être cette peur du ridicule, que les Allemands ne possèdent à aucun degré et que nos gens de Briey poussaient jusqu'à l'excès. Et c'est encore la crainte de se singulariser, l'effroi de tout ce

qui pourrait ressembler à une originalité quelconque, le tout joint à un sentiment très vif de l'indépendance et de la dignité individuelle.

Mise en verve par les petits travers extérieurs des étrangers, ma grand'mère n'épargnait point les brocards à son entourage, à ses filles, à ses nièces, à ses petits-enfans. Les toilettes des uns et des autres étaient examinées et jugées par elle dans un esprit sévèrement hostile à toute prétention. Je me rappelle que, vers 1878, lorsque c'était la mode pour les dames de se coiffer « à la chien, » ou d'avoir des frisures sur le front, elle ne manquait jamais de rabrouer une de nos cousines qui abusait vraiment du bigoudi :

— Ah ! tu as bonne mine avec tes « chirouïlles » sur le nez !

Ou bien, comme ses souvenirs commençaient à se brouiller, elle confondait les frisures « à la chien » avec les boucles qui s'étaient portées sous le Directoire et le premier Empire. Lorsque ma cousine, calamistrée de frais, s'approchait de son fauteuil, elle chaussait ses lunettes, et, après l'avoir dévisagée un instant, elle faisait une moue désapprobatrice et elle soupirait :

— Te voilà coiffée « à la Titus!... » Qu'est-ce qu'il faut voir, mon Dieu !

Pour elle, cette coiffure « à la Titus » évoquait l'idée des pires dévergondages. En fait de danses, elle réprouvait également la gigue, qui en ce temps-là faisait fureur, comme d'ailleurs la plupart des danses étrangères qui l'avaient tour à tour scandalisée à l'époque de leur première nouveauté : la valse, la mazurka, la polka. Je l'ai entendue longtemps citer avec une nuance de blâme la jeune personne « évaltonnée, » qui avait rapporté de Paris la polka et qui l'inaugura chez nous, au grand mécontentement des vieilles dames. La *catchucha* (1), danse espagnole, probablement introduite à Metz par les hussards de Lassalle, symbolisait à ses yeux les entrechats et les débordemens les plus orgiaques. Lorsqu'une cuisinière un peu brutale, ou prise d'une fureur soudaine, saccageait tout dans sa cuisine, ma grand'mère s'indignait :

— Peut-on !... La voilà qui fait danser la *catchucha* à nos casseroles !

Enfin elle censurait tous les excès, jusqu'à la couleur trop

(1) Exactement, en espagnol, *cachucha*.

voyante d'un ruban ou d'une étoffe : une jupe vert tendre était qualifiée par elle de « beau vergoso! » — Un « beau trimâzô » désignait une personne outrageusement parée, ou qui s'était livrée à une véritable débauche de mauvais goût. L'excès même dans la laideur lui semblait une chose inconvenante, qu'on ne se permet pas quand on est bien élevé. Elle refusait d'y arrêter sa vue ou sa pensée :

— Mademoiselle Une Telle?... Qu'elle coure se cacher! c'est un « monin! »

Il n'était pas jusqu'aux embonpoints qui ne dussent, pour elle, observer une certaine mesure. Un monsieur qui se singularisait par un trop gros ventre excitait immédiatement ses sarcasmes :

— Quelle indécence! ricanait-elle : il ne peut plus se baisser!

Les jeunes filles qu'on traitait inconsidérément de « musiciennes » ou qui affichaient des ambitions « artistes » étaient renvoyées par elle à leurs chiffons :

— Elle chante comme une perdue! gémissait ma grand'-mère : elle me rend moitié sotte! Elle ne fait que « russonner » du matin au soir!... Que voulez-vous, c'est une « bayâte! »

« Bayâtes » aussi les chanteuses des rues, qui s'arrêtent devant les maisons avec un orgue à manivelle! Et non moins « bayâts » les gens qui ont l'habitude de crier, de s'emporter en paroles. Elle disait de son mari :

— Ah! c'était un fameux « bayât! »

Mais ce qui dominait toutes ces petites critiques, c'était la défiance instinctive et héréditaire du Lorrain : la terreur d'être dupe. Invariablement, chaque fois que nous lui faisions part d'un projet un peu téméraire, à son avis, d'une affaire peu sûre, d'une liaison risquée, elle s'empressait de déclarer :

— Prends garde! Sinon, c'est moi qui te le dis : tu seras le « dabô! »

Un mot que je lui entendis prononcer tout enfant, dont je me suis toujours souvenu et qui emprunte aux circonstances actuelles un accent tragique, ce mot exprime pour moi toute la douloureuse et stoïque résignation de notre Lorraine sans cesse rançonnée et torturée par le reître qui passe. Un jour que je me plaignais d'un de mes professeurs, qui m'avait infligé une punition imméritée, elle me répondit assez durement :

— N'empêche : il faut obéir! *Qui est maître est maître!*

*
* *

Tous ces dictons, toute cette petite sagesse, un peu âpre et prosaïque, du terroir, tout cela n'était pas elle. Je ne saurais trop le répéter : cette pauvre grand'mère n'eut pour ainsi dire pas d'existence personnelle. Elle n'en eut pas, parce que toute sa vie se passa à se donner et à donner. Elle se donna à ses enfans d'abord, chair et sang, corps et âme, — puis à ses proches, à ses amis, à ses domestiques, au premier pauvre qui entrait. Elle était la Mère aux jupes de qui l'on se suspend, dont l'unique tâche est de rassasier les bouches qui demandent. En vraie maîtresse de maison, elle se sentait charge d'âmes. Avec n'importe qui, son premier geste était d'offrir. Elle avait, comme on dit, le cœur sur la main. D'une génération à l'autre, les enfans de ses serviteurs venaient frapper à sa porte, sûrs d'y trouver l'accueil et le réconfort. Elle avait habillé les pères et les mères, cousu les petits bonnets, préparé les langes des nouveau-nés. Pendant plus de cinquante ans, elle avait tenu table ouverte, hébergeant les riches et les indigens, les intimes et les inconnus, qu'on ne reverrait plus jamais, dressant des lits pour le passant, lui glissant un viatique dans la main. Pauvre vieille grand'mère, elle n'a pas fait fortune à ce métier! Je songe à elle, en ce moment, le cœur gros de tendresse et de reconnaissance, et aussi d'une angoisse qui ne prendra fin qu'avec la victoire et la paix françaises. Dans ce petit cimetière de Lorraine où elle dort son dernier sommeil, s'est-elle réveillée d'horreur et d'effroi en entendant sonner encore une fois autour de sa tombe les talons des bottes allemandes, en reconnaissant, dans les insulteurs et les bourreaux de son pays, les descendans de ces étrangers qu'elle a reçus à son foyer, avec qui elle a partagé son pain, — et, prise de dégoût devant une telle bassesse d'âme, se repent-elle d'avoir été, comme notre France insoucieuse, bonne jusqu'à l'oubli de soi-même, généreuse jusqu'au dénûment?...

LOUIS BERTRAND.

POÉSIES

LE POÈME DES JARDINS

Je vous aime à jamais, ô parcs d'Ile-de-France!
Dans mes heures d'exil je sens quelle souffrance
Peut endurer un cœur soudain privé de vous
Et ce qui manque en lui de puissant et de doux...

Les premiers à ma vue en vos robes royales,
Jardins à la Française aux lignes si loyales,
Soumis à ce bel ordre, artisan de grandeur,
Vous éveillez en moi le respect et l'ardeur.

D'autant qu'aux jours d'été vous m'êtes plus présente,
Terrasse de Saint-Cloud, ma douloureuse absente,
Mes yeux sont attendris et se voilent de pleurs,
Beaux arbres, graves eaux, et parterres en fleurs!

Vous portez des rayons encore à votre face,
Marly, dans votre val où votre âme s'efface,
O vous qui désormais dans le soir le plus beau
Majestueusement descendez au tombeau!

Je revois vos gazons, vos vertes perspectives,
Et la terrasse haute aux rampes attentives,
O mon beau Chantilly, d'où s'offrent les dessins
Unis et mesurés de vos calmes bassins.

Et vous, FONTAINEBLEAU, dont l'âme est si diverse,
Je sens votre parterre en moi-même qui verse
La lente majesté de son siècle écoulé,
Au cœur des bois vieillis ô bouquet déroulé!

***

Si vos buis composés ou vos eaux transparentes
Offrent à l'infini des beautés différentes,
Pourtant d'un même cœur héroïque et puissant
Dans un rythme pareil s'élance un même sang!
Charmilles, palpitez! Fleurissez, ô balustres!
Dans ces parfaits séjours, secrets autant qu'illustres,
Que la rose au parterre élève son baiser
Et qu'aux terrasses monte un nuage embrasé!
Blancs aux feuillages verts, dans ces lieux d'épopée,
Sous les arbres levant le sceptre ou bien l'épée
Malgré tant de saisons qui se font leur bourreaux,
Que survivent les dieux où naissaient les héros!

***

Miroir du parc D'OGNON, avec quelle tendresse
J'aime à rêver de vous... Nulle part ne se dresse
Aussi fidèlement, dans sa forme et sa voix,
L'image de jadis que j'entends et je vois.
Relique du Grand Siècle en ces bois oubliée,
Clairière d'eau splendide à la forêt liée,
Si tout parle à mes yeux tout est silencieux
Et sur le cœur de l'eau s'abandonnent les cieux!
Vieux arbres vert-feuillus de la racine au faîte,
Vases purs, dieux altiers, « Gloriette » de fête,
Tels surpris au filet de superbes oiseaux,
Vous êtes des captifs que retiennent les eaux...
Décor indéfloré de sa fête galante,
Sur le degré tranquille ou bien sur l'onde lente
C'est là que dans son rêve eût regardé Watteau
S'avancer le cortège et voguer le bateau...
Et là même, aujourd'hui, La Touche au clair génie
N'eût pas manqué d'offrir, dans toute l'ironie
D'un pinceau lumineux, d'un esprit inlassé,
Un hommage imprévu du Présent au Passé!

Bercé, dans un beau soir, de la phrase très tendre
De Lulli, de Rameau, j'espérerais entendre
Aussi, dans l'autre instant, y flotter à fleur d'eau
Un chant de Debussy, Ducasse ou Reynaldo....
Jardins qui reposez, solitaire merveille,
Que de l'Enchantement jamais ne vous éveille
De ses doigts amoureux quelque Prince Charmant,
Vous de tous les jardins la Belle-au-bois-dormant !

***

Las de tant de grandeur et de tant de noblesse,
Rejetant le compas et le ciseau qui blesse,
Le dix-huitième siècle, aimant à transformer,
Fatigué d'éblouir, résolut de charmer.

Dès lors vous êtes nés, et votre fantaisie,
O Jardins à l'anglaise, est la courbe choisie
Où s'enroule l'allée au temple comme au banc
Aussi bien que se noue au boudoir un ruban !

Vous fîtes BAGATELLE et son Rocher où tinte
L'eau qui tombe à l'étang que paisiblement teinte
Chaque changeant feuillage ou chaque floraison
Dans l'accord nuancé que pose la saison.

Sur un brocart ancien fraîche fleur épinglée,
Votre Hameau pimpant, sa Rivière réglée,
Aux dessins d'autrefois sachant se réunir,
Superbe CHANTILLY, viennent vous rajeunir !

Dominant votre Lac, le bois se glorifie
Du monument offert à la Philosophie,
ERMENONVILLE, ô vous à qui vint se lier
La gloire d'un Tombeau que ceint le peuplier...

Puis encor, beaux jardins, vous offrez à la vue
Votre Rocher, NEUILLY, votre Tour, BELLEVUE,
Et votre Naumachie où seul et doux vaisseau
Vogue la feuille d'or de l'automne, ô MONCEAU !

O désordre savant, beauté capricieuse,
Œuvre d'art si fragile, et par là précieuse,
Où chaque arbre qui meurt altère le tableau,
Découronnant le temple et dépossédant l'eau !

Dans ces jardins d'amour tout est grâce et caresse,
Mais la femme en ces temps n'est-elle pas maîtresse ?
Or voici son miroir où se peint le reflet
Des caprices sans nombre où sa beauté se plaît.

*
* *

Dès l'horizon de rêve aux ormes contenue,
O Versaille immortel, c'est dans votre avenue
Qu'autrefois s'avançait, à vos fastes promis,
Plus d'un ambassadeur par avance soumis.

Et voici, solennel, et la grille franchie,
Le palais de la Gloire et de la Monarchie,
Étincelant jadis, aujourd'hui déserté,
Temple de Souvenir, asile de Beauté.

Versailles... aussitôt l'image éblouissante
Des miroirs endormis ou de l'eau jaillissante
Apparaît à nos yeux, royaume où tant de fleurs
Aux buis enveloppans proclament leurs couleurs.

Divinité de l'art, debout sur la terrasse,
Vous réglez l'infini que votre vue embrasse :
Tout à l'entour de vous, fuyant aux horizons,
Vos perspectives sont comme autant de rayons !

Escaliers de Titans, « Cent Marches » fabuleuses,
Vous montez lentement aux cimes merveilleuses,
Au château qui s'avance à son miroir tremblant
Fleuri de bronze noir, bordé de marbre blanc.

Le sommeil des gazons et la lueur des marbres
S'enchâssent aux accueils de l'allée et des arbres,
Tandis que noblement de leur rythme ont vibré
La statue à la rampe et le vase au degré.

Diadème au bosquet, voici la Colonnade,
Le règne de Neptune, et l'effort d'Encelade,
Le jet droit du Dragon, l'Allée aux larmes d'eau,
Les Saisons aux bassins qui posent leur fardeau...

Dressée au cœur serein du balustre impassible
Voici la vasque où monte, aux « Dômes, » l'eau flexible,
Les secrets de l'Étoile, et le Vertugadin,
Et l' « Obélisque » au ciel, bouquet d'eau du jardin!

Magicienne, c'est la salle des Rocailles
Où nous hantent les bals des nuits d'or de Versailles.
— Le Bosquet de la Reine, écho d'un autre instant,
De ses refuges verts répond en s'attristant...

C'est, dans son clair silence au-dessus de l'eau verte,
La grotte d'Apollon et sa clairière ouverte,
Et le Jardin du Roi, ses suprêmes joyaux,
Délicate retraite à tant de jeux royaux.

Et tous ces noms fameux sont entrés dans l'Histoire;
Ils chantent hautement comme un bruit de victoire;
A leur appel divin qui trouble un cœur fervent
Que de fronts tout à coup s'inclinent en rêvant!...

***

Fastueux Grand-Canal, de vos lignes hautaines
Vous tracez fièrement vos conquêtes lointaines,
Chevalier qui portez, debout sur le gazon,
Pour manteau la forêt, pour cimier l'horizon!
Votre bras étendu dans un grave mystère
Dépose sur le cœur d'un jardin solitaire
La fleur de Trianon qu'il vous a plu d'offrir,
Fraîche rose à vos doigts qui ne sait se flétrir...
O Trianon de marbre, et péristyle où s'arque,
Pour qu'attende la Cour et passe le Monarque,
Un cintre répété, frontispice hautain
Où déjà s'entrevoit le tranquille jardin...
Parterres et degrés, bassins calmes où sombre
Un vertige de ciel et de feuilles sans nombre,

Marronniers et tilleuls, royale frondaison
Étroitement unie au front de la maison;
Beaux rêves retenus, perspectives secrètes
Qui craignez l'Infini dans vos closes retraites
Et ne voulez ici d'autre aboutissement
Qu'un « Buffet », qu'un « Miroir » ou qu'un bassin dormant,
Parc cérémonieux, familières allées,
Dessinés pour des jeux de nobles « assemblées »
Où savait se mêler la mesure à l'ardeur,
Vous offrez à nos yeux une intime splendeur.

***

Mais n'est-ce point assez de toutes ces magies
Pour éveiller en nous les chères nostalgies
D'un Passé qui sourit dans sa robe d'antan,
Ou qui porte à son front un soleil éclatant?

Non ! voici que, paré d'une beauté sereine,
Fleur d'arrière-saison, le « Jardin de la Reine »
A Versaille est éclos, — car tel était le nom
Que l'on donna d'abord au Petit-Trianon.

Rochers élyséens et sentier idyllique,
Faces de diamant, sur l'eau mélancolique,
Du Belvédère blanc que porte le gazon,
Où tour à tour s'inscrit le dieu de la saison;

Épanouissement harmonieux du Temple
Où l'Amour à jamais de son île contemple,
Sous le dôme parfait aux colonnes posé,
Son rêve ou son royaume enfin réalisé!

Hameau qui vient pencher dans la paix bocagère
Sur le Lac endormi son image légère
Et que préside, ainsi qu'un frivole seigneur,
La Maison de la Reine et sa façade en fleur;

Moulin fragile qui du temps des Bergeries
Semble garder le fard; changeantes broderies
Du printemps verdissant et de l'automne roux
Dont se voile à demi la Tour de Marlborough;

Sur les pavés moussus, au cœur de la prairie,
Silence du portail et de la Métairie
Où plus d'une Beauté jadis en souriant
Contemplait vos retours, Bergers de Florian !

*
* *

Clairs sentiers déroulés en lignes lumineuses
Sous les pas nonchalans des belles promeneuses,
Feuillages délivrés, et rameaux affranchis,
— Courtisans de l'azur sur les eaux réfléchis, —
Tièdes après-midis à l'ombre des Chaumières,
Nuits où le Temple en feu s'embrasait de lumières,
Vous fûtes autrefois les divertissemens
Qui surent enchanter ces fortunés momens.
Sous les cèdres profonds souvent s'est réunie
La plus spirituelle et vive compagnie,
En ces jours disparus où jetaient leurs éclairs
Les traits étincelans de Ligne et de Boufflers.
Après les jeux des champs, et de la Laiterie,
C'était l'heure du soir, sous un ciel de féerie,
Où le Comte d'Artois menait sur l'eau du Lac
Les grâces de Lamballe ou bien de Polignac.
A l'instant où le jour contre tant d'ombres lutte,
La basse et le hautbois, la viole, la flûte
Versaient sans se hâter dans le cœur attendri
L'élégie et les chants de Glück et de Grétry...
Hélas ! c'est dans ces bois qu'une aurore sanglante
Surprend la Reine, et livre à la foule insolente
Sa grâce sans reproche et son cœur sans défaut,
Pour les porter soudain du trône à l'échafaud !

*
* *

Soit qu'une discipline inflexible vous presse
Ou que s'offrent, changeans, vos détours à nos yeux,
Tous graves ou charmans, superbes ou joyeux,
Jardins ! je vous chéris d'une égale tendresse !

Mais vous, resplendissant et franc comme un soleil,
Vous êtes à jamais, plus qu'un autre, Versaille,
Pour mes yeux pleins d'amour et mon cœur qui tressaille,
La leçon lumineuse et le fervent conseil.

Il n'est point de mensonge, il n'est point de mystère
Dans vos jardins où tout se lit avec clarté,
Où tout dérive et naît de la calme beauté
De votre perspective et de votre parterre.

Si vous dictez ici l'héroïsme vainqueur,
N'est-il pas désirable aussi que l'embellisse
Et lui réponde au loin la grâce ou le délice
Qu'un Trianon fait vivre au fond de notre cœur?

Que Nolhac vous raconte, ou que Régnier vous chante,
Sur les pas du poète et de l'historien,
Ah! combien notre cœur s'élance avec le sien
Lorsqu'un artiste pur nous berce ou nous enchante!

Car c'est la fleur glanée et le couronnement
D'une scène immortelle où les beautés sans leurre
De l'Art à son sommet, des Saisons et de l'Heure
Donnent ainsi leur rêve ou leur enseignement.

O Lieux sacrés et forts où fleurit l'Espérance
Qui sait atténuer nos plus intimes deuils,
Vous êtes pour toujours l'objet de nos orgueils,
Car vous êtes un peu de ce qui fait la France!

ERNEST DE GANAY.

LE MARTYRE DE REIMS

LES
ÉCOLES DANS LES CAVES

JOURNAL DE L'INSPECTEUR PRIMAIRE

La relation qu'on va lire est la reproduction d'une partie des notes que j'ai prises au jour le jour à mesure que les événemens s'accomplissaient. Le récit de ces faits douloureux m'a paru assez éloquent par lui-même pour se passer d'amplifications littéraires. Il aura du moins le mérite, à défaut d'autre, d'avoir été vécu et d'être absolument sincère.

Reims, ville ouverte, n'a cessé d'être sous le feu de l'ennemi depuis le 12 septembre 1914 jusqu'aujourd'hui. L'année scolaire ne commençant qu'au mois d'octobre, je ne parlerai pas ici de ce qui se passa en août et septembre 1914. Il y aurait trop à dire d'ailleurs sur la vie à Reims pendant cette période où, en quelques jours, on passa avec une rapidité déconcertante de l'enthousiaste et aveugle confiance dans le succès, aux craintes de l'invasion, à l'affolement général, à l'exode en masse, et finalement aux horreurs de l'invasion allemande! On vivait beaucoup dehors, le temps étant superbe; les rues étaient sans

cesse noires de monde. Durant les premiers jours, la foule se massa surtout sur le pont de Laon d'où l'on voyait se succéder jour et nuit, à quinze ou vingt minutes d'intervalle, les longs convois fleuris qui transportaient nos soldats joyeux et chantans. Les jours suivans, on se réunissait plutôt sur les promenades, face à la gare, où furent amenés les premiers prisonniers que chacun voulait voir, et bientôt aussi, — la nuit, — nos premiers blessés.

Vers le 11 août, le flot des Belges fuyant devant l'ennemi et dévalant à travers le faubourg Cérès nous apporta une première vision de la terrible réalité. Depuis cette époque jusqu'au début de septembre, ce tableau quotidien alla toujours s'assombrissant. Après les Belges de Liége, ce furent ceux de Charleroi, puis nos malheureux compatriotes de Givet, de Mézières, de Rethel, se repliant en hâte devant un ennemi qui les chassait comme un troupeau. Et l'on assista au lamentable défilé de ces pauvres gens poussant devant eux leurs bestiaux qui traînaient, efflanqués, de vieilles charrettes grinçantes portant quelques bottes de foin sur lesquelles s'entassaient pêle-mêle les enfans, les vieillards, la batterie de cuisine, la cage aux oiseaux et les souvenirs de famille, souvent les plus futiles... Puis ce fut le repliement de notre armée. D'abord, le corps des douaniers mobilisés qui, quatre par quatre, descendaient le faubourg Cérès. Puis les dragons, les hussards et le reste de la cavalerie partie quinze jours avant avec tant d'enthousiasme, qui maintenant allait se masser en arrière de Reims, en attendant de se replier vers la Marne où, enfin, devait avoir lieu le « grand rétablissement. »

Dès le 30 août, on percevait au loin la canonnade allemande; le 31 août, on l'entendait très distinctement et, le 2 septembre, les Allemands étant à nos portes, le conseil de se replier fut donné officiellement aux fonctionnaires dont le séjour n'était pas indispensable dans la ville. Deux jours plus tard, le 4 septembre 1914, les Allemands entraient dans Reims qu'ils avaient au préalable, et « par erreur, » disent-ils, arrosé d'obus pendant une bonne demi-heure l'après-midi. Ils devaient l'occuper jusqu'au 12 au soir, date où ils en furent délogés par nos troupes qui, malheureusement, ne purent les refouler assez loin pour mettre la ville hors de leur atteinte. Ils s'installèrent sur les hauteurs qui, au Nord et à l'Est, dominent la

ville et, dès le 13, commencèrent à la bombarder. La journée du 19 fut parmi les plus terribles : c'est à cette date qu'eurent lieu le bombardement et l'incendie de la cathédrale, ainsi que de toutes les rues avoisinantes ; le quartier des Laines, les abords de la place Royale, le centre de la ville et une grande partie du deuxième canton furent également très éprouvés. Comme la mobilisation avait beaucoup réduit le corps des sapeurs-pompiers, les incendies prirent rapidement de grandes proportions et leurs ravages furent considérables. Les jours suivans, eurent lieu des attaques françaises sur Brimont et près de la Pompelle et des ripostes allemandes dans ces deux secteurs avec le but évident de reprendre la ville. L'insuccès fut le même d'un côté et de l'autre. Nous occupâmes Brimont pendant quelques heures, les Allemands nous le reprirent; par contre, un régiment de la garde prussienne se fit écraser à Cormontreuil et laissa entre nos mains quelques centaines de prisonniers en essayant de rentrer à Reims par le canal.

18 octobre 1914. — Aujourd'hui dimanche, comme presque chaque jour depuis un mois, les Allemands arrosent la ville. Du plateau de Bezannes, où nous sommes venus comme d'ordinaire passer l'après-midi, on a l'impression que « ça tombe » sur le faubourg de Laon. — Ah! ce plateau de Bezannes! Ce qu'il fut fréquenté en septembre, octobre et novembre 1914! — Situé au Sud-Ouest de la ville, il la domine légèrement et permet d'en découvrir à peu près tous les quartiers. Ajoutez à cela qu'il est tout à côté du faubourg de Paris où, depuis le furieux bombardement du 19 septembre, s'est réfugiée une grande partie de la population qui, candidement, s'y croit à l'abri des canons ennemis. Et comme cette population, attendant chaque jour la délivrance espérée pour reprendre son travail, est inoccupée, elle vient là quotidiennement, le temps étant délicieux, passer l'après-midi, à voir... bombarder sa ville, quelquefois même sa propre maison, ou à écouter le sifflement sinistre des obus dont elle fait le compte sans s'interrompre de causer. Nombre de personnes apportent des longues-vues pour bien déterminer les points de chute et mieux voir les incendies, car il y a souvent encore des bombes incendiaires, ou pour suivre mieux et plus longtemps le vol des avions. Les dames se munissent de tabourets ou de plians; d'autres, plus simples, utilisent les bancs de

la route devant le cimetière ; de pauvres gens enfin n'hésitent pas à s'installer à même la pelouse. Assis en cercle, ici on lit, surtout les journaux — auxquels on commence à ne plus croire, d'ailleurs ; là on tricote, on fait de la tapisserie, partout on cause : le plateau de Bezannes est devenu le dernier salon de Reims. Il faut bien prendre son mal en patience *puisqu'aussi bien on n'en a pas pour longtemps* : chacun sait que « les Noirs » sont arrivés et que d'ici trois à quatre jours ce sera le « grand coup ».

Il y a ainsi chaque jour des centaines et des centaines de personnes qui se rencontrent tant sur le plateau de Bezannes que sur le chemin qui y accède et dans les sentiers ou les prés voisins. Comme cet automne est superbe, après avoir assisté à la « représentation » toujours la même : bombardement de deux à trois ou de trois à quatre heures, on fait un détour par les routes de Soissons, de Chamery, ou d'Épernay, on remonte jusqu'à la Maison Blanche, puis on rentre chez soi à la nuit tombante.

En s'en revenant, on assiste à l'exode quotidien des pauvres gens qui chaque soir descendent du faubourg Cérès, de la rue de Cernay ou simplement du centre de la ville pour aller coucher au faubourg de Paris, s'y croyant plus en sécurité contre le bombardement. C'est une habitude qui remonte aux jours de septembre. Les émigrans mettent sur une « guinde » (1) le plus précieux du « berloquin » (2) et en route pour l'avenue de Paris ; là, ces malheureux campent où ils peuvent : chez des parens, des amis, d'anciens voisins, tous également hospitaliers. Mais comme le nombre des lits, et même des maisons, est tout à fait insuffisant, on s'étend où on peut. A la fin de septembre, quand les nuits étaient encore douces, certains dormaient sur les trottoirs, près de leur « guinde ; » maintenant tous rentrent, s'entassent pêle-mêle sur le parquet des appartemens, sur le foin des hangars ou la paille des écuries : c'est la guerre ! — « Eh, bien ! nos poilus sont-ils donc mieux dans les tranchées ? » — Et le lendemain matin, plus ou moins dépenaillés, ils reprennent le chemin de leur maison ou de celles qu'ils « gardent, » dans les quartiers voisins des lignes. Quelle tris-

(1) Petite voiture à deux roues qu'on pousse devant soi.

(2) Terme local désignant le petit mobilier et les souvenirs personnels d'une famille pauvre.

tesse que ces déménagemens périodiques, ce va-et-vient de pauvres sans travail et sans autres ressources que les secours du Bureau de bienfaisance, l'allocation de l'État ou l'indemnité de « garde » que leur paient mensuellement les riches propriétaires émigrés!

Lundi 26. — Tous les directeurs d'écoles absens de Reims, que j'ai convoqués pour conférer avec moi sur la situation et sur ce que nous pouvons faire, sont arrivés hier dimanche. La situation leur paraît très dangereuse et ils estiment qu'il n'y a lieu de rouvrir aucune école. C'est aussi, actuellement, l'opinion du maire; je vais donc attendre. Je rends sa liberté à ce personnel que je rappellerai le moment venu.

Mercredi 28. — Je suis allé ce matin, pendant une accalmie, voir ma maison sur laquelle deux obus sont tombés lors du bombardement du 4 septembre. Les quartiers au nord de la place Royale sont lugubres. Personne dans les rues ou à peu près; ce ne sont que maisons éventrées ou brûlées, poutres de fer tordues, pans de murs branlans. La circulation, même par « temps calme, » y est périlleuse : à l'angle de la rue de Bétheny et de l'ancien marché Saint-André, un homme qui passait hier devant une maison récemment incendiée a été tué par une grosse pierre qui s'est subitement détachée de la façade. Ma pauvre maison est dans un triste état : les obus l'atteignent maintenant par derrière depuis le recul des Boches. Un projectile a traversé l'immeuble du haut en bas, faisant à tous les étages des dégâts considérables.

Jeudi 5 novembre. — Je viens de faire une promenade nocturne dans la ville. Le spectacle de Reims le soir vaut d'être décrit. Depuis les bombardemens de septembre, il n'y a plus ni gaz ni électricité : on s'éclaire au pétrole. Mais comme nous sommes sur le front, l'autorité militaire a interdit depuis quelques jours tout éclairage des rues et même toute filtration de lumière par les portes ou les fenêtres des appartemens. Il paraît qu'il y aurait encore des espions qui la nuit font des signaux optiques à l'ennemi. Si bien que cette ville, autrefois ruisselante de lumière le soir, est maintenant, à la chute du jour, plongée dans la plus noire obscurité. La circulation devient difficile, inquiétante même. On marche à tâtons, se heurtant parfois les uns les autres ou buttant contre les poteaux du trolley des tramways. Cependant, de distance en distance, s'allument de

petites lampes électriques qui brillent quelques secondes puis s'éteignent pour se rallumer un peu plus loin. On dirait une procession d'étoiles; c'est très pittoresque, mais beaucoup moins pratique, parce que ces lampes aveuglent le passant qui vient se heurter contre vous. La nuit, on s'enferme chez soi : défense de sortir de huit heures du soir à six heures du matin. On n'a pas idée combien cet isolement, cette claustration forcée, douze heures sur vingt-quatre, est pénible, ni de quelle interminable longueur semblent les nuits!

Jeudi 26. — Encore un bombardement qui peut compter parmi les plus terribles. — A huit heures dix du soir, alors que le couvre-feu venait de sonner pour les civils, cinq officiers sortant de leur « popote » se rendaient chez eux à l'extrémité de la rue de Vesles, lorsqu'un 210 vint s'abattre à quelques mètres, en tua trois et blessa les deux autres. Détail atroce : la cervelle de l'un d'eux, le commandant S..., rejaillit à la figure de son fils qui l'accompagnait, mais qui ne fut pas blessé. Jamais jusqu'ici l'ennemi n'avait tiré si loin dans le faubourg de Paris. C'était à cent mètres environ du pont d'Épernay. Dès le lendemain, beaucoup de gens du quartier déménageaient, les uns quittant Reims, les autres allant simplement se loger plus haut, à la Haubette. L'autorité militaire ordonna aux marchands qui, jusque-là, tenaient leur éventaire à cette extrémité de la rue de Vesles, de s'installer dorénavant avenue de Paris, au Sud du pont d'Épernay : on ne devait pas tarder d'ailleurs à s'apercevoir qu'ils n'y étaient pas plus en sécurité. La rue de Vesles perdit ainsi beaucoup de son animation et de son pittoresque. Il était vraiment original, ce marché en plein vent, tant par son installation rudimentaire que par l'attitude de ces marchandes qui, bruyamment, interpellaient les passans et appelaient la clientèle. Avec cela, très fréquenté : c'était comme le rendez-vous quotidien de tout le faubourg de Paris, c'est-à-dire de plusieurs milliers de personnes.

Jeudi 3 décembre. — Reçu ce matin la visite de Mme Deresme, institutrice, réfugiée dans les caves Pommery. Elle me demande de l'autoriser à ouvrir une garderie dans les caves. Je l'y ai autorisée bien volontiers, lui conseillant même de transformer cette garderie en école dès qu'elle pourrait y réunir une vingtaine d'enfans. (Ce devait être la première *École de cave.*)

Vendredi 4. — Les journalistes des pays neutres sont venus à Reims, aujourd'hui. Leur visite a été rapide. Mais, vers trois heures, la caravane a été saluée par un certain nombre d'obus : à quatre heures, comme ces messieurs filaient de toute la vitesse de leurs autos sur la route d'Épernay, le bombardement faisait encore rage et la rue des Créneaux flambait. Ils ont certainement dû emporter un bon souvenir des procédés de la « Kultur. »

1915. Mercredi 13 janvier. — Je viens de voir le maire, M. le docteur Langlet, et lui ai proposé d'ouvrir quelques écoles pour recevoir les enfans qui courent les rues, exposant inutilement leur vie, ou fréquentent les cantonnemens. Comme le bombardement sévit presque chaque jour, ces écoles seraient, ainsi qu'à la maison Pommery, tenues dans les caves si c'est possible ; je vais procéder à une enquête.

Les jeudi 14, vendredi 15 et samedi 16 janvier, j'ai parcouru la ville et visité la plupart des caves des maisons de champagne. Parmi celles qui sont libres, trois seulement se prêtent à l'installation d'écoles. Ce sont : les caves Pommery, Champion (place Saint-Nicaise) et Mumm (rue du Champ-de-Mars). Chez Pommery nous serons à dix mètres sous terre, par conséquent très en sécurité ; nous occuperons trois couloirs où auront lieu la classe, la récréation, les exercices physiques, car nous ne saurions négliger l'éducation physique dans une école ouverte sous le patronage du créateur du « Parc des Sports » et du « Collège d'athlètes de Reims. » Chez Champion, nous nous installerons dans le bas-cellier, laissant inoccupés les deux autres qui sont au-dessus : trois caves superposées permettront en cas de danger de s'abriter immédiatement. Ces celliers n'ont encore jamais été utilisés ; la construction n'en est même pas complètement achevée.

De ma visite chez Mumm je devais emporter une impression qui ne s'effacera plus de ma mémoire. L'administrateur, M. Robinet, me faisait visiter divers celliers où il pensait qu'on pouvait installer une école, et qui d'ailleurs ne me parurent pas assez sûrs, en sorte que je leur préférai les caves mêmes. En parcourant ces celliers, j'eus sous les yeux un spectacle lamentable. Nous étions au début du « siège » de Reims. Beaucoup de malheureux Ardennais, descendus de Mézières et de Rethel, et de Rémois qui avaient quitté temporairement leurs

domiciles bombardés, croyant à la délivrance prochaine de la ville, étaient venus mettre en sûreté leur « berloquin » dans ces celliers où on leur avait généreusement offert l'hospitalité. Ils étaient bien deux cents dans un des plus vastes, devenu une véritable cour des Miracles. Quand on y pénétrait, une odeur âcre vous prenait à la gorge. Par quelques imprécises allées on avait bien cherché à diviser en compartimens ce grand espace de 50 mètres sur 20, mais on n'avait en réalité constitué que des compartimens factices et il fallait souvent, pour avancer, enjamber des couchettes étendues à même le dallage, ou faire le tour des lits, écarter des chaises et des fourneaux à pétrole. Ces pauvres gens avaient apporté là matelas ou paillasses. Sur des cordes tendues d'un pilier à l'autre se balançaient des bas troués, quelques étoffes rapiécées et du linge encore humide. Nous ne circulions que difficilement, courbant le dos pour franchir ces obstacles tendus à hauteur de nos têtes. Près de la couchette, unique souvent pour la mère et plusieurs enfans, un anémique fourneau à pétrole enfumait plus qu'il ne chauffait la casserole où était censée cuire la soupe du soir, et, par-ci par-là, pendaient aux piliers de l'édifice une cage à oiseaux vide de ses captifs, une vieille glace étoilée, un coucou grinçant ou un œil-de-bœuf n'ayant plus qu'une aiguille, pauvres souvenirs qu'avait en partie épargnés le bombardement et qui restaient encore précieux pour ces pauvres gens.

Des femmes, pour la plupart débraillées et mal coiffées, avec des enfans accrochés à leurs jupes, allaient et venaient dans ce vaste hall, bien heureuses encore d'y trouver un asile. Ceux qui n'ont pas vu quelles souffrances physiques et morales endurèrent, pendant les premiers mois de la guerre surtout, les malheureux émigrés obligés de fuir devant l'envahisseur, ne savent pas à quel degré le fléau de l'invasion peut éprouver les âmes même les mieux trempées. J'avais hâte d'éloigner les enfans de ce milieu aussi peu propice à leur santé physique qu'à leur éducation morale et je pensais qu'en ouvrant l'école dans un local tout proche, la maîtresse pourrait, par ses leçons, ses conseils et même les exigences réglementaires au point de vue de la propreté et de l'hygiène, contribuer à améliorer la condition non seulement des enfans, mais peut-être aussi des parens touchés indirectement. J'ouvris donc le 22 janvier l'école « Joffre. »

2 février. — Quels douloureux spectacles dans ces rues bombardées depuis six mois! Les glaces des-beaux magasins du centre, presque toutes brisées par les explosions, ont été remplacées ici par une devanture aux trois quarts en bois, le reste en verre ; là par des fermetures entièrement en bois, si bien qu'il faut tenir la porte ouverte pour éclairer l'intérieur, ailleurs par des planches à peine rabotées ou par des tôles. — Rue de Talleyrand, de grandes glaces fortement étoilées ont été consolidées avec du papier de toutes les couleurs; rue des Deux-Anges, la maison d'un luthier est fermée par des couvercles de caisses portant encore cette inscription, qui par hasard se trouve juste à l'emplacement de l'ancienne porte : « Côté à ouvrir. » Non loin une maison de tailleur, jadis très importante, est indiquée par cette simple mention écrite à l'encre avec un bout de bois : « Auberge, tailleur — civil et militaire. » Un marchand de cycles de la rue de l'Étape s'est mis encore moins en frais et, dans sa hâte, a tout uniment, sur les panneaux de son magasin, griffonné à la craie, en gros caractères : « Pour les articles cyclistes, s'adresser au bistro voisin. » A l'angle de la même rue, un cabaretier a fermé son débit avec les rallonges de sa table. Et sur les monumens publics, aux carrefours des rues, un peu partout, imprimée sur papier vert tirant l'œil, mais à moitié déchirée ou maculée, se lit l'odieuse « Proclamation » allemande informant les Rémois que l'armée ennemie ayant pris possession de la « Ville et Forteresse » (?) de Reims, ils n'ont qu'à se bien tenir s'ils ne veulent encourir une des nombreuses peines qui les menacent, notamment la pendaison. Suit une longue et interminable liste d'otages.

Ne croyez pas cependant que la ville, quoique bombardée presque chaque jour, soit une ville morte. Dans la rue de Vesles, la circulation est assez active, de huit à dix heures du matin, et l'après-midi à partir de deux heures, car c'est généralement entre dix et quatorze heures que nos excellens voisins, toujours très méthodiques, nous arrosent. Nombre de magasins sont ouverts et même achalandés : les cliens « civils, » contrairement à ce qu'on pourrait croire, y sont aussi nombreux que les militaires.

Les Rémois donc vont et viennent dans les rues, sans souci du danger qui les menace à chaque pas, circulant au milieu

des ruines, tenant à se rendre compte des effets du bombardement d'hier, regardant les cartes postales récentes qui répandront à travers le monde l'image des atrocités chaque jour renouvelées et chaque jour plus terribles de la « kultur allemande. » La ville, quoiqu'au tiers détruite, et où des tas de décombres soigneusement alignés devant les maisons atteintes, rappellent au promeneur les effets des obus de tous calibres, est toujours propre, et le visiteur n'est pas peu surpris de trouver les rues aussi bien entretenues qu'avant la guerre. — C'est qu'un avis de la municipalité, daté du 14 octobre 1914, ordonne de nettoyer les trottoirs et la chaussée « aussitôt la chute des obus, » et que le service de la voirie continue à être très bien fait. Ajoutez que le ravitaillement est assuré avec une régularité parfaite, grâce à la prévoyance de la municipalité qui fait emmagasiner chaque jour de grandes quantités de farine. La longue théorie des voitures chargées de sacs défile l'après-midi, à travers le faubourg de Paris, allant porter dans des écoles désaffectées toutes ces réserves qui suffiraient à soutenir un siège de plusieurs mois. Les mêmes mesures sont prises pour le charbon et pour toutes les denrées de première nécessité.

...Au coin du pont de Vesles, un vieux bonhomme qu'aucun bombardement n'effraye, sans doute parce qu'il porte le ruban de chevalier de la Légion d'honneur, tient crânement sous le bras son carton à journaux, criant à tue-tête : « Demandez *l'Éclaireur de l'Est,* aujourd'hui quatre pages. » Les deux journaux locaux ne tirent d'ordinaire que sur deux pages, qui suffisent amplement pour enregistrer la chronique locale peu riche en événemens variés...

Lundi 22. — Quelle nuit affreuse! Il faisait, hier dimanche, un temps magnifique : gai soleil, température douce, et calme absolu; tout Reims était dehors. Le soir, à huit heures cinquante-cinq, un sifflement sinistre se fait entendre suivi d'un éclatement tout proche; presque aussitôt d'autres sifflemens et éclatemens se produisent, puis d'autres et d'autres encore sans arrêt. Rapidement, tout le monde descend à la cave, où bientôt des voisins viennent nous rejoindre. Nous restons là jusqu'à deux heures vingt. Dehors les obus sifflent sans discontinuer par rafales de huit ou dix et ces sifflemens ininterrompus, se répercutant sous les voûtes de notre asile, nous

déchirent les oreilles. Vers onze heures, pendant une accalmie, je monte au grenier : on distingue cinq ou six grands foyers d'incendie. Dix minutes ne se sont pas écoulées, que de nouveaux éclatemens tout proches m'avertissent que l'arrosage n'est pas terminé. A la cave où je redescends, les dames, accourues dans cet abri et installées au petit bonheur sur des chaises, des bancs, des madriers, grelottent de froid. L'énervement chez chacune d'elles se traduit de manière différente. Mademoiselle P... rit d'un rire nerveux et continu qui fait peine à entendre ; mademoiselle C... parle sans cesse comme pour s'étourdir et se donner du ton et madame T... à chaque sifflement rapproché crie affolée : « Encore une ! » Les obus tombent en avant, en arrière, dans le canal, dans les champs où souvent ils n'éclatent pas, sur les maisons voisines où ils font un bruit d'enfer, au loin, sur le centre, partout. Enfin, deux heures et demie, puis trois heures arrivent et, transis de froid autant que rompus de fatigue nous remontons nous coucher. Mais, malgré l'accablante lassitude, comment dormir après de pareilles secousses ?

Ce matin, on m'affirme qu'il ne serait pas tombé moins de 3 à 4 000 obus sur Reims. Pas un quartier n'a été épargné, mais c'est surtout la rue de Vesles qui a été atteinte. Il y aurait en ville beaucoup de victimes : Rue de l'Étape, deux femmes ont été ensevelies sous les décombres de leur maison et les pompiers qui, trop peu nombreux, ont vainement essayé toute la nuit d'éteindre les incendies viennent de partir pour délivrer les emmurées. Il serait tombé des obus jusqu'à la Haubette qu'on croyait hors de la portée des canons-ennemis et le faubourg de Paris a eu largement son compte.

Afin que les élèves puissent se remettre de leurs émotions, je viens de fermer toutes les écoles pour une durée de trois jours. L'effroi ressenti par la population a été si grand que les départs se multiplient dans des proportions considérables ; jamais Reims n'avait subi pareil « arrosage. »

Mardi 2 mars. — Le bombardement a recommencé hier soir et duré toute la nuit. Vers six heures d'abord, sont tombés quelques obus, puis à partir de neuf heures ils nous arrivèrent par rafales. J'ai constaté trois grands foyers d'incendie illuminant toute la ville ; dans la nuit noire c'était sinistre et grandiose, cela rappelait l'effroyable incendie de la cathédrale.

Le jour arrive et on annonce que l'école maternelle Courmeaux est brûlée ainsi que nombre de maisons particulières et de magasins. Il y avait, paraît-il, vingt-deux incendies allumés en même temps! Aussi, les dévastations dans certains quartiers ont été considérables. Il est avéré que les Boches n'ont pas lancé cette nuit moins de 2500 obus dont 150 incendiaires.

Mercredi 3. — Après cette nuit terrible, j'ai donné congé aux écoles de la rue de Courlancy dont les élèves avaient été très impressionnés par le bombardement et suis allé visiter, aux caves Mumm, l'école Joffre, que j'ai fait photographier.

Vendredi 5. — Bombardement général de la ville : je ferme pour deux jours l'école « Albert Ier, » située dans un quartier très « arrosé » et où se trouvent des cantonnemens de troupes.

Samedi 6. — A dix heures m'arrive M. Brodiez, directeur de l'école « Dubail » (caves Champion), qui m'annonce qu'un 150 vient de tomber sur l'école et que des éclats ont rejailli jusque près des enfans qui jouaient dans le cellier du rez-de-chaussée. Personne de blessé cependant : les enfans ont été terrifiés, naturellement, mais il n'y a eu aucune panique. Depuis trois ou quatre jours, l'ennemi s'acharne sur cette école et sur le quartier. L'école « Dubail » sera fermée pour huit jours.

A quatre heures, Mlle Philippe, directrice de l'école « Joffre, » vient m'informer que l'insécurité augmente encore dans le quartier des caves Mumm sans cesse bombardé, si bien que les enfans courent les plus grands dangers et en se rendant en classe et en quittant l'école.

Lundi 22. — Encore une bien mauvaise journée. Dès six heures du matin, les avions volent de tous côtés. A 11 heures un quart, un avion boche survole le quartier de Courlancy et jette cinq bombes dont une sur la route de Bezannes, près du passage à niveau, où il tue une femme. Grand émoi au groupe scolaire de Courlancy en entendant ces formidables détonations. Je fais réunir les enfans dans une petite salle carrée au centre du bâtiment, qui me paraît plus protégée que le reste. Un mot de réconfort à tout le monde, les enfans reprennent leur air rieur et, l'aéro étant passé, les classes recommencent au bout d'un quart d'heure. Le lendemain, pas un enfant ne manquait : voilà l'effet que produisent sur les petits Rémois les bombes allemandes!

Après midi, grande activité des deux artilleries. Visite de M. Millerand, ministre de la guerre. La nuit, bombardement « intermittent et méthodique : » chaque heure *régulièrement*, une rafale.

Vendredi 9 avril. — Dans la nuit du 8 au 9, bombardement de neuf à onze heures du matin, sans arrêt; nombreuses bombes incendiaires. L'ennemi tape surtout sur le centre de la ville et le faubourg de Laon. Sont incendiées notamment la maison Minard, rue Gambetta, les Folies-Bergère, même rue, une maison en face de l'école maternelle, rue Anquetil; plus légèrement atteints divers immeubles rue de l'Écu, et la Société Générale, place Royale, si bien que vers minuit on peut compter une quarantaine de feux simultanés.

Lundi 26. — Pendant la nuit, violente canonnade sur le front de Reims, surtout à l'Est vers Prunay et Sillery. Ce sont de gros canons qui entrent en action, puis bientôt les mitrailleuses et les fusils, pendant que les fusées éclairent tout le front; il n'y a pas de doute : c'est une bataille sur toute la ligne.

Mardi 27. — Canonnade prolongée, encore à l'est de Reims, avec quelques gros coups sourds venant de Brimont et de Bétheny; la bataille continue sans doute. Vers quatre heures un quart, elle atteint son maximum de violence : le canon tonne sans cesse et on entend très distinctement les rafales de 75, ainsi que le crépitement des mitrailleuses.

Mercredi 19 mai. — A neuf heures, j'accompagne à l'école « Dubail » M. Dramas, journaliste rémois, qui m'a demandé de la visiter. A deux heures, nous allons ensemble à la cathédrale. Un désastre ! L'intérieur cependant est moins atteint que le dehors. Les statues de la tour du Nord sont presque complètement calcinées, et, à l'intérieur, les stalles de gauche sont brûlées complètement. Un obus a troué la voûte au-dessus du maître-autel : chose extraordinaire, l'horloge est intacte, ainsi que les orgues.

Mardi 25. — Les journaux de Paris nous apportent la grande nouvelle : l'Italie a déclaré la guerre. Aussitôt, je me fais un agréable devoir de rendre visite à M. Mazucchi, consul général d'Italie : réception très chaleureuse, congratulations réciproques. A mon retour, je passe dans les classes annoncer la bonne nouvelle, je la commente un instant devant les élèves

réunis et donne un jour de congé aux écoles. Une conférence sera faite dans chaque établissement sur l'alliance italienne. A dix heures du soir, par un clair de lune splendide, bombardement violent. Les Allemands se vengent sur Reims de l'alliance italienne.

Mardi 1er juin. — Dès huit heures et demie, bombardement du centre de la ville, puis le tir s'allongeant atteint jusqu'au faubourg de Paris. A dix heures et demie, comme les coups se précipitent, je descends dans les classes. A l'instant précis où j'y arrive, se produit une très forte explosion : une bombe est tombée chez M. Choubry, au n° 48 de la rue de Courlancy, et l'école est au n° 2! Naturellement, les enfans ont été saisis par ce bruit formidable. Les maîtresses ont pris les mesures habituelles, ont rassuré les plus impressionnés, et, à onze heures vingt, le calme étant revenu, j'ai ordonné la sortie. Renseignemens pris, la bombe de la rue de Courlancy a tué une femme; beaucoup d'autres victimes ont été faites en ville, surtout dans le centre.

Samedi 3 juillet. — A neuf heures dix du soir, j'étais assis dans la cour de l'école lorsque retentit un formidable éclatement, bientôt suivi d'un autre, puis d'un autre encore. Je rentre dans les classes et j'appelle, pour descendre à la cave, les personnes qui habitent au premier, car les sifflemens et les éclatemens se multiplient dans tout le quartier. Mlles F... et C... et M. T... descendent en hâte, non sans apporter chacun l'ordinaire sac contenant toute leur fortune, ce sac qu'on n'oublie jamais et qui reste, la nuit, posé près du lit de chaque Rémois pour être, en cas d'alerte, emporté dans la fuite. Avec M. T... nous nous blottissons dans un coin du « labyrinthe » aménagé près des classes. Alors commence la scène habituelle. A chaque sifflement, j'entends de la cave monter la voix de Mlle C... disant : « Encore une ! » ou : « Pas éclatée ! » « C'est dans le canal ! » « C'est rue de Vesles ! » etc.

Samedi 10. — Départ du premier convoi d'enfans pour ces « Colonies de vacances » que nous avons réussi à organiser. Grand remue-ménage rue de Courlancy, en face de l'école maternelle d'où partent ces convois. Accompagnés par leurs parens, nos « petits bombardés » arrivent dès six heures du matin (le départ est à sept heures), chacun portant le sac bourré de vêtemens, de jouets et aussi de victuailles, car il ne faut pas

se laisser mourir de faim en route, et certains traverseront toute la France. Des charrettes, des camions à ridelles conduisent, sous la surveillance de maîtresses, tout ce monde à la gare de Pargny, distante de sept kilomètres. Là, après qu'on a fait un nouvel appel, les enfans prennent place dans le chemin de fer de banlieue qui les transportera jusqu'à Dormans, où ils attendront le grand train Nancy-Paris. Arrivés à Paris, la Société « l'Accueil français » les transportera dans les locaux où elle les hospitalise en attendant (un jour généralement) leur départ pour l'endroit où ils passeront leurs vacances. C'est beaucoup de fatigue pour nos instituteurs et institutrices surtout, mais cela fait tant de plaisir aux familles! et nos courageux élèves ont si bien mérité ce repos loin des bombes!

Vendredi 17 septembre. — L'instituteur-soldat G... informe Mlle C... que les rumeurs relatives à l'offensive prochaine, au « grand coup, » seraient fondées : cela se mijote.

Le calme est à peu près général sur le front et en ville, même la nuit. A l'hôtel de ville on ne parle que du « grand coup » prochain. Dans ces conditions, je préfère ne pas faire rentrer les enfans envoyés en colonies de vacances. Ils ne reviendront que fin octobre. A l' « Ouvroir » que j'ai installé rue de Courlancy, les institutrices fabriquent en hâte des milliers de lunettes pour masques anti-asphyxians demandés par l'Intendance.

Samedi 18. — Toujours les mêmes rumeurs relatives au « grand coup. » Un soldat a dit à T... que tout doit être prêt pour le 20 courant et que l'offensive peut avoir lieu tous les jours, à compter de cette date. L'action serait engagée sur tout le front. Partout, en ville et dans les cantonnemens, fiévreuse agitation des officiers et des soldats. Les cantines des officiers sont prêtes et placées en lieu sûr; on en transporte de pleines charrettes à la Haubette. Tous les hôpitaux et ambulances sont vidés et prêts à recevoir de nouveaux blessés. Il nous faut prendre aussi nos dispositions contre le bombardement possible : j'ordonne la fermeture des trois garderies de vacances encore ouvertes (Dubail, Courlancy, Libergier) et interdis de nouvelles ouvertures sans autorisation formelle. Les écoles de la campagne resteront également fermées. Le calme cependant continue à régner. Voici qu'on apporte à l' « Œuvre des Institutrices » des toiles à couper et à coudre pour faire 2 800 sacs à terre.

Dimanche 19. — G... et S... confirment les renseignemens donnés antérieurement. L'offensive aura bien lieu aux environs du 20. Le général irait habiter les caves Pommery où tout est prêt depuis longtemps pour le recevoir. Il emmènerait trois secrétaires, les autres restant à la Division. On parle beaucoup en ville d'une proclamation du général Joffre qui serait lue aux troupes aujourd'hui à trois heures. On croit pouvoir en donner même les termes. Mlle F... « fortifie » la classe de Mme L... par des rangées de caisses pleines de linge, par des tables superposées, des tableaux noirs, des meubles, des fauteuils et y place un lit. L'ouïe de la cave est fermée par des sacs pleins de cailloux. Au premier étage, je fais vider les armoires à linge dont le contenu est descendu à la cave. On range tous les meubles et le piano dans la cuisine, qui paraît plus protégée. Aujourd'hui il y a encore moins d'animation en ville et on entend une canonnade très intense des nôtres sur le front Est.

Jeudi 23. — Pas de nouvelles sensationnelles, sinon l'annonce par S... et G... d'une proclamation très courte du général Joffre aux troupes. Est-ce enfin le déclenchement? Dans le ciel, vers quatre heures, nombreux aéros boches et français, nombreux combats que je suis avec T... du plateau de Bezannes. De quatre heures à cinq heures et demie, violent bombardement de la ville. Nous voyons distinctement tomber les bombes et s'élever la fumée noire, notamment au centre et aux environs de la cathédrale et de l'hôtel de ville.

Samedi 25. — On vient de faire évacuer le cantonnement des brancardiers divisionnaires, logés à l'école de garçons voisine. A six heures, G... nous annonce que le préfet a téléphoné à la Division que nous avions aujourd'hui avancé de trois kilomètres à Auberive; des officiers disaient entre eux que les Anglais avaient avancé dans le Nord de trois kilomètres sur un front de dix. Attendons confirmation de ces bonnes nouvelles. A neuf heures vingt, ce soir, premier coup très violent d'un de nos gros canons placés à Saint-Brice. La lueur de l'explosion a illuminé l'horizon et le coup a fait trembler notre maison tout entière, si bien que nous croyions à l'explosion d'une bombe allemande, mais de quart d'heure en quart d'heure de nouveaux coups semblables nous ont rassurés. Il paraît que c'était « la grosse Julie » qui tirait.

Dimanche 26. — Toute la nuit, de demi-heure en demi-heure,

« Julie » a continué de tirer. Ce matin, au « Communiqué, » de bonnes nouvelles, et ce soir à deux heures G... est venu nous annoncer que l'avance de nos troupes est officielle. On a gagné trois kilomètres en profondeur, fait 10 000 prisonniers. Bravo! Nous nous empressons de répandre cette nouvelle partout autour de nous. Officiers, sous-officiers et soldats, eux, se chargent de la faire vite connaître en ville où toutes les figures sont radieuses et la gaîté générale, car on espère encore en une prompte délivrance! Le « Communiqué » de trois heures annonce 12 000 prisonniers et confirme l'avance en Artois. On se réunit entre amis, pour sabler le champagne.

Lundi 27. — Tout le monde attend toujours l'offensive en face de Reims. Du plateau de Bezannes, excellent lieu d'observation, on entend tonner formidablement le canon vers Berry-au-Bac et sur la ligne de l'Aisne. Et, dominant ce bruit terrible, de quart d'heure en quart d'heure, se fait toujours entendre la grosse voix de « Julie. »

Mardi 28. — Encore rien de nouveau sinon que le « Communiqué » de sept heures nous annonce 75 canons pris en Champagne, au lieu de 30. Ce soir, pas de journaux de Paris. Le « Communiqué » de quatre heures est plus que maigre. Chacun recommence à s'énerver.

OCTAVE FORSANT.

(A suivre.)

OÙ EN EST L'ARMÉE ALLEMANDE?

LE BILAN DE DEUX MOIS DE CAMPAGNE

(9 AVRIL — 8 JUIN 1917)

I. — LA MANŒUVRE DE HINDENBURG ET LE REPLI STRATÉGIQUE

Le 5 mars 1917, on apprit une nouvelle étrange : les Allemands se repliaient devant le front anglais et abandonnaient sans combat la redoute de Warlencourt. Ils semblaient renoncer à défendre Bapaume. Le bois de Saint-Pierre-Waast, le village de Sailly-Saillisel, objets tant disputés des combats de l'automne, tombaient tour à tour des mains de l'ennemi dans celles de nos alliés.

Ce n'était encore qu'un prélude. Brusquement, le 17 mars, après une semaine d'attente, le mouvement d'abord lent, limité avec précaution à des secteurs étroits de la vallée de l'Ancre, s'étendait à tout le front entre la Scarpe et l'Oise, sur un espace de 60, puis de 120 kilomètres. Tout le saillant occidental des lignes allemandes, l'immense arc de cercle qu'elles traçaient entre Arras et Soissons s'amincissait, s'aplatissait jusqu'à ne plus former qu'une droite, suivant une direction qui était à peu près la corde de cet arc. Tout l'espace intérieur, jusqu'à une

profondeur qui passait par endroits trente-cinq kilomètres, trois mille kilomètres carrés de territoire, trois cents villages, des villes, Péronne, Bapaume, Chauny, Guiscard, Nesle, Roye, Ham, Noyon, nous étaient subitement rendus. C'était une province, un grand lambeau de France prisonnière qui échappait à l'invasion, revenait à nous en trois jours.

On se rappelle l'état de fièvre que cette suite d'événemens créa dans le public. Chose curieuse : en Allemagne, ce déconcertant recul était également célébré à l'envi d'une victoire. Toutes les voix de la presse entonnent un chœur unanime à la gloire d'Hindenburg. Ce n'est plus un recul, c'est le « génial » repli. Le héros national nous eût-il pris autant de villes qu'il venait d'en perdre en un moment, il n'eût pas reçu plus de couronnes ou plus d'acclamations. Cette retraite prenait tournure de triomphe. L'Empereur approuvait. Jamais on n'avait vu retraiter une armée, ni perdre une conquête avec plus de satisfaction.

Sans doute, tout le monde n'était pas dupe. L'opinion allemande, si disciplinée qu'elle fût, ne pouvait s'empêcher de trahir son émotion. On avait beau administrer des formules calmantes : « Ne jamais considérer aucun détail isolément... Tout fait partie d'un tout... Tout se tient... » il est clair que beaucoup s'alarmaient de ce « détail. » Que devenait la « carte de la guerre? » Dans cette Allemagne pareille à « un grand bazar vide, » déjà tant de fois trompée sur l'époque de la victoire et la date de la paix, les bulletins de Ludendorff sur le « repli volontaire » devaient être accueillis avec une nuance de doute et de découragement.

Il était vrai pourtant que le principe d'un repli avait été, depuis quelque temps, un des partis envisagés par le commandement allemand. Il était question d'un « raccourcissement du front » qui devait libérer des forces pour un grand coup. L'idée semble contemporaine de la bataille de la Somme. Cette grande bataille, peu comprise chez nous, n'en a pas moins eu une portée qu'on serait aveugle de ne point voir. Nous avons hésité à y reconnaître une victoire; l'ennemi en a mieux jugé : il y a pris la conscience terrible de notre supériorité. Il a pû réussir, à grand'peine, à sauver la face et à éviter la débâcle; il s'est défendu pied à pied et n'a cédé de terrain qu'à la dernière extrémité. Mais, sans parler d'autres résultats assez considé-

rables — 70 000 prisonniers, 304 canons capturés, Verdun sauvé, — nous avions imprimé à l'Allemagne le sentiment d'un ascendant dont ce n'est pas trop de dire qu'elle en a conservé l'épouvante. Cette bataille a mis son armée à une épreuve telle qu'elle ne s'est plus senti la force d'en affronter une seconde. Si à Verdun elle a engagé en un an 56 divisions, elle a dû sur la Somme, entre le 1er juillet et le 31 octobre, en consommer 90, dont 25 sont retournées au feu deux et trois fois. Une instruction de la VIIe armée nous met dans le secret des angoisses du commandement, quand il s'agit de faire face à cette effroyable usure : où trouver des ressources pour continuer la lutte? « Que valent encore vos troupes? demande ce précieux questionnaire. *Critérium* unique : *sont-elles capables de servir sur le front de la Somme?* Et, comme toutes celles de l'armée y ont déjà passé, *dans quelle mesure se sont effacées les impressions de ces combats?* Dans quelle mesure les pertes ont-elles été comblées? (Prière d'éviter l'expression : *Division épuisée.*) Quel est le degré d'instruction de vos recrues? *Ne pas rechercher la perfection; ne pas exiger l'impossible.* On ne fait pas les difficiles dans les circonstances urgentes (1). »

Voilà à quelle nécessité le commandement allemand se trouve réduit dès le mois de novembre. Il savait que l'hiver n'apporterait qu'une trêve et ne ferait qu'accroître les forces de l'Alliance. Alors, devant l'offensive imminente de celle-ci, il ne restait plus qu'une parade, puisque l'autre, la parade de la paix préventive, avait échoué en décembre : c'était de rompre avant l'attaque et de refuser, dans ces conditions, une nouvelle bataille. L'appréhension d'un désastre, retardé plutôt que conjuré au cours de l'été précédent, dictait à Hindenburg l'ordre de la retraite. C'était, à six mois d'intervalle, la conséquence de la longue pression antérieure. La volonté allemande cédait à notre volonté.

Tel est le fait. Comment le faire passer pour un succès?

Il s'agissait de prouver :

1° Que la retraite ruinait nos projets d'offensive.

2° Qu'elle rendait à l'armée une liberté d'action dont nous ne tarderions pas à ne plus nous louer.

Ces deux articles constituent le sens de la « manœuvre. »

(1) 16 novembre 1916. Le document est reproduit *in extenso* dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1917, p. 70.

Le premier était le plus prochain et le plus apparent. C'est celui que la presse développe bruyamment comme premier bénéfice de l'opération. Le thème uniforme est le suivant : « Les plans de l'Entente sont « déjoués » et « réduits à néant. » Que reste-t-il aujourd'hui de ses préparatifs? Tout cet échafaudage croule à bas d'un seul coup. »

L'ouvrage de longs mois, les parallèles de départ d'où devait s'élancer l'assaut, les masses d'artillerie qui devaient frayer la route par un déluge de feu aux colonnes d'attaque, les chemins de fer, les routes construites à grands frais, les réserves accumulées déjà derrière le front, tout cela se trouve inutile : tout a été fait en pure perte. Au lieu de la victoire à cueillir, de nouvelles tâches s'imposent : d'abord, il faudra reconnaître, en glissant dans le sang, ce qu'est devenu l'adversaire ; il faudra refaire d'autres plans, répartir autrement ses forces, avec le lourd souci des mille surprises désagréables qui peuvent survenir pendant ce moment de trouble. Telle est la situation pénible à laquelle se trouve condamnée l'Entente par la manœuvre d'Hindenburg (1).

On pourrait multiplier les citations du même genre. On sent à quel orage l'Allemagne pensait se soustraire, et avec quel soulagement elle le voyait se dissiper. Évidemment, on reculait; mais le prestige d'Hindenburg est au-dessus d'une reculade (2). D'autres y auraient laissé ou compromis leur gloire : la sienne est sortie de là plus solide que jamais. L'Allemand, quand il n'a pas la force, n'aime rien tant que la ruse, la subtile *Klugheit* qui sait jouer au plus fin, « engeigner » l'adversaire. Et c'était pour le populaire une joie sans mélange que le spectacle imaginaire de notre déconvenue et surtout du dépit de l'Anglais frustré du fruit de ses travaux, bafoué et encombré de l'immense bagage qui lui restait pour compte. Car cette Allemagne, naguère si vaine de son outillage, a changé de chanson ; à mesure que ce monopole lui échappe, elle se retranche dans le domaine des supériorités abstraites et dans le privilège de « l'art. »

Mais la merveille de cet « art, » ce n'était pas de renverser les combinaisons de l'adversaire ; c'était, par ce coup de poing donné dans l'échiquier, d'avoir subitement recouvré l'initia-

(1) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(2) F.-C. Endres, *Frankfürter Zeitung*, 18 mars.

tive; c'était cette péripétie qui retournait la situation, et grâce à quoi l'homme assailli, déjà pris à la gorge, se dérobe à l'étreinte et reprend son indépendance. C'est lui qui maintenant traîne l'ennemi à sa remorque et l'oblige à le suivre (1). Il bouscule ses plans, le déroute et le place en présence d'une énigme (2). Mieux encore : par ce magnifique « décrochage, » le vieux maître inaugure une ère nouvelle de la guerre. « L'Histoire, écrit Salzmann, enregistrera un jour comme un fait capital *le chef-d'œuvre d'intelligence* qui préside à la création de la situation présente (3). » La guerre, en effet, immobile depuis deux ans, figée sur place dans les tranchées, avait pris une forme stationnaire dont aucun effort des deux partis n'avait réussi à la tirer. Tout le monde avait fini par accepter cette formule comme la condition fatale et le dernier mot de la guerre moderne. O miracle! Hindenburg paraît et le charme est rompu. « La pensée a repris ses droits sur la matière (4). » Puissance de l'idée (5)! Il suffit au grand homme d'un acte de sa volonté : aussitôt le front s'ébranle, et voilà restitués à ces masses inertes le mouvement et la vie. La rigueur des fronts défensifs se transforme en souplesse, l'ankylose en élasticité. La guerre, si longtemps pétrifiée, retrouve la flexibilité des lignes, l'espace, la manœuvre, la jeunesse. Il n'a fallu pour cela que le souffle du génie!

Ainsi, nos projets bouleversés; nos préparatifs rendus vains; l'initiative des batailles arrachée à l'Entente et l'Allemagne maîtresse de la conduite de la guerre; l'engourdissement des tranchées, la longue stagnation des affaires rompue par une solution grandiose, et le champ infini des surprises et de la manœuvre ouvert devant l'armée allemande : qu'était-ce, au prix de tout cela, que la frange de terrain qu'on abandonnait à l'ennemi? Du reste, on s'y prenait de façon à ne pas lui en rendre la possession agréable...

Enfin, Hindenburg gagne du temps. Moraht, l'oracle militaire du *Berliner Tageblatt*, écrit le 5 avril : « Dans le camp ennemi, les critiques compétens admettent *une perte de temps*

(1) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(2) *Ibid.*
(3) *Vossische Zeitung*, 24 mars.
(4) *Kölnische Zeitung*, 17 mars.
(5) *Frankfurter Zeitung*, 19 mars.

d'au moins trois mois; c'est-à-dire qu'il faudra trois mois pour remettre sur pied une offensive franco-anglaise. » On peut d'ailleurs se demander « si la guerre sous-marine permettra à l'Entente de se procurer le matériel nécessaire à la construction d'une nouvelle base d'attaque (1). » En attendant, l'Allemagne tient les Alliés à sa merci ; condamnés aux tourmens de l'insécurité, environnés partout « d'incertitudes et de menaces, » ils cherchent inutilement à « percer les ténèbres » et à déchiffrer le mystère des intentions d'Hindenburg (2).

Telle est, d'après les Allemands, la situation au lendemain de la retraite : l'offensive des Alliés est ruinée ; la guerre maritime se charge d'en prévenir le retour. L'Amérique, il est vrai, vient de déclarer la guerre ; mais l'Amérique est loin et son concours problématique. La révolution de Pétrograd paralyse la Russie. Hindenburg est le maître des événemens et l'arbitre de l'heure. Que l'ennemi étourdisse le monde de ses clameurs de victoire pour quelques misérables bribes de terre reconquise, mais qu'il se hâte de se réjouir! « Rira bien qui rira le dernier (3). »

II. — LES PROJETS ALLEMANDS ET LES ACCROISSEMENS DE L'ARMÉE

En effet, ce mouvement n'était qu'une préface. Il était bien entendu qu'après ce premier acte le rideau se relèverait sur un nouveau coup de théâtre, qui pourrait cette fois être un coup de tonnerre. Chacun répétait en Allemagne que la retraite n'était qu'une feinte, et ne faisait que cacher une de ces idées de derrière la tête « qui sont la marque de toutes les conceptions d'Hindenburg (4). » « Le seul point sur lequel le doute n'est pas permis, c'est que l'idée fondamentale, aujourd'hui comme hier, est l'idée d'offensive (5). » — « Nous voulons, écrit-on encore, mener librement le combat décisif au lieu et au moment de notre choix, dans les meilleures conditions pour épargner nos troupes et briser à jamais les forces de l'ennemi (6). » Endres, derrière le stratagème de l'armée allemande, entrevoit

(1) *Schwäbischer Merkur*, 22 mars.
(2) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(3) F.-C. Endres, *Frankfürter Zeitung*, 1er avril.
(4) *Lokal Anzeiger*, 14 mars.
(5) *Ibid.*, 19 mars.
(6) *Rheinische Westfälische Zeitung*, 19 mars.

la menace « d'une de ces vastes manœuvres en tenailles dont Hindenburg a le secret (1). » Le soldat sait bien que ce recul n'est pas définitif. « Il fait quelques pas en arrière, mais c'est pour mieux mener la charge (2). » Et le général von Ardenne : « Les Anglais, ricane-t-il, s'apercevront bientôt si nous leur montrons le dos, ou si ce n'est pas le clair regard d'un visage résolu (3). »

Là-dessus, on citait l'exemple des retraites qui avaient fini par des victoires; on rappelait ces fortes manœuvres, suivies de foudroyantes surprises, dont Hindenburg s'est fait une spécialité. C'est ainsi qu'en 1916 il prélude à l'invasion de la Roumanie par l'évacuation d'une partie de la Transylvanie. C'est ainsi que, dans l'automne de 1914, pris sur sa gauche par les Russes pendant sa marche sur la Vistule, il répond à cette attaque de flanc par l'abandon de toute la Pologne et par un regroupement immédiat dans la région de Posen : prodromes de sa victoire de Lodsz que devait suivre, en mai, la percée de la Dunajec. C'est toujours le même Hindenburg qui venait de commander la retraite de la Somme. Qui sait quel coup de boutoir il méditait encore?

Il est naturellement assez difficile de le dire, puisque ses desseins n'ont pas reçu un commencement d'exécution. Ce qui est sûr, c'est que toute l'armée s'attendait à la reprise de la guerre de mouvement, et que les critiques s'accordaient à y voir la meilleure de ses chances contre des adversaires qui ne la faisaient plus depuis trois ans ou qui, comme les Anglais, ne l'avaient jamais faite. Les troupes allemandes, au contraire, étaient là dans leur élément : presque toutes avaient pris part aux marches et aux campagnes du front oriental. Les Alliés ne pouvaient lutter sur ce terrain avec les vétérans de Pologne, de Serbie et de Roumanie. Dans cette guerre nouvelle l'Allemagne, à défaut du nombre, retrouvait tous ses avantages. Dans les dépôts, les recrues n'étaient plus exercées qu'à la guerre de mouvement.

Le reste est forcément du domaine de la conjecture. Des différentes hypothèses qu'il pouvait se proposer, sur laquelle l'état-major allait-il arrêter son choix? Il y en a une qui est

(1) *Frankfürter Zeitung*, 18 mars.
(2) *Ibid.*, 25 mars.
(3) *Magdeburgische Zeitung*, 25 mars.

tout de suite à écarter, c'est l'idée d'un retour offensif sur le terrain de la retraite, et qui nous y bousculerait avant de nous laisser le temps de nous installer : s'il voulait manœuvrer par là, Hindenburg n'eût pas commencé par dévaster le pays et par couper les routes. Il est clair qu'un pareil « glacis » n'a qu'un sens défensif. Certains, se souvenant qu'Hindenburg est l'homme du front oriental, où il a remporté les plus beaux de ses succès, ne doutaient pas qu'il ne portât ses premiers coups contre la Russie; mais on répondait qu'il pouvait s'en épargner la peine : il n'avait, en effet, qu'à laisser faire les démagogues; ils auraient vite achevé de décomposer l'armée, et il aurait alors bon marché de la Russie. En attendant, la Révolution le laissait tranquille de ce côté. D'autres rappelaient que la méthode allemande est de tomber avec toutes ses forces sur l'adversaire le plus faible, et montraient l'Italie comme la victime désignée de la prochaine exécution.

Enfin, les derniers soutenaient comme la plus vraisemblable l'hypothèse d'une nouvelle offensive sur le front occidental; là se trouve l'adversaire principal, le plus fort et le plus détesté. Après la manœuvre de mars et le « refus du centre, » ils attendaient, comme conclusion, quelque vaste tentative d'enveloppement par les ailes, le gros de l'effort se portant surtout à l'aile droite, avec Calais pour objectif, c'est-à-dire les bases navales de l'Angleterre ; à moins qu'ajournant cette manœuvre, Hindenburg s'enfermât sur terre dans une attitude défensive, mais tout en dessinant par mer une menace d'investissement de plus grande envergure encore, agissant par ses sous-marins sur les communications de l'ennemi, pesant sur les artères qui lui apportent la subsistance (1). La marine, dans ce système, était une nouvelle armée, une sorte de bras immense ajouté à l'armée de terre et prolongeant sa droite à travers l'Océan, jetant ses tentacules autour de l'Angleterre, lui suçant le sang avec la vie. C'est en ce sens que l'Allemagne peut dire que le temps, qui travaillait pour les Alliés, travaille maintenant pour elle. Ainsi s'articulaient les pièces du mécanisme géant, la retraite de l'armée et l'offensive de la flotte, jusqu'au moment où, l'heure venue, et l'Angleterre haletante, épuisée par la guerre navale, il suffirait d'un seul assaut pour lui donner le coup de grâce.

(1) *Frankfürter Zeitung* 14 avril.

Reste une dernière hypothèse, fort différente des précédentes, plus fine et peut-être plus profonde. C'est que toutes ces idées d'offensive, tous ces développemens complaisans des journaux sur le « fier privilège de l'initiative, » n'étaient peut-être autre chose qu'un *bluff* destiné à amuser les badauds d'Allemagne en les entretenant dans leurs illusions favorites, et à inquiéter les Alliés en leur présentant de tous côtés de vagues épouvantails, tandis que le commandement, persuadé de la frivolité de toute entreprise de « percée, » serait bien résolu à ne plus rien tenter de ce genre pour son compte, et à en faire passer l'envie à qui viendrait le provoquer. En somme, dans cette opinion, Hindenburg serait un vieux malin qui cacherait son jeu et, sous des airs de matamore, se contenterait de demeurer prudemment sur l'expectative... Il va sans dire que cette opinion, si elle est exacte, équivaut à un aveu de défaite. Quand on se rappelle tout ce qu'on sait et tout ce qu'a écrit l'état-major allemand sur la valeur « en soi » et le mérite absolu de toute solution offensive, quand on se souvient de ses premières ambitions et de ses premières assurances, on est forcé de convenir que, pour en arriver là, il faut qu'il y ait dans la machine militaire allemande quelque chose qui ne va plus, et qu'une pareille démission de l'armée est ce qu'on peut imaginer pour elle de plus accablant.

Quoi qu'il en soit de ces conjectures, une chose est certaine : c'est que l'Allemagne se livrait à un fiévreux travail d'organisation militaire. Elle trouvait le moyen d'accroître son armée. Les dépôts, qui étaient à sec au mois de novembre, regorgent de nouveau. Elle porte à 234 le nombre de ses divisions. (L'armée du temps de paix en comprenait 50.) Elle vient d'en créer treize et se prépare activement à en forger huit ou dix autres. Ce que signifie d'ordinaire ce genre d'accroissemens, il suffit de consulter les dates pour le comprendre. Chacun d'eux correspond à l'une des entreprises allemandes et a pour raison d'être une de ces campagnes dont l'Empire a tour à tour attendu la victoire. On ferait l'histoire de la guerre par cette étude technique des transformations de l'armée.

Chacune de ces « époques » répond à un dessein de manœuvre défini, campagne de l'Yser, campagne contre la Russie ou contre la Roumanie, — et chaque accroissement de forces s'explique par les besoins de cette manœuvre. Qui dit

« manœuvre, » d'ailleurs, ne dit pas nécessairement « offensive : » on peut, dans le cas contraire, n'avoir pour objet que de se créer des pièces ou des unités de rechange, ce qu'on appelle des « volans, » pour soutenir une bataille d'usure. Dans tous les cas, il est enfantin de prétendre que la réduction du saillant de la Somme avait pour but de procurer à l'état-major allemand quelques « disponibilités; » la différence des fronts, avant et après la retraite, est de 45 kilomètres, représentant le secteur de cinq à six divisions. Cette économie insignifiante (et nous faisions la même, d'ailleurs, de notre côté) en valait-elle la peine, quand l'Allemagne, en s'établissant sur la ligne du Sereth, venait justement d'opérer un autre « raccourcissement » de quelque mille kilomètres?

Au début de l'hiver, elle est en plein travail: on assiste au plus vigoureux de ses efforts pour se créer des ressources nouvelles et pour utiliser. exploiter à l'extrême son capital en « personnel. » Jamais on n'a vu triturer d'une poigne plus rude la pâte ou la matière humaine. Une série de mesures d'une énergie extraordinaire parvient, dans ce pays qui paraissait vide en automne, à extraire encore une armée. On sait que l'Allemagne, dès le printemps de 1915, avait inauguré un type de divisions légères, constituées à trois régimens par la réduction des anciennes divisions à quatre régimens; ce système ternaire devient partout la règle : on supprime dans les régimens les quatrièmes bataillons, qui formeront le noyau des créations nouvelles. L'effectif de combat est unifié dans le bataillon à 650 hommes; les services accessoires (cuisiniers, plantons, ordonnances) seront remplis par des inaptes, des malingres, les déchets des dépôts, par une catégorie de vieux, de pères de famille, employés jusqu'alors aux menus services de l'intérieur, douanes, postes, etc. : cette opération, à 25 hommes par compagnie, devra rendre à l'armée active 250 000 hommes aguerris. Par le même procédé, on en tirera 25 000 autres des compagnies de mitrailleuses. Leurs remplaçans seront remplacés à leur tour par des auxiliaires du service civil. Cette substitution se poursuivra dans les bureaux, les hôpitaux, les ateliers et les usines. En principe, le service civil est volontaire, mais l'administration fait jouer, faut-il le dire? tous les divers ressorts de la pression et de la contrainte ; elle dispose de l'allocation, de la carte de viande. Grâce à cette mobilisation universelle des deux sexes,

l'Allemagne peut se vanter de posséder encore, après deux ans et demi de guerre, une armée « en puissance » plus considérable que toutes celles que Moltke a jamais menées en campagne.

Ce système d'expédiens et de récupérations, de substitutions et de remplacemens, permet, une fois de plus, de faire le « plein » dans les dépôts. Ces ressources, ajoutées à celles des jeunes classes et des blessés guéris, vont suffire : 1° à alimenter le front et à combler les pertes courantes; 2° à réaliser tout un programme de créations. Ce programme comprend deux parties. Une première série de divisions sera prête à entrer en ligne au mois de mars 1917. Elle est formée de 35 régimens (442 à 477) et porte, dans la série des divisions, les numéros 231 à 242 (outre la 15e bavaroise.) Une autre série de divisions, portant les numéros de la dizaine suivante (251 et au delà) est en train de s'organiser, dès la fin de janvier, avec les régimens de la série 600. Au début d'avril, une dizaine d'entre elles sont déjà repérées. Enfin, onze autres divisions sont formées au cours du printemps, soit par prélèvemens, soit par transformations d'unités existantes.

Au mois de mars, ce programme gigantesque est en voie d'achèvement. L'Allemagne est un vaste chantier de constructions; elle fabrique à outrance des canons, des sous-marins et des divisions, mais cet effort représente à peu près sa limite. Elle ne peut puiser davantage dans son réservoir d'hommes sans tarir l'avenir. Déjà les divisions de la première série (231 et suivantes) font leur apparition. L'Allemagne a besoin d'un peu de temps encore pour mener à bien son ouvrage. Ce délai, la retraite va le lui assurer. On a vu que Moraht estime gagner ainsi deux ou trois mois. Dans trois mois, les sous-marins auront fait de la besogne. L'immense tenaille de la guerre navale aura resserré ses pinces; l'Angleterre sera sur le point de crier grâce. Ce sera (si l'on admet l'hypothèse « offensive ») le moment de lancer les réserves, les trente ou quarante divisions dont le général von Ardenne commence à nous menacer (1), de jouer cette carte imprévue et d'obtenir, par un coup de masse, une écrasante victoire.

(1) *Berliner Tageblatt*, 13 avril.

III. — LA BATAILLE D'AVRIL A ÉTÉ, POUR L'ENNEMI, UNE BATAILLE DÉFENSIVE

Tel était, dans ses grandes lignes, autant qu'on peut le deviner, le plan dont la retraite était le premier acte. Tel est du moins le programme apparent, le scénario officiel que le commandement allemand fait développer par ses journaux...

Il dut s'apercevoir, au bout de peu de jours, que sa manœuvre ne lui donnerait pas tout ce qu'il s'en promettait. La bataille qu'il venait de refuser au centre se dessinait sur les ailes. Il avait vanté le mouvement de sa ligne « oscillant d'une façon élastique entre les solides points d'appui » que représentent ces deux ailes (1). Ce sont ces points d'appui — le double pilier de la manœuvre — qui allaient se trouver attaqués.

Rendons justice à l'ennemi : il nous a fort bien vus venir. Une bataille moderne, avec ce qu'elle comporte d'apprêts et de transports, n'est pas une chose qui se cache. Du reste, à tout hasard, il avait pris ses précautions. Il avait, chez nous, le 10 janvier, 130 divisions; le 10 avril, il en avait 147, dont plus de 40 au repos formaient une réserve immédiatement disponible (2). Neuf autres étaient en route pour se joindre à celles-là : deux venues de Russie, le reste de formation nouvelle. On voit que les Allemands se tenaient sur leurs gardes. Sur un point, leur prudence se trouva en défaut : ils n'avaient pas prévu que notre front d'attaque s'étendrait à la Champagne.

L'attaque anglaise du lundi de Pâques devança pourtant leurs calculs; l'ennemi ne l'attendait pas si tôt. La nôtre, huit jours plus tard, le trouva mieux en éveil. L'aviation redoublait de vigilance et montait activement la garde; l'artillerie se montrait chaque jour plus agressive. Nous tombions sur un adversaire parfaitement préparé. Ses réserves étaient à pied d'œuvre. Un placard de von Boehm, affiché le jour de Pâques, avertissait l'armée de la prochaine offensive entre Soissons et Reims.

Les ordres sont catégoriques : on ne devra jamais céder un pouce de terrain. « Comme les organisations en arrière du front, dit le 5 avril une note de la 39e brigade de réserve,

(1) *Frankfürter Zeitung*, 20 mars.
(2) Sur ce nombre, cinq seulement venaient du front oriental.

ne sont pas très développées ou font même complètement défaut, *il faut tenir coûte que coûte notre position.* » A la 183e division, sur le Chemin des Dames, l'ordre est plus explicite encore :

I a. N° 638. Personnel. 18 mars 1917.

A M. le général commandant la 33e brigade de réserve.

La dernière fois qu'il a passé dans les tranchées, le général a eu l'impression que tous les officiers ne sont pas encore persuadés de la nécessité de tenir à tout prix notre première position *(die vorderste Stellung)*. Je ne m'explique pas comment cette pensée a pu leur venir en tête, car tous les ordres prescrivent que la première ligne doit être défendue coûte que coûte et que, si elle était perdue, il faudrait se battre jusqu'à ce qu'elle soit reconquise.

Notre principale ligne de combat est la première ligne : voilà, à l'exclusion de toute autre, la seule pensée à s'enraciner dans l'esprit. Veuillez en pénétrer vos officiers et tous vos hommes. Vous me rendrez compte pour le 23 mars au soir.

VON SCHLUSSER.

L'instruction est répétée sous cette forme par la brigade :

33e brigade de réserve.

Vous me rendrez compte, le 22 mars au matin, que tous les officiers et hommes de troupe ont reçu de nouveau l'instruction formelle que la première ligne doit être défendue à toute extrémité. Au cas où une compagnie aurait eu le malheur de laisser pénétrer dans ses lignes des fractions ennemies, le commandant de cette compagnie devra, par une contre-attaque immédiate, s'assurer la reprise de ces positions. Il faut s'y exercer, bien que ce cas doive être, Dieu merci, l'exception.

J'espère que désormais il ne se trouvera plus personne à la brigade pour répondre qu'il *essayera* de tenir sur la première ligne, mais qu'on répondra que la première ligne doit être tenue coûte que coûte.

VON WURM.

On se rend compte, par de tels textes, du prix que l'ennemi attachait à ses positions et de l'effort qu'il s'apprêtait à faire pour les conserver. Il y allait de la gloire des armes allemandes (1). Du succès éclatant des attaques françaises de l'au-

(1) Ordre du général von Boehm à la VIIe armée, 12 avril 1917.

tomne, surtout de la double victoire de Douaumont-Louvemont, remportée coup sur coup, en quelques heures, presque sans pertes, l'Allemagne avait gardé un ressentiment profond. Ces revers si cuisans lui restaient sur le cœur. Par deux fois, en octobre et en décembre, nos divisions « soigneusement instruites, » après une préparation d'artillerie de plusieurs jours, s'étaient élancées à la charge « comme à la manœuvre. » Par deux fois elles avaient fait ce qu'il leur avait plu, franchi en se jouant les barrages, sans que les troupes ni l'artillerie allemandes aient su leur opposer un obstacle sérieux. Le Français n'est plus l'adversaire brave et écervelé qui ne compte que sur son élan : chose plus grave, il a une méthode, et cette méthode s'est trouvée victorieuse. « L'ennemi, dit une instruction du Kronprinz, emploiera désormais les mêmes procédés, perfectionnés encore, même dans des attaques de plus grande envergure. Il faut que la défense s'oriente d'après cette règle. *Les causes des succès de l'ennemi sont connues. Il s'agit que ces succès ne soient plus possibles à l'avenir* (1). »

Ainsi l'expérience de Verdun et de la Somme a révélé aux Allemands notre supériorité technique. Force est de reconnaître « les progrès indéniables de l'infanterie française. » Il ne sera pas dit que la France aura eu raison de la science et de la ténacité allemandes. Aussitôt, avec cette énergie et cet esprit de suite qui le caractérisent, l'état-major allemand entreprend de refondre sa tactique de combat et d'opposer à notre méthode d'attaque une nouvelle méthode de défense. De là, le plan de la « ligne Hindenburg. »

Dans un mémoire confidentiel du 26 décembre 1916, Hindenburg analyse les raisons des « graves et douloureux échecs » des semaines précédentes et trace les grandes lignes du système. A Verdun, la première défense culbutée, nous n'avions plus trouvé devant nous d'organisations sérieuses; les réserves se sont vues submergées par nos troupes sans avoir le temps d'intervenir. En deux heures, nous progressions de trois kilomètres jusqu'aux positions de batteries. Il faut donc avant tout retarder l'ennemi et opposer à son avance des difficultés sans cesse renouvelées : qu'il ne puisse franchir un obstacle sans

(1) *Considérations sur la défense et la construction des positions*, mémoire de l'état-major du groupe d'armées du Kronprinz, 3 février 1917, signé : Von Schulenburg.

tomber sur un autre ; qu'il soit contraint de s'arrêter sous le feu et d'y cruellement souffrir ; qu'il trouve un terrain semé de pièges, hérissé de défenses, de fils de fer bien camouflés, disposés en dents de scie, en écharpe, en couloirs, qui disloquent l'attaque, l'accrochent, l'effiloquent, tandis que des feux d'enfilade partis de points bien choisis, au besoin de nids de mitrailleuses embusquées en plein vent, achèvent de le détruire. Si quelques groupes plus heureux parviennent malgré tout jusqu'à la deuxième ligne, ce sera pour s'y faire ramener ou ramasser par la garnison.

L'essentiel du système se ramène à ce qu'on appelle l'échelonnement en profondeur, par opposition à l'ordre mince ou linéaire. Une fortification du type Hindenburg comportera généralement deux ou trois « positions, » comprenant chacune au moins deux « lignes, » la ligne de défense et la ligne de soutien, réunies entre elles par des boyaux, le tout agencé de manière à obtenir un cloisonnement, un compartimentage étanche du terrain, afin de limiter l'irruption de l'ennemi, avec des points d'appui s'étayant mutuellement et un usage complet de tous les organes de flanquement, « qui constituent l'armature et le squelette du système (1). » On multiplie à l'intérieur les « bretelles, » les crans d'arrêt, les cadenas, les « verrous *(Riegelstellung)*; » on les doublera en arrière de « lignes de sûreté. » C'est un ouvrage de serrurerie extrêmement compliqué, qu'une position Hindenburg. La disposition des abris est assez particulière. Dans la ligne avancée, rien que des postes de guetteurs; dans la ligne de soutien, un abri tous les deux cents mètres pour un « groupe, » c'est-à-dire pour une dizaine d'hommes. Les grands abris de réserve sont placés en arrière. Plus d'abris de combat enterrés trop avant et d'où la garnison n'arrive pas à sortir : en revanche, partout une débauche de béton. On s'en servira surtout pour les blockhaus à mitrailleuses. En résumé, une « foule d'ouvrages de petites dimensions, disséminés, dissimulés, se soutenant d'après un plan précis, » sans aucune régularité, et disposés toujours en chicane ou en échiquier. Les linéamens de cette organisation apparaissent nettement dès la fin de janvier. L'Allemagne y emploie les prisonniers, les déportés, l'immense main-d'œuvre

(1) *Supplément d'instructions relatives à la construction des positions défensives*, document de la VII[e] armée allemande, 27 septembre 1916.

de ses esclaves. Cette position, dans sa pensée, devait être imprenable. — Ajoutons que la « ligne Hindenburg » est inconnue sous ce nom dans le lexique allemand : on n'y connaît qu'une position qui porte des noms divers empruntés à la mythologie wagnérienne, position Siegfried vers le Nord, Wotan ou Albérich au centre. Depuis que nous l'avons emportée, les Allemands nient son existence : il est clair que dans ces conditions elle ne sera jamais prise...

Ce n'est pas tout. A ce système de fortification correspond une nouvelle formule de la défensive. Une défense vraiment « active » comporte deux élémens : la résistance « opiniâtre » et la contre-attaque. La première est l'affaire de la garnison des premières lignes, la seconde celle des soutiens et des bataillons de réserve. Les lignes avancées seront tenues par peu de monde, afin de limiter les pertes; de plus, cette ligne sera mobile et devra, si le feu rend la place intenable, se déplacer, s'égailler de côté et d'autre dans les trous d'obus, en dehors de la zone de feu, de préférence en avant. L'assaillant parvient-il à déborder la position? Ne pas considérer la partie comme perdue : « Ce n'est pas la force d'une position, c'est l'esprit et l'habileté de la défense qui repoussent l'attaque. » Alors, se déclenche le mécanisme de traquenards qu'on a décrit plus haut, et ont beau jeu les feux d'enfilade, les surprises latérales, les mitrailleuses qui se démasquent sur les flancs de l'assaillant. Celui-ci a pour principe de filer droit devant lui pour s'emparer de points essentiels, sans s'arrêter à étouffer en chemin les résistances . il n'y a qu'à le laisser faire. Qui enveloppe, risque d'être enveloppé à son tour : ce sera l'affaire des « soutiens » de lui régler son compte. Il peut arriver un moment où les postes des premières lignes se verront noyés de toutes parts dans un flot d'ennemis : c'est alors que « les hommes de cœur, aux nerfs d'acier, sont les colonnes de la bataille. » Ils peuvent disputer le terrain, gêner les progrès de l'adversaire, rendre la victoire incertaine, attendre la contre-attaque qui les délivrera. Voilà la défense élastique, la résistance en profondeur. La défense n'est plus localisée nulle part, arrêtée sur une ligne rigide. Ce n'est plus la bataille frontale qui se décide en un moment et où la poussée du plus fort fait céder ou éclater l'autre ; c'est un genre de combat diffus, sans bords ou sans contours précis, et qui se passe « autour de la première ligne, » avec des oscilla-

tions de pendule calculées pour en revenir à peu près au point mort.

La contre-attaque enfin est l'âme du système ; elle en est le nerf essentiel. Le principe est de surprendre l'assaillant en plein désordre dans sa victoire, de préférence sur les flancs : la contre-attaque le met en pièces. Les Allemands en distinguent plusieurs sortes. Celle des compagnies de soutien, placées immédiatement en arrière du front, doit être instantanée. C'est la réplique, la réaction automatique comme un réflexe; elle se déclenche sans ordres ; moins la riposte tarde, plus elle a de chances de réussir. Si elle échoue, le commandement fait donner les réserves. Enfin, en dernier ressort, si la situation l'exige, on lancera la grande opération « montée, » avec préparation complète d'artillerie, ce que les Allemands appellent la « contre-attaque de profondeur » *(Gegenstoss aus der Tiefe)*. Ceci suffit à montrer à quel degré de perfection ils avaient porté, pendant l'hiver, la doctrine de la défensive : c'est même ce qu'on discerne de plus clair dans les desseins menaçans qu'on prête à Hindenburg. Les documens de leur école d'exercices de Solesmes forment un manuel complet de ce genre de manœuvre. La leçon de l'automne leur avait profité : ils n'avaient pas perdu leur temps. Toute une tactique était prévue contre les engins nouveaux, en particulier contre les tanks; une artillerie spéciale était créée pour les combattre.

Enfin, tout était prêt. Rien n'était négligé pour rendre confiance à la troupe et la persuader du succès. Aux dernières attaques de Verdun, le nombre alarmant des prisonniers avait paru un grave symptôme de fléchissement moral. Les ordres insistent sur ce point : « Aucun chef ne devra ordonner ou permettre à une troupe de se rendre. *Défense à qui que ce soit de se constituer prisonnier.* Tout chef a le devoir de faire entendre à ses hommes qu'une telle lâcheté est une trahison, qui n'échappera pas, après la guerre, à la rigueur des lois. » (Ordre du 7e Bavarois de réserve, signé Aschnauer, du 6 avril 1917.) — « Il sera porté à la connaissance de tous que des réserves considérables se trouvent en arrière de la division, prêtes à exécuter une contre-attaque immédiate, et que, par conséquent, les élémens qui se trouveraient enveloppés peuvent être certains d'être secourus. Il faut faire comprendre à tous *que c'est une honte de se laisser capturer sans résistance et qu'au*

besoin, on a toujours sa baïonnette pour s'ouvrir un passage. » (Ordre de la 40e division, 31 mai, avant la bataille de Messines.)

On réagit contre le relâchement de la tenue et de la discipline. On recommande les *théories*, — « ce pain quotidien de la troupe, » — sur ce thème, par exemple : « En prenant pour point de départ notre offre de paix et le refus de nos ennemis, le commandant de compagnie expliquera aux hommes qu'il s'agit pour nous d'être ou de ne pas être. *Plus de scrupules : la colère et la rage doivent seules nous inspirer pour les combats décisifs qui approchent.* » (Ordre de la 42e brigade, signé von Davans.) Les généraux interviennent en personne par des proclamations :

5 mars 1917.

VIIe armée.

Le Général commandant en chef,

« Soldats de la VIIe armée !

« L'offensive de nos ennemis, précipitée par les succès de nos sous-marins, semble maintenant imminente et tournera ses principaux coups contre le front, longtemps tranquille, de la VIIe armée.

« L'armée est prête à recevoir l'adversaire comme il faut et à le renvoyer chez lui.

« Vous savez de quoi il s'agit et ce que vous avez à faire. Jetez les yeux autour de vous ; voyez ces campagnes dévastées, ces villages détruits, ces forêts, ces récoltes ruinées : voilà ce qui menace notre patrie, si nous ne sommes pas vainqueurs. C'est pour nos toits, pour nos foyers, pour nos femmes, nos enfans, que *nous nous battons ici sur l'Aisne, comme si nous montions la garde sur le Rhin.*

« Veillez donc et ne vous laissez pas surprendre ! Soyez durs comme l'acier au feu. Frappez avec la fermeté allemande quiconque s'approche de vous, Français blanc, noir ou brun. Frappez jusqu'à ce que l'ennemi sans force implore la paix allemande, qu'il repoussait naguère dans son aveuglement.

« Qui voudrait revenir dans ses foyers sans cette paix victorieuse ? A quoi bon vivre, s'il fallait vivre esclaves de nos vainqueurs ? Non, jamais ! Nous voulons vaincre, nous vaincrons, parce qu'il nous faut la victoire.

« Von Schubert. »

Ces ordres se multiplient aux premiers jours d'avril. Vers le 10, le canon commence son tonnerre : l'assaut n'est plus qu'une

question d'heures. Le 15, veille de l'attaque, une proclamation du Kronprinz porte à la connaissance des troupes un message de l'Empereur : « L'Allemagne a les yeux fixés sur ses braves enfans. Ma pensée est avec eux; Dieu sera avec nous! »

IV. — LES ALLEMANDS PERDENT LEURS POSITIONS AVEC L'INITIATIVE. L'USURE DE LEUR ARMÉE.

On n'entre point ici dans le récit de la bataille, — cette bataille que l'Allemagne, dans un communiqué anxieux, appelle « une des plus grandes de tous les temps, » et qui a coûté à son orgueil les plus grands cris de détresse que nous ayons eu encore la joie d'en arracher (1). Le détail des opérations fera plus tard l'objet d'une étude militaire. Nous ne nous occupons ici que des résultats généraux.

Pour s'en tenir aux grands faits, les Allemands se flattaient, par leur repli du 17 mars, qu'ils nous avaient mis pour des mois hors d'état d'attaquer : moins de trois semaines plus tard, l'attaque anglaise commençait. Ils se vantaient que leurs positions étaient tout à fait imprenables : elles ont été prises sur toute la ligne. Ils s'étaient juré de ne pas laisser un prisonnier entre nos mains : les Alliés en avaient fait, dès le 1er mai, 39000 qui devenaient, à la fin de juin, plus de 63000, dont plus de 1200 officiers, c'est-à-dire un nombre presque égal à celui de nos prisonniers faits sur la Somme en quatre mois. 500 canons, autant de canons de tranchées, plus de 1300 mitrailleuses demeuraient, entre nos mains, les trophées de la victoire.

La puissance du coup est clairement attestée par toutes les lettres, les carnets de notes trouvés sur les cadavres ou sur les prisonniers. Un mot revient comme un refrain : « C'est pis que sur la Somme. » Les effets du bombardement sont effrayans :

« 9 avril. *La nouvelle bataille de la Somme bat son plein : deuxième édition revue et corrigée.* J'ai eu hier une veine inouïe : je suis arrivé sans trop de mal à mon poste de bataillon, en nage, voilà tout ; mais la porte à peine fermée, voilà le tir à démolir qui recommence sur les boyaux. Sortir d'ici, il n'y a pas à y songer. *Il n'y a pas d'autre issue que les mains hautes.* Je vous avertis franchement que si vous

(1) Voir, en particulier, l'article de Salzmann intitulé : « *Des nerfs !* » (*Vossische Zeitung.*)

restez sans nouvelles pendant plus de trois semaines, c'est que je serai mort ou prisonnier. *Nous avons tous fait notre testament.* » (D'un homme du 10e grenadiers de la Garde, Falaise de Vimy.)

Ce sont des pensées du même genre qui peuplent chaque souterrain, rampent au fond des « caves à héros » (*Helden-keller*) où les troupes entassées, secouées par les coups sourds des grosses explosions qui agitent la terre jusqu'aux entrailles, croient attendre leur dernier jour :

« 16 avril. Je suis encore en bonne santé, mais notre secteur si tranquille est devenu un véritable enfer. Si nous devons rester longtemps là-dedans, nous deviendrons tous fous. *Que penses-tu d'une paix séparée avec la Russie?* » (D'un homme du 201e de réserve, sur l'Aisne.)

Le ravitaillement n'arrive plus :

« Je commence à en avoir assez. Et je n'ai plus de vivres de réserve. Il me reste quelques boîtes de conserves. Aujourd'hui, j'ai distribué une boîte pour trois hommes, ils ne pourront pourtant pas tenir toute une journée avec ça, et moi encore moins que les autres. F... non plus n'a aucune idée de relève. D'ailleurs *je crois que nous sommes ici jusqu'au jour du départ pour Paris. Je m'exerce consciencieusement : « Pardon, monsieur! » et haut les mains. Je n'y arrive déjà pas trop mal.* » (Sans origine, front de l'Aisne.)

Le carnet d'un sous-officier du 202e de réserve (43e division de réserve) nous dépeint l'existence aux alentours du fort de Brimont :

« 9 avril, lundi. Activité d'artillerie particulièrement grande.

« 10 avril, mardi. Encore et toujours, sans arrêt, violente canonnade. A 2 h. 30, après-midi, alerte aux gaz. Au même moment, des hommes arrivent du fort de Brimont; celui-ci est soumis à un bombardement de grosses pièces; *il y a cent hommes enterrés.* Le reste s'est enfui dans les bois. Je me demande avec angoisse ce que sont devenus MM. les officiers. A 3 h. 10 précises, nous recevons des marmites de 380 ; cela dure jusqu'à 6 h. 30. Tous les accès du fort sont obstrués; il ne reste que le passage par-dessus les remparts. *On ne peut peindre réellement l'horreur de ces scènes souterraines. A chaque instant, il faut s'attendre à être enseveli.* A 1 h. 10 du matin, ordre d'alerte renforcée. »

Une lettre du brancardier B... (418[e] de réserve) se termine par un trait étrange et éloquent de désespoir :

« Soupir, 12 avril. Je ne puis vous décrire ce qui se passe ici : une seconde bataille de la Somme se livre. Depuis sept jours et sept nuits, les Français ne se contentent pas de niveler tous nos abris et nos tranchées : ils détruisent encore toutes nos communications à l'arrière. Nous sommes réduits à demeurer accroupis dans nos trous et à nous laisser tirer dessus. Quant à notre artillerie, pas un coup de canon; elle fait des économies, et toutes les liaisons sont coupées avec la première ligne. *Nos hommes ont été enterrés par douzaines. On ne sait où se sauver. Il y a bien peu d'espoir de sortir de cette fournaise.* J'estime qu'il est bon de vous prévenir. *La captivité serait le salut; autrement, plus d'espoir.* En arrière du front, ils démolissent tous les villages et les cantonnemens. Pas un chemin n'est praticable. *Qu'ai-je fait pour vivre de telles horreurs?*

« Adieu, mes amis. Ne vous faites pas de bile à cause de moi. *Quand une fois on a rejoint les camarades qui sont sous terre, on est au moins délivré de cet enfer.* »

Des troupes se mutinent et refusent d'obéir. Le 12 avril, devant Vimy, un homme de la Garde écrit : « On nous relève. *Les hommes n'en veulent plus. Un peloton a refusé de monter aux tranchées; il y a une foule d'exemples semblables.* » Un autre, le même jour : « La tranchée est terriblement mauvaise : *ce n'est pas étonnant que les hommes ne marchent plus.* Nous aussi, nous avons refusé de prendre les tranchées. *Ils peuvent nous mettre en prison; peut-être qu'ainsi la guerre sera finie pour moi.* »

Ainsi, une fois de plus, s'imposait à l'ennemi l'impression de notre puissance. Et c'est à cette puissance qu'il a été contraint de céder, en dépit d'une résistance acharnée et de contre-attaques réitérées dont la rage n'a fait que s'exaspérer au cours de ces trois mois. Ce fait suffirait à montrer l'importance des positions que nous lui avons ravies. Il ne s'est pas couvert de l'insignifiance d'une perte qui n'aurait pas valu ce qu'elle eût coûté à recouvrer. C'est le prétexte qu'il avait donné lors de sa défaite à Douaumont : ce point n'offrait plus d'intérêt, du moment que l'on renonçait à l'entreprise de Verdun. Et le commandement venait encore, par sa récente retraite, d'offrir un exemple frappant de son indépendance à l'égard du « qu'en

dira-t-on » et de sa liberté d'esprit au sujet des sacrifices de terrain.

Mais il n'en allait pas de même cette fois. Jamais il ne s'est agi d'un repli sur les positions que nous venons de conquérir. Ces positions étaient le pivot de la manœuvre d'Hindenburg : la sécurité de la manœuvre reposait tout entière sur la solidité du pivot. Ce n'est pas tout : c'étaient ces falaises dominantes, ces situations de crêtes et de hauteurs dont l'armée allemande a, dès le premier jour, su s'assurer la possession. L'immense falaise du Chemin des Dames, qui court tout le long de la vallée de l'Aisne comme la muraille de quelque citadelle géante, commande toute la contrée de Soissons jusqu'à Reims; c'est à ce butoir que se heurta notre poursuite après la Marne. Là, dans les durs combats d'octobre 1914, s'étaient brisés tous nos efforts pour escalader cette muraille; là s'était produite la grande poussée allemande de janvier 1915, pour nous refouler au Sud de l'Aisne. De là-haut l'ennemi voyait tout à la ronde. Pas un de nos mouvemens ne lui échappait, et il nous cachait tous les siens à la faveur du couloir de l'Ailette. La crête de Vimy jouait le même rôle devant les plaines de Picardie, et le massif de Moronvilliers devant celles de Champagne. C'était le théâtre de nos offensives de mai 1915 en direction de Lens, et de celle de septembre pour culbuter l'ennemi dans la vallée de la Suippe. Dans toutes ces batailles, il avait réussi à garder les hauteurs. Aucun effort n'était parvenu à l'en déloger. Il songeait moins que jamais à les abandonner : qui a les vues, tient le pays. Il en était le maître soit pour la défensive, soit pour tout autre dessein qu'il pourrait méditer. On voit toutes les raisons qu'il avait de tenir à cette ligne. Il venait de la renforcer encore d'après les dernières recettes du système Hindenburg : c'était le *nec plus ultra* de la fortification. Cette ligne est maintenant tout entière entre nos mains. La situation est retournée : c'est nous qui voyons chez l'Allemand comme il voyait chez nous. Toute la ceinture d'observatoires qui lui servait à surveiller chacun de nos mouvemens, à régler le tir de ses canons, à deviner nos gestes, à préparer ses plans, lui échappe : nous lisons dans son jeu comme il lisait dans le nôtre. Il perd sa base d'opérations. Il faut qu'il reprenne celle-là ou qu'il en cherche une nouvelle quelque part en arrière. Il se prévaut, en attendant, de nous avoir

interdit d'aller plus loin que cette ligne. Il est vrai qu'il a réussi à retarder notre avance. Mais le temps ne fait rien à l'affaire : il y a dans la situation qui vient d'être créée des conséquences fatales qu'aucune controverse n'empêchera de se dérouler.

Ce n'est pourtant là encore que le petit côté de l'affaire. Pour en comprendre toute l'importance, il faut savoir ce qu'il en coûte à l'armée allemande et de quels prodigieux sacrifices l'ennemi a payé la perte de ses lignes.

On a vu que les Allemands, au commencement de la bataille, avaient sur le front occidental 147 divisions; dès le début de mai ce nombre était élevé à 156, sur un total de 234, c'est-à-dire que l'ennemi nous opposait les deux tiers de l'ensemble de ses forces, le front oriental absorbant le dernier tiers. Ce chiffre n'a pas été sensiblement diminué.

De ces 156 divisions l'ennemi, dans le premier mois de la bataille, s'est vu contraint d'en engager 87, et dans le second 25 autres, ce qui forme pour cette période un total de 112 divisions engagées. 23 ont subi le feu deux fois. — Un an de Verdun n'avait coûté que 56 divisions. Six mois de la Somme en ont coûté 96. *L'usure résultant de la dernière bataille est donc environ double de ce qu'elle a été dans les batailles passées* (1); et comme on sait que l'effet des pertes est fonction de la rapidité et qu'elles sont d'autant plus graves qu'elles se précipitent en moins de temps, on peut dire que jamais l'Allemagne n'avait, au cours de la guerre, subi plus effroyable et plus mortelle saignée.

Le jeu des relèves, la manière dont l'ennemi engage ses forces dans le combat ne sont pas moins instructifs. A la date du 1er avril, les Allemands disposaient en arrière du front d'une réserve d'environ 40 divisions reposées; 9 autres étaient en route pour se joindre aux premières : c'était une masse fraîche de plus de 50 divisions, soit le tiers des forces totales sur le front occidental.

Dès la fin d'avril, toute cette réserve a été absorbée. Il faut alors puiser dans les secteurs tranquilles comme dans un

(1) Le tableau suivant est très clair. On compte le nombre de relèves ou de passages de divisions :

Septembre-Octobre 1916 (2 mois).		1917 (9 avril-8 mai).	
Verdun	18 divisions	Artois	43 divisions
Somme	82 —	Aisne-Champagne.	60 —
Total. . .	100	Total. . .	103

réservoir pour alimenter la bataille, afin de remplacer les divisions éprouvées : les troupes retirées du combat sont remises en ligne à la place de celles que l'on envoie dans la fournaise. On leur donnait d'abord quelques jours de répit; une division épuisée ne reparaissait en secteur qu'après deux ou trois semaines; on lui laissait le temps de se refaire et de reprendre haleine. Bientôt, plus de ces ménagemens. Les débris des troupes démolies sont jetés sans transition de la bagarre dans quelque coin de l'Argonne ou des Hauts-de-Meuse, en bouche-trou; la 2e division de la Garde, écharpée du 5 au 10 mai sur le plateau de Californie, se retrouve le 16 mai dans le secteur de la Harazée; la 28e de réserve, abîmée vers Craonne et Chevreux, est relevée de là le 18 mai pour prendre la garde, le 25, sur la côte du Talou. Il n'y a dans l'intervalle que le temps du voyage. On n'impose pas volontiers de tels efforts aux hommes : il saute aux yeux que le commandement est à court de ressources.

Ce surmenage suffit à peine à faire face aux besoins. L'usure s'accélère dans des proportions effrayantes, à mesure que nos coups se précipitent. Les divisions qui ont reçu l'attaque anglaise du 9 avril n'ont été retirées du front qu'au bout de six jours. Après notre attaque du 16, les troupes sont usées en quatre jours. Après l'attaque anglaise du 7 juin, à Messines, en quarante-huit heures : deux jours ont suffi à les dévorer. Trois divisions ont dû être retirées le soir même. L'une d'elles, la 3e bavaroise, ne tenait les tranchées que depuis la veille. Elle a donc pris le secteur, s'est fait détruire et a été ramenée en arrière, le tout en vingt-quatre heures.

Dans quel état se trouvent les unités retirées du front? Quel est pour chacune le degré d'épuisement où les a laissées la bataille? Les chiffres suivans pourront en donner une idée; il ne s'agit que de divisions auxquelles il a été fait plus de 500 prisonniers :

ATTAQUE ANGLAISE DU 9 AVRIL

Division			Prisonniers	
14e	division	bavaroise	2 800	prisonniers
11e	—	—	2 200	—
17e	—	Réserve	2 100	—
79e	—	—	1 600	—
1re	—	—	1 500	—
18e	—	—	500	—
			10 700	dont 4 300 Bavarois.

ATTAQUE FRANÇAISE DU 16 AVRIL

9e division réserve bavaroise .	2 383	14e réserve bavarois.	985
		3e — —	979
21e division.	2 319	80e régiment	972
5e — réserve bavaroise . .	1 929	10e réserve bavarois.	831
43e division réserve.	1 374		
	8 005	dont 4 312 Bavarois.	

Un calcul empirique, le plus souvent vérifié, montre que le chiffre des prisonniers représente communément le tiers ou le quart du chiffre total des pertes. Les unités dont on parle ici sont donc des unités pratiquement anéanties. La 45e de réserve, éreintée le 5 mai dans la région de Laffaux, est arrivée en Woëvre à l'état de squelette, avec des effectifs de vingt hommes par compagnie. Il y a tel régiment dont il ne subsiste que le souvenir : nous avons fait des prisonniers des trois bataillons, et tué ou mis hors de combat ce qui ne s'est pas rendu. Tel a disparu en entier comme dans un cataclysme; c'est le cas, par exemple, du 476e (242e division), qui a eu deux bataillons engloutis dans le tunnel du Cornillet, tandis que le troisième se faisait détruire, à la surface, dans une série de contre-attaques. La presse a publié le récit de la première descente qu'on ait faite dans ce sépulcre : on trouva les galeries obstruées par sept ou huit cents cadavres et, au milieu de ce charnier, un brancardier fou, accroupi entre quatre bougies.

A ces pertes déjà formidables viennent enfin s'ajouter celles des contre-attaques. Il ne s'est presquè pas passé de jour, depuis le 16 avril et le 5 mai, sans que les Allemands essayassent de reprendre quelque lambeau de leurs anciennes lignes. C'est tantôt sur la charnière du moulin de Laffaux, tantôt sur l'isthme d'Hurtebise, sur les musoirs de Vauclerc ou de Californie, ou sur les dômes de Moronvilliers, le « Casque » ou le « Téton, » qu'ils renouvellent leurs efforts presque quotidiens. Sans doute, le plus grand nombre de ces opérations ne sont que de forts coups de main, menés par quelques bataillons. La première attaque d'ensemble se produit le 20 mai, sur le Chemin des Dames, et il est déjà surprenant que l'ennemi ait eu besoin de quinze jours pour réagir. Dans la nuit du 2 au 3 juin, il jette sur le saillant de Californie deux divisions nouvelles arrivées de Russie : elles se font exterminer sans résultat;

l'attaque devait se produire en quatre « vagues » successives ; les deux dernières ne parviennent même pas à déboucher. Il se passe alors tout un mois avant que l'ennemi, en dehors des affaires de détail, soit capable de monter un nouveau coup de grand style : l'attaque est lancée le 3 juillet, sur un front de 17 kilomètres, avec un effectif de 45000 hommes. Elle s'écrase sur nos positions, sans les faire bouger d'une ligne, sans faire un prisonnier, et reflue en désordre avec des pertes cruelles. Le fait est grave. « Toute doctrine défensive est fondée sur l'axiome que l'assaillant s'use plus vite que le défenseur. Si c'est le contraire qui arrive, si la défense perd plus de monde que l'attaque, tout en cédant le terrain et en subissant la dépression morale qui accompagne le recul, la défensive n'a plus de sens miiltaire, et n'est plus qu'un aveu désastreux d'impuissance (1). »

Un désastre : le mot n'est pas trop fort pour exprimer le résultat de la campagne par rapport à l'armée allemande. La perte semble passer la proportion connue. « *Incroyable,* » nous dit une lettre d'Allemagne. En prenant la mesure ordinaire, qui est d'un prisonnier pour 4 ou 5 blessés ou tués, les 63000 prisonniers comptés jusqu'au 1er juillet devraient donner une perte totale, à cette date, de 250000 ou de 300000 hommes. *Or, nous tenons de bonne source que la perte réelle était, le 27 mai, de 350000 hommes*; ce compte ne comprend ni les 30000 hommes de l'affaire de Messines, ni la « note » des contre-attaques des 30 et 31 mai à Moronvilliers, du 3 juin sur le plateau de Craonne, du 20 juin à Vauxaillon, du 29 juin autour de Cerny, du 3 juillet sur les dix-sept kilomètres du Chemin des Dames, des 20 et 22 juillet enfin sur les promontoires de Vauclerc et de Californie. Là s'est engagée une bataille qui rappelle les plus sanglantes époques de la bataille de Verdun. A un an d'intervalle, le Kronprinz renouvelle les pratiques meurtrières de sa tactique enragée. Il avance sur des hécatombes. Chacun de ses pas coûte un carnage. On sera modéré en estimant à 450 000 ou à 500000 hommes l' « addition » des trois premiers mois de la campagne.

Une des conséquences immédiates a été celle-ci. On a vu que l'Allemagne, par un prodigieux effort, s'était imposé un

(1) *Journal des Débats, Situation militaire.*

programme de créations et était parvenue à le réaliser; à la fin de l'hiver, elle avait mis sur pied 13 divisions nouvelles (série 231) dont 10, au mois d'avril, se trouvaient sur notre front; elle était en train de forger les régimens 600 pour en former encore une douzaine d'autres divisions (série 251) : 42 de ces régimens étaient déjà tout prêts dans les dépôts de l'intérieur. Mais l'usure de la bataille a été si rapide que l'Allemagne renonce aux créations projetées. Aucune des divisions de la nouvelle série n'a pu être envoyée sur le front; leurs régimens se voient dissoudre à peine formés pour combler les vides des unités exténuées. Dès la fin de mai, douze d'entre eux sont déjà disloqués, et servent à replâtrer les divisions les plus malmenées. C'est ainsi que la 44e de réserve reçoit pour se remonter 700 hommes du 614e. 1 000 hommes du 624e et un bataillon du 625e servent à reconstituer la 56e division. Voici d'autres exemples; les régimens suivans ont été démembrés :

Le 613e (de Zossen)	pour renforcer la	1re division de rés. de la Garde.
Le 619e (Magdebourg)	—	79e division de réserve.
Le 620e (Itzehœ)	—	18e division.
Le 626e (Rastadt)	—	29e —
Le 627e (Ulm)	—	27e —

C'est le remède héroïque de la transfusion du sang; mais le donneur périt pour sauver le malade.

On voit quel désordre profond l'hémorrhagie de ces deux mois apporte jusque dans les forces vives de l'Allemagne. Cette perte n'absorbe pas seulement la réserve normale des dépôts de recrues : toute la classe 1917 est au feu depuis le mois de mars; la classe 18 a commencé d'apparaître sur le front. On incorpore la classe 19 : l'Allemagne mange son blé en herbe. Pour pallier le danger, elle est contrainte de démolir la machine nouvelle qu'elle construisait avec amour et de jeter à la fonte, en vrac, le métal humain qu'elle choyait comme l'arme secrète de sa victoire.

V. — CONCLUSION

En résumé, l'Allemagne, au début de 1916, pour prévenir notre offensive de la Somme, prend les devans et attaque elle-même à Verdun. En 1917, dans une situation analogue,

elle ne trouve que l'expédient du repli « volontaire : » c'est la seule ressource qui lui reste pour reconquérir l'initiative. Elle se flatte de gagner du temps, de nous réduire à l'impuissance par sa campagne sous-marine, et de nous écraser peut-être avec l'armée nouvelle qu'elle s'occupe de rassembler. Au rebours, elle est mise en demeure d'accepter la bataille. Elle rompt sur toute la ligne. Elle perd un ensemble de positions capitales, sur lesquelles ses efforts s'appuyaient depuis deux ans. La base matérielle de ses opérations lui échappe, avec le pouvoir de les exécuter : l'épée lui a sauté des mains.

Contrainte depuis un an à subir la pression et la volonté de l'adversaire, elle comptait sur la retraite pour desserrer l'étreinte et sur les sous-marins pour lui faire lâcher prise ; elle cherche en même temps à dénouer par l'intrigue les liens de l'Entente et négocie avec la Russie, afin d'avoir les mains libres contre l'Angleterre et la France. Des 156 divisions qu'elle avait réunies, grâce à cette sorte de trêve du front oriental, il ne lui en restait plus, vers le 15 juin, que 24 à engager dans la bataille, si l'on ne tient pas compte de 20 divisions de landwehr qui ne sont pas des troupes d'attaque. C'est avec ce capital singulièrement réduit que le commandement entreprend de restaurer ses affaires et lance les assauts ruineux de juin et de juillet.

Telle est la situation de l'armée allemande à la date où j'écris : ses positions perdues, avec un matériel immense et beaucoup plus de 400 000 hommes ; une armée blessée, qu'on est en train de rebouter avec les élémens destinés à d'autres desseins; la classe 18 entamée ; la maîtrise des opérations évanouie sans remède, avec la ligne qui l'assurait et les réserves neuves qui devaient en être l'instrument ; les plans de l'Empire abattus du même coup que ses forces. A la même heure, le front oriental se ranime et les bataillons d'Amérique défilent sur notre sol.

Sans doute, l'offensive russe a été suivie de prompts revers. Trahi en plein élan, Broussiloff a dû évacuer presque toute la Galicie. Mais la Révolution s'est déjà ressaisie. Elle répond à la trahison en organisant la Terreur. La liberté, l'honneur sauront sauver encore la patrie en danger. Déjà les choses s'améliorent : l'Allemagne n'a pas eu de quoi exploiter sa victoire ; elle tenait l'armée russe enfermée dans sa main, et n'a pas eu la force de refermer la main. Ce n'est même pas elle qui a provoqué la

Russie, dont la léthargie la servait. Elle s'arrête au bout de six jours pour souffler et compter ses morts. Et de Stanislau, où il est accouru pour lancer à son peuple des bulletins de triomphe, l'Empereur s'inquiète de la recrudescence du canon dans les Flandres. La nouvelle bataille qui commence a déjà pour effet de dégager le front de l'Aisne et de la Champagne; le feu se ralentit sur le Chemin des Dames. La ventouse sera-t-elle suffisante pour aspirer encore quelques-unes des forces du front oriental? Peut-être. En tout cas la Galicie ne rendra pas des hommes à l'Allemagne, et c'est d'hommes qu'elle a besoin pour soutenir la tempête qui crève à l'Occident.

Les affaires de l'Empire demeurent donc très critiques. Toute la situation, en dépit de succès faciles et provisoires, dus moins à la force qui lui reste qu'à d'impardonnables défaillances, est encore dominée à cette heure par l'état de pertes de l'armée et par les périls qu'elle court sur le front occidental, — par le passif de ces trois mois et par la menace de ceux qui s'ouvrent. L'Entente, au contraire, redouble d'énergie et s'apprête à frapper ses coups les plus puissans. Elle voit s'ajouter à ses forces immenses les forces fraîches d'un nouveau monde. C'est dans ces conditions assez graves que l'Allemagne devra pourvoir à sa défense avec des alliés affaiblis et avec une armée qui porte dans le flanc une de ces plaies profondes dont il est malaisé de guérir.

***

LA
SITUATION AGRICOLE
EN FRANCE

Faut-il s'inquiéter aujourd'hui, après trois ans de guerre, du problème de la production agricole dans notre pays?

Pour répondre à cette question et justifier une conclusion, nous ne pouvons pas mieux faire que de marquer les principaux traits de la situation faite à nos cultivateurs, d'en indiquer les dangers, et de faire connaître les remèdes dont l'expérience a prouvé l'efficacité. Nous l'affirmons, à cette heure, avec une parfaite sincérité : il est nécessaire de se préoccuper du problème agricole, sinon de s'en inquiéter, et l'enquête à laquelle nous venons de nous livrer, en parcourant nos campagnes, démontre clairement l'urgence de l'application d'une réforme générale.

Au lieu de parler, au lieu de légiférer, au lieu de décourager par la contrainte, il faut agir, et surtout laisser agir tous ceux, *toutes celles* aussi qui mettent en valeur, avec leurs bras robustes et leurs mains adroites, le sol de la France.

LA HAUSSE DES PRIX ET LES DOLÉANCES DU PUBLIC

S'il est malaisé, ou parfois impossible de connaître, avec quelque exactitude, les quantités de denrées alimentaires produites dans nos campagnes, rien n'est plus facile, au contraire, que de constater la marche des prix. A cet égard, toutes les

ménagères dressent des statistiques qu'elles croient exactes, et formulent des plaintes qu'elles trouvent justifiées. Depuis le printemps de l'année 1915, il s'est produit une hausse *générale* des alimens d'origine végétale ou animale. Au cours d'une récente tournée faite dans nos départemens depuis la Normandie jusqu'à la Provence, en passant par le Limousin et les Charentes, nous avons relevé nous-même les mercuriales, et comparé leurs chiffres avec ceux des périodes précédentes.

Il est parfaitement établi que l'élévation des cours est *générale* et *considérable*. Elle est générale en ce sens qu'elle porte sur tous les produits du sol sans distinction, et qu'elle n'est pas spéciale à certaines régions. Qu'il s'agisse du bétail et de la viande, du lait, du beurre et des fromages, des grains et des légumes, des fruits, du vin ou du cidre, on observe toujours une hausse variant de 20 pour 100, à 100 pour 100, par rapport aux moyennes des années 1913-1915.

La hausse n'est donc pas seulement générale, elle est encore considérable.

Sans doute, l'intervention de l'État a pu limiter parfois cette hausse, en taxant certains produits. Mais la taxe ne modifie pas les prix réels, ceux qui résulteraient normalement du jeu de la concurrence et des effets de la liberté des transactions; elle dissimule ces prix réels pratiqués et acceptés au besoin par les particuliers, en marge de la loi qui les gêne, et de plus, comme l'État est bien forcé de subir la règle commune, comme son action ne s'exerce pas à l'étranger, toutes les importations faites sont cotées aux cours *vrais*. Le consommateur qui bénéficie de la taxe et le producteur qui en souffre, supportent à titre de contribuables les conséquences des achats faits à perte pour dissimuler la réalité et retarder le règlement inévitable des *différences* dont l'État est responsable!

Que faut-il penser de la hausse dont nous parlons et que nous avons partout constatée?

Assurément elle étonne les gens mal informés, elle irrite tous ceux dont elle froisse les intérêts, et enfin elle fait supposer au public que nous souffrons d'une disette, d'une énorme réduction des disponibilités ordinaires. A la gêne réelle imposée aux Français dont le revenu modeste est en même temps un revenu *fixe*, s'ajoute une inquiétude morale qui se traduit par des plaintes, par des appels à l'intervention de l'État, et par

des achats de précaution portant sur des denrées de conservation facile, — sucre, œufs, légumes secs, salaisons, farines. Ces achats, multipliés en raison même de la hausse nouvelle que l'on redoute, précipitent l'élévation des prix et correspondent à un état d'esprit qui influe sur la cote en même temps qu'il paraît justifier ou excuser l'ingérence de plus en plus marquée de l'État dans le domaine économique.

En fait, comme nous le montrerons bientôt, la hausse des prix est parfaitement justifiée par les conditions nouvelles de la production agricole, en France, et de la concurrence étrangère

De plus, la hausse ne correspond nullement à une réduction énorme ou désastreuse de la production au point de vue des quantités.

Jusqu'à présent, au contraire, les denrées restent abondantes, — relativement, — c'est-à-dire qu'en dépit des difficultés prodigieuses dont doivent triompher les agriculteurs — et les femmes de nos agriculteurs mobilisés, les récoltes ou les produits sont loin d'avoir diminué dans la proportion que semblerait indiquer l'élévation des prix. Une hausse de 100 pour 100 ne correspond nullement à une diminution de moitié du total des quantités réellement disponibles. Et c'est cela qu'il faut bien noter et comprendre pour juger sainement la situation agricole, au lieu de parler de famine et de désastre. C'est cela que nous avons constaté.

Enfin la hausse n'a pas d'adversaire plus redoutable que la hausse elle-même, en ce sens que l'appât d'une *recette* de plus en plus élevée, équivalant souvent à un *profit* de plus en plus grand, stimule les énergies, éveille les désirs de gain, et fait des miracles qui se traduisent précisément, à la même heure, sur tous les points du territoire, par un labeur obstiné. Ce labeur maintient la production, l'assure, et prévient, à coup sûr, les réductions dont la hausse des prix conduit à exagérer l'importance quand on ne réfléchit pas et qu'on n'observe pas les faits sur place.

Distinguons donc avec soin la marche des prix et les variations de la production. Écoutons avec sympathie les plaintes de ceux qui souffrent réellement de la hausse parce qu'elle réduit leur bien-être, mais n'oublions pas ce que tant de gens oublient à cette heure : c'est que nous sommes en guerre. La lutte formidable, subie avec tant de fermeté et poursuivie par la France

avec tant de courage, doit avoir d'inévitables répercussions sur le bien-être de tous. Il est aussi déraisonnable que puéril d'exiger que personne ne souffre des conséquences de la guerre.

Quelles ont été précisément ces répercussions en ce qui touche les conditions de la production rurale? C'est ce que nous allons dire en utilisant tous les renseignemens recueillis par nous depuis plus d'un an.

LES CONDITIONS NOUVELLES DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN FRANCE

Deux faits caractérisent les conditions nouvelles de la production agricole dans notre pays à l'heure où ces lignes sont écrites : il s'agit tout d'abord de l'extraordinaire rareté de la main-d'œuvre, de la hausse de son prix et des exigences exceptionnelles du travailleur salarié ; il s'agit, en outre, de l'élévation du prix de toutes les matières qu'utilisent et achètent nos agriculteurs, de telle sorte que l'augmentation de leur coût de production comporte nécessairement, autant que logiquement, la hausse du cours de leurs denrées.

Insistons sur ces deux points.

Il est clair que la mobilisation a privé nos campagnes de tous les travailleurs, de tous les chefs d'exploitations notamment, qui étaient en âge de se battre. A cet égard, aucune preuve n'est nécessaire : l'évidence s'impose. Les femmes, les enfans, les adolescens, les hommes d'âge mûr et les vieillards constituent assurément une réserve fort importante, et la nécessité de travailler a été acceptée par tous ces braves gens, par toutes ces courageuses femmes en particulier. Leur éloge n'est plus à faire. Ils concourent tous de la façon la plus efficace à entretenir la vie nationale, et, par suite, à défendre la patrie. On a eu raison de dire que le patriotisme était la religion du sol. Personne ne pratique cette religion avec plus de ferveur que nos « paysans, » les *gens du pays!*

L'énergie, l'expérience et, disons-le sans fausse pudeur, le désir de gagner, ont rendu possible l'exploitation de notre territoire par les habitans des campagnes; mais il leur a fallu rechercher des auxiliaires salariés. Ceux-ci, devenus très rares, se sont montrés très exigeans au double point de vue de l'alimentation et du prix de la main-d'œuvre.

Le vin ou le cidre, la viande au moins deux fois par jour, le café, sont le plus souvent exigés par les ouvriers nourris et par les domestiques.

Remarquons, à ce propos, que les salariés agricoles ne supportent pas les conséquences de la hausse des denrées alimentaires. C'est le patron, c'est l'employeur qui subit les augmentations de dépense et qui voit s'élever le prix de revient de ses produits.

Enfin, les gages ou salaires ont suivi une marche ascensionnelle encore plus rapide que celle des principales denrées alimentaires.

Dans nos départemens du Centre, un jeune homme de dix-sept ans pouvait déjà gagner, en 1914, de 500 à 600 francs par an comme domestique de ferme, et il était, bien entendu, nourri et blanchi. Ces gages se sont élevés à 800 francs en 1915 et à 1200 francs en 1916.

Pendant la période des grands travaux de la fenaison et de la moisson, un ouvrier de la même région gagnait, en 1914, de 6 à 7 francs par jour, et son salaire a varié de 7 à 10 francs en 1915, puis de 10 à 12 francs en 1916. Le tâcheron nourri peut obtenir aisément 3 francs par jour pendant les autres périodes de l'année, et les femmes exigent 2 fr. 50. Fort souvent le coût de la main-d'œuvre a doublé depuis le commencement de la guerre.

Le prix des engrais industriels a également augmenté de 100 pour 100 au moins. Tel est le cas pour le superphosphate de chaux et le nitrate de soude. Les alimens destinés au bétail pour compléter les rations de fourrage ou de racines ont subi une hausse de 80 pour 100.

Il y a plus, et nous nous bornons ici à reproduire les notes que nous ont dictées des gens parfaitement informés :

« Le charron, le maréchal ferrant ont doublé et parfois triplé leurs prix. Les socs de charrue ont doublé de valeur, et le prix des instrumens agricoles a augmenté de 30 à 100 pour 100. Cette hausse continue. »

En regard de ces chiffres, il est intéressant de placer ceux qui se rapportent aux cours des principaux produits du sol. Il y a six mois environ, avant la hausse désordonnée qui a eu pour causes de fâcheuses mesures administratives et la difficulté des transports, l'élévation du prix des denrées agricoles

était bien moins considérable qu'on ne le suppose. Les cours dont nous parlons sont des prix de gros, bien entendu, et non des prix de détail. Voici les variations relevées par un homme dont la sincérité et la compétence nous inspirent une entière confiance. Il s'agit des moyennes constatées dans la même région du Centre de la France.

Le quintal de blé, vendu 27 francs en 1914, valait seulement 32 francs en 1916, à cause de la taxe qui en réduisait le prix.

La hausse n'atteint que 18 pour 100.

Le quintal d'orge valait 20 francs en 1914 et 25 francs en 1916.

La hausse s'élève à 25 pour 100.

L'avoine, cotée 22 francs en 1914, était vendue 35 francs en 1916.

La hausse atteint 51 pour 100.

Les pommes de terre ont subi une hausse de 20 pour 100 seulement, dans le même intervalle.

Pour le bétail, citons les plus-values suivantes dans le cours des deux années 1914-1916 :

Bœuf, au poids vif.	30 p. 100
Mouton —	27 —
Porc —	106 —

On voit que, sauf pour le porc, les hausses constatées ne sont pas aussi considérables que l'élévation des salaires, du prix des engrais, ou du cours des alimens destinés au bétail!

Par contre, les fromages ont à peu près doublé de prix, et le beurre, qui valait 3 francs par kilo, est vendu près de 5 francs, accusant ainsi une hausse de 60 pour 100. Bien entendu, le lait a subi une augmentation de prix analogue, bien qu'elle soit, en général, moins marquée.

Voici un exemple pris sur le vif à propos des fromages et du lait :

Dans le Cantal, la hausse de la *tomme* dépasse 100 pour 100 et sa fabrication fait ressortir la valeur du litre de lait à 40 centimes environ.

Dans ces conditions il est clair que le lait vendu à l'état frais dans les villes ou villages s'élève rapidement pour se rapprocher du cours obtenu par les fromagers. Il est bien certain que dans

la Franche-Comté, par exemple, la hausse des « Gruyère » a exercé la même influence sur le prix du lait vendu en nature, à l'état frais. La valeur du produit industriel a pour contre-partie la valeur de la matière première, et la hausse du premier entraîne la hausse de la seconde.

« Il est déplorable, dit-on, de voir augmenter le prix des denrées de première nécessité! »

La hausse n'est-elle pas expliquée et, en somme, parfaitement justifiée par les conditions nouvelles de la production? Qui pourrait le nier quand on a vu quels étaient désormais les salaires et les cours des produits dont les agriculteurs font usage?

Que n'a-t-on pas dit cependant à propos de la hausse? Toute variation de prix dans le sens de la cherté apparaît au public comme une sorte d'attentat contre la tranquillité de tous et contre les intérêts de la société. La cherté des denrées alimentaires ne peut être, à ses yeux, que le résultat d'une entente frauduleuse et criminelle, d'une insupportable avarice, ou d'un accaparement dont il faut châtier les auteurs avec une impitoyable sévérité. Sans doute les esprits, plus exaltés et généreux que perspicaces et réfléchis, se bornent d'ordinaire à blâmer les intermédiaires, les négocians, les revendeurs, les marchands au détail, mais, en ce moment, ils n'hésitent plus à dénoncer les agriculteurs eux-mêmes. Ils croient très sincèrement que ces derniers veulent s'enrichir aux dépens d'autrui, et ils disent que la terre, l'air, l'eau et le soleil n'ayant pas changé de prix, les denrées agricoles fournies par la Nature ne devaient pas subir une hausse! Ce sont là de pauvres raisonnemens. L'agriculture comme toutes les industries est obligée de faire des avances, et les valeurs qu'elle consomme pour produire doivent avoir pour contre-partie des valeurs au moins égales représentées par ses recettes. Parmi ces avances figurent précisément les salaires, les matières premières achetées par les cultivateurs, semences, engrais industriels, alimens donnés au bétail et fournis par l'industrie. Dès lors, la hausse de ces avances comporte logiquement l'élévation du prix des denrées agricoles.

Les cours montent ainsi sans que les cultivateurs soient le moins du monde responsables de cette marche ascensionnelle Jamais le producteur rural ne fixe les prix; jamais il n'accapare ou ne constitue des groupemens capables de provoquer un

renchérissement. On sait avec quelle lenteur et quelles difficultés les syndicats agricoles ont été établis dans notre pays où ils ne groupent d'ailleurs qu'une minorité. Combien il serait plus difficile encore de former des coalitions ou des trusts agricoles sur tout le territoire du pays! Jamais on n'a pu nous signaler une seule tentative réelle d'accaparement!

La hausse ne pourrait être efficacement combattue ou limitée que par la concurrence étrangère et par la liberté des importations. Or, la cote des marchés étrangers a subi les mêmes fluctuations que les mercuriales françaises, et, d'autre part, nos tarifs douaniers mettent un obstacle aux entrées des produits capables de concurrencer les nôtres. En outre, l'élévation des prix de transport exagère l'action des droits de douane et les rend prohibitifs.

Enfin, il faut se souvenir que si la France n'est pas menacée de la disette, il est cependant bien certain que les quantités produites et disponibles pour la vente ont diminué sous une double influence : celle de la réduction de la main-d'œuvre jointe à la diminution des stocks de matières fertilisantes, et celle des agens atmosphériques qui ont été peu favorables, notamment à la production des grains en 1916. Cette rareté toute relative des denrées agricoles a exercé naturellement une action sur les cours et ne pouvait que contribuer à leur relèvement.

Mais, remarquons-le bien parce qu'il importe de ne pas exagérer, et surtout de ne pas parler de famine ou de disette, *notre production agricole reste encore suffisante pour satisfaire à nos besoins, si nous savons faire un utile emploi de nos ressources en renonçant momentanément au bien-être que trop de gens considèrent comme une nécessité.*

Bien que les conditions de la production aient changé, bien que les quantités produites aient diminué, nous disposons encore de quantités supérieures à celles que l'on considérait comme normales, en pleine paix, il y a soixante ans.

Ainsi la production annuelle de blé constatée durant la période 1842-1861 s'élève, en moyenne, à 60 millions de quintaux. Eh bien! la moisson de 1916 a été supérieure à ce chiffre, si l'on y joint la récolte disponible de l'Algérie-Tunisie. On faisait, il est vrai, un plus large usage, à l'époque dont nous parlons, sous le règne de Louis-Philippe, des céréales infé-

rieures, telles que le seigle, le maïs ou le sarrasin, mais rien ne nous empêche de reprendre cette tradition au lieu de dépenser des centaines de millions que l'État consacre (aux frais des contribuables) à des achats de blés étrangers. Nos finances s'en trouveraient mieux, et nos forces ne seraient nullement affaiblies pour cela.

On dit que notre troupeau a diminué, et nous croyons, en effet, que son poids a été réduit parce que nombre d'animaux adultes ont été sacrifiés. Mais, d'une part, les jeunes bêtes qui vont remplacer les absens arrivent plus vite qu'autrefois à leur développement maximum, et, d'autre part, le poids de chacune d'elles est plus élevé qu'il y a cinquante ans. Avec nos effectifs réduits, nous pouvons fournir encore, par tête d'habitant, plus de viande que sous le second Empire. Ce poids ne s'élevait qu'à 20 kilos environ vers 1862, et il atteignait 57 kilos en 1900, d'après les évaluations officielles. Or, notre troupeau peut certes produire encore beaucoup plus de la moitié de la quantité de viande fournie par lui il y a seize ans. Nos disponibilités restent donc supérieures à ce qu'elles étaient en 1862, et personne ne parlait à cette époque de jours sans viande, de disette ou de souffrances !

Ces observations générales se trouvent confirmées par nos informations personnelles. En Normandie, dans le Nivernais, le Bourbonnais, l'Auvergne, nous avons constaté la présence d'un bétail plus jeune, comme âge moyen, que durant les années antérieures, mais ce bétail est nombreux, en excellent état, et l'élévation de son prix encourage les éleveurs qui réalisent de sérieux profits. Nous nous trouvions dans le Cantal à la fin de septembre, au moment où les troupeaux descendaient de la montagne. Il est impossible de voir des animaux en meilleur état, et, dans cette région, les réserves sont abondantes.

C'est là une certitude qui s'impose à l'esprit de tout observateur attentif.

Souvenons-nous, enfin, que la guerre nous impose des sacrifices, et apprenons à nous contenter de ce qui paraissait suffisant à nos pères. C'est ce que nous devons affirmer sans hésitation, en achevant de présenter les observations que nous suggère l'étude des conditions nouvelles de notre production agricole.

LA QUESTION DE LA TAXATION ET LES DANGERS DE LA FIXATION ARBITRAIRE DES PRIX

Nous avons signalé plus haut les doléances du public à propos de la cherté relative des denrées alimentaires. Le consommateur des villes, notamment, a vivement protesté contre la hausse, et, sans s'inquiéter des conditions nouvelles de la production, il a demandé au législateur de le protéger contre les prétentions *intolérables* des intermédiaires, des accapareurs ou des agriculteurs eux-mêmes.

C'est au nom des familles nombreuses, au nom des humbles et des gens de fortune modeste, que les partisans de la taxation ont élevé la voix. Leurs réclamations, leurs appels à l'intervention de la puissance publique ont été d'autant mieux accueillis que la hausse se produisait plus rapidement.

La loi du 16 octobre 1915 permit tout d'abord à l'État de procéder à des opérations de vente et d'achat de blé pour assurer le ravitaillement de la population civile. Ce texte prévoyait les réquisitions imposées aux producteurs comme aux détenteurs de blé, et fixait à 30 francs le prix *maximum* alloué, par quintal, aux propriétaires des grains réquisitionnés. En même temps, le droit de douane, supprimé en 1914, était rétabli. Dès lors, le prix de revient du blé majoré de 7 francs par 100 kilos rendait toute opération impossible pour les particuliers qui ne pouvaient pas utiliser les réquisitions à leur profit. L'État se trouvait ainsi investi de tous les pouvoirs nécessaires pour monopoliser, en fait, le commerce du froment tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Quant à l'agriculteur, il était bel et bien contraint de céder son grain à 30 francs par quintal, alors que le prix normal se fût élevé pour lui à 35 ou 36 francs sous le régime de la liberté du commerce! Enfin, la farine était également taxée.

A ce moment, un partisan enthousiaste de la taxation disait audacieusement :

« Le consommateur qui paie toujours son pain 45 centimes le kilo constate que, dans la crise générale de la vie chère, l'élément essentiel de son alimentation, la base de la nourriture de la famille française, est demeuré invariablement accessible aux petites bourses et aux familles nombreuses. »

En réalité, la taxation imposait à tous les producteurs de blé un sacrifice de 5 à 6 francs par quintal, puisqu'ils se trouvaient contraints de céder leur grain à 30 francs au lieu de le vendre 35 ou 36 francs, et, d'autre part, en achetant du blé au dehors à 38 ou 40 francs pour le vendre 30 francs seulement, l'État faisait une opération commerciale désastreuse dont la perte était naturellement subie par le contribuable! Sans doute, le consommateur bénéficiait d'une réduction de dépense, mais il en supportait partiellement les conséquences sous forme d'impôt, et il forçait le cultivateur à subir une véritable confiscation.

Est-il besoin de dire que les producteurs de blé accueillirent avec la plus vive irritation une mesure qui réduisait leurs recettes au moment où leurs dépenses augmentaient? Nous avons constaté partout, au cours de nos voyages, le fâcheux effet moral de la taxation imposée aux agriculteurs. Une conséquence déplorable de l'intervention arbitraire du législateur fut bientôt constatée. Les autres grains, et notamment l'avoine, n'ayant pas été taxés au même moment, leur cours s'éleva rapidement et dépassa même très largement celui du blé. Les agriculteurs avaient dès lors intérêt à vendre l'avoine ou l'orge et à faire consommer le blé par leurs animaux de ferme. Cette substitution fut, en effet, opérée, et nous avons *vu* sur la place du marché de X..., à 100 kilomètres de Paris, les musettes des chevaux pleines de blé! Bien entendu, les quantités de froment ainsi consommées par le bétail devaient être remplacées, et l'État se voyait forcé d'acheter fort cher à l'étranger le poids de grains que le cultivateur donnait aux animaux au lieu de le porter au moulin pour servir à la fabrication de la farine et du pain. La perte subie de ce fait, s'est trouvée aggravée par les dépenses de transport depuis le lieu de débarquement jusqu'au point où le blé devait être amené, moulu et consommé sous forme de pain. Enfin, une autre conséquence de la taxation arbitraire du blé ne tarda pas à être connue. Comme il est toujours plus facile de produire de l'avoine et de l'orge que du blé, comme ces deux premières espèces de grains sont semées notamment au printemps, on a constaté que les agriculteurs réduisaient les surfaces consacrées aux blés d'automne pour augmenter l'étendue des champs réservés aux autres céréales. D'ordinaire cette pratique se trouve en opposition avec l'inté-

rêt du producteur parce que le produit en argent d'une récolte de blé est largement supérieur à celui de la récolte d'orge et d'avoine sur la même terre; mais la taxation ayant désormais bouleversé l'ordre normal des choses et déprécié le froment pendant que les autres grains montaient de prix, il devenait au contraire avantageux d'augmenter la production des céréales communes en réduisant d'autant celle du froment.

On pourrait dire, il est vrai, que nous raisonnons sur des « espèces, » c'est-à-dire en généralisant abusivement. En réalité, les faits que nous signalons et les craintes que nous exprimons se trouvent exactement confirmés et justifiés par le ministre de l'Agriculture lui-même. Dans un rapport daté de mars 1916 et adressé au Président de la République, l'honorable M. Méline insiste sur les dangers de la taxation en demandant que le prix maximum du blé soit porté de 30 à 33 francs par quintal quand le Ministère de la Guerre fera des achats par voie de réquisitions à l'intérieur du pays. Voici comment il s'exprime :

«... Il est du plus haut intérêt pour l'alimentation publique et celle de l'armée, aussi bien que pour le bon état de nos finances, d'intensifier la production du blé qui est le produit français par excellence. Il devient d'autant plus précieux que les cours du blé étranger ne cessent pas de s'élever et la hausse ne fera que s'aggraver. *Chaque quintal de blé étranger introduit en France fait perdre 10 francs au Trésor et augmente la crise du change.*

« Nos agriculteurs ne se refusent pas à faire le maximum d'efforts pour diminuer le déficit en se concentrant sur la production du blé, mais ils sont découragés par le prix fixe et immuable de 30 francs qui leur a été imposé au début de la guerre, et qui était déjà insuffisant. »

Depuis l'automne dernier, il l'est devenu bien davantage, les frais de production et les difficultés de culture n'ayant pas cessé de s'accroître. Ainsi, le ministre constate précisément que les conditions de la production ont changé, et ses conclusions confirment les nôtres.

Voici maintenant le passage relatif aux conséquences fâcheuses de la taxation.

« L'enquête récente publiée par le ministère établit que la surface cultivée en blé a été, en 1915, inférieure de 475000 hec-

tares à celle de 1914. Il est indispensable de s'arrêter sur cette pente pour l'année 1916, et la première précaution à prendre doit s'appliquer aux ensemencemens du printemps qui commencent en ce moment.

« Nos agriculteurs livrés à eux-mêmes choisiront naturellement les céréales qui leur coûtent le moins cher à produire et qui rapportent le plus, et ils donneront la préférence à l'avoine et à l'orge dont les cours n'ont pas cessé de monter. »

La conclusion logique de cette argumentation devait être la suppression de toute taxe, jointe à la liberté du commerce des grains, mais l'honorable ministre de l'Agriculture se borne à demander que la taxe soit relevée à 33 francs pour les achats de l'Intendance, et pour les blés de printemps seulement.

Il est aisé de comprendre que cette mesure sanctionnée par le décret du 14 mars 1916 devait être inopérante. Le relèvement de la taxe ne s'appliquant qu'aux achats de la Guerre, sa portée restait médiocre, et il était, d'autre part, singulièrement difficile de distinguer les blés de printemps des autres blés, une fois la moisson faite !

Ce que nous devons retenir seulement du rapport officiel, c'est la preuve solidement établie des conséquences redoutables de la taxation du blé. Le « découragement » du producteur est notamment signalé d'une façon officielle.

Chose étrange, au lieu de supprimer la taxe du froment, le législateur décida, au contraire, qu'il y avait lieu de taxer désormais les grains tels que l'orge, l'avoine, le seigle, et même les résidus industriels de mouture, c'est-à-dire le son et les issues ! Tel fut l'objet de la loi récente du 17 avril 1916. Bien mieux, un autre texte, celui du 20 avril de la même année, autorisa la taxation, soit par décret, soit par arrêtés préfectoraux, des pommes de terre, du lait, et des légumes secs. Enfin, la loi du 30 octobre dernier permet de fixer arbitrairement le prix des beurres et des fromages, tout en autorisant, il est vrai, la taxation des tourteaux destinés au bétail et que l'agriculteur *achète* tandis qu'il *vend* les autres produits.

Il est clair que le découragement signalé par le ministre de l'Agriculture est devenu plus visible et plus dangereux que jamais. La loi du 29 juillet 1916 a bien élevé d'une façon générale à 33 francs le prix de réquisition du blé, porté récemment à 36 francs, mais le producteur sait parfaitement que les achats

faits à l'étranger par l'État sont beaucoup plus onéreux et que le vendeur français est moins bien traité que le vendeur américain ou argentin. Ce contraste lui paraît inexplicable. Il se demande pourquoi la taxe réduit le montant de ses recettes, non seulement quand il s'agit des grains, mais lorsqu'il est question de lait, de beurre, de fromages, de légumes secs; il n'admet pas que le législateur hésite à taxer dès lors les salaires des ouvriers agricoles, le fer des charrues, et tous les objets qui sont *achetés* par les producteurs ruraux.

D'ailleurs le législateur se rend compte lui-même de la situation faite à l'agriculteur et des sentimens qui l'animent. On a proposé, l'hiver dernier, d'accorder à tout producteur de blé une prime de 3 francs par quintal, et une autre prime de 20 francs par hectare ensemencé au delà de la surface consacrée à la culture du froment en 1915. Cette prime double n'a pas été votée; son effet sur les semailles d'automne a donc été nul, et, d'autre part, le payement de ces allocations spéciales ne pouvait manquer d'entraîner des vérifications, des enquêtes, des lenteurs et des déceptions de toutes sortes!

Ainsi, à l'heure où il conviendrait de stimuler toutes les énergies, de faire appel à toutes les bonnes volontés, de récompenser tous les labeurs utiles, le système de la taxation est au contraire généralisé, il décourage, il irrite, il refuse aux meilleurs serviteurs du pays, à ceux qui le nourrissent, les prix élevés dont bénéficient pourtant ceux qui vendent à ces mêmes agriculteurs, ou leur travail, ou leurs produits industriels.

Certes nous n'approuvons pas le système du *maximum* adopté par la Convention nationale, mais du moins nous faut-il reconnaître que cette Assemblée avait traité les agriculteurs avec moins de partialité et de rigueur, car elle avait taxé les salaires ruraux, les gages, et tous les produits achetés par les « laboureurs. »

Le traitement qui leur est infligé aujourd'hui ne saurait donc manquer de produire les effets déplorables, déjà constatés pourtant sous la première Révolution.

Si nos taxes actuelles réussissent à réduire les prix de vente des produits agricoles en dépit de l'augmentation des dépenses de l'agriculteur, celui-ci cessera de produire. Ce sont les quantités disponibles qui diminueront parce que le cultivateur découragé n'aura plus ni la volonté, ni la possibilité d'accom-

plir sa tâche. Avant même que la taxation ne produise ces effets désastreux, la lutte commencera entre l'agriculteur qui défend ses intérêts légitimes et l'État qui prétend lui imposer un sacrifice arbitraire. Si le producteur ne porte pas ses denrées sur le marché, on devra lui imposer des réquisitions, des visites domiciliaires, lui infliger les peines prévues par les textes en vigueur ou par d'autres lois dont la rigueur devra permettre de triompher de ses résistances!

Est-ce ainsi que l'on espère obtenir ce concert de bonnes volontés, cette ardeur au travail que rien ne saurait remplacer?

Déjà les mêmes moyens ont été employés autrefois, et voici comment un Conventionnel les appréciait : « Je ne parle pas, disait-il, de la tyrannie de ce moyen, — la réquisition, — mais je vous prie de considérer son insuffisance. Il n'y a rien de si difficile que de forcer un homme à se ruiner; s'il y a quelque expédient secret pour l'éviter, soyez sûrs qu'il le découvrira. L'intérêt privé est toujours plus habile que les lois prohibitives ne furent rigoureuses. Recourez aux confiscations, vous serez odieux et mieux trompés, voilà tout. »

Peut-on, d'ailleurs, réquisitionner, emmagasiner et répartir des denrées périssables? Évidemment non! Déjà le problème est fort difficile à résoudre pour le blé, et l'État a trouvé plus simple d'immobiliser des stocks dans les greniers du cultivateur. Mais pour les pommes de terre, qui se corrompent aisément, la question devient à peu près impossible à résoudre.

A propos du beurre qui s'altère, d'un jour à l'autre, comment ferait-on? C'est la question que posait dernièrement au ministre de l'Intérieur M. le comte de Saint-Quentin, et ce dernier avait raison de dire :

« Vous réquisitionnerez, vous aurez des stocks de beurre et de fromages! Comment les répartirez-vous?... Il faut voir où ce système va nous mener. La réquisition, la répartition, qu'est-ce que cela?... C'est le rationnement... »

Ce n'est pas seulement le rationnement (qui suppose l'existence préalable d'une ration), c'est l'anéantissement de la production, car la taxation complétée par la réquisition, c'est-à-dire imposée par la violence, a pour conséquence fatale l'inertie du cultivateur, sa mauvaise volonté, et l'abandon même de la terre.

Les difficultés de la taxation sont d'ailleurs démontrées dès

à présent par l'expérience. Les prix fixés arbitrairement ne peuvent jamais représenter que des moyennes, et c'est alors la dernière qualité de la marchandise qui est vendue au tarif fixé, les autres qualités devenant introuvables ou s'échangeant de gré à gré — en marge de la taxe — au prix *normal*. Nous avons relevé nous-même un exemple curieux de ces pratiques. A X..., dans un département du bassin de la Loire, l'autorité avait taxé les pommes de terre. Celles-ci étaient bien vendues à ce taux, mais il s'agissait de tubercules petits, de qualité médiocre, provenant de tris faits par les producteurs qui trouvaient ainsi le moyen d'écouler à un bon prix des pommes de terre de conservation impossible.

Si la taxe est plus élevée dans une région que dans l'autre, les marchandises sont aussitôt expédiées là où leur prix est plus avantageux pour les vendeurs, et la disette sévit ailleurs.

C'est ce qui vient d'être observé à Paris, quand le beurre fut taxé au-dessous des cours pratiqués en province. Les expéditeurs se gardèrent bien d'envoyer aux Halles les marchandises taxées à plus haut prix sur d'autres marchés, et les arrivages constatés à Paris diminuèrent dans de fortes proportions. En même temps, les beurres inférieurs furent vendus au prix de la taxe, c'est-à-dire à un prix *maximum* devenu un prix unique par suite de la rareté de la marchandise et de l'activité de la demande. Sous la pression de la nécessité, la taxe des beurres a été abolie, et, à Paris comme en province, on a vu augmenter les arrivages pendant que les prix s'abaissaient au lieu de s'élever !

Enfin, la taxe ne saurait rester fixe alors que tous les élémens des prix de revient agricoles varient sans cesse, et notamment ces frais augmentent parce que les difficultés de la production sont toujours plus grandes.

Si l'expérience du passé pouvait éclairer le législateur de 1917, il méditerait les sages paroles d'un Conventionnel, Ducos, qui disait déjà en 1793 :

« Je parlerai tout d'abord de la difficulté d'établir un prix avec quelque raison et quelque équité...

« Sans doute, en fixant le prix des grains, vous voulez faire entrer dans ce prix, comme données nécessaires, les avances de la semence, celles de la culture, l'achat des bestiaux, des instrumens aratoires, des transports, le prix du travail, enfin,

du laboureur et du fermier ; car, pour vous faire vivre, il faut bien qu'ils puissent vivre eux-mêmes... Si la fixation du prix des grains n'était pas en proportion avec la cherté des autres comestibles, *avec les avances de la culture, avec le salaire des manouvriers, le cultivateur, ne tirant alors aucun produit de l'exploitation de son champ, cesserait de cultiver, la plus grande partie des terres serait en friche l'année prochaine, et le peuple mourrait de faim...*

« *J'ai dit que la taxe, pour être équitable, devrait être en proportion avec une foule d'avances, de frais, de salaires dont le prix, variant sans cesse, devrait faire varier aussi chaque jour celui de la taxe; et j'ajoute que le commerce, et le commerce libre, peut seul suivre tous les degrés de ces variations...*

« Pour labourer, il faut des bœufs ou des chevaux. Eh bien! un cheval qui coûtait 300 livres il y a trois ans, coûte aujourd'hui 1 200 ou même 1 500 livres. *Votre taxe suivra-t-elle cette effrayante progression?*

« Si l'on proposait au cordonnier de taxer les souliers à 6 livres, il répondrait : « Le prix du cuir a doublé; les jour-« nées de mes ouvriers étaient de 50 sous, il y a quelques « années; elles sont à 4 livres aujourd'hui. Je ne puis faire des « souliers qu'à 12 livres. Payez-les à ce prix ou je renonce à « mon métier. »

« Le cultivateur peut dire à son tour : « Taxez à une pro-« portion raisonnable tous les comestibles, tous les objets prin-« cipaux *d'industrie, toutes les avances et tous les travaux,* ou « ne taxez point le produit de mon travail!... »

On répond, il est vrai, à tous ces argumens que la taxe sera établie pour tous les produits agricoles en tenant compte du prix de revient et d'un bénéfice raisonnable! Dernièrement, c'est en utilisant la méthode des prix de revient que les préfets ont été invités à taxer le lait et les dérivés du lait, tels que les beurres ou les fromages!

Mais cette méthode ne tient pas compte des variations du coût de production, variations incessantes que la taxe ne peut pas suivre, et, en outre, le calcul des prix de revient précis est impossible, parce qu'il devrait varier avec chaque ferme, avec chaque saison, avec chaque cultivateur. Les prix calculés par les commissions préfectorales sont donc inexacts, trop forts ici et insuffisans ailleurs. Les poursuites intentées contre des lai-

tiers ont pour résultat de rendre le lait plus rare et de forcer maint producteur à vendre ses vaches pour ne pas être expose à des amendes, voire à des condamnations plus graves, s'il ne veut pas voir ses recettes tomber au-dessous de ses dépenses. Et c'est encore Ducos qui disait très justement à ce propos :

« Comme la proportion entre les prix et les dépenses s'établira bien mieux par la force des choses que par tous vos calculs, comme les échanges sociaux sont toujours justes quand ils sont libres, parce qu'ils sont l'ouvrage des intérêts respectifs et le résultat de leurs conventions, tandis que ce qui est forcé est souvent injuste parce que le législateur ne voit pas tout, comme l'intérêt privé n'oublie rien, il en résulte qu'il vaut mieux ne pas établir de taxe... »

Qu'est-ce, en outre, que ce bénéfice *raisonnable* dont les circulaires ministérielles ou les commissions locales parlent aujourd'hui ? S'agit-il d'un profit de 5 pour 100, de 10 pour 100, en admettant qu'il soit possible de calculer le montant des capitaux engagés? Le mot « raisonnable » est assez vague pour autoriser d'avance les actes les plus arbitraires, sous prétexte qu'il faut protéger les intérêts de l'acheteur. En fait, le profit raisonnable est celui qui résulte de la concurrence des producteurs et de l'activité variable de la demande combinée avec l'abondance non moins variable des offres.

Comment ne voit-on pas que l'intérêt du public n'est pas sacrifié à l'avidité du cultivateur aujourd'hui plus qu'hier? Si les conditions nouvelles de la production nous forcent à subir la hausse des prix, cette hausse n'est-elle pas moins dangereuse que la disette provoquée par le découragement de l'agriculteur?

Il n'est pas question d'ailleurs d'oublier les souffrances réelles infligées par l'élévation des prix à tous les pauvres dont les ressources ou les revenus *fixes* ne sont pas en rapport avec le cours des denrées de première nécessité.

C'est un devoir que de songer aux malheureux, mais il importe d'en préciser le nombre pour montrer que l'État peut les secourir sans anéantir la production en taxant le cultivateur.

Voici ce que l'on peut dire à ce sujet.

LA HAUSSE DES PRIX ET LE SORT DES PAUVRES

Nous savons fort bien qu'aux yeux des partisans de la taxation, il est nécessaire de s'opposer à la hausse des denrées pour épargner aux pauvres toutes les souffrances qu'entraîne la cherté des alimens. Cette préoccupation généreuse fait honneur à de bons Français, mais il s'agit, en fait, de savoir si l'on vient réellement au secours des déshérités en multipliant des taxes qui doivent décourager l'agriculteur et provoquer la disette.

Ne serait-il pas, en vérité, plus expédient et plus sage, ne serait-il pas moins coûteux de secourir les pauvres avec discernement plutôt que de ruiner tout le monde et de réduire la production agricole au moment où nous avons précisément besoin de l'assurer, sinon de la développer? Tout est là.

Nous pensons qu'on exagère trop volontiers le nombre des personnes que la taxation doit protéger contre la misère. Quelques renseignemens précis à cet égard sont donc indispensables, et nous montrerons du même coup que les dépenses à prévoir pour secourir les plus pauvres ne sont pas aussi considérables qu'on pourrait le supposer et qu'on le croit effectivement.

Une première remarque s'impose. La plupart des agriculteurs ne sont pas le moins du monde protégés par la taxation des denrées alimentaires, bien au contraire, et le sacrifice qu'ils subissent est largement supérieur à celui qu'on leur épargne.

Comme le cultivateur produit, en effet, non pas toutes les denrées, mais la plupart des denrées qu'il consomme, la cherté ne lui cause aucune gêne intolérable. En lui permettant de réaliser des profits normaux correspondant aux recettes basées sur des prix librement débattus, on améliore même sa situation, bien loin de la rendre plus douloureuse ou plus misérable. C'est l'évidence même.

Les salariés de l'agriculture constituent, d'autre part, deux groupes distincts, celui des domestiques nourris, logés à la ferme, et celui des journaliers qui ne prennent généralement qu'un repas à l'exploitation rurale. Visiblement, le premier groupe ne souffre nullement de la cherté des vivres, pas plus que tous les domestiques quels qu'ils soient, et le second ne

supporte que partiellement les conséquences pénibles de la hausse. D'ailleurs, pour les journaliers des deux sexes comme pour les domestiques, l'augmentation considérable du prix de la main-d'œuvre compense — et fort souvent au delà — l'élévation du cours des denrées alimentaires, surtout à la campagne, où les familles d'ouvriers ruraux possèdent un jardin et profitent de sa culture. Un très grand nombre de journaliers sont même propriétaires, et non pas seulement locataires d'une certaine étendue de terre.

En un mot, le groupe agricole dans notre pays ne saurait être intéressé au maintien ou à l'établissement des taxes.

Or, la population *agricole* — qu'il ne faut pas confondre avec la population *rurale* — représente environ 45 pour 100 de la population totale de la France. Ce chiffre doit être retenu ; il est assurément instructif et suggestif au point de vue qui nous intéresse.

On nous accordera que dans les autres groupes sociaux, parmi les industriels, les commerçans, les fonctionnaires, les personnes exerçant des professions libérales, le nombre des nécessiteux est fort restreint. A cette heure, cependant, les plus riches comme les plus pauvres profitent de la taxation, et notamment ils bénéficient des dépenses énormes faites par l'État pour acheter à l'étranger des denrées alimentaires qu'il revend à perte, de façon à ne pas élever les prix. Nos seuls achats de blé ont occasionné des sacrifices se chiffrant par des centaines de millions. Quelques indications précises nous ont été fournies, à cet égard, par des documens officiels.

Les salariés du commerce, de l'industrie, des transports, etc., sont à coup sûr intéressans, mais les statistiques relatives au chômage nous rassurent encore, et, de plus, nous savons très exactement que les salaires se sont élevés avec une extrême rapidité depuis dix-huit mois ou deux ans. Nous avons recueilli nous-même, en province, des informations nombreuses se rapportant spécialement aux salaires féminins. Dans les usines, les manufactures, les ateliers, les salaires ont au moins doublé. A ces salaires s'ajoutent pour les femmes de très nombreuses allocations distribuées — c'est l'opinion générale — avec une générosité excessive.

Enfin, les institutions de « secours aux pauvres » n'ont pas cessé de fonctionner et la solidarité sociale, à titre public ou

privé, vient encore protéger bien des déshérités contre la misère provoquée par la cherté. Il y a lieu de ne pas oublier cela et de souhaiter que toutes les œuvres de ce genre multiplient leurs services au lieu de les restreindre. Il n'est pas question d'abandonner à leur sort, ce qui serait cruel, des femmes chargées de famille, des veuves momentanément sans emploi, des enfans orphelins ou des vieillards. Nous pensons seulement que la tâche de l'État ou de la bienfaisance privée pourrait utilement consister à secourir les malheureux, au lieu d'abaisser par des taxes le prix des denrées qu'achètent les riches et les gens aisés aussi bien que les plus pauvres. Les sacrifices imposés aux agriculteurs et ceux que l'État supporte en vendant à perte profitent ainsi à des personnes dont la situation ne justifie en rien de pareilles largesses. En accordant des secours aux pauvres, *aux vrais pauvres, et à eux seuls*, on n'aurait pas à déplorer les conséquences de la taxation, tout en soulageant les misères réelles! C'est exactement ce que disaient les Conventionnels effrayés à la fois des dépenses énormes du Trésor et des conséquences du *maximum*. Richaud disait à ce propos : « Craignez de détourner les capitaux de l'Agriculture par le maximum qui la ruine... Il n'en a pas moins coûté à la République lorsqu'il a fallu tirer du dehors des subsistances de toute espèce qui coûtaient fort cher et qu'on vendait dans l'intérieur au maximum, et *le riche comme le pauvre* profitait des pertes énormes que faisait le gouvernement à ce commerce ruineux. Dans le nouveau système (suppression du maximum), il n'y aura au moins de sacrifices à faire que pour les troupes *et de secours à donner qu'aux indigens.* »

Ces réflexions n'ont rien perdu de leur sagesse et de leur actualité. Elles semblent écrites d'hier!

CONCLUSION

Il ressort clairement des observations faites dans nos campagnes que le système de la taxation, sans cesse aggravé par des applications nouvelles, tend à décourager l'agriculteur, à réduire la production, et à nous forcer de multiplier nos achats à l'étranger, achats ruineux puisque l'État vend à perte et contribue à provoquer la hausse sur les marchés neutres. Au lieu de stimuler toutes les énergies et de récompenser tous les

efforts en vue de rendre notre production plus abondante, le système du maximum, inauguré de nouveau en France, paralyse les bonnes volontés et brise le ressort de l'intérêt personnel. Cet intérêt personnel, ce désir du gain légitime correspondant, aujourd'hui, à des efforts extraordinaires, est pourtant *seul* capable de déterminer des actes, *partout, au même moment, sans violences et sans menaces.* Quelle est la loi qui peut exercer une pareille action et rallier sans difficulté toutes les opinions?

Il y a plus. Sous l'étreinte de la nécessité représentée par la cherté, la production peut être accrue en obligeant partout les moins fortunés à travailler pour se procurer les alimens dont ils ont besoin.

Il n'est pas de commune rurale qui ne puisse mettre à la disposition des artisans, des journaliers agricoles ou industriels, des familles nombreuses, une dizaine d'hectares prélevés sur des terres communales, sur des domaines ruraux dont quelques parties, sans être réellement délaissées, sont soumises cependant au système de la jachère ou de la dépaissance. En mettant ces parcelles à la disposition de ceux qui voudraient les cultiver, on augmenterait comme par miracle, sous la seule pression du besoin et de l'intérêt personnel, nos ressources en pommes de terre, en légumes verts ou secs, sans compter les grains eux-mêmes dont quelques ares ensemencés peuvent porter une récolte capable de nourrir toute une famille pendant un an. Pour cela, la réquisition est inutile; il suffit d'indemniser les propriétaires après entente amiable, et de se confier aux suggestions de l'intérêt personnel. Ceux qui ont besoin d'augmenter leurs ressources n'hésiteront pas à travailler dans ce dessein.

A un autre point de vue, au point de vue des économies à réaliser, le système de la taxation n'est pas moins critiquable, car il supprime l'effort nécessaire. Bien entendu, nous ne songeons pas à rationner le pauvre en réduisant la quantité des alimens qu'il serait capable d'acheter; mais nous songeons à ces substitutions d'alimens qui correspondent à de véritables économies et à une meilleure utilisation des ressources disponibles. Nous avons prouvé, — croyons-nous, — que ces ressources, par tête d'habitant, étaient encore supérieures aujourd'hui à celles dont disposaient nos pères il y a soixante ans, quand on tient compte de la production nationale.

Pourquoi notre population civile ne se contente-t-elle pas, en ces heures de crise, du bien-être matériel qui paraissait suffisant à la génération précédente? Pourquoi ses exigences actuelles sont-elles considérées comme légitimes, et pourquoi la consommation ne prend-elle pas, — au point de vue de la qualité, — le caractère de celle que l'on acceptait librement vers 1850?

C'est qu'aujourd'hui la taxation vient abaisser les prix et rend dès lors possible la persistance des habitudes prises depuis quelques années seulement.

On prétend, à cette heure, qu'il ne faut ni mécontenter, ni inquiéter les acheteurs! Mais la force des choses, plus puissante que toutes les lois, ne va-t-elle pas contraindre le législateur à renoncer au système qu'il a momentanément adopté? Les sacrifices imposés, en fait, à la nation tout entière, pour abaisser artificiellement le prix des alimens, ne sauraient être indéfiniment prolongés et accrus.

Cependant la taxation va provoquer la réduction de la production agricole nationale, et les pertes imposées à l'État commerçant dépasseront dès lors les forces contributives du pays en épuisant ses ressources financières.

Eh bien! au lieu de farder la vérité, il faut la révéler; il faut que tout le monde la voie en face. Il faut que la situation véritable du marché soit connue, et que la cherté même récompense les énergies productives pour prévenir un désastre, ou, du moins, pour éviter un grand danger.

Nous voyons clairement ce danger. Le système de la taxation, de la réquisition et des achats de l'État l'a créé. C'est ce système qu'il convient d'abolir avant qu'il ait produit toutes les conséquences dont on ne saurait trop résolument dénoncer la gravité.

D. ZOLLA.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES PLAIES DE GUERRE

Quand la guerre éclata, les générations médicales formées depuis 25 à 30 ans ne connaissaient plus guère que théoriquement un grand nombre des terribles complications des plaies, qui avaient empoisonné la pratique des générations précédentes. La plupart des médecins n'avaient jamais vu de pourriture d'hôpital, de pyohémie, de gangrène gazeuse. Ils n'avaient que bien rarement l'occasion de voir du tétanos ou de la septicémie. Toutes ces affections constituaient des maladies d'ordre « paléontologique, » qu'on me permette cette expression. Ils ne connaissaient guère ces espèces pathologiques disparues que théoriquement, comme ils connaissaient par exemple la peste et le béri-béri, ou comme le biologiste connaît le mammouth.

Au milieu du siècle dernier, le grand chirurgien Nélaton disait qu'il faudrait élever une statue en or à celui qui saurait débarrasser la chirurgie — alors si pleine d'aléas — de l'infection purulente et des complications septiques des plaies. La récompense proposée ne paraîtra pas excessive si l'on songe que, par suite de ces complications, tous les amputés de cuisse de l'hôpital Saint-Louis à Paris, sauf un, avaient succombé, pendant la guerre de 1870-71. Ce précédent est d'autant plus caractéristique que l'amputation de cuisse est la plus fréquemment faite des amputations en chirurgie de guerre. Le rêve de Nélaton s'était depuis lors réalisé. Sous l'influence des doctrines de Pasteur, on trouva que les complications infectieuses des plaies étaient provoquées par des germes microscopiques. Lister appliqua l'antisepsie, qui arrête le développement de ces germes,

mais ne s'imposa pas sans luttes. Un jeune chirurgien, épris du progrès et conquis par ce qu'il avait vu chez Lister à Edimbourg, Lucas-Championnière, essaya de réaliser sa méthode à Paris. Sans relâche, il lutta pour la faire connaître. On aura une idée des difficultés qu'il eut à surmonter en se rappelant qu'un professeur de la Faculté de Paris — d'ailleurs bon chirurgien, quoique misonéiste, — disait qu'on devrait poursuivre en cour d'assises cet homme assez audacieux pour tenter la cure chirurgicale des hernies, tant était grave alors, sans l'antisepsie, toute intervention opératoire.

Peu à peu l'antisepsie s'imposa. Elle régna en souveraine maîtresse en chirurgie. Puis, sous l'influence des recherches scientifiques et par la marche du progrès, à l'antisepsie qui emploie des procédés chimiques — non sans quelques inconvénients parfois, — succéda, grâce à Terrier et à son école, l'asepsie, qui use de procédés d'ordre physique et mécanique et qui se borne à toucher le moins possible aux plaies en évitant de les infecter, qui en un mot est défensive plutôt qu'offensive.

Dans la pratique d'avant-guerre, les chirurgiens vivaient donc sur la doctrine d'asepsie, ne soupçonnant pas que la guerre nous ramènerait à foison les terribles complications des plaies qu'avaient connues leurs prédécesseurs. Sans doute quelques clairvoyans, au premier rang desquels se trouvait Lucas-Championnière, n'oubliaient pas que si l'ère antiseptique avait quasi fait disparaître ces accidens anciens, au point que les nouvelles générations médicales ne les connaissaient plus, il était à prévoir qu'elles renaîtraient avec la guerre, dont chacun sentait l'imminence.

Multa renascentur quæ jam cecidere.

Mais Championnière n'était pas écouté... ou guère, et nous vivions avant 1914 dans le dogme très consolateur — trop — de l'abstention au point de vue du traitement des plaies de guerre. On pensait et on enseignait qu'avec la vitesse considérable des nouveaux projec les, avec leur force de pénétration, ceux-ci seraient en quelque sorte aseptiques et que la chirurgie de guerre serait essentiellement conservatrice. La chirurgie mutilatrice, disait-on, a vécu. Cette doctrine s'est d'ailleurs trouvée assez souvent exacte pour les balles reçues de plein fouet à longue distance, et qui rendues antiseptiques par la haute température que produit le frottement dans l'air, traversent d'autre part l'étoffe sans l'entraîner à cause de leur mince forme arrondie.

On n'a pas oublié, dans les milieux militaires, les sensationnels

« Conseils aux chirurgiens » donnés tout au début de la guerre (août 1914), par une importante personnalité — administrativement, sinon scientifiquement parlant — de la médecine militaire. « Ne touchez pas aux plaies. » C'est sous cette forme schématique et brève que pouvaient se résumer ces conseils qui furent adressés à tous les médecins mobilisés. Car, c'est endormie sur le mol oreiller inerte de l'asepsie que la chirurgie militaire aborda la guerre présente.

Le réveil fut terrible et net. La dure expérience, mère de toute vérité, comme dit Poincaré, nous apprit clairement et promptement que la conduite à tenir devait être toute différente, je dirai même opposée, si l'on voulait éviter les pires désastres. C'est ainsi que le conflit actuel, qui nous a donné tant d'enseignements révolutionnaires en tactique, n'a pas été moins fécond en surprises dans cette autre bataille contre le mal qu'est la chirurgie de guerre.

Une chose frappante, dans les combats d'aujourd'hui, est la multiplicité extraordinaire des plaies qu'on rencontre souvent chez le même blessé. Cela est dû avant tout à la prédominance considérable des plaies par éclats d'obus, de torpilles ou de grenades sur les plaies par balles. Dans les guerres antérieures en rase campagne, les projectiles frappaient en général de plein fouet. Aussi les blessures par balles étaient-elles de beaucoup les plus fréquentes. Aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit. La guerre de tranchées a développé d'une façon formidable le rôle de l'artillerie. Pour atteindre l'ennemi dans les tranchées, on emploie essentiellement le tir indirect, l'artillerie avec ses obusiers et ses lance-torpilles diverses, l'infanterie avec les grenades. La balle tirée de plein fouet ne sert plus guère que contre un adversaire s'avançant en terrain découvert, c'est-à-dire dans le minimum des cas. Mais, même dans ceux-ci, les projectiles explosifs sont encore les plus efficaces et les plus employés à cause de leur grand rayon d'action, et parce que la supériorité de la balle, sa longue portée est inutile dans cette guerre.

De là résulte la prépondérance marquée des plaies par éclats d'obus, de grenades ou de torpilles sur les plaies par balles. Celles-ci se produisent surtout dans les assauts. Alors entrent en jeu les terribles mitrailleuses qui font de si grands ravages chez l'assaillant si la préparation d'artillerie n'a pas été suffisamment poussée.

On constate donc beaucoup plus souvent des plaies par éclats d'obus ou de projectiles similaires. En éclatant, l'obus ou la grenade se divise en un grand nombre de fragmens. Ceux-ci entraînent

d'ailleurs des débris de pierre, de bois, etc. Aussi les blessures qui en résultent ont-elles grandes chances d'être multiples. Cette multiplicité des plaies est parfois extraordinaire, et l'on a vu des soldats porteurs de plus de cent blessures. En outre, la vitesse relativement faible de ces fragmens de projectiles ne les échauffe souvent pas assez pour tuer les microbes que porte leur surface maculée. Enfin leurs bords déchiquetés déchirent et entraînent dans la plaie des fragmens d'uniforme et de linge eux-mêmes remplis d'impuretés. Donc généralement la plaie de guerre n'est dès l'abord pas aseptique.

Quelles sont les lésions constituées par les différens projectiles, autrement dit en quoi consiste essentiellement la plaie de guerre? L'examen détaillé d'une telle question nous entraînerait trop loin et nous nous bornerons à en tracer un schéma, en éliminant d'ailleurs les plaies des cavités du crâne, du thorax et de l'abdomen. Celles-ci diffèrent du reste beaucoup à la fois les unes des autres et des plaies des membres.

Un membre envisagé schématiquement comprend essentiellement, de l'extérieur à l'intérieur, les couches anatomiques suivantes : la peau doublée d'un tissu cellulaire plus ou moins épais et d'une aponévrose d'enveloppe du membre. Ces trois couches réunies constituent un ensemble élastique et résistant. Au-dessous se trouve la masse musculaire dans laquelle sont les vaisseaux et nerfs principaux. Cette masse musculaire est moins élastique et surtout moins résistante que le système cutanéo-aponévrotique (qu'on me pardonne ces termes barbares, mais il faut bien appeler les choses par leur nom) qui enveloppe le membre. Enfin vient l'os, qui est très résistant et pas élastique.

En somme, le membre peut être envisagé comme composé d'une couche excentrique assez résistante, et d'une couche centrale très résistante ; entre ces deux couches se trouve la couche musculaire peu résistante. Cet ensemble peut être lésé par des agens vulnérans variables. Nous ne parlerons pas des contusions qui constituent les cas les plus simples, et sont en général peu graves et partant peu intéressantes, ni même des plaies par armes blanches. Ces dernières, lorsqu'elles ne sont pas d'une gravité telle qu'elles amènent la mort à brève échéance, sont au contraire souvent bénignes et ne diffèrent guère des plaies accidentelles qu'on rencontre dans la pratique de la chirurgie civile.

Les plaies par armes à feu sont de beaucoup les plus fréquentes et les plus graves dans la guerre actuelle. On en rencontre deux

types principaux, selon la nature et la force de pénétration de l'agent vulnérant.

Dans le premier type, il s'agit d'un projectile à grande vitesse animé d'un mouvement sensiblement régulier qui a conservé sa forme primitive et qui frappe de plein fouet. C'est le cas de la balle de fusil ou de mitrailleuse n'ayant pas ricoché. Cette balle détermine soit un sillon, soit un cul de-sac lorsqu'elle reste incluse dans les tissus, soit un tunnel lorsqu'elle traverse le membre de part en part. Dans ce dernier cas, l'orifice de sortie est toujours plus étendu que l'orifice d'entrée.

En effet, en franchissant la peau par son extrémité effilée, la balle animée d'une force de pénétration aussi régulière que possible écarte pour ainsi dire les élémens du revêtement cutané, en utilisant au maximum son élasticité. La résistance rencontrée par le projectile dans l'intérieur du membre et la déviation même relativement légère qu'il y subit, jointes à la diminution de vitesse qui en résulte, font que l'orifice de sortie est nécessairement plus grand que celui d'entrée. C'est en effet la rotation de la balle qui la maintient tangente à sa trajectoire ; cette rotation étant diminuée, la moindre dissymétrie dans les résistances rencontrées fait un peu basculer le projectile sur sa trajectoire, produit dans son mouvement ce que les astronomes appellent des *nutations*, avec comme conséquence une augmentation de la surface traversée par la balle. L'orifice de sortie peut même être relativement considérable, alors que celui d'entrée est presque punctiforme. Lorsque cette balle n'a pas intéressé d'organe important, gros vaisseau ou nerf, ou os, la plaie, comme nous l'avons dit, est en général peu septique et elle guérit facilement. On a vu ainsi des balles entrer par exemple à la racine du nez, passer entre la face et le crâne et ressortir dans la région occipitale après avoir traversé toute la masse céphalique, sans occasionner de troubles importans et sans empêcher le blessé de retourner au feu au bout de quelques jours.

Un deuxième type de plaie de guerre tout différent est celui qui est déterminé par un projectile ou fragment de projectile à explosif, de forme irrégulière et animé de mouvemens asymétriques sur sa trajectoire : éclat d'obus, de torpille ou de grenade. C'est là un genre de blessure bien plus fréquent, comme nous l'avons dit, que le premier type. Le projectile, en pénétrant dans les tissus, perfore la couche superficielle constituée par la peau, le tissu cellulaire et l'aponévrose, puis dans un mouvement giratoire dont l'incompressi-

bilité des liquides organiques multiplie les ravages, il creuse dans la masse musculaire une vaste cavité. Car frappant les tissus dans une propulsion géométriquement non normale, entraînant des débris de vêtemens (capotes ou autres, bois, pierre, etc.), aux mouvemens de translation qu'avait précédemment le projectile s'ajoutent des mouvemens de rotation irréguliers qui sont facteurs de la constitution de cette cavité de dilacération intramusculaire.

Si le projectile, comme cela se produit très souvent, rencontre l'os, celui-ci lui oppose sa résistance, et les facteurs d'éclatement sont encore accrus notablement par la production d'esquilles osseuses plus ou moins détachées qui agissent de leur côté comme de nouveaux projectiles et aggravent les lésions par dilacération. Le ou les projectiles sont souvent situés à des distances très éloignées de ce que l'on pourrait supposer par leur orifice d'entrée et leur volume. Fait paradoxal : les débris vestimentaires se rencontrent souvent en des points tous différens des projectiles dans les cavités d'attrition. Nouvelle preuve des phénomènes de ricochet et de rotation considérables dont ont été le siège ces cavités. La question de la recherche des projectiles mérite d'ailleurs à elle seule une étude. Nous y reviendrons dans la suite.

Entre ces deux types de plaies, — plaie par balle de plein fouet et plaie par éclat irrégulier de projectile explosif — se place un type intermédiaire comme degré de gravité. C'est celui qu'occasionne un shrapnell. Celui-ci en effet est un projectile à faible vitesse, non ricoché, et généralement retenu dans les tissus comme l'éclat d'obus. Selon les cas et le degré d'infection du projectile, on aura une blessure participant des caractères de l'un ou l'autre type : plaie peu septique ou plaie infectée modérément en général et guérissant par l'ablation du projectile.

Il convient maintenant, pour que cet exposé ne soit pas trop incomplet, d'examiner en quelques mots ce qui a lieu au point de vue histologique dans les différentes plaies de guerre.

***

Rien n'est plus intéressant que d'étudier microscopiquement les phénomènes successifs dont est le siège une plaie de guerre du type le plus général, c'est-à-dire produite par un fragment irrégulier de projectile explosif. Dans « cet horrible mélange d'os et de chair meurtris » et où l'œil lui-même n'aperçoit qu'un douloureux chaos, le microscope va nous découvrir tout un champ de bataille où des êtres

minuscules se livrent une lutte sauvage pour et contre la défense de l'organisme lésé. Lutte passionnante, avec des hauts et des bas, où, dans l'infiniment petit, les tactiques et les stratégies se contre-battent énergiquement et dont dépend la mort, la mutilation ou le salut du blessé. Étrange analogie qui fait que le sort du soldat dépend des combats d'êtres infimes par rapport à lui, comme celui de ce grand corps qu'est la Patrie elle-même dépend des luttes de bipèdes humains infiniment petits, au moral comme au physique, par rapport à elle !

Il est du plus haut intérêt de suivre dans son détail et dans ses phases l'évolution microscopique de la plaie de guerre. Car cet examen est seul de nature à conduire à un traitement rationnel. Dans cette bataille qu'est le soin des blessés, comme dans la bataille des hommes, il faut d'abord voir et observer avant d'agir et pour agir utilement. Et l'étude microscopique continue des lésions est la base nécessaire de leur guérison, comme l'observation est celle des bons tirs d'artillerie, ainsi que je l'ai montré dans ma dernière chronique. *Veni, Vidi, Vici* indique, en chirurgie comme ailleurs, les trois étapes nécessaires de la victoire.

Regardons donc, du haut de cet observatoire magique qu'est le microscope, ce qui se passe dans la plaie. Par lui le Lilliput microbien va nous révéler ses secrets et les étranges combats qui l'agitent sur le champ de bataille de la pauvre chair meurtrie des soldats. Les récens travaux de divers chercheurs et notamment de MM. Policard, Phelip, Fiessinger, nous ont apporté à cet égard des révélations fort suggestives.

A l'intérieur de la cavité, à orifice déchiqueté et relativement étroit, qu'a produite dans la masse musculaire la giration du projectile déchirant, on trouve d'abord un magma formé par un mélange de muscle arraché, de caillots de sang, et de sérosité auquel sont incorporés des corps étrangers : le projectile lui-même, des débris de vêtement, de la boue, des fragmens divers de cailloux, de bois ou d'acier. Tous ces corps étrangers et plus ou moins maculés ont entraîné avec eux un certain nombre de microbes qui vont trouver un terrain très favorable à leur développement, car on sait, et le professeur Dieulafoy, en particulier, y a insisté, que les cavités closes favorisent la virulence des infections.

Pourtant, immédiatement après que la blessure a été faite, le microscope ne révèle d'abord que des élémens anatomiques détachés de leurs connexions normales, des tissus meurtris, et qui ont perdu

leur irrigation sanguine. Mais, chose curieuse, pendant plusieurs heures ces élémens conservent leur aspect habituel et il ne se passe rien. — On aurait pu croire que les germes infectieux devaient attaquer immédiatement, sans délai et sans répit, les tissus meurtris par le projectile qui, nouveau cheval de Troie, les a introduits subrepticement dans la citadelle. Il n'en est rien. Les deux camps semblent s'observer. Il y a là une période d'activité latente et invisible, comme si dans la guerre des microbes contre les tissus et leurs défenseurs, les phagocytes, les premiers restaient d'abord à l'affût et mobilisaient en quelque sorte leurs ressources avant d'assaillir l'adversaire, tandis que celui-ci prépare sa défense. On dirait que les microbes pathogènes ont appris depuis longtemps — bien avant nos stratèges — que toute attaque doit être précédée d'une préparation. Tout ceci a lieu avant la cinquième heure qui a suivi le traumatisme.

Puis la situation se modifie. Ces élémens cellulaires qui ont été meurtris et qui ont perdu leurs connexions vasculaires et humorales physiologiques, c'est-à-dire qui sont séparés de leur ravitaillement, se mortifient bientôt. Au microscope on voit alors les microbes, notamment le *B. perfringens* et le *B. capsulatus aerogenes* — puisqu'il faut les appeler par leur nom — sortir de leurs repaires, j'allais dire de leurs tranchées, et commencer à se multiplier dans le caillot. C'est qu'ils trouvent un milieu de culture extrêmement favorable à leur prolifération dans les albumines qui résultent de la décomposition des tissus cellulaires mortifiés. Il convient à ce propos de remarquer qu'il y a ici une grande différence entre la guerre des infiniment petits et celle de ces êtres qui ne sont pas infiniment grands, les hommes : ce n'est pas dans des dépôts, dans des réserves stratégiques que les microbes recrutent des combattans supplémentaires, c'est sur place, en plein champ de bataille, par l'enfantement continuel de nouveaux guerriers ; ici, lorsque la lutte se développe librement, le nombre des naissances dépasse singulièrement celui des morts. Ce sont là des choses qui différencient les microbes des hommes beaucoup plus que ne fait leur importance relative dans l'univers stellaire.

A ce déclenchement de l'attaque ennemie répond alors une réaction de défense de l'organisme, un tir de barrage contre les microbes ennemis, une contre-attaque, que constitue un afflux de globules blancs. Ces bons microbes, qu'on appelle aussi des leucocytes, ou, comme disait Metchnikoff, des phagocytes, — le nom ne fait rien à l'affaire, — et que l'organisme avait, dès le temps de paix, c'est-à-dire avant toute blessure, mobilisés en grand nombre dans le réseau

sanguin, c'est-à-dire sur les voies de communication capables de les déverser vite aux points menacés, ces bons microbes, dis-je, déclenchent en plein leur riposte aux environs de la vingtième heure. A ce moment, la bataille est engagée dans toute sa violence. Cette phase de la réaction de l'organisme est marquée par l'apparition de la suppuration et du pus. C'est, pour continuer mon parallèle, à peu près l'équivalent de la phase guerrière où se trouvaient, ces dernières semaines, arrivés nos amis russes.

Les tissus mortifiés ont alors disparu. En pratique, on ne rencontre guère à ce moment comme microbes que des cocci ou des coccobacilles.

Quant aux leucocytes, pour ne rien celer de leur état civil, je rappellerai que ce sont des polynucléaires neutrophiles. J'ai eu l'occasion naguère d'examiner ici même le mécanisme de la réaction phagocytaire, et de montrer que les idées de M. Metchnikoff sur ce sujet, pour ingénieuses et intéressantes qu'elles soient, ne constituent pas toute la vérité. A côté de la phagocytose, qui est, comme on sait, un phénomène de destruction et d'absorption des microbes pathogènes par les globules blancs qui les étreignent et les digèrent, à côté de cette action directe, il est aujourd'hui prouvé que les leucocytes agissent autant, sinon davantage, d'une façon indirecte, par les produits non vivans qu'ils sécrètent et qui sont de diverses natures : les uns neutralisant les substances toxiques produites par la décomposition des tissus ou émises par les microbes ennemis, les autres paralysant ces microbes eux-mêmes.

Il y a dans tout cela des analogies multiples et profondes avec ce qui se passe dans la guerre humaine. La phagocytose, la lutte de deux microbes qui s'étreignent, n'est-ce pas la lutte corps à corps de deux guerriers, la forme la plus ancienne du combat, celle qui ne disparaîtra jamais ? Les substances sécrétées par les microbes pathogènes ou les leucocytes ne sont-elles pas analogues aux projectiles, aux nappes de gaz, aux jets de flamme par lesquels les combattans agissent de loin, soit sur leurs adversaires, soit sur le milieu qui abrite et ravitaille ceux-ci? On pourrait pousser très loin jusque dans les détails ce parallèle.

N'est-il pas suggestif aussi que, de même que, dans la guerre présente on a cru d'abord à l'efficacité prépondérante des hommes, puis plus tard seulement à celle du matériel et des engins, pareillement la théorie phagocytaire, où le corps à corps des microbes était tout, se soit vue supplantée bientôt par la théorie humorale qui

montre les produits fabriqués par les microbes beaucoup plus meurtriers et plus efficaces que les microbes eux-mêmes?

Il ne faut pas croire d'ailleurs que tout soit parfaitement éclairci en ce domaine, pas plus que dans l'art militaire. Il serait trop choquant que nous connaissions les microbes mieux que nous-mêmes, et il y aurait là un paradoxe analogue à celui de l'astronomie découvrant dans le soleil et dans les confins obscurs de la Voie lactée des corps nouveaux que l'on ne devait trouver que plus tard dans l'air même que nous respirons.

Nous n'en sommes pas encore là dans le domaine de la vie microscopique; c'est heureux pour divers amours-propres, car enfin quelle contenance devraient garder tant d'augures s'il fallait demander aux cohortes des êtres monocellulaires les secrets de faire de la meilleure manière, battre les hommes entre eux? La vérité c'est que le rôle des phagocytes dans l'évolution des plaies reste sur bien des points très obscur, et il y a là matière pour nos successeurs à diverses découvertes qui pourraient bien rabattre rétrospectivement notre superbe et montrer un fourmillement d'incertitudes et d'erreurs dans nos idées actuelles.

Car enfin, lorsque tout va bien dans la marche de la plaie, et que l'ennemi faiblit devant l'énergique défense de l'organisme, quand les plaies commencent à se restaurer, quand elles sont, comme on dit, au stade de réparation, alors l'afflux des leucocytes diminue beaucoup. Cette diminution est même une condition essentielle de la bonne évolution d'une plaie. Ce qui domine la scène à ce moment, c'est la naissance du tissu conjonctivo-vasculaire jeune. Or, l'arrivée d'une grande quantité de leucocytes polynucléaires nuit à la poussée du tissu conjonctif. La thérapeutique rationnelle, loin de chercher à favoriser l'afflux des leucocytes, doit donc alors s'efforcer de l'arrêter. Ce ne sont donc pas des panacées universelles que les phagocytes, qu'on croyait toujours débonnaires et bienfaisans, du bon M. Metchnikoff. Ils me semblent plutôt, à l'instar de M. Prudhomme, porteurs d'armes qui servent à défendre notre constitution ou au besoin à la combattre.

Et puisque, malgré nous, notre esprit ne saurait s'échapper des parallélismes analogiques, car nous avons besoin dans notre isolement de sentir partout nos affinités avec les autres créatures, comment ne pas remarquer la haute et grave leçon que nous donnent ces guerriers infimes et candides — c'est leur nom qui le dit — préposés à la garde du corps humain et de sa santé? Une fois l'ennemi

repoussé, ces combattans, ne pouvant se résigner à l'inaction, veulent continuer à combattre et à faire dépendre d'eux seuls le salut de la cité. Et alors qu'en résulte-t-il? La formation du tissu conjonctif, la restauration et la prospérité de ce qui a été lésé ne peut se faire tranquillement et l'organisme ne peut retrouver son équilibre par la faute même de ceux qui l'ont empêché de le perdre. Si l'Allemagne avait médité sur ces leçons de l'infiniment petit, elle n'aurait pas laissé son militarisme la gouverner en temps de paix; elle ne lui permettrait pas aujourd'hui d'empêcher la fragile reconstitution du tissu conjonctif. Elle aurait maintenu à leur place qui est de servir et non de commander, de défendre la loi et non de la faire, ses microbes blancs et ses cuirassiers blancs. Et bien des choses tristes n'auraient pas eu lieu qui ont fait pleurer la terre.

Il importe donc essentiellement que, pour savoir où en sont les choses et s'il doit activer ou au contraire ralentir thérapeutiquement la production et l'afflux des leucocytes, le chirurgien sache d'une manière presque continue à quel stade de son évolution en est la plaie de guerre.

Les renseignemens du microscope sont alors d'un grand intérêt pratique, spécialement en ce qui concerne la détermination du moment où il conviendra de faire la suture secondaire de la plaie. On aura ces renseignemens en dénombrant périodiquement dans le champ du microscope : 1° le nombre de germes pathogènes, 2° le nombre des élémens de défense, des leucocytes polynucléaires, 3° celui des germes de la régénération du tissu conjonctif, cellules mononucléaires. C'est ce qu'on appelle la détermination des *indices microbiens* relatifs à ces trois sortes de germe. On tracera, à l'aide des nombres obtenus, des courbes qui fourniront les élémens positifs nécessaires au chirurgien pour établir les modes et les époques de ses diverses interventions.

En outre, la constatation de la présence et du nombre des cellules épithéliales fournit des renseignemens précieux sur l'activité *vasculiformatrice* dans la plaie, élément capital de la réparation, et sur l'absence de tout exsudat leucocytaire de mauvais pronostic.

Je m'excuse encore un coup d'employer parfois dans cet exposé des mots un peu barbares, et qui peuvent paraître singuliers à ceux de mes lecteurs qui ne sont pas coutumiers des promenades dans les plates-bandes ésotériques du jardin médico-chirurgical. Mais ces mots sont de pratique aujourd'hui courante parmi les séides d'Esculape; la Faculté leur a donné des lettres de grande naturalisation, et

si Molière lui-même les entendait, il serait obligé, après avoir ri beaucoup de l'anatomie bizarre de leurs syllabes assemblées, de convenir que ces néologismes ont une certaine valeur abréviative qui dispense des périphrases. Et puis comment pourrait-on se formaliser, en présence des phénomènes nouveaux dont la science découvre sans cesse l'existence, qu'il faille des mots nouveaux pour les nommer, alors que tant de mots anciens désignent des choses qui n'existent pas !

Dans ce qui précède, nous avons décrit sommairement l'évolution microscopique spontanée d'une plaie de guerre normale. Mais il se peut qu'arrivés au stade où nous nous sommes arrêtés en dernier lieu, la plaie n'évolue pas vers la guérison, et que par suite de la virulence des germes pathogènes et de la faiblesse des moyens de résistance du sujet, la défense succombe devant les microbes assaillants. L'infection a tendance alors à dépasser les régions lésées, à atteindre les régions voisines et même à les dépasser pour atteindre l'individu tout entier. C'est alors le navrant défilé des complications infectieuses, la gangrène gazeuse, l'empoisonnement total par les toxines que charrie le réseau sanguin et qui provient tant des germes pathogènes eux-mêmes que de la décomposition des tissus désintégrés et putréfiés. Bien d'autres complications et dégénérescences surviennent alors qui amènent souvent la mort ; ou du moins, la guérison est alors beaucoup plus difficile, de même qu'un peuple envahi souffre plus de la guerre et a plus de peine à puiser en lui-même les ressources nécessaires pour battre l'ennemi qu'un peuple qui ne l'est pas.

Telle peut être l'évolution de la plaie de guerre évoluant spontanément dans un sujet en état de résistance forcément diminuée par le choc et par les fatigues.

Le rôle essentiel de la chirurgie de guerre est ou du moins doit être de contrecarrer cette évolution et de la diriger dans le sens précédemment indiqué, où la défense leucocytaire jugule l'attaque microbienne, puis de favoriser le stade de reconstitution des tissus. Comment la chirurgie a-t-elle appris à s'acquitter de ce rôle ? C'est ce qui nous reste à examiner.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La roue a vite tourné. L'armée russe, qui avait semblé bien partie, portait en elle des germes de décomposition. En moins de huit jours, Tarnopol était prise, les Austro-Allemands se glissaient par les vallées du Sereth et de la Strypa, se répandaient sur les deux rives du Dniester, réoccupaient Halicz, Stanislau, Nadvorna, obligeaient le général Korniloff à une retraite qu'ils inquiétaient; rentraient dans Kolomea, s'emparaient de Kuty, pointaient vers Czernovitz, vers Kimpolung, débloquaient les cols des Carpathes; et tous ensemble, le prince Léopold de Bavière, Boehm-Ermolli, l'archiduc Joseph, Kœwess, poussant de toutes leurs forces, à toute vitesse, rejetaient les Russes hors de la Galicie, les pressaient en Bukovine, les ramenaient à leur frontière, la franchissaient. Le Kaiser, réapparu à la lumière, après les entretiens de Berlin d'où il s'était, en l'honneur de son fils, si inopinément exclu, était venu à Tarnopol, moins sans doute pour voir que pour être vu; et, bien installé au spectacle, dans son automobile changée en trône roulant, il avait à loisir admiré les heureux effets de la valeur de ses soldats et du travail de ses agens.

Malgré la magnifique ardeur de Kerensky, malgré la volonté des chefs, malgré l'effort énergique des régimens restés intacts ou ressaisis, la trahison et l'anarchie ont accompli leur œuvre. Le communiqué russe en fait, étape par étape, le douloureux, l'expiatoire aveu. « En raison de l'inexécution de certains ordres militaires, la résistance de nos troupes ne s'étant pas affirmée comme suffisante..., » dit-il le 21 juillet. Le 23, relatant un combat qui s'était d'abord dessiné favorablement dans la direction de Vilna, région du bourg de Krevo : « La conduite d'une partie de nos troupes n'a pas permis d'exploiter ce succès. » Le 26 : « Nos contre-attaques,

par suite des faibles effectifs de nos élémens ainsi que des conditions morales, n'ont amené aucun résultat positif. Quelques élémens continuent à abandonner leurs positions et n'exécutent pas les ordres prescrits. » Mais, hâtons-nous de le remarquer, il y a la contre-partie. Le bulletin relève, comme une consolation : « Il faut souligner la vaillance des officiers qui sont tombés en grand nombre dans l'accomplissement de leur devoir... » — « Les officiers se sont fait remarquer par leur héroïsme et se sont fait massacrer en grand nombre. » Et comme une espérance : « A côté de tels élémens se trouvent des troupes qui remplissent avec abnégation leurs devoirs envers la patrie et qui opposent une résistance obstinée à l'ennemi. »

Enthousiaste et impassible en même temps, dans un esprit de total sacrifice, sachant ce qu'il risque et le risquant délibérément, Kerensky s'efforce de reprendre en main l'État et l'armée. Il ne recule pas devant les mesures extrêmes. Il a juré au peuple russe, il s'est juré à lui-même, dans sa grande pitié de la patrie, de faire un gouvernement de Salut public. Or il sait qu'un gouvernement de Salut public, gouvernement de désespoir, de combat au dedans et au dehors, doit être ou plutôt ne peut pas éviter d'être un gouvernement « de sang et de fer. » C'est précisément le langage qu'il tient ; ce sont justement les mots qu'il emploie; ce sont ceux qu'il dicte ou qu'il inspire à ses commissaires aux armées. Il le fallait. Il faut, comme quelqu'un osa jadis l'écrire en une formule à la fois cynique et superbe, « il faut que la patrie se défende ou avec ignominie ou avec gloire; et, n'importe comment, elle est bien défendue. » Il faut donc ce qu'il faut pour que cela soit. Partant de cette nécessité première et revenant à cette nécessité première, se déroulent, enchaînées, toutes les autres nécessités.

« Pour que le sang des héros n'ait pas été répandu inutilement, télégraphiait le commissaire Savinkoff (qui devient ministre), à la suite de son inspection de la 7e armée, il faut que vous fassiez preuve d'une volonté de fer... Qu'ils soient punis, ceux qui refuseront d'exposer leur vie pour la patrie commune. Alors seulement le sang n'aura pas été versé en vain. » Korniloff, Tcherbatcheff, les meilleurs généraux, tous les bons soldats, ont pensé et parlé ainsi. Il en a été ainsi ordonné. « Placé devant l'alternative soit de sacrifier l'armée aux lâches et aux traîtres, soit d'avoir recours à l'unique moyen qu'ils puissent craindre, » le gouvernement révolutionnaire a dû rétablir sur le front la peine de mort qu'il avait abolie.

Dans de pareils cas, c'est moins le mauvais troupeau qui est cou-

pable, que le mauvais berger, que le chemineau jeteur de sorts. A l'intérieur aussi, il a fallu se résigner à sévir. Trop longtemps couverts par le voile d'une popularité indignement captée, Lénine et ses complices sont apparus tels qu'ils étaient, et l'on a eu la preuve qu'ils n'étaient pas seulement des politiciens extravagans et délirans ; de Berlin à Stockholm et de Stockholm à Petrograd, on a pu suivre à la trace les trente deniers de Judas. Oulianoff, dit Lénine, s'est enfui : il a sans doute trouvé un refuge en Allemagne, son pays de prédilection. Reste sa séquelle, moins puissante maintenant que ses mobiles sont découverts, mais toujours dangereuse par ses artifices. La trahison est comme un fleuve qu'il est possible de tarir à sa source, très difficile de briser dans son cours, impossible d'empêcher d'inonder et d'emporter tout, quand il a pris, en coulant largement, la force de s'épandre. Si Kerensky veut en venir à bout, c'est chez les faux Zinovieff et les faux Kameneff, chez les Apfelbaum et les Rosenfeld, qu'il est obligé d'aller la chercher, puisqu'il ne peut étendre le bras assez loin pour l'atteindre à son origine.

En attendant, les conséquences sont là : tout l'effort militaire de trois ans est compromis, ou même davantage ; l'offensive de Brousiloff, celle de l'été de 1916, avec ses 500 000 prisonniers, ses milliers de kilomètres carrés reconquis ou conquis, est annulée ; en Galicie, en Bukovine, les Empires centraux effacent et rectifient « la carte de guerre; » ils entament la Podolie, la Moldavie; ils guettent la Bessarabie. La Russie, mordue au Nord, ne mord plus au Sud ; envahie, elle ne rend plus l'invasion. Peut-être, à présent que l'état-major allemand ne croit plus avoir d'intérêt à la ménager, et qu'il a versé dans ses veines les philtres de dissolution, se prépare-t-il pour elle de grandes batailles. Mais la plus grande de toutes est certainement celle que Kerensky livre à l'anarchie. Qu'il la gagne, qu'il forme à son image un gouvernement de guerre, qu'il le pénètre et qu'il pénètre la nation de cette vérité élémentaire que la guerre a ses lois auxquelles les révolutions elles-mêmes ne sont pas dispensées de se soumettre, et rien n'est définitivement perdu. En soi, le fer et le sang sont injustes et impurs, un gouvernement de Salut public est tyrannique; il n'est gouvernement de Salut public et ils n'en deviennent les instrumens sacrés, ils ne se purifient qu'à la condition qu'ils sauvent.

Par bonheur, sur les autres fronts, les Alliés ont eu d'assez belles compensations, des revanches où la Russie, la première, s'est taillé sa part. L'armée russo-roumaine, — indemne ou moins touchée en

ses élémens russes, reconstituée en ses élémens roumains, — a attaqué, dans les vallées du Trotus, de la Susita et de la Putna; sur une longueur de soixante kilomètres, elle a enfoncé les lignes ennemies d'une vingtaine de kilomètres en profondeur; mais les événemens qui se sont passés sur le Dniester ralentissent et suspendent sa marche, s'ils ne la mettent en péril.

Sur notre front occidental, les Anglo-Français, ayant mené à bien une préparation d'artillerie telle que cette guerre, qui en avait déjà vu tant, et à pleine puissance, n'en connaissait pas encore d'aussi formidable, se sont ébranlés simultanément, une armée française en liaison, sur sa droite, avec les armées britanniques, sur sa gauche, avec l'armée belge. Une bataille s'est engagée, formidable comme sa préparation même, mais, selon toute probabilité, formidable en durée comme en intensité; bataille de patience autant que de violence, dans laquelle la tempête du 1er août et les pluies diluviennes qui l'ont suivie n'auront fait que marquer une pause, juste le temps d'organiser le terrain gagné et de faire avancer, par des chemins défoncés, les canons géans. Une bataille aussi décisive qu'aucune bataille puisse l'être dans cette guerre jusqu'ici sans décision où chaque bataille est toute une guerre, c'est bien ainsi que la jugent les Allemands qui la voyaient venir, puisque la seule image en a par avance glacé la joie lyrique, assombri l'éclat oratoire et épistolaire de l'Empereur, dans sa harangue de Tarnopol, dans ses dépêches à Hindenburg et à M. Kaempf, dans ses manifeste commémoratifs à la nation et à l'armée. Les nuées que le vent amasse dans l'Ouest obscurcissent à ses yeux le nouveau soleil qui se levait à l'Orient. Il pense au « bombardement » qui, là-bas, se prolonge, s'accroît sans cesse, se décuple, se multiplie, aux « assauts » qui vont se produire. Il sent, sur sa tête et sur sa langue, le poids « d'un monde d'ennemis. » Où sont les trompettes du triomphe ? Le ton est résigné, le souffle court. Par habitude, automatiquement, dans un soupir beaucoup plus que dans un défi, Guillaume II balbutie encore : « Dieu est avec nous ! » Les deux larrons du Golgotha purent aussi le dire sur leur croix. Mais ils ne ressuscitèrent pas avec Jésus, le troisième jour.

Pour nous, la bataille des Flandres commence bien, et même un peu mieux que bien, mais elle ne fait que commencer, et nous devons savoir, nous ne devons pas oublier que, comme toutes les batailles de cette guerre, elle sera longue et dure. Longue et dure comme cette guerre elle-même, dont la fin seule est sûre. Elle va continuer, avec des intermittences, des péripéties, des contretemps,

des incertitudes, des émotions, pendant des semaines et des semaines, peut-être pendant plusieurs mois. Ne retombons pas dans les fautes ou dans les erreurs d'un récent passé. Ne nous élançons pas trop haut et ne nous lassons pas trop tôt. Vaincre, dans une bataille de durée, est naturellement une affaire d'endurance. Verdun et l'Aisne ont démontré que nous avions cette vertu, ou que nous l'avons acquise, et que nous sommes capables de la conserver. Mais mesurons et bornons nos desseins, sinon nos désirs; réglons sur le possible sinon nos ambitions, nos satisfactions. De la bataille qui commence, et sur le caractère de laquelle il importe de ne pas se tromper, n'attendons pas directement, immédiatement, de trop grands résultats territoriaux. Là, dans ce décor historique, sur ce sol humide et bourbeux, sur cette espèce de chaussée ou de digue à peine émergente, comme sur une planche jetée au-dessus des marécages, va être vidée, en champ clos, la querelle, depuis longtemps fatale, de l'Allemagne et de l'Angleterre. C'est là qu'avec les Belges et nous comme seconds, « la misérable petite armée anglaise, » que ce grossier Allemand d'Erzberger voulait jadis faire prendre tout entière par un vieux général prussien décrépit, hissé sur un cheval fourbu, pour l'exhiber, à titre de curiosité, dans les cirques, cette petite armée, devenue une nation en armes, — et quelle nation, qu'alimentent les ressources de la moitié de l'univers! — a appelé en duel la colossale armée de l'Empire, grossie de toutes les classes qu'elle a drainées jusqu'aux râclures et épluchures, encadrée par ses plus vieilles bandes, commandée par ses chefs les plus réputés.

Déjà, dans la période préparatoire et dans la première phase de la bataille même, l'Allemagne paraît être dominée. Nos alliés et nous, lui opposons cinq pièces de canon pour une; ses feux sont éteints, ses avions descendus, ses yeux crevés, ses réseaux barbelés détruits, ses repaires éventrés, toutes ses malfaisantes et maudites inventions, ses flammes et ses fumées d'enfer retournées contre elle, à son tour empoisonnée par ses odeurs, tuée par sa propre pestilence. Elle n'a pas répugné à faire de toutes les sciences une encyclopédie du meurtre; en invoquant, à l'aide de sa perfidie et de sa brutalité, une chimie dévastatrice, assassine et incendiaire, elle nous a forcés, pour nous défendre, à convenir, plus de cent ans après la Révolution française, que la République, elle aussi, peut avoir besoin de chimistes. L'Allemagne a voulu faire la guerre d'usure, voir qui frapperait le plus fort, qui supporterait le plus aisément. La voilà accrochée au croc qu'elle a elle-même tendu. Lorsqu'elle sortira de

la bataille des Flandres, quelle que soit la variation de la « carte de guerre, » quelle que soit, sur le terrain, l'étendue de nos gains et de ses pertes, il n'y aura plus qu'un coup de lime à lui donner. Et la lime sera de belle taille et de bonne trempe, tenue par une main robuste. Elle sera, comme on dit à Paris, quand on y veut tout dire, « américaine ! »

Ainsi se présente, en son ensemble, dégagée de considérations incidentes ou accessoires qui n'y changeraient rien, la situation militaire, dans ce qu'elle a de favorable et ce qu'elle a de défavorable. Tâchons, en simplifiant de même, de montrer aussi clairement de quelle situation politique elle se double. Une des forces de l'Allemagne dans cette guerre a été de souder l'une à l'autre les deux tactiques, de joindre et de combiner ses deux offensives. Parlant de la crise allemande, nous en avons parlé sérieusement, comme si, sérieusement, il y avait eu crise en Allemagne. Nous avons cherché de notre mieux le sens du discours prononcé au Reichstag par le nouveau chancelier, comme si M. le docteur Michaëlis avait tenu à ce qu'il eût un sens, à ce qu'on lui en donnât un, et à ce que ce fût bien celui que l'on préférait y attacher. Mais l'opération peut se présenter sous un autre aspect. Il n'est pas interdit d'admettre, ou du moins on ne doit pas rejeter *a priori*, l'hypothèse d'une pure comédie, dans laquelle M. Scheidemann, M. Erzberger, M. Michaëlis lui-même, auraient joué chacun leur rôle, dont tous les groupes politiques se seraient faits plus ou moins les comparses, et qui aurait eu pour objet, en faisant croire à un désir de paix chez les Allemands, de surexciter les « maximalistes » russes, de semer des hésitations ou des dissentimens chez les Alliés, de rompre dans les différens pays l'union des âmes, et de brouiller entre elles, si c'était possible, les puissances de l'Entente, sournoisement induites à se méfier les unes des autres. Une chose, après coup, corrobore l'hypothèse qu'il y eut, dans la dernière crise, de la comédie : l'incident que vient de soulever, avec une inconscience rare même parmi ses compatriotes, M. le docteur Michaëlis.

Il n'avait pas dû être enchanté de ses débuts comme chancelier devant le Parlement de l'Empire, où il avait en effet trouvé le secret de décevoir ou de mécontenter tout le monde et de ne réaliser ni les espérances ni les craintes que sa nomination avait fait naître. Ce fonctionnaire bien noté, mais peu reluisant, que la fortune était allée soudain tirer du rang des gens « qui ne sont pas nés, » qui ne sont ni *hoch*, ni *wohl*, ni, à plus forte raison, *hochwohlgeboren*, et dont elle

avait fait, en le touchant, un personnage, le premier de l'Allemagne après l'Empereur, avait laissé surtout à son auditoire une impression de médiocrité. Il l'a senti. D'autre part, les journaux, le *Times* en tête, venaient de rappeler l'attention sur la Conférence tenue à Potsdam, le 5 juillet 1914, un mois avant la déclaration de guerre, entre Allemands et Autrichiens, souverains et princes héritiers, ministres, chefs d'état-major; et par cette publication, qui n'était du reste qu'une réédition, venait d'être posée derechef, ravivée, la question toujours brûlante des « responsabilités de la guerre, » que Guillaume II s'évertue à secouer, mais qui lui colle au dos comme une tunique enduite de soufre. Le crime des Empires du Centre, qui, dans la position réciproque de l'Allemagne et de l'Autriche, dans l'enchaînement des causes et des faits, est avant tout le crime allemand, — ici encore, l'Allemagne, l'Allemagne par-dessus tout! — était une fois de plus démontré. M. Michaëlis, encore novice, s'est cru assez malin pour donner le change, par un recours à la ruse puérile que pratiquent tous les écoliers, et dont nous avons souri l'autre jour : « Ce n'est pas moi! C'est lui! » Mais tandis que, d'abord, il l'avait fait avec une légèreté relative, ensuite, de peur que le coup n'eût pas porté, il a insisté germaniquement. Ne pouvant, décemment ou indécemment, prétendre que c'était la France qui, il y a trois ans, avait rendu la guerre inévitable, il s'est proposé d'établir que c'était elle qui maintenant en rendait nécessaire la prolongation.

Par cette révélation, M. Michaëlis se flattait de faire du neuf, de se distinguer de M. de Bethmann-Hollweg, demeuré empêtré dans ses chiffons de papier, et de ses compères viennois qui n'avaient su que rabâcher piteusement des fables ridicules, des histoires absurdes, des contes à dormir debout. Et l'instant lui paraissait bon. Chargé de résoudre le problème, il en repassait en esprit les données, telles qu'il aimait à se les représenter : la débâcle russe, le fléchissement, signalé avec complaisance et combien d'exagération! du moral des nations de l'Entente, les difficultés que certains d'entre les Alliés devaient avoir à s'accorder sur certains points, les lenteurs obligées, mais pesantes, de l'intervention américaine, la lassitude plus sensible au quatrième anniversaire (l'Allemand, homme d'imitation, est, naturellement aussi, un homme à anniversaires), la douleur des familles ravagées ou séparées, les souffrances, les privations, la gêne, la satiété de la mort, la poussée de la vie qui veut renaître, les agitations des partis et des syndicats de profiteurs qui pensent aux affaires de demain, les tracasseries en vue d'une paix brusquée et bâclée dont quelques-uns

grilleraient de s'attribuer le mérite, fût-il illusoire, et l'avantage, ne fût-il qu'électoral. Le milieu, comme l'instant, était donc propice. Le chancelier a alors lancé son brûlot, tiré son pétard, dernier gaz asphyxiant sorti du laboratoire de la Wilhelmstrasse. Solennellement, comme s'il déposait une pièce capitale dans les archives des siècles, M. Michaëlis a pris le monde à témoin. « Il sera de la plus haute importance pour le monde entier, a-t-il dit aux cinquante reporters qu'il avait convoqués tout exprès, de connaître que *des preuves écrites* de la convoitise de nos ennemis sont tombées entre nos mains et que nous savons ainsi les vraies raisons de la continuation des sanglans massacres entre les nations. Je veux parler des rapports de témoins oculaires et auriculaires des débats secrets dans la Chambre française des députés, le 1er et le 2 juin. »

Expédions tout de suite une question préjudicielle. A interpréter littéralement l'affirmation de M. Michaëlis, le chancelier allemand aurait entre les mains « des preuves écrites » de nos « convoitises ; » et ces preuves écrites seraient « des rapports » émanant, à un degré quelconque, de « témoins oculaires et auriculaires » du comité secret de la Chambre française. Ce n'est, à coup sûr, un mystère pour personne que des comptes rendus d'un des comités précédens ont couru tout Paris, qu'on en offrait des copies à prix fixe, et que, pour le dernier, celui auquel M. Michaëlis a fait allusion, il en a circulé de café en café des versions, les unes assez fidèles, les autres défigurées. On l'a su. La police l'a su, le gouvernement l'a su, la Chambre des députés l'a su. Qui s'en est ému ? Ou du moins qui a fait quelque chose de plus que si l'on ne s'en émouvait pas ? Et, aujourd'hui que des « rapports » fondés sur ces feuillets clandestins sont arrivés en Allemagne, qu'est-ce que cela prouve ? Non point qu'il y ait quelque part chez nous un traître, mais qu'il y a dans la Chambre beaucoup de bavards, et qu'un secret confié à six cents personnes ne saurait plus être, on s'en doute bien, un secret (l'art des conjurations le bornait strictement à trois, et encore !). Cela prouve, par surcroît, que les comités secrets, qui sont sans secret, ne sont pas sans inconvénient, comme voulut le dire M. le général Lyautey, à qui il en coûta son portefeuille de s'être permis de le supposer.

Mais, sur le fond, sincèrement, sans commettre une indiscrétion que nous reprocherions à d'autres, nous pouvons nous porter garant que, si la chancellerie a payé cher ce prétendu document, elle a été volée. Il a peut-être été dit, en comité secret, les 1er et 2 juin, quelque chose de cela, mais pas cela, et pas comme cela. L'informa-

teur des informateurs de la chancellerie s'est embrouillé dans une matière délicate, tout en nuances, qu'il est possible que tous « les témoins oculaires et auriculaires » n'aient pas toutes très finement discernées ni très exactement perçues; qu'au demeurant il était impossible aux informateurs de seconde main, même s'ils n'étaient pas professionnellement des déformateurs, de comprendre et de rendre en leur subtilité. Nous n'osons dire rien de plus, et c'est dommage : M. Michaëlis verrait à quel point il a été trompé. Il lui est d'ailleurs facile de le deviner, et même de le toucher du doigt. S'il tient à être renseigné sur ce point d'histoire, qui n'est et ne sera, quoi qu'il veuille, qu'un point d'histoire, qu'il lise attentivement la réponse de M. Ribot. Jamais un plus honnête homme n'a tenu un plus honnête langage.

A quoi bon biaiser? Le point vif, et que le chancelier a voulu faire aigu, c'est la condition future de la rive gauche du Rhin. Il a accusé nos ministres, ou même personnellement M. le Président de la République, d'avoir conclu, à ce sujet, dans les derniers temps de l'ancien régime en Russie, un traité secret avec le tsar, nous réservant de procéder, sur la rive gauche du Rhin, à « de vastes modifications territoriales. » M. Ribot a répondu : « Il ne s'agit que de nous garantir contre une nouvelle agression, non pas en annexant à la France les territoires de la rive gauche du Rhin, mais en faisant au besoin de ces territoires un État qui nous protégerait ainsi que la Belgique contre une invasion d'outre-Rhin. » M. Michaëlis lui-même doit voir à présent qu'il y a une nuance, et il doit en prendre son parti. Personne en France ne veut aller au delà, mais personne non plus ne veut rester en deçà. Contre une nouvelle agression de l'Allemagne, nous qui les comptons par centaines depuis qu'il y a des Allemands et avant même qu'il y eût une Allemagne, nous entendons qu'on nous donne des garanties, et des garanties positives. Nous ne disons pas « territoriales, » par des annexions, mais nous disons catégoriquement positives, par des démantèlemens, des démobilisations, des démilitarisations, en un mot par une « déprussification. » En quoi nous nous montrons singulièrement plus modérés que les pangermanistes, qui réclament Longwy, Briey, Calais, Dunkerque, Anvers et toute la côte belge, au minimum. A qui la faute, si l'Allemagne est un voisin si incommode que l'on ne puisse vivre à côte d'elle sans s'en garder par une « marche? »

C'est tout, et voilà bien du bruit. Mais peut-être M. Michaëlis désirait-il simplement faire beaucoup de bruit. Hors d'Allemagne, l'Alsace-Lorraine, du point de vue allemand, ne « rend » plus. Il

n'est pas, jusqu'au Soviet qui, sous réserve des formes, ne s'associe à notre revendication, et que la chancellerie impériale ne renonce à échauffer ou à refroidir sur l'Alsace-Lorraine. Mais elle a cru qu'il en irait bien autrement de la rive gauche du Rhin, surtout en y mêlant les sinistres projets du tsarisme exécré. Elle a cru souverainement habile de marier à nouveau, après la lettre, le tsar et la République française. Et elle n'a pas visé la Russie seulement. Ailleurs encore, de l'autre côté de l'Océan, les mots d'annexions et de conquêtes pouvaient faire dresser l'oreille dans un geste ombrageux. *Divide et impera*, disait l'autre ; mais il avait la manière. M. Michaëlis ne l'a pas ; il découvre trop son jeu ; il montre trop la patte. Ce n'est pas du bel ouvrage. La double fin de sa machination se voit des extrémités de la planète : soutenir l'esprit de guerre en Allemagne, et le faire baisser dans l'Entente, troubler les Alliés et attendrir les neutres, en feignant que l'Allemagne veut une paix raisonnable que la vorace Entente s'obstine à repousser. Cependant, avec une maladresse qui a l'air d'une flatterie, le comte Czernin appuie la manœuvre. Lui, c'est à l'Angleterre qu'il s'adresse. Il affecte de prendre au bond une phrase de lord Robert Cecil disant : « L'Autriche-Hongrie n'est pas notre principal ennemi. » Qu'est-ce à dire, pour le comte Czernin? Il supprime l'épithète, comme évidemment déplacée, et c'est-à-dire : « L'Autriche n'est pas notre ennemi. » Sur quoi, tout allié qu'il est de l'Allemagne qui matin et soir prie Dieu de punir l'Angleterre et de faire de l'Empereur le ministre de ses vengeances, il offre tranquillement son arbitrage.

De l'une et de l'autre démarche, nous concluons que les Empires du Centre, ainsi que nous l'avons dit, *veulent* encore la guerre, mais qu'en dépit de chances militaires que la complexité même de l'Entente fait reverdir à chaque saison, ils la *peuvent* de moins en moins, et ne la pourront bientôt plus. Cette guerre n'est point une guerre ordinaire : plus de la moitié de l'univers y est en lutte contre quatre puissances, deux grandes et deux petites, sous le régime des nations armées, mais armées de tout ce qu'elles possèdent ou se procurent, population, production, richesses, subsistances, industrie, capacité d'achat et de transport. Il est possible qu'elle se termine par une victoire qui ne soit pas une action spécifiquement militaire, par une défaite qui soit surtout une faillite ou une défaillance. Mais ce qui est tout à fait impossible, d'une impossibilité physique et mathématique, c'est qu'à la longue, l'univers ne l'emporte pas.

Tandis que le chancelier s'occupait, avant de commencer ses

visites, à préparer ainsi son camouflet (dans les deux sens du mot), la Conférence des Alliés, à Paris, était close par la déclaration réitérée de leur inébranlable résolution. Certaines difficultés, qu'on escomptait dans le camp adverse, ou n'avaient pas été soulevées, ou avaient été écartées, ou avaient été esquivées. Le fagot d'épines des questions balkaniques avait été délié par les mains souples des Grecs et des Italiens assis autour de la même table. L'opinion de la révolution russe sur « les buts de guerre » et le ferme propos des puissances occidentales ne s'étaient pas entre-choqués. La suite des conversations avait été opportunément renvoyée à une seconde réunion qui devait se tenir à Londres. Mais, dans le même temps et à Paris même, siégeaient, en une sorte de Conférence officieuse, à côté de la Conférence officielle, des délégués des partis socialistes de France, d'Angleterre et de Russie. Toujours la concurrence des diplomaties. Le Soviet de Petrograd s'y était fait représenter par quatre plénipotentiaires, notamment par MM. Ehrlich et Goldenberg, qui sont, à n'en pas douter, d'excellens patriotes russes, bien que leurs noms ne rendent pas un très pur son de cristal slave. Ces quatre citoyens, tout frais émoulus de l'autocratie, nous ont prodigué leurs conseils avec une largesse parfois un peu choquante. « Voici ce que nous voulons, » tranchent-ils. Mais que veulent les autres? Car les autres aussi ont le droit de vouloir. La révolution russe, ou quelques révolutionnaires, pensent et parlent de la sorte, c'est entendu. Et, avec leurs avis, qu'est-ce qu'ils apportent?

Ce que MM. Ehrlich, Goldenberg et leurs compagnons ont dit, dans cette conférence à côté, nous passionne médiocrement et même nous intéresserait peu si nos socialistes, à nous, ne l'avaient pas entendu, et si ce n'étaient pas des perroquets. Le lendemain, M. Renaudel se perchait à la tribune de la Chambre. Sous le prétexte un peu gros d'empêcher M. le président du Conseil de favoriser par son silence la manœuvre de M. Michaëlis, il le sommait de renoncer publiquement pour l'avenir à toute autre garantie contre le retour d'une agression allemande que l'institution de la « Société des nations. » Mais l'homme peut s'instruire chez les bêtes, et se souvenir que la première « Société des nations » fut celle du Loup et de l'Agneau, et la seconde, celle des Animaux malades de la peste. M. Ribot l'a vu clairement et clairement dit. Il convient de lui en savoir gré, autant que d'avoir posé, comme une borne infranchissable à des empiétemens qui devenaient excessifs, cette maxime fondamentale : « Il n'y a pas, en France, d'autre gouvernement que

le Gouvernement. » Que si tout ce tapage avait pour objet final d'obtenir de la fatigue de l'autorité la facilité de se rendre, au sortir d'une conférence préliminaire, à un autre congrès international, où ne seraient pas seulement des socialistes alliés, quand il abandonnerait Stockholm pour Christiania, nous nous retournerions encore vers M. le président du Conseil et nous en appellerions de M. Renaudel à M. Ribot. Les paroles restent.

Il y a des paroles qui méritent de rester. M. Balfour, M. Bonar Law, M. Sonnino, M. Pachitch, en ont prononcé ces jours-ci. M. Lloyd George, à lui seul, peut en inscrire deux à son compte. « La guerre, a-t-il dit, est une terrible chose, mais *pas aussi terrible que le serait une mauvaise paix.* » Et encore : « L'Allemagne, qui a manqué son coup, s'arrangerait pour ne pas le manquer une autre fois. *Il faut qu'il n'y ait pas d'autre fois.* » Une paix juste et réparatrice, une paix solide, une paix durable, une paix moins terrible que cette terrible guerre, et la guerre qu'il faut pour l'assurer, tant qu'il la faudra, parce qu'il nous faut une paix définitive, c'est à cette pensée que le globe est comme suspendu. Toute sa vie se rassemble et s'organise autour de cet axe. Autour de lui, se groupent en un système d'événemens les accidens ou incidens quotidiens dont la terre et les mers s'emplissent jusqu'à en déborder. Même les affaires intérieures de chaque pays, conflits constitutionnels, orages parlementaires, embarras ministériels, empruntent de cette grande et unique affaire un immense surcroît d'importance. Affaires d'Irlande, d'Espagne, de Grèce : l'Occident, le Midi, l'Orient, l'Extrême-Orient. Il nous est arrivé de dire de la Chine qu'elle ne faisait rien comme personne. Nous lui devons amende honorable. Elle vient de faire comme tout le monde (y compris la république noire de Liberia), et de déclarer la guerre à l'Allemagne.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTIÈME VOLUME

JUILLET — AOÛT

Livraison du 1[er] Juillet.

Livraison du 15 Juillet.

Livraison du 1er Août.

Livraison du 15 Août.

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53921.

